



Édition 2023

RECUEIL STATISTIQUE
DU RÉGIME GÉNÉRAL

Données 2022

RECUEIL STATISTIQUE
DU RÉGIME GÉNÉRAL

Données 2022

Recueil statistique 2023

Publication annuelle éditée par la Cnav

Directeur de la publication : Renaud Villard

Directrice de la rédaction : Pascale Breuil

Responsable de la rédaction : Christine Bellavoine-Gaessler

Rédacteur : Ludwig Vauvray

Recueil des données statistiques : Marie Ménard, Michaël Ravon

Participations : Catherine Bac, Nathanaël Grave

Composition : Direction statistiques, prospective et recherche

Réalisation : Studio graphique Cnav-Dicom

Impression : Cnav

ISSN : 2492-6701

Dépôt légal : décembre 2023

Avant-propos

Le recueil statistique, réalisé par la direction Statistiques, Prospective et Recherche, est publié chaque année par la Cnav.

Ce recueil présente et commente les principales statistiques relatives à la population des retraités du régime général et à leurs droits. Il décrit notamment les retraités du régime général percevant une pension au 31.12.2022, et les nouveaux retraités de droit direct ou dérivé du régime. Il s'attache tout particulièrement à documenter et expliquer les évolutions constatées sur les vingt dernières années (impact de la démographie, des modifications de la législation retraite...) et à illustrer les spécificités du régime général (dispositifs particuliers, analyse géographique incluant l'étranger...). Les données ne tiennent pas compte des pensions versées aux retraités du régime général par d'autres régimes de base ou complémentaires. Des statistiques « tous régimes » font l'objet de publications détaillées par la Drees, service statistique du ministère chargé des affaires sociales.

Le recueil avait fait l'objet d'une refonte intégrale, sur le fond comme sur la forme pour son édition 2022. Depuis cette refonte, les données relatives à 2019 et aux années suivantes sont publiées sur le champ du régime général, y compris travailleurs indépendants (intégrés au régime général depuis fin 2019), et les séries sur les nouveaux retraités (et les décès) ont été revues. Les nouveaux retraités sont désormais ceux dont la retraite a pris effet dans l'année, quelle que soit la date à laquelle le dossier a été traité en gestion. Un retraité n'est compté qu'une fois même s'il a eu deux droits de même type dans l'année (par exemple, un droit dérivé lié à une carrière salariée et un droit dérivé lié à une carrière d'indépendant). Ces choix méthodologiques correspondent à ceux utilisés pour les séries de la Cnav labellisées par l'Autorité de la Statistique Publique. Le recueil valorise ainsi ces séries labellisées, et fournit des données complémentaires cohérentes, développant ainsi l'offre statistique en open data. L'objectif de la refonte était également de rendre le recueil plus accessible. Il s'articule autour de tableaux synthétiques et de graphiques commentés, dont toutes les données sont téléchargeables. Des encadrés définissent les termes techniques et rappellent de manière simplifiée les règles de droit les plus utiles pour comprendre les données et évolutions présentées.

Ce nouveau recueil statistique en est donc à sa deuxième édition après refonte. Il a été enrichi depuis sa première édition et sera encore amené à évoluer dans les années à venir.

Sommaire

1 LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL	9
1.1 La population des retraités	10
1.1.1 L'évolution du nombre de retraités	10
1.1.2 Les retraités du régime général dans la population française et l'ensemble des retraités	12
1.1.3 L'âge des retraités du régime général	15
1.2 La répartition des retraités du régime général selon leurs droits	23
1.2.1 Les différents types de droits	23
1.2.2 Les retraités de droit direct	25
1.2.3 Les retraités de droit dérivé	31
1.3 Le montant des pensions servies	33
1.3.1 Le montant global des pensions du régime général	33
1.3.2 L'évolution du montant global des pensions	36
1.3.3 La revalorisation des montants	38
1.3.4 Le montant de base des droits directs	42
1.3.5 Le montant de base des droits dérivés	46
1.4 Les majorations de pensions	49
1.5 Le minimum vieillesse, l'ASI et la majoration L814-2	52
1.5.1 Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire d'invalidité	52
1.5.1.1 Les bénéficiaires	52
1.5.1.2 L'évolution du nombre de prestataires du minimum vieillesse	53
1.5.1.3 L'âge des bénéficiaires du minimum vieillesse	54
1.5.1.4 Les montants du minimum vieillesse et de l'ASI	56
1.5.2 La majoration L. 814-2	59
1.6 Les prélèvements obligatoires sur les retraites	61
1.6.1 La CSG, la CRDS et la Casa	61
1.6.2 La cotisation d'assurance maladie (résidents étranger)	66
1.7 La situation financière du régime général	67
1.7.1 Les dépenses en prestations légales	67
1.7.2 Les dépenses de droits directs	69
1.7.3 Les dépenses de droits dérivés	70
1.8 La résidence des retraités	72
1.8.1 La répartition des retraités du régime général en France et à l'étranger	72
1.8.2 La répartition géographique des retraités du régime général	73
1.8.2.1 Les retraités résidant en France	73
1.8.2.2 Les retraités résidant à l'étranger	77
1.8.3 L'âge des retraités en fonction de la résidence France-étranger	80
1.8.4 Les pensions moyennes en fonction de la résidence France-étranger	81
2 LES NOUVEAUX RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL	83
2.1 Les nouveaux retraités de droit direct	84
2.1.1 L'évolution du nombre de nouveaux retraités de droit direct	84
2.1.2 L'âge des nouveaux retraités de droit direct	87
2.1.3 Les différents types d'avantage des nouveaux retraités de droit direct	91
2.1.3.1 Les départs à la retraite pour inaptitude ou invalidité	92

2.1.3.2	Les retraites anticipées longues carrières.....	94
2.1.3.3	Les retraites anticipées au profit des assurés handicapés	96
2.1.3.4	Les retraites au titre de l'amiante et de l'incapacité permanente	97
2.1.4	Le montant de base des droits directs des nouveaux retraités	99
2.1.4.1	Le montant de base moyen des droits directs	99
2.1.4.2	Le minimum contributif	100
2.1.5	Les durées moyennes d'assurance et le taux de liquidation.....	105
2.1.5.1	Les durées moyennes d'assurance.....	105
2.1.5.2	Les carrières complètes au régime général	107
2.1.5.3	Le taux de liquidation	108
2.1.5.4	La décote.....	109
2.1.5.5	La surcote.....	111
2.2	Les nouveaux retraités de droit dérivé	113
2.2.1	L'évolution du nombre de nouveaux retraités de droit dérivé	113
2.2.2	L'âge des nouveaux retraités de droit dérivé	116
2.2.3	Le montant de base du droit dérivé des nouveaux retraités	118
2.3	Les majorations de pensions	121
2.4	Les allocations de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et allocations supplémentaires d'invalidité (ASI).....	123
2.5	La résidence des nouveaux retraités.....	128
3	LA TRANSITION DE L'EMPLOI À LA RETRAITE AU RÉGIME GÉNÉRAL.....	131
3.1	La situation avant la retraite.....	132
3.2	Le cumul emploi-retraite.....	135
3.3	La retraite progressive.....	139
4	LES DÉCÈS DES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL.....	141
4.1	La mortalité des retraités du régime général	142
4.1.1	Les décès des retraités du régime général par sexe et par type de droits	142
4.1.2	L'évolution du nombre de décès par année	146
4.1	L'âge au décès et la durée de service.....	148
4.1.3	L'âge au décès	148
4.1.4	La durée de service de la pension	149
4.2	Les montants de pensions versées au moment du décès	150
5	ANNEXES	151

1 LES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL

CHIFFRES CLÉS 2022

15 millions

de retraités

95 %

sont bénéficiaires d'un droit direct

800 €

montant mensuel global moyen brut

1,1 million

de retraités résidant à l'étranger

74,8 ans

d'âge moyen

582 000

bénéficiaires du minimum vieillesse

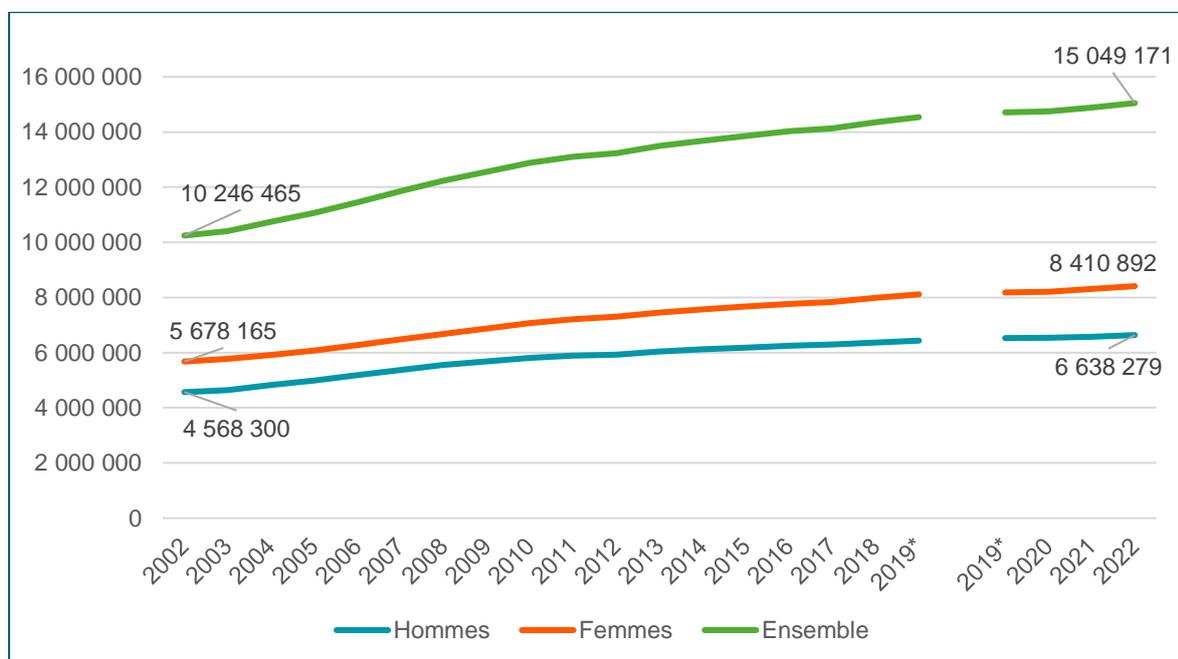
1.1 La population des retraités

1.1.1 L'évolution du nombre de retraités

Plus de 15 millions de retraités au régime général, soit une augmentation de 47 % en 20 ans

Le régime général verse une pension à 15 millions de retraités de droit direct ou dérivé fin 2022. Le nombre de retraités du régime général a augmenté de 47 % entre 2002 et 2022, passant de 10,2 millions à 15 millions, soit en moyenne une croissance de 1,9 % par an. Sur la même période, la population française a connu une croissance bien plus modérée, avec une augmentation totale de 10 % (soit 0,5% par an en moyenne)¹. La croissance rapide du nombre de retraités du régime général s'explique principalement par l'augmentation de l'espérance de vie et l'arrivée de classes d'âges plus nombreuses à l'âge de la retraite.

Évolution du nombre de retraités du régime général au 31 décembre



Sources : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Les femmes retraitées au régime général, plus nombreuses que les hommes (puisqu'elles représentent 56 % des retraités) voient leur nombre augmenter légèrement plus rapidement (+48 % entre 2002 et 2022 pour les femmes, +45 % pour les hommes).

¹ Insee, Population totale au 1^{er} janvier - France, [En ligne], <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001641586> (page consultée le 02/08/2023).

Une augmentation du nombre de retraités relativement faible en 2022 mais qui regagne en intensité depuis la fin de la pandémie

En 2022, le nombre de retraités a augmenté de 1,1 % (+0,9 % pour les hommes et +1,3 % pour les femmes), soit une croissance plus marquée qu'en 2020 (+0,3 %), et 2021 (+0,9 %), années marquées par la pandémie. Ces trois années ont en effet été marquées par des décès particulièrement nombreux (cf. fiche 4.1.1), mais 2022 se distingue par une hausse des départs à la retraite (cf. fiche 2.1.1). La croissance du nombre de retraités au régime général en 2022 reste nettement inférieure à celle de la première décennie des années 2000 (+2,7 % en moyenne annuelle entre fin 2000 et fin 2010) alimentée par l'arrivée à la retraite des premières générations du baby-boom. Elle reste également inférieure à celle de la décennie suivante (1,4 % en moyenne annuelle entre fin 2010 et fin 2020), qui avait pourtant été ralentie par l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à la suite de la réforme de 2010.

POUR EN SAVOIR PLUS

Un **droit direct** est une pension attribuée à un assuré en contrepartie de son activité professionnelle.

Un **droit dérivé** (ou pension de réversion) est une pension attribuée aux conjoints ou ex-conjoints survivants lors du décès d'un assuré. Elle dépend des droits directs acquis par cet assuré.

L'**intégration du régime social des travailleurs indépendants** (RSI, qui comprend principalement des artisans et commerçants) au régime général a été actée par la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018. Elle augmente légèrement le nombre total de retraités du régime général à partir de 2020. En effet, après une phase de transition de deux ans (pendant lesquels la gestion a été assurée par la Sécurité sociale des indépendants), le régime général a pris en charge la liquidation et le paiement des retraites des travailleurs indépendants à compter du 1^{er} janvier 2020. Juste avant, le nombre de retraités en paiement au régime général était de 14 541 742 au 31 décembre 2019 (hors outils de gestion de la Sécurité sociale des travailleurs indépendants - SSI). Avec l'intégration des retraités travailleurs indépendants gérés par les outils de gestion SSI, le nombre de retraités en paiement au régime général monte à 14 710 837 fin 2019. Ces chiffres ne signifient pas que le RSI concernait uniquement 170 000 retraités ; en réalité, ce ne sont pas moins de 2,1 millions de retraités² qui percevaient une pension du RSI fin 2019. Cependant, une grande partie d'entre eux percevaient aussi une pension du régime général en lien avec une carrière salariée ; ce sont donc des « polypensionnés ». Ainsi, fin 2019, lors de l'intégration du RSI au régime général, seuls les 170 000 retraités du RSI ne percevant pas de pension liée à une carrière salariée ont contribué à augmenter l'effectif de l'ensemble des retraités du régime général.

Statistiques et études complémentaires

- **Les 50 ans de la Cnav 1967 à 2017 : de 3 à 14 millions de retraités**
P. Breuil – Brève de Cadr'@ge n° 35 - Cnav – 2017

² Sécurité sociale des travailleurs indépendants, *L'Essentiel en chiffres - 2020*, [En ligne], <https://www.secu-independants.fr/cpsti/documentation/lessentiel-en-chiffres/>, (page consultée le 11/01/2022).

1.1.2 Les retraités du régime général dans la population française et l'ensemble des retraités

21 % de la population résidant en France est retraitée au régime général

Parmi les 15 millions de retraités du régime général, 14 millions résident en France fin 2022. Ils constituent 20,5 % de la population totale française (68 042 591)³. Les hommes retraités représentent 19 % de la population française masculine, tandis que les femmes retraitées représentent 22 % de la population française féminine. Les femmes retraitées représentent une part plus importante de la population française de même sexe que les hommes car leur espérance de vie, supérieure à celle des hommes, leur permet de percevoir une pension de droit direct ou dérivé plus longtemps malgré un âge de retraite plus tardif.

La part des retraités du régime général résidant en France dans la population a augmenté avec le temps. Elle était de 15 % fin 2002.

Retraités du régime général résidant en France au sein de la population française au 31 décembre 2022

	Hommes	Femmes	Ensemble
Retraités du régime général résidant en France (1)	6 146 023	7 809 755	13 955 778
Ensemble de la population (2)	32 920 377	35 122 214	68 042 591
<i>Part dans la population française</i>	18,7%	22,2%	20,5%
Retraités du régime général de 62 ans et plus résidant en France (1)	5 995 903	7 662 477	13 658 380
Ensemble de la population de 62 ans et plus (2)	7 450 387	9 507 644	16 958 031
<i>Part dans la population française de 62 ans et plus</i>	80,5%	80,6%	80,5%
Retraités du régime général de 75 ans et plus résidant en France (1)	2 320 047	3 494 510	5 814 557
Ensemble de la population de 75 ans et plus (2)	2 729 305	4 120 459	6 849 764
<i>Part dans la population française de 75 ans et plus</i>	85,0%	84,8%	84,9%

Sources : (1) SNSP-TSTI

(2) Insee : Pyramide des âges au premier janvier 2023 (données provisoires arrêtées à fin 2022).

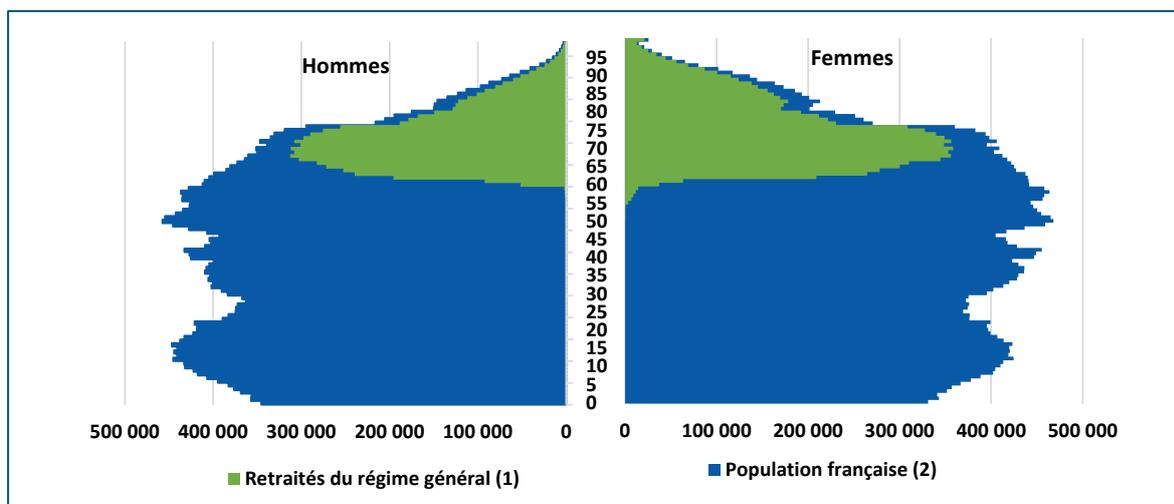
Champ : Population résidant en France (métropole et territoire des CGSS pour les retraités).

81 % des résidents en France de 62 ans ou plus perçoivent une pension du régime général

La part des retraités du régime général dans la population âgée est logiquement plus élevée. Parmi les personnes âgées d'au moins 62 ans résidant en France, plus de 80 % perçoivent une pension de retraite du régime général. Cette part atteint 85 % parmi les 75-84 ans ainsi que parmi les 85 ans ou plus. En effet, aux âges élevés, des femmes n'ayant pas de droit propre au régime général peuvent devenir pensionnées de ce régime grâce à l'obtention d'une pension de réversion d'un assuré de droit direct du régime général, ce qui explique que des personnes deviennent pensionnées du régime général bien après l'âge légal du départ à la retraite.

³ Insee, Population par âge [En ligne], <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381474> (consulté le 13/03/2023) et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381472> (consulté le 02/08/2023).

Retraités du régime général résidant en France au sein la population française au 31 décembre 2022



Sources : (1) Insee : estimations de population (données provisoires arrêtées à fin 2022).
(2) SNSP-TSTI.

Champ : Population résidant en France (métropole et territoire des CGSS pour les retraités).

83 % des retraités d'un régime français ont une pension du régime général

Au 31 décembre 2021, les régimes de retraite français versaient des pensions de droit direct ou dérivé à 18 millions de personnes (dont 16,5 millions résidant en France). Parmi ces retraités, 83 % percevaient une pension du régime général, en général complétée par les pensions qu'ils percevaient d'autres régimes de base ou complémentaire. La part de retraités percevant une pension du régime général est légèrement supérieure parmi les retraités de droit direct (84 %), et nettement plus faible parmi les retraités de droit dérivé (65 %), les droits dérivés au régime général étant soumis à conditions de ressources.

Retraités du régime général au sein de l'ensemble des retraités au 31 décembre 2021

	Ensemble des retraités de droit direct ou dérivé	dont retraités résidants en France	Ensemble des retraités de droit direct	Ensemble des retraités de droit dérivé
Effectif tous régimes confondus (millions)	18,012	16,534	16,997	4,394
Effectifs au régime général (millions)	14,933	13,781	14,209	2,842
Part des retraités ayant une pension au régime général	82,9%	83,3%	83,6%	64,7%

Source : Drees, EIR, modèle ANCETRE.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) d'un régime de base ou complémentaire français.

Note : Effectif de retraités ayant un droit au 31 décembre, qu'ils soient en paiement ou calculés au cours du premier semestre 2022 avec un point de départ au 31 décembre 2021.

Statistiques et études complémentaires

- **Les travailleurs indépendants et leur protection sociale en chiffres**
Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants – 2023
- **Les retraités et les retraites**
Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques – 2023

1.1.3 L'âge des retraités du régime général

L'âge moyen des retraités du régime général est de 74,8 ans, soit 73,9 ans pour les hommes et 75,4 ans pour les femmes

Les femmes, plus nombreuses au régime général (8,4 millions de retraitées contre 6,6 millions de retraités) sont en moyenne plus âgées que les hommes et également plus nombreuses aux âges élevés.

L'âge médian des retraités du régime général est inférieur à leur âge moyen : la moitié des retraités du régime général ont moins de 72,2 ans (71,5 ans pour les hommes et 72,9 ans pour les femmes).

Répartition par tranche d'âge des retraités du régime général au 31 décembre 2022

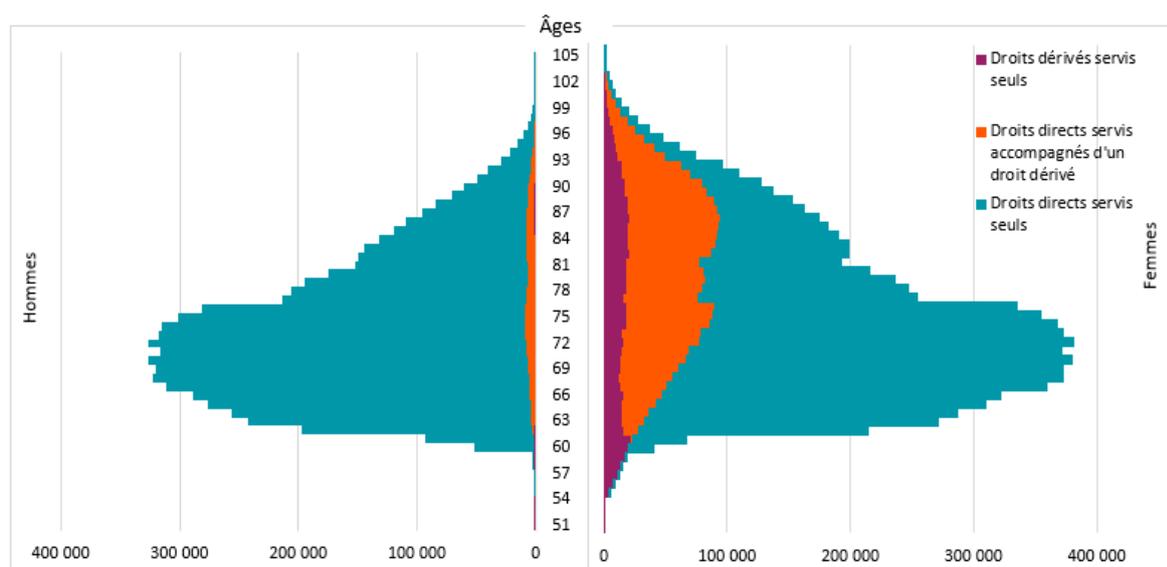
	Hommes	%	Femmes	%	Ensemble	%
Moins de 67 ans	1 411 607	21,3%	1 566 274	18,6%	2 977 881	19,8%
67-74 ans	2 553 699	38,5%	2 976 310	35,4%	5 530 009	36,7%
75-84 ans	1 948 489	29,4%	2 423 202	28,8%	4 371 691	29,0%
85 ans ou plus	724 484	10,9%	1 445 106	17,2%	2 169 590	14,4%
Ensemble	6 638 279	100,0%	8 410 892	100,0%	15 049 171	100,0%
Âge moyen	73,9 ans		75,4 ans		74,8 ans	

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Avec l'arrivée des générations nombreuses liées au baby-boom (la génération 1946, première génération du baby-boom ayant atteint l'âge de 75 ans en 2021), la tranche d'âge des 75-84 ans, qui représente actuellement 29 % de l'ensemble des retraités du régime général, va continuer à connaître une forte croissance dans les années à venir.

Pyramide des âges des retraités du régime général au 31 décembre 2022



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

La structure par âge des retraités du régime général est proche de celle des retraités ayant une pension de droit direct (qui représentent 95 % des retraités).

L'âge moyen des retraités de droit direct est de 74,7 ans

L'âge moyen des 14,4 millions de retraités percevant un droit direct du régime général (servi seul ou avec un droit dérivé) est de 74,7 ans (73,9 ans pour les hommes et 75,3 ans pour les femmes). Une faible proportion d'entre eux a un âge inférieur à l'âge légal d'ouverture des droits : 1,5 % des pensionnés de droit direct ont moins de 62 ans. Ils sont majoritairement bénéficiaires d'une retraite anticipée (pour longue carrière ou au titre d'assuré handicapé). Au total, 19,5 % des titulaires d'un droit direct ont moins de 67 ans (ce qui correspond désormais à l'âge d'annulation de la décote, cf. fiche 2.1.5.5) et 80,5 % ont un âge supérieur ou égal à 67 ans. La très grande majorité des retraités de droit propre gérés par le régime général appartiennent à des tranches d'âges éloignées de celles auxquelles les droits directs sont attribués.

Répartition des droits directs servis au régime général par tranches d'âge au 31 décembre 2022

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 62 ans	143 641	2,2%	67 349	0,9%	210 990	1,5%
62 à 64 ans	692 676	10,5%	727 282	9,4%	1 419 958	9,9%
65 à 66 ans	564 353	8,5%	601 822	7,8%	1 166 175	8,1%
Ensemble des moins de 67 ans	1 400 670	21,2%	1 396 453	18,0%	2 797 123	19,5%
67 à 74 ans	2 550 134	38,6%	2 861 998	36,9%	5 412 132	37,7%
75 ans et plus	2 656 998	40,2%	3 489 524	45,0%	6 146 522	42,8%
Ensemble des 67 ans et plus	5 207 132	78,8%	6 351 522	82,0%	11 558 654	80,5%
Ensemble des retraités de droit direct	6 607 802	100,0%	7 747 975	100,0%	14 355 777	100,0%
Âge moyen	73,9 ans		75,3 ans		74,7 ans	

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général (droit direct servi seul ou avec un droit dérivé).

L'âge moyen des bénéficiaires d'un droit dérivé (servi seul ou non) est de 79,7 ans

Les bénéficiaires de droits dérivés sont majoritairement des femmes. Parmi les femmes pensionnées du régime général, 23 % perçoivent un droit dérivé servi en complément d'un droit direct et 8 % bénéficient uniquement d'un droit dérivé, alors que les proportions pour les hommes sont respectivement de 3 % et 0,5 %.

Les titulaires d'un droit dérivé servi seul ou avec un droit direct (19 % de l'ensemble des retraités) sont relativement âgés (puisque'ils ont dépassé les âges auxquels le veuvage est fréquent). Ils ont en moyenne 79,7 ans (78,6 ans pour les hommes et 79,8 ans pour les femmes).

Répartition des droits dérivés servis seuls ou avec un droit direct au régime général par âge au 31 décembre 2022

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 55 ans	33	0,0%	945	0,0%	978	0,0%
55 à 64 ans	17 577	7,8%	196 131	7,7%	213 708	7,7%
65 à 74 ans	66 578	29,7%	636 962	24,9%	703 540	25,3%
75 à 84 ans	75 449	33,7%	847 495	33,1%	922 944	33,1%
85 à 94 ans	58 223	26,0%	761 173	29,7%	819 396	29,4%
95 à 104 ans	6 161	2,7%	117 851	4,6%	124 012	4,5%
105 et plus	25	0,0%	775	0,0%	800	0,0%
Ensemble des droits dérivés	224 046	100,0%	2 561 332	100,0%	2 785 378	100,0%
Âge moyen	78,6 ans		79,8 ans		79,7 ans	

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit dérivé du régime général (droit dérivé servi seul ou avec un droit direct).

L'âge moyen des retraités percevant un droit dérivé servi seul est de 76,8 ans

L'âge moyen des bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul est de 76,8 ans (75,4 ans pour les hommes et 76,9 ans pour les femmes), soit un âge supérieur de 2,1 ans à l'âge des retraités ayant un droit propre (servi seul ou non). Les bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul ont en fait une structure par âge singulière. Ils sont plus nombreux aux âges jeunes (22 % ont moins de 65 ans) et surtout aux âges élevés (57 % ont 75 ans ou plus). Les plus jeunes sont le plus souvent devenus veufs ou veuves avant de prendre leur retraite, tandis que les plus âgés n'ont en général jamais cotisé au régime général. Une très faible proportion de bénéficiaires de droit dérivé a moins de 55 ans (0,1 %). En effet, la réforme de 2003 permettait de bénéficier d'une retraite de droit dérivé avant cet âge. La condition d'âge a été à nouveau portée à 55 ans à compter du 1er janvier 2009.

Répartition des droits dérivés servis seuls au régime général au 31 décembre 2022

	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 55 ans	33	0,1%	945	0,1%	978	0,1%
55 à 64 ans	9 378	30,8%	139 275	21,0%	148 653	21,4%
65 à 66 ans	1 526	5,0%	29 601	4,5%	31 127	4,5%
Ensemble des moins de 67 ans	10 937	35,9%	169 821	25,6%	180 758	26,1%
67 à 74 ans	3 565	11,7%	114 312	17,2%	117 877	17,0%
75 ans et plus	15 975	52,4%	378 784	57,1%	394 759	56,9%
Ensemble des 67 ans et plus	19 540	64,1%	493 096	74,4%	512 636	73,9%
Ensemble des retraités de droit dérivé servi seul	30 477	100,0%	662 917	100,0%	693 394	100,0%
Âge moyen	75,4 ans		76,9 ans		76,8 ans	

Source : SNSP-TSTI.

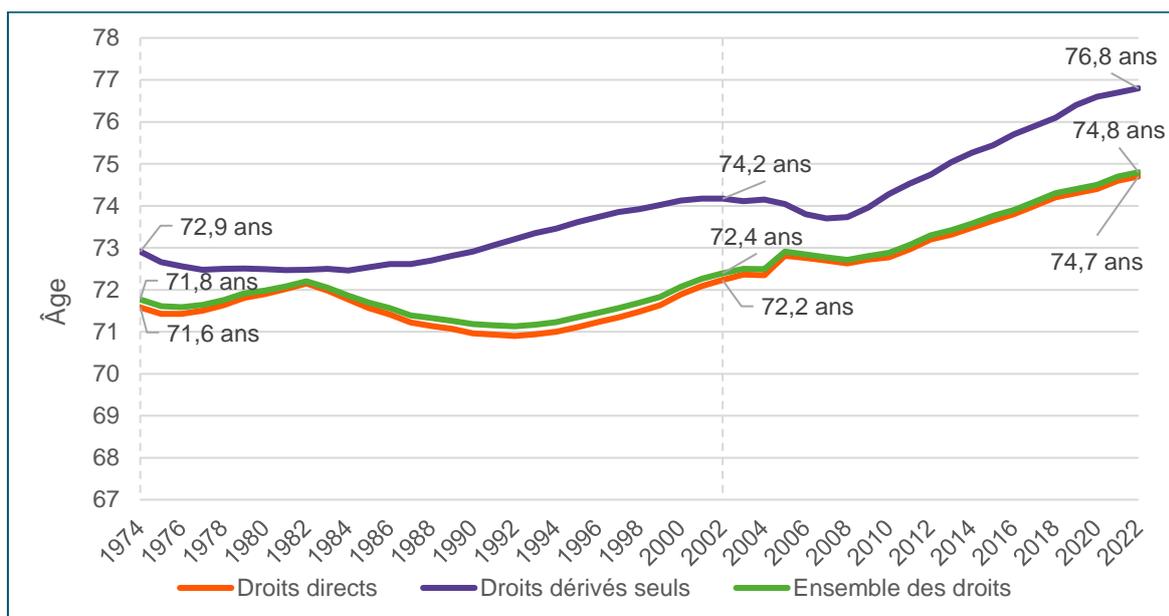
Champ : Retraités ayant un droit dérivé servi seul au régime général.

L'âge moyen des retraités a augmenté de 2,4 ans en 20 ans

L'âge moyen de l'ensemble des retraités du régime général évolue comme l'âge moyen des retraités de droit direct (qui constituent l'essentiel des retraités). Cet âge moyen fluctue notamment en fonction des réformes des retraites et de la taille des générations qui se succèdent. L'âge moyen des retraités du régime général a diminué à partir de 1983, année à partir de laquelle les départs en retraite à 60 ans ont été rendus possibles. Après avoir atteint un point bas à 71 ans, il remonte suite à la réforme de 1993 (qui augmente la durée d'assurance requise pour le taux « plein »), et surtout de 2010 (qui décale l'âge légal), après un bref recul lié à la mise en place des retraites longues carrières (à compter de 2004) et à l'arrivée à la retraite des premières générations nombreuses du baby-boom. Au-delà des variations liées aux réformes ou aux générations, l'âge moyen augmente tendanciellement avec l'espérance de vie. Il est désormais de 74,8 ans, soit 2,4 ans de plus en vingt ans, ou 1,4 mois en moyenne de plus chaque année.

L'âge moyen des bénéficiaires de droits dérivés fluctue également en fonction des réformes, et notamment des réformes de la réversion. Il diminue notamment après la réforme de 2003 et la diminution temporaire de l'âge auquel on pouvait obtenir un droit dérivé.

Évolution de l'âge moyen des retraités du régime général au 31 décembre



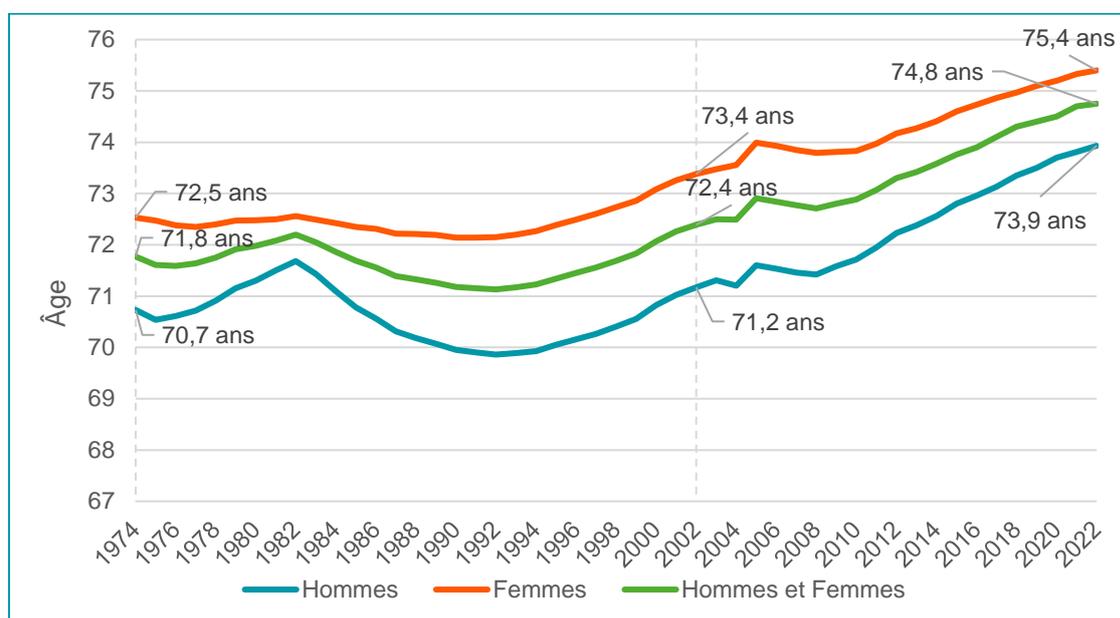
Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

Rupture de série en 2019 à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Entre 2021 et 2022, l'âge moyen des retraités (tous droits confondus) a légèrement augmenté ; il est passé de 74,7 ans à 74,8 ans, dans la tendance des années précédentes.

Évolution de l'âge moyen des retraités du régime général par sexe au 31 décembre



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

Rupture de série en 2019 à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

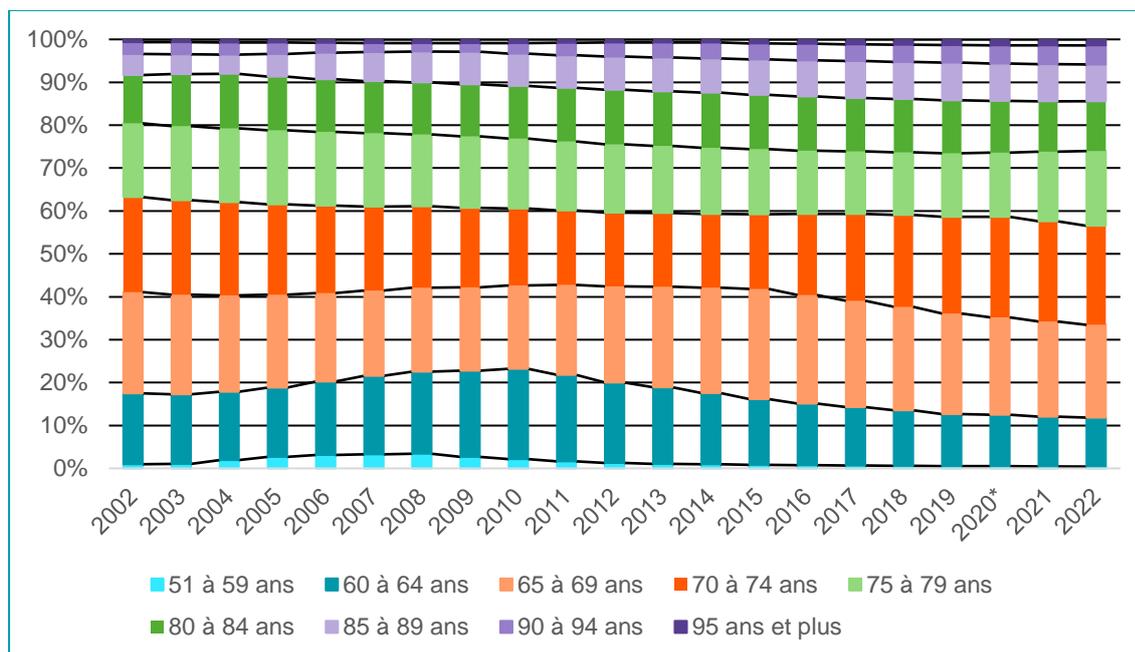
Entre 2002 et 2022 l'âge moyen des hommes retraités du régime général a augmenté de 2,7 ans (passant de 71,2 ans à 73,9 ans). Sur cette même période l'augmentation de l'âge moyen des femmes retraitées du régime général a été légèrement plus faible puisque s'élevant à 2 ans (passant de 73,4 ans à 75,4 ans), ce qui a contribué à réduire l'écart d'âge femmes-hommes. Les retraitées sont en moyennes plus âgées de 1,5 an fin 2022, contre 2,2 ans fin 2002.

Le vieillissement de la population des retraités se confirme d'année en année

La proportion des retraités du régime général âgés de 75 ans ou plus est passée de 37 % en 2002 à 43 % en 2022. La proportion des retraités âgés de 85 ans et plus a presque doublé en 20 ans (8,3 % en 2002 contre 14,4 % en 2022). Cette augmentation est liée à l'augmentation de l'espérance de vie. Elle va s'accélérer avec l'arrivée des classes d'âges des générations issues du baby-boom (la génération 1946, première génération nombreuse du baby-boom, a atteint 75 ans en 2021).

À l'inverse, la part des générations âgées de moins de 65 ans décroît régulièrement à compter de 2011. Cette baisse s'explique par la mise en place du recul de l'âge minimum légal de départ à la retraite de la réforme de 2010.

Évolution de la répartition des retraités du régime général au 31 décembre par tranche d'âge quinquennale



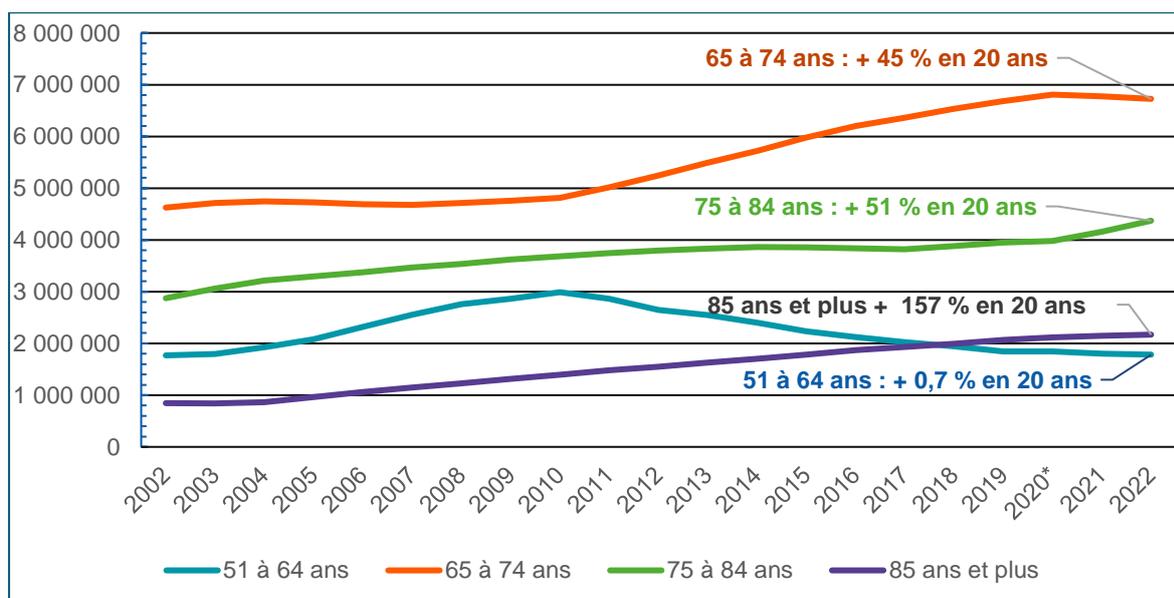
Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Les retraités sont nettement plus nombreux dans les tranches d'âges inférieures à 85 ans. Fin 2022, ils sont près de 3,5 millions dans la tranche d'âges de 70 à 74 ans, 3,3 millions dans la tranche d'âges de 65 à 69 ans, 2,6 millions dans la tranche d'âge de 75 à 79 ans et 1,7 million dans la tranche d'âges de 80 à 84 ans.

Évolution du nombre de retraités du régime général au 31 décembre par groupe d'âge



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général

POUR EN SAVOIR PLUS

Afin de faire valoir ses droits à la retraite, un assuré doit en général atteindre un âge minimum appelé « **âge légal d'ouverture des droits** ». La réforme du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a fait passer cet âge de 60 ans pour les assurés nés avant le 1^{er} juillet 1951, à 62 ans pour ceux nés à partir du 1^{er} janvier 1955.

À **partir de l'âge légal d'ouverture des droits**, un assuré peut liquider ses droits à la retraite. Toutefois, pour bénéficier d'une retraite à taux plein, il doit satisfaire une condition de durée d'assurance tous régimes, variable selon sa génération. Certains assurés peuvent cependant bénéficier d'une retraite à taux plein dès l'âge légal, même s'ils ne réunissent pas les conditions de durée d'assurance exigées. Ce sont principalement les assurés qui obtiennent une **pension au titre de l'inaptitude** (titulaires d'une pension d'invalidité ou assurés reconnus inaptes au travail), les anciens combattants ou prisonniers de guerre, déportés ou internés, ou bien encore les mères de famille ouvrières.

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a introduit la possibilité de partir à la retraite avec le taux plein **avant l'âge légal**, sous réserve notamment de respecter des durées d'activité spécifiques, au titre de la **retraite anticipée pour longue carrière** à compter du 1^{er} janvier 2004 (à partir de 56 ans, portés progressivement à 58 ans à partir de la génération 1960) ou de la **retraite anticipée d'assuré handicapé** à compter du 1^{er} juillet 2004 (à partir de 55 ans).

La loi de 2010 portant réforme des retraites a introduit la **retraite pour incapacité permanente** permettant de partir dès 60 ans à compter du 1^{er} juillet 2011, même en l'absence de la durée d'assurance requise. Cette loi a également maintenu l'âge légal d'ouverture des droits à 60 ans (et l'âge d'annulation de la décote à 65 ans) pour les bénéficiaires de **l'allocation des travailleurs de l'amiante**. Ils peuvent continuer à partir dès 60 ans à condition d'avoir la durée d'assurance requise pour le taux plein pour leur génération.

Créé par la loi de 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites, le **compte professionnel de prévention** peut permettre d'anticiper son départ avant l'âge légal (de 2 ans au maximum). Cette loi a également modifié le dispositif de la **retraite progressive** (qui permet de percevoir une fraction de la retraite en continuant à exercer une activité partielle), en l'ouvrant dès 60 ans à partir du 1^{er} janvier 2015.

La pension de droit dérivé (ou pension de réversion) consiste à verser sous certaines conditions au conjoint survivant une partie de la retraite dont bénéficiait – ou aurait pu bénéficier – un assuré décédé. L'âge minimum pour ouvrir droit à une pension de réversion est de 55 ans. Dans le cadre de la réforme sur les retraites de 2003, la condition d'âge a été abaissée entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2007 à 52 ans et du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2008 à 51 ans, mais elle a été ramenée à 55 ans à compter du 1^{er} janvier 2009. Toutefois, l'âge minimum reste fixé à 51 ans si le conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 ou a disparu avant le 1^{er} janvier 2008. Les personnes qui ne remplissent pas la condition d'âge peuvent demander l'allocation veuvage.

Statistiques et études complémentaires

- **Les centenaires du régime général**
M. Ménard – Cnav-DSPR - Étude n°2023-013
- **Nombre de retraités au 31 décembre selon le genre**
Série depuis 1960 - Open data
- **Tableaux et graphiques :**



Evolution par caisse
de liquidation



Population des
retraités

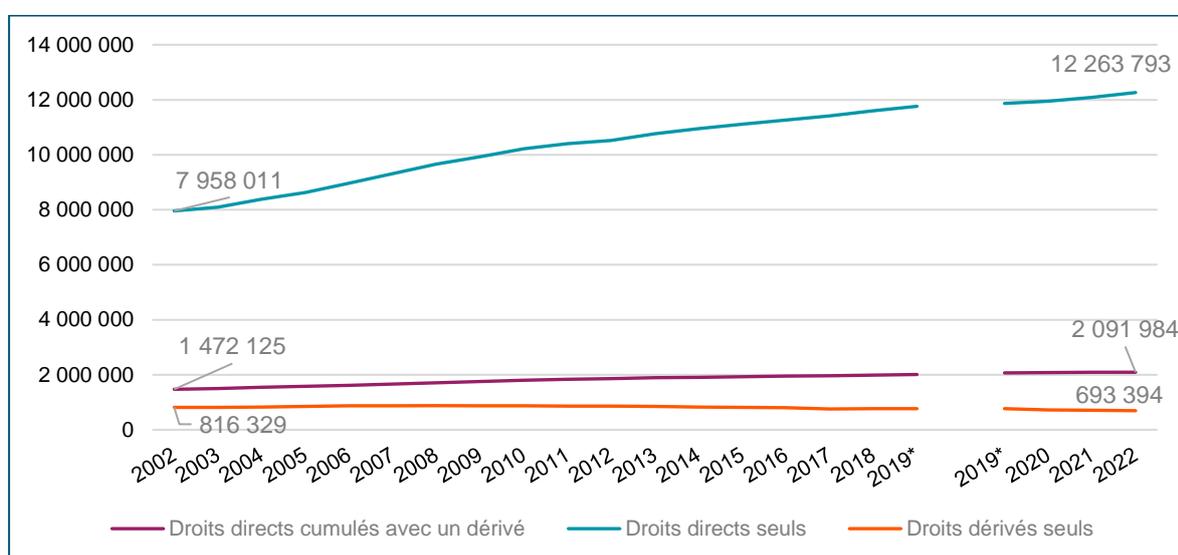
1.2 La répartition des retraités du régime général selon leurs droits

1.2.1 Les différents types de droits

95 % de retraités bénéficient d'un droit direct, 19 % d'un droit dérivé

Le régime général sert des droits directs et des droits dérivés, qui peuvent se cumuler pour un même retraité. La répartition de l'ensemble des pensionnés du régime général en fonction des types de droits perçus évolue avec le temps, en lien d'une part avec les évolutions démographiques, sociales et économiques de la population retraitée, et, d'autre part, avec les évolutions de la législation régissant les droits directs ou dérivés.

Évolution des retraités du régime général au 31 décembre selon leurs types de droits



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

La part de retraités ayant uniquement un droit dérivé passe de 8 % à 5 % en vingt ans

La part des retraités bénéficiant d'un droit direct a tendance à augmenter au sein du régime général, et dépasse désormais 95 %, contre 92 % fin 2002. Cette part dépasse 99,5% pour les hommes mais reste inférieure pour les femmes (92 %). En effet, même si l'activité féminine a augmenté, certaines bénéficiaires d'un droit dérivé sont trop jeunes pour percevoir leur droit direct tandis que d'autres n'auront jamais de droit direct au régime général (souvent car elles n'ont pas vécu en France).

Les retraités du régime général sont donc principalement des retraités de droit direct, percevant une pension en contrepartie de leur activité professionnelle. Néanmoins, les droits dérivés jouent également un rôle significatif, puisqu'ils constituent un apport de pension pour 19 % des retraités du régime général, en particulier pour les femmes (30 %). Les droits dérivés constituent donc un élément important de la pension globale perçue par les retraités.

Répartition des retraités du régime général par type de droits au 31 décembre 2022

	Hommes	Femmes	Ensemble
Droits directs	6 607 802	7 747 975	14 355 777
<i>Dont droits directs servis seuls</i>	6 414 233	5 849 560	12 263 793
En pourcentage du total	99,5%	92,1%	95,4%
Droits dérivés	224 046	2 561 332	2 785 378
<i>Dont droits dérivés servis seuls</i>	30 477	662 917	693 394
En pourcentage du total	3,4%	30,5%	18,5%
Ensemble	6 638 279	8 410 892	15 049 171

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Statistiques et études complémentaires

- **Nombre de retraités au 31 décembre selon la nature du droit**
Série depuis 1960 - Open data
- **Tableaux et graphiques :**



Retraités RG selon
leurs droits



Evolution par type
de droit

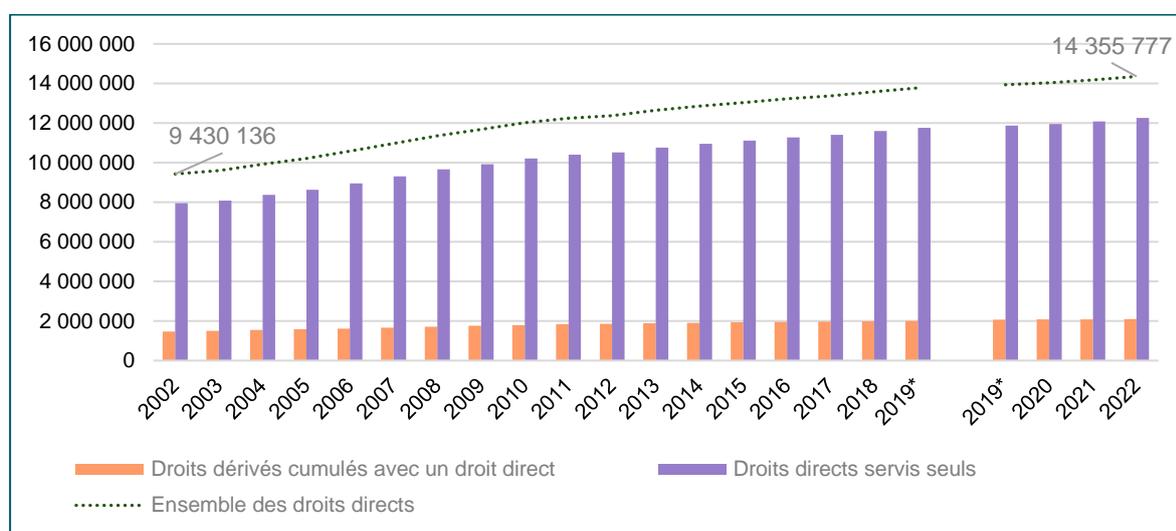
1.2.2 Les retraités de droit direct

14 millions de retraités de droit direct (+5 millions en 20 ans, soit +52 %)

Au 31 décembre 2022, 14,4 millions de retraités sont bénéficiaires d'un droit direct, et pour plus de 85 % d'entre eux (12,3 millions), il est servi seul.

Le nombre de droits directs a connu une croissance importante entre 2002 et 2022 : il est passé de 9,4 millions à 14,4 millions, soit une augmentation de 5 millions en 20 ans (+52 %) correspondant à 2,1 % par an en moyenne pendant cette période. Les droits directs servis avec un droit dérivé ont connu une hausse de 42 %, tandis que les droits directs servis seuls ont connu une hausse de près de 54 %.

Évolution du nombre de retraités de droit direct en paiement au 31 décembre



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Parmi les bénéficiaires d'un droit direct, la part des femmes (54 %) est supérieure à celle des hommes (46 %). Elles étaient déjà majoritaires au début des années 2000 puisqu'elles représentaient 52 % des retraités de droit direct.

Entre fin 2021 et fin 2022, le nombre de retraités de droit direct a augmenté de 1,3 % (+0,9 % pour les hommes et +1,6 % pour les femmes), après une croissance de 1 % l'année précédente (et de 2,1 % en moyenne entre 2002 et 2022).

15 % des retraités de droit direct perçoivent une pension pour inaptitude (y compris ex-invalides)

En fonction de leur parcours professionnel ou de leur situation, les assurés du régime général bénéficient de dispositifs ou mesures dérogatoires. Ainsi, des pensions au titre de l'inaptitude au travail ont été mises en place pour les personnes pouvant difficilement poursuivre leur vie active en raison de leur santé. Elles permettent d'obtenir une pension à taux plein dès l'âge légal d'ouverture des droits, quelle que soit la durée d'assurance.

Au 31 décembre 2022, 15 % des retraités de droit direct perçoivent une pension au titre de l'inaptitude : les pensions pour inaptitude et assimilées (hors invalidité) représentant 9 % des droits directs et les pensions d'invalidité 6 %.

Les pensions normales représentent la majorité des droits directs soit 85 %

Répartition des retraités de droit direct par nature du droit au 31 décembre 2022

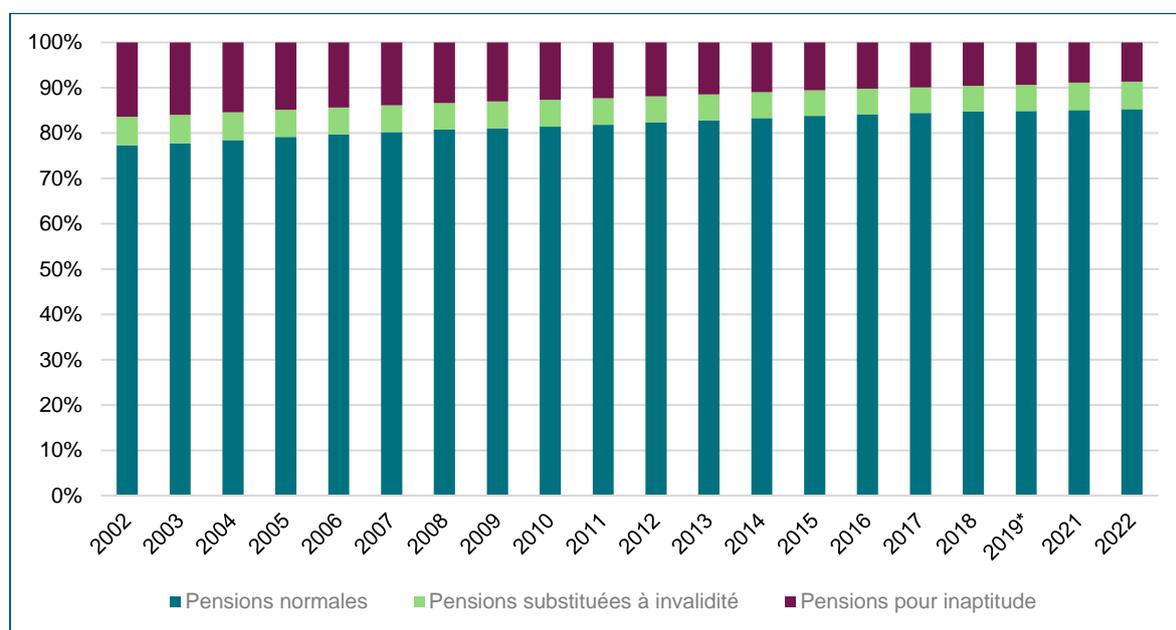
	Hommes	Femmes	Ensemble	En % du total des droits directs
Pensions normales	5 813 460	6 427 033	12 240 493	85,3%
Pensions substituées à invalidité	373 254	502 377	875 631	6,1%
Pensions pour inaptitude	421 059	818 281	1 239 340	8,6%
Droits non contributifs	29	284	313	0,002%
Total droit direct	6 607 802	7 747 975	14 355 777	100,0%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général (droit direct servi seul ou avec un droit dérivé).

Entre 2002 et 2022, le nombre de retraités bénéficiant d'une pension normale a augmenté de 68 %. Ils étaient 12,2 millions fin 2022, contre 7,3 millions en 2002, soit une augmentation de 2,6 % en moyenne par an. Cette augmentation annuelle moyenne est plus marquée pour les femmes (+3 %) que pour les hommes (+2,2 %).

Évolution de la répartition des retraités de droit direct contributif selon la nature du droit servi au 31 décembre



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités du régime général ayant un droit direct contributif (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

La part d'ex-invalides est stable autour de 6 %, celle des inaptes diminue

Les retraités bénéficiant d'une pension au titre de l'inaptitude (substituée ou non à une pension d'invalidité) peuvent partir à la retraite dès l'âge légal sans décote, mais ont une espérance de vie à la retraite plus faible, d'au moins 4 ans en 2017 (cf. Statistiques et études complémentaires).

Les retraités qui bénéficiaient d'une pension d'invalidité avant leur départ à la retraite (à laquelle se substitue une pension pour inaptitude à la retraite) sont 0,9 million fin 2022 contre 0,6 million fin 2002. Leur nombre a augmenté progressivement, de 2,0 % en moyenne par an entre 2002 et 2022, de manière plus marquée pour les femmes (+2,4 %) que pour les hommes (+1,4 %). La part des bénéficiaires d'une pension substituée à une pension d'invalidité parmi les droits directs reste donc stable, autour de 6 % depuis plusieurs décennies.

Le nombre des retraités de droit direct percevant une pension pour inaptitude ou assimilée (hors ex-invalides) décroît chaque année. Il était d'un peu plus de 1,5 million fin 2002 et ce type de pension bénéficiait à 16% des retraités de droit direct. Il concerne désormais 1,2 million de retraités (9% des retraités de droit direct).

Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les bénéficiaires d'une pension pour d'inaptitude (ou assimilée) : elles sont 818 281 (66 %) à en bénéficier contre 421 059 hommes (34 %).

2,1 millions de retraités sont partis avant l'âge légal d'ouverture des droits

Le système de retraite français inclut plusieurs dispositifs dérogatoires permettant, sous conditions, aux assurés de faire valoir leurs droits (de manière définitive) avant l'âge légal de départ en retraite : la retraite anticipée pour longue carrière ou pour handicap (à partir de 2004), la retraite au titre de l'incapacité permanente d'origine professionnelle ou au titre de l'amiante (à partir du 1^{er} juillet 2011).

Parmi l'ensemble des retraités de droit direct vivants fin 2022, 2,1 millions, soit 14,7 %, ont bénéficié d'un départ en retraite anticipée, que ce soit au titre du dispositif dit « longue carrière » (2 080 073 bénéficiaires) ou bien au titre d'un handicap (33 301 bénéficiaires).

Pour les deux autres dispositifs dérogatoires, 49 240 retraités - soit 0,3 % - ont bénéficié d'un départ en retraite au titre de travailleurs de l'amiante et 35 939 retraités – soit 0,3 % - ont bénéficié d'un départ au titre de l'incapacité permanente.

Nombre de retraités en paiement au 31 décembre 2022 ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée ou d'une mesure dérogatoire

	Hommes		Femmes		Ensemble		% parmi les droits directs
	2022	Évolution 2022/2021	2022	Évolution 2022/2021	2022	Évolution 2022/2021	
Retraites anticipées longue carrière	1 444 473	5,2%	635 600	6,0%	2 080 073	5,4%	14,5%
Retraites anticipées des assurés handicapés	21 424	5,1%	11 877	6,4%	33 301	5,5%	0,2%
Ensemble des retraites anticipées	1 465 897	5,2%	647 477	6,0%	2 113 374	5,4%	14,7%
Travailleurs de l'amiante	40 117	4,3%	9 123	3,3%	49 240	4,1%	0,3%
Incapacité permanente (pénibilité 2010)	22 121	10,4%	13 818	12,0%	35 939	11,0%	0,3%

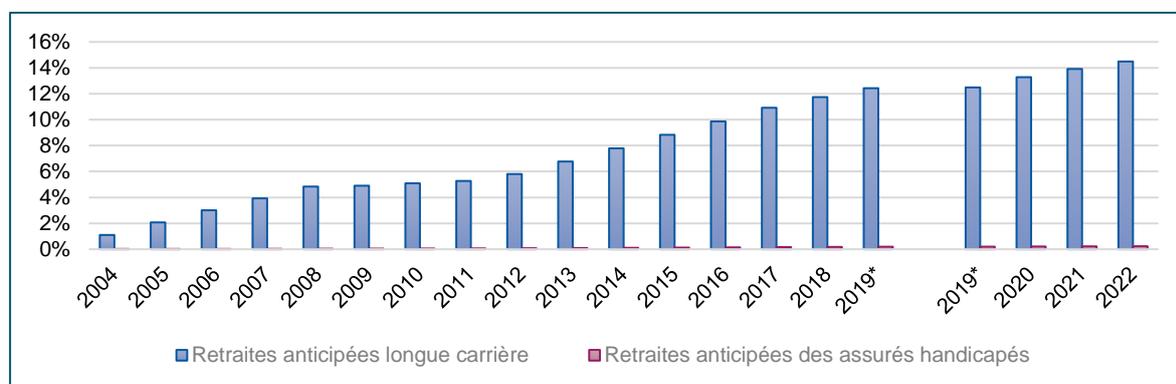
Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée ou d'une mesure dérogatoire.

Depuis la mise en place de ce dispositif au 1^{er} janvier 2004, la part des départs en retraite anticipée pour longue carrière parmi l'ensemble des droits directs est passée de 1,1 % en 2004 à 14,5 % en 2022 avec la montée en charge du dispositif et ses évolutions (cf. fiche 2.1.3.2). Pour les retraites anticipées pour handicapés (ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2004), cette part est passée de 0,002 % en 2004 à 0,2 % en 2022.

Parmi les retraités de droit direct vivants fin 2022 ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée, seulement 187 000 ont toujours un âge inférieur à l'âge légal fin 2022, soit 9 %.

Évolution de la proportion de retraités de droit direct en paiement au 31 décembre ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée



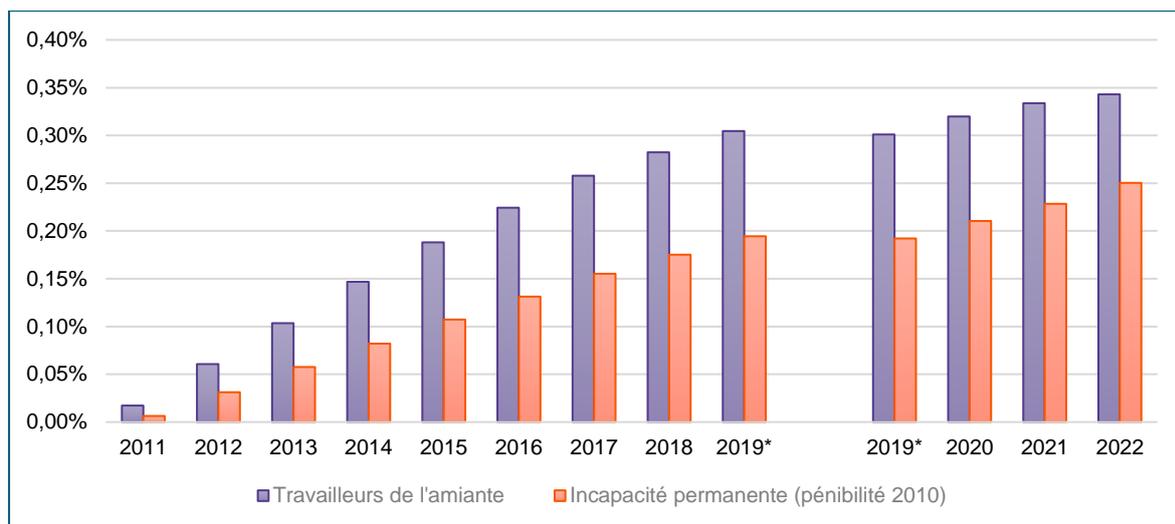
Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ Retraités de droit direct du régime général ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Pour les mesures dérogatoires, depuis l'ouverture de ces dispositifs au 1er juillet 2011, la part des retraités ayant bénéficié d'un départ au titre de l'amiante est passé de 0,02 % à 0,3 % de l'ensemble des retraités de droit direct. Pour les bénéficiaires de l'incapacité permanente, cette part est légèrement plus faible et est passée de 0,01 % en 2011 à 0,3 % fin 2022.

Évolution de la proportion de retraités de droit direct en paiement au 31 décembre ayant bénéficié d'une mesure dérogatoire (amiante ou incapacité permanente)



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général ayant bénéficié d'une mesure dérogatoire (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

POUR EN SAVOIR PLUS

La pension au titre de l'inaptitude au travail (substituée ou non à une pension d'invalidité) permet à l'assuré d'obtenir une pension à taux plein dès l'âge légal d'ouverture des droits même s'il n'a pas la durée d'assurance requise :

- Pension pour inaptitude et assimilées

L'assuré est reconnu inapte s'il n'est pas en mesure de poursuivre l'exercice de son emploi sans nuire gravement à sa santé ou s'il se trouve définitivement atteint d'une incapacité de travail d'au moins 50 % médicalement constatée par le médecin-conseil du dernier régime d'affiliation. Sont également regroupées avec la catégorie des pensions pour inaptitude quelques catégories de pension désormais très rarement attribuées : anciens combattants et prisonniers de guerre, mères de famille ouvrières, déportés ou internés politiques ou résistants. En effet, jusqu'en 1981, l'âge légal de la retraite était de 65 ans ; les départs à partir de 60 ans à taux plein sans la durée d'assurance requise étaient autorisés pour ces catégories d'assurés.

- La pension d'invalidité, versée suite à une maladie ou un accident non professionnel ayant entraîné une réduction de la capacité de travail (réduction d'au moins deux tiers), prend fin généralement à l'âge légal de départ en retraite.

Les droits non contributifs désignent les prestations dont le versement ne dépend pas d'une cotisation préalablement payée par l'assuré. À l'inverse, les droits contributifs sont des droits acquis à la suite de versements de cotisations par l'assuré lui-même, comme la pension de retraite.

Les droits directs non contributifs (allocations mère de famille, allocations aux vieux travailleurs salariés ou allocations aux vieux travailleurs non-salariés) ont quasiment disparu, connaissant une baisse très importante jusque dans les années 1990, puis diminuant peu à peu jusqu'à atteindre un effectif de 313 bénéficiaires fin 2022.

Statistiques et études complémentaires

- **Les retraités inaptés et ex-invalides : importance et caractéristiques**
Di Porto, I. Bridenne – Cnav-DSP - Étude n°2011-017
- **Retraites pour inaptitude : une espérance de vie inférieure d'au moins 4 ans**
S. Goujon – Étude de Cadr'@ge n°40 - Cnav – 2019
- **La retraite au titre de l'inaptitude au travail au régime général, évolutions 2010-2019 et caractéristiques des nouveaux retraités de 2019**
S. Floderer – Cnav-DSPR - Étude n°2022-045
- **Les départs en RACL – Évolution des profils au fil des générations 1948, 1950, 1952 et 1955**
Z. Chaker – Cnav-DSPR - Étude n°2022-006
- **Profil des nouveaux retraités de 2021 partis au titre de l'inaptitude**
J. Couhin, S. Floderer – Cnav-DSPR - Étude n°2023-014

1.2.3 Les retraités de droit dérivé

2,8 millions de retraités ont un droit dérivé (+ 0,5 million en 20 ans, soit + 22 %)

Au 31 décembre 2022, près de 2,8 millions de retraités perçoivent un droit dérivé. Parmi eux, 25 % ne perçoivent pas de droit direct au régime général.

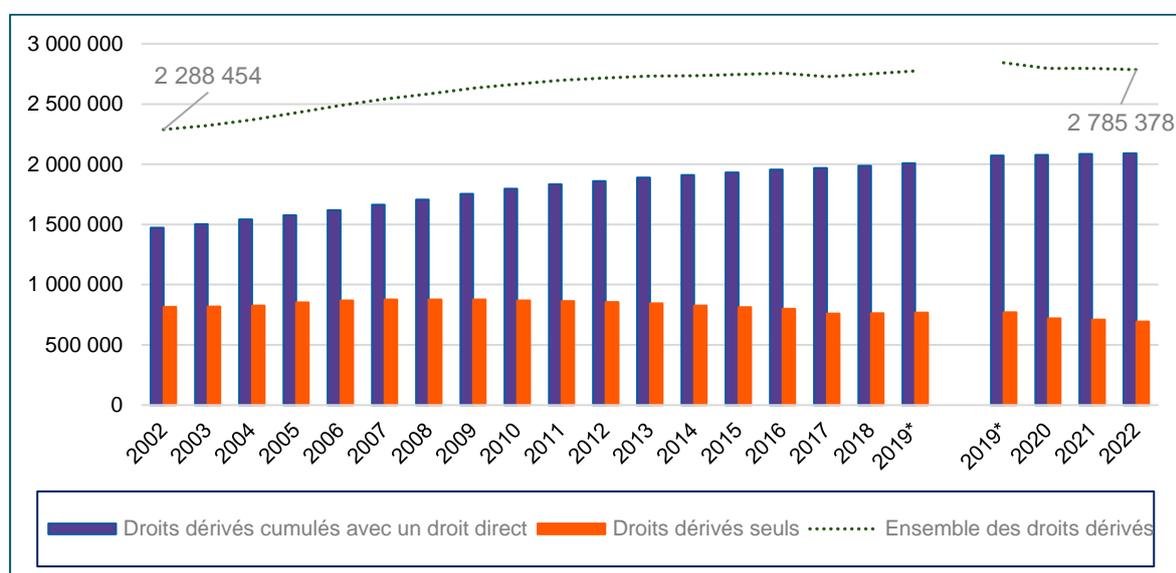
La grande majorité des droits dérivés (99 %) sont des pensions de réversion ; le 1 % restant représente les pensions de veufs ou de veuves (la pension de vieillesse de veuve ou de veuf se substitue à la pension d'invalidité de veuve ou de veuf versée par l'Assurance maladie).

Entre 2002 et 2022, le nombre de bénéficiaires de droits dérivés est passé de 2,3 millions à 2,8 millions, soit une augmentation de 22 % (1 % par an en moyenne). Comme les droits directs, les droits dérivés servis avec un droit direct évoluent à la hausse chaque année, mais de manière beaucoup plus limitée (+ 42 %, soit 1,8 % par an en moyenne), tandis que les droits dérivés servis seuls ont connu une baisse de près de 15 %.

Légère diminution des bénéficiaires de droit dérivé depuis 2019, liée à celle des droits dérivés servis seuls

Contrairement à la tendance des années précédentes, le nombre de retraités de droit dérivé a tendance à légèrement diminuer depuis 2019 (-0,1 % en 2021 et -0,4 % en 2022). La crise sanitaire a contribué à modifier la démographie des bénéficiaires d'un droit dérivé : les décès de retraités qui en bénéficiaient déjà ont été plus nombreux que les nouveaux retraités de droits dérivés.

Évolution du nombre de retraités de droit dérivé en paiement au 31 décembre de chaque année



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit dérivé du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

92 % des retraités de droit dérivé sont des femmes

Les femmes sont largement sur-représentées puisqu'elles représentent 92 % des bénéficiaires de droits dérivés. Cette prépondérance des femmes s'explique à la fois par des raisons démographiques (leur espérance de vie est supérieure, et leurs conjoints souvent plus âgés) et économiques (les droits dérivés étant attribués sous condition de ressources, et les hommes ayant des revenus généralement supérieurs à ceux des femmes). En 2002, cette proportion était encore plus importante puisque les femmes représentaient 96 % des bénéficiaires de droits dérivés. Le nombre d'hommes bénéficiant d'un droit dérivé a plus que doublé en 20 ans, là où pour les femmes la hausse n'a été que de 16 %. Néanmoins, ces dernières demeurent très majoritaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le droit dérivé (ou pension de réversion) consiste à verser sous certaines conditions au conjoint survivant une partie de la retraite dont bénéficiait – ou aurait pu bénéficier – un assuré décédé. L'âge minimum pour ouvrir droit à une pension de réversion est de 55 ans. Dans le cadre de la réforme sur les retraites de 2003, la condition d'âge a été abaissée entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2007 à 52 ans et du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2008 à 51 ans, mais elle a été ramenée à 55 ans à compter du 1^{er} janvier 2009. Toutefois, l'âge minimum reste fixé à 51 ans si le conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 ou a disparu avant le 1^{er} janvier 2008

La pension de vieillesse de veuve ou de veuf se substitue à la pension d'invalidité de veuve ou de veuf versée par l'Assurance maladie. Elle est attribuée par la caisse de retraite dès que l'âge de 55 ans est atteint. Après comparaison avec la retraite de réversion du régime général, le montant retenu est celui qui est le plus avantageux pour l'assuré. Elle peut être majorée dans les mêmes conditions que la retraite de réversion. Elle ne se cumule pas avec la retraite de réversion.

Statistiques et études complémentaires

- **La pension de réversion au régime général fin 2017**
J. Couhin – Cnav-DSPR - Étude n°2021-052
- **La pension de réversion au régime général au fil des générations**
A. Di Porto, N. Ghernaout – Retraite et Société n°83 - Cnav – 2020
- **Tableaux et graphiques :**



T2_2_1_Évolution des
droits dérivés

1.3 Le montant des pensions servies

1.3.1 Le montant global des pensions du régime général

Le montant global brut moyen servi aux retraités par le régime général est de 800 € par mois (toutes carrières et droits confondus)

Le montant global servi par le régime général correspond au total dû chaque mois au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse). Il correspond donc au total des ressources brutes dont dispose le retraité de la part du régime général. Il ne tient pas compte des pensions versées par les autres régimes de base ou complémentaires.

Ce montant global s'élève à 800 € par mois en moyenne fin 2022. Il varie fortement en fonction des types de droits du retraité au régime général. Il est plus faible pour les retraités ne percevant qu'un droit dérivé (soit 312 € par mois, ce qui est proche du montant minimum de la pension de réversion de 306 € au 1^{er} juillet 2022 qui s'applique quand l'assuré décédé a validé au moins 15 ans au régime général). Le montant global est plus élevé quand l'assuré perçoit un droit propre et un droit dérivé.

Montant global mensuel moyen servi au 31 décembre 2022, selon les droits des retraités

	Hommes	Femmes	Ensemble	Écart femmes/hommes
Retraités bénéficiaires d'un droit direct contributif				
Bénéficiaires d'un droit direct servi seul ou avec un droit dérivé	911 €	749 €	824 €	-18%
Détail par type de pension :				
Pensions normales	921 €	745 €	829 €	-19%
Pensions substituées à une pension d'invalidité	983 €	912 €	943 €	-7%
Pensions pour inaptitude au travail et assimilés	701 €	682 €	689 €	-3%
Retraités ayant une carrière complète au régime général	1 277 €	1 107 €	1 197 €	-13%
Retraités bénéficiaires d'un droit direct contributif servi seul	906 €	681 €	799 €	-25%
Retraités bénéficiaires d'un droit dérivé contributif				
Bénéficiaires d'un droit dérivé (servi seul ou avec un droit direct)	943 €	792 €	804 €	-16%
Bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul	218 €	316 €	312 €	45%
Bénéficiaire d'un droit dérivé servi avec un droit direct	914 €	710 €	726 €	-22%
Ensemble des retraités	908 €	715 €	800 €	-21%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Note : le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

Le montant servi dépend également de la carrière de l'assuré, et notamment de sa carrière au régime général. Ainsi, les assurés ayant une carrière complète au régime général (c'est-à-dire y ayant obtenu une pension à taux plein sans prorata de durée d'assurance) bénéficient en moyenne d'un montant global de pension de 1 197 € par mois de ce régime (en comptant l'éventuel droit dérivé et les compléments de pensions).

Les bénéficiaires d'une pension pour inaptitude (hors ex-invalides) ont en moyenne une pension globale relativement faible (689 € par mois). Bien que leur pension soit calculée à taux plein, leur durée d'assurance totale est en général courte ce qui réduit leur retraite via le coefficient de proratisation (coefficient intervenant dans le calcul de la pension, qui rapporte la durée d'assurance au régime général à celle requise pour la génération).

Le montant global de pension des femmes au régime général (715 € par mois) est inférieur de 21 % à celui des hommes (908 €)

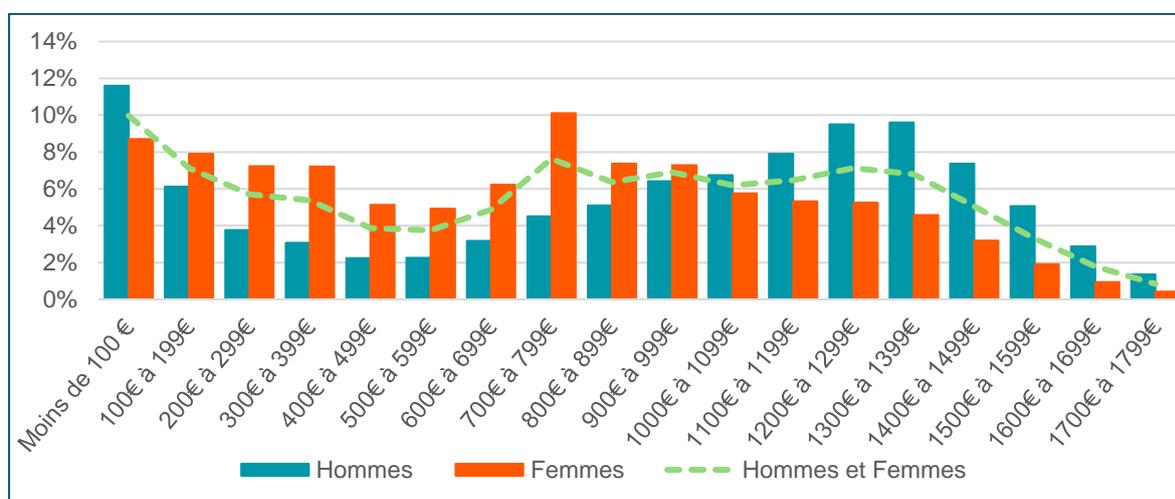
Le montant global mensuel moyen servi aux femmes par le régime général est de 715 € au 31 décembre 2022, soit un montant inférieur de 21 % à celui des hommes (908 €). L'écart est plus faible si l'on considère les montants totaux dus aux retraités ayant une carrière complète au régime général : 1 107 € par mois pour les femmes soit 13 % de moins que pour les hommes (1 277 €). Cet écart est principalement dû aux salaires plus faibles perçus par les femmes (bien que le minimum contributif et l'éventuelle pension de réversion contribuent à l'inverse à réduire l'écart de pension avec les hommes).

La moitié des retraités perçoit une pension globale du régime général inférieure à 900 € par mois

Les pensions globales versées par le régime sont de montants très variés, ce qui reflète la grande diversité des situations et carrières des retraités dans le régime.

La part des retraités percevant un montant mensuel moyen inférieur à 800 € brut est de 48 %. Elle est plus importante chez les femmes (57 %) que chez les hommes (37 %). À l'inverse, 19 % des pensions servies aux hommes se situent entre 1 200 € et 1 400 € par mois, contre 10 % de celles des femmes. Environ 10 % des retraités perçoivent moins de 100 € par mois, en général en raison d'une carrière très courte au régime général.

Répartition des montants globaux mensuels servis au 31 décembre 2022, par tranches de montant



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Note : le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

POUR EN SAVOIR PLUS

Le montant global de la retraite correspond au montant d'une mensualité normale versée au retraité par le régime général, incluant l'ensemble des avantages de droit direct et de droit dérivé, rappels exclus, tous compléments de pension inclus (majorations L. 814-2 et allocations du minimum vieillesse (Aspa, allocations supplémentaires (ancien dispositif), Asi), majorations enfants de 10 %, majoration tierce personne...). Montant avant déduction des prélèvements sociaux et hors autres régimes de base ou complémentaires.

Statistiques et études complémentaires

- **Les écarts de pensions tous régimes entre les hommes et les femmes : analyse sur les nouveaux retraités de droit propre du régime général de 2017**

M. Julliot – Cnav-DSPR - Étude n°2021-072

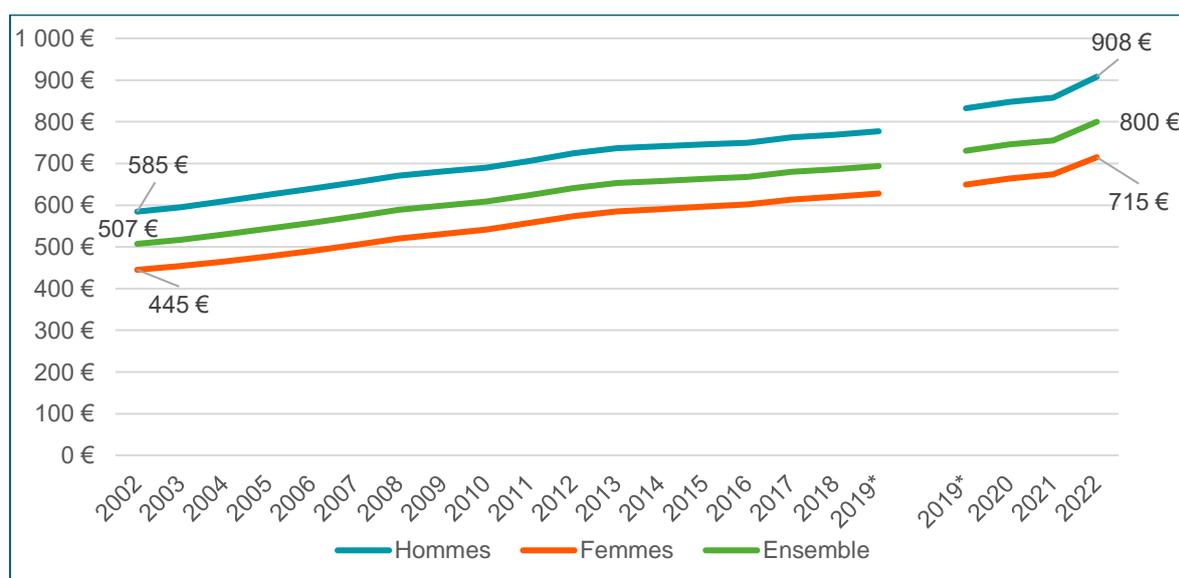
1.3.2 L'évolution du montant global des pensions

Le montant global moyen servi a augmenté de 58 % en 20 ans en euros courants

Le montant global moyen versé aux retraités par le régime général augmente d'année en année, de manière proche pour les hommes et les femmes (en ce sens les écarts entre ces pensions ne diminuent pas). Entre 2002 et 2022, ce montant global brut moyen (hommes et femmes confondus) est passé de 507 € à 800 €, soit une augmentation totale de 58 % en euros courants. L'évolution de la pension globale versée aux femmes a été très légèrement supérieure à celle des hommes (61 % contre 55 %).

Cette croissance est liée d'une part aux revalorisations des pensions, et d'autre part à un effet « noria » : les pensions moyennes des nouveaux retraités sont plus élevées que celles des retraités qui décèdent. Les nouveaux retraités bénéficient en effet en général de carrières plus favorables que les retraités très âgés, et leurs droits bénéficient de l'évolution récente des salaires, en général supérieure à l'évolution des pensions (basée sur l'inflation) dont ont bénéficié les retraités venant de décéder.

Évolution du montant global mensuel moyen servi au 31 décembre (euros courants)



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

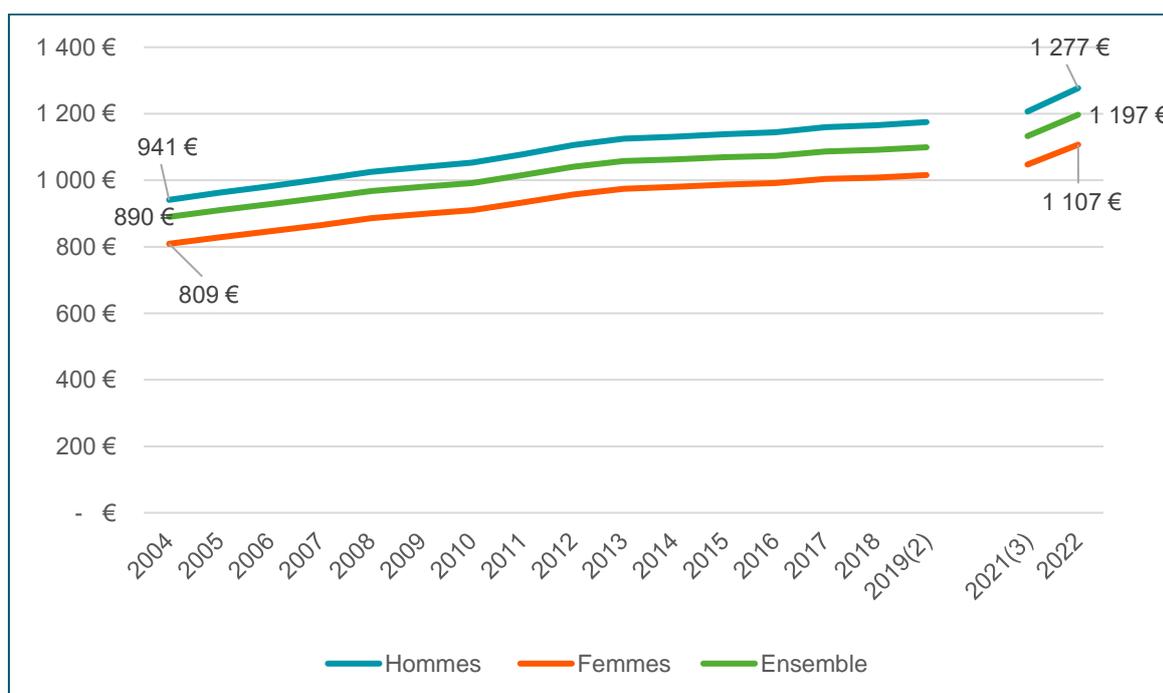
Note : le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

Le taux de croissance annuel varie entre 1 % et 3 % jusqu'en 2021. Depuis l'intégration du régime des travailleurs indépendants (matérialisée par une rupture de série en 2019 sur le graphique), les montants globaux servis intègrent les droits des retraités du régime général au titre d'une carrière indépendante, ce qui a augmenté d'environ 30 € le montant de pension moyen versé par le régime général.

La pension globale moyenne au régime général a augmenté de 5,9 % entre 2021 et 2022, une évolution très importante au vu du passé, qui s'explique en partie par l'application de deux revalorisations au cours de l'année 2022 en lien avec l'inflation.

Entre 2004 et 2022, le montant global moyen (hommes et femmes confondus) des retraités ayant une carrière complète au régime général est passé de 890 € à 1 197 €, soit une augmentation totale de 34 % en euros courants. L'évolution de la pension globale des femmes a été très légèrement supérieure à celle des hommes (37 % contre 36 %).

Évolution du montant global mensuel moyen servi au 31 décembre pour les retraités de droits directs ayant une carrière complète au régime général⁽¹⁾ (euros courants)



Source : SNSP et SNSP TSTI.

Champ : Retraités de droit direct ayant une carrière complète au régime général.

(1) Pensions de droit direct attribuées à taux plein et sans prorata de durée d'assurance au régime général.

(2) Retraités du régime général - champ : salariés.

(3) Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Champ : salariés et indépendants – Données non disponibles en 2019 et 2020.

Note : le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

Statistiques et études complémentaires

- **Montant global de la retraite au 31 décembre**
Série depuis 1960 - Open data

1.3.3 La revalorisation des montants

Entre fin 2002 et fin 2022, les pensions des retraités du régime général ont été revalorisées de 28,7 % et l'inflation a été de 37,3 % (y c. tabac)

En 2022, les retraites ont été revalorisées de 5,1 %, suite à la reprise de l'inflation (5,9 %). Ces fortes évolutions contrastent avec celles précédemment observées. Entre fin 2002 et fin 2021, les taux de revalorisation de la pension au régime général variaient selon les années entre 0 % et environ 2 %, tandis que les taux d'inflation oscillaient entre 0 % et près de 3 %. La période fin 2001 - fin 2013 a connu la plus forte revalorisation des pensions brutes avec un taux annuel moyen de 1,7 %, identique à l'inflation. Durant cette période, la revalorisation était calculée à partir de l'inflation prévue, ce qui explique la proximité entre les revalorisations et l'inflation moyennes. Toutefois, du fait d'écarts aux prévisions importants (donnant lieu à des correctifs l'année suivante), les chroniques annuelles d'évolution des revalorisations et de l'inflation ont été assez différentes. Cela a conduit à privilégier à partir de 2016 une indexation sur l'inflation observée.

Revalorisation de la pension au régime général entre fin 2002 et fin 2022

Années	Inflation y compris tabac en glissement annuel entre décembre n et décembre n-1	Inflation hors tabac en glissement annuel entre décembre n et décembre n-1	Revalorisation de la pension au RG entre décembre n et décembre n-1
2003	2,2%	1,6%	1,5%
2004	2,1%	1,9%	1,7%
2005	1,6%	1,6%	2,0%
2006	1,5%	1,5%	1,8%
2007	2,6%	2,5%	1,8%
2008	1,0%	1,0%	1,9%
2009	0,9%	0,8%	1,0%
2010	1,8%	1,7%	0,9%
2011	2,5%	2,4%	2,1%
2012	1,3%	1,2%	2,1%
2013	0,7%	0,6%	1,3%
2014	0,1%	0,0%	0,0%
2015	0,2%	0,2%	0,1%
2016	0,6%	0,6%	0,0%
2017	1,2%	1,1%	0,8%
2018	1,6%	1,4%	0,0%
2019	1,5%	1,2%	0,3%
2020	0,0%	-0,3%	0,7%
2021	2,8%	2,8%	0,4%
2022	5,9%	6,0%	5,1%
Cumul fin 2002 - fin 2022	37,3%	34,2%	28,7%

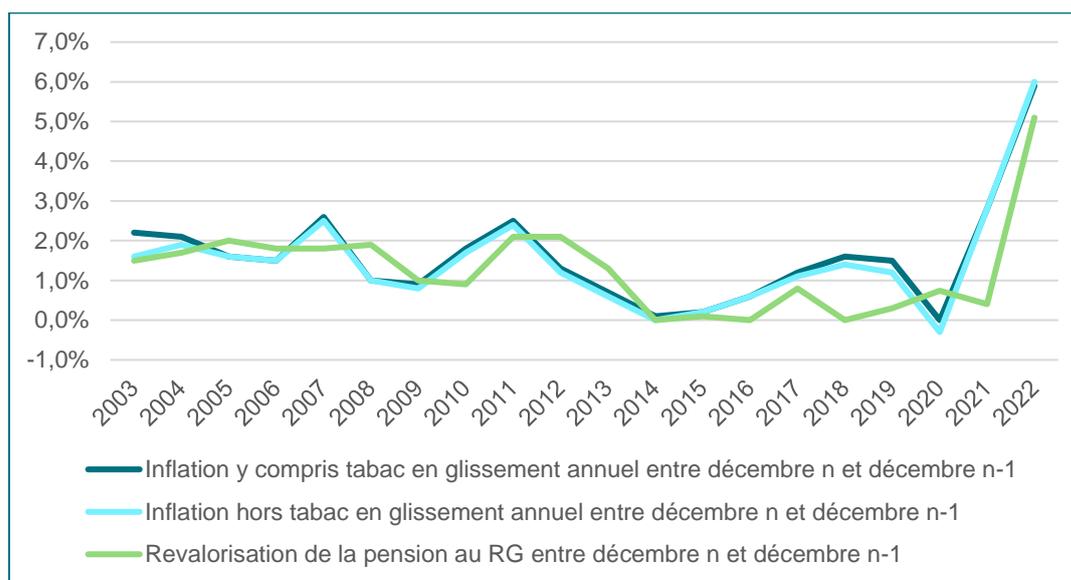
Source : Législation Cnav pour le coefficient de revalorisation des pensions brutes et Insee pour le taux d'inflation (indice des prix à la consommation, hors et y compris tabac en glissement annuel - Ensemble des ménages - France - Base 2015).

Note : pour 2020, la revalorisation de 0,74 % est une moyenne pondérée des revalorisations appliquées dans les différentes tranches de retraite tous régimes (variant de 0,3% à 1%). Pour 2022, la revalorisation est la combinaison de la revalorisation au 1^{er} janvier (1,1 %) et au 1^{er} juillet (4 %), soit 5,14 % au total (1,011*1,04-1). Dans les tableaux, les valeurs sont arrondies pour l'affichage, mais non pour les calculs.

À partir de 2014, des mesures ont été prises afin de maîtriser la revalorisation des pensions (gel, décalage, revalorisation inférieure...). La revalorisation des pensions est devenue beaucoup moins importante avec une moyenne annuelle de 0,3 %, alors que l'inflation était plus élevée avec une moyenne annuelle de 1 %. En 2021, un pic d'inflation de 2,8 % a largement dépassé la revalorisation qui a été de 0,4 %. En 2022, un pic d'inflation a également été observé (5,9 %), avec une revalorisation des retraites de 5,1 %, beaucoup plus importante que les années précédentes (1,1 % au 1^{er} janvier puis 4 % au 1^{er} juillet). La revalorisation des pensions, qui s'appuie désormais sur l'inflation observée, s'ajuste donc avec un décalage sur cette dernière. En période d'inflation croissante, la revalorisation est inférieure à l'inflation (ce qui a amené à une revalorisation intermédiaire en 2022⁴), tandis qu'en période de ralentissement de l'inflation, elle lui est supérieure. En moyenne, elle lui est égale sauf mesure spécifique.

Entre fin 2002 et fin 2022, les pensions ont été revalorisées à hauteur de 28,7 % contre une inflation de 37,3 % (y compris prix du tabac). Si les décalages d'une année sur l'autre entre l'inflation et les revalorisations peuvent résulter de l'application des règles d'indexation (qui ont évolué sur la période, s'appuyant sur les prévisions d'inflation, puis sur les réalisations passées), les décisions de moindre revalorisation introduisent des écarts supplémentaires, qui subsistent à plus long terme.

Évolution de la revalorisation de la pension au régime général



Source : Législation Cnav pour le coefficient de revalorisation des pensions brutes et l'Insee pour le taux d'inflation (indice des prix à la consommation, hors et y compris tabac en glissement annuel - Ensemble des ménages - France - Base 2015)

Note : pour 2020, la revalorisation de 0,74 % est une moyenne pondérée des revalorisations appliquées dans les différentes tranches de retraite tous régimes (variant de 0,3% à 1%).

Entre 2002 et 2022, le montant global mensuel moyen des pensions des retraités du régime général est passé de 507 € à 800 € en euros courants, et de 696 € à 800 € en euros constants 2022

⁴ Une revalorisation de 4 % a été mise en œuvre au 1^{er} juillet 2022 par anticipation sur la revalorisation du 1^{er} janvier 2023.

Évolution des pensions globales moyennes au 31 décembre

Année	€ courant		€ 2022 (montants corrigés de l'inflation)	
	Montant moyen	Evolution annuelle	Montant moyen	Evolution annuelle
2001	494,15 €		694,02 €	
2002	507,22 €	2,6%	696,36 €	0,3%
2003	516,73 €	1,9%	694,14 €	-0,3%
2004	530,12 €	2,6%	697,48 €	0,5%
2005	544,00 €	2,6%	704,48 €	1,0%
2006	557,79 €	2,5%	711,66 €	1,0%
2007	572,62 €	2,7%	712,06 €	0,1%
2008	588,54 €	2,8%	724,61 €	1,8%
2009	598,63 €	1,7%	730,46 €	0,8%
2010	608,71 €	1,7%	729,63 €	-0,1%
2011	624,36 €	2,6%	730,13 €	0,1%
2012	641,04 €	2,7%	740,02 €	1,4%
2013	653,04 €	1,9%	748,63 €	1,2%
2014	658,00 €	0,8%	753,57 €	0,7%
2015	663,13 €	0,8%	757,92 €	0,6%
2016	667,71 €	0,7%	758,61 €	0,1%
2017	680,12 €	1,9%	763,54 €	0,7%
2018	686,16 €	0,9%	758,19 €	-0,7%
2019*	694,05 €	1,1%	755,58 €	-0,3%
2019*	730,50 €	-	795,26 €	-
2020	745,73 €	2,1%	811,84 €	2,1%
2021	755,11 €	1,3%	799,66 €	-1,5%
2022	799,98 €	5,9%	799,98 €	0,04%
Évolution 2002-2022 (y c. hausse en 2019 liée à l'inclusion des droits indépendants)				
Taux de croissance annuel moyen	2,3%		0,7%	
Cumul	57,7%		14,9%	
Évolution 2002-2022 (hors hausse en 2019 liée à l'inclusion des droits indépendants)				
Taux de croissance annuel moyen	2,0%		0,4%	
Cumul	49,8%		9,1%	

Source : SNSP et SNSP TI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Note : le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

Fin 2022, le montant global mensuel versé par le régime général est en moyenne de 800 € (cf. fiche 1.3.1). Fin 2002, ce montant moyen était de 507 € en euros courants. Il correspondait à la retraite moyenne effectivement perçue par les retraités à l'époque. Après correction de l'inflation, ce montant de 2002 équivaut à 696 euros de 2022. Entre 2002 et 2022, le montant global mensuel moyen des pensions a augmenté de 49 % en euros courants et de 15 % en euros constants de 2022. La hausse de la retraite moyenne en euros courants correspond donc pour une large part à celle de l'inflation. Néanmoins, même après correction de l'inflation, la pension globale moyenne progresse de 15 %, traduisant une hausse relative des retraites brutes versées par le régime général, liée à l'effet « noria ». Une partie de cette hausse (5 %) est due à la prise en compte des droits liés à

une carrière d'indépendant à compter de 2019. Si on corrige cet effet, la hausse n'est que de 9 %.

POUR EN SAVOIR PLUS

Chaque année, les retraites sont revalorisées pour tenir compte de l'inflation.

Dates de revalorisation et sous-revalorisations

Le Code de la sécurité sociale (article L. 161-25) prévoit que les montants de retraite versés soient revalorisés tous les ans sur l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac. Jusqu'en 2008, ces revalorisations intervenaient au mois de janvier. En 2008, une revalorisation au mois de septembre s'est ajoutée à celle déjà effectuée en janvier, l'inflation ayant été relativement importante au cours de cette année. Entre 2009 et 2013, les pensions ont été revalorisées au mois d'avril. La loi 2014-40 du 20 janvier 2014 a décalé les revalorisations des pensions au mois d'octobre. Par ailleurs, les taux de revalorisation à partir de 2014 ont été plus faibles que sur la période 2004-2013. Les revalorisations ont été gelées en 2014, 2016 et 2018 tandis que les taux pour 2015, 2017 et 2019 ont été respectivement de 0,1 % ; 0,8 % et 0,3 % (soit pour 2019 une revalorisation maîtrisée, inférieure au résultat de la règle d'indexation). À partir de 2019, la date de revalorisation a de nouveau été repoussée, pour être à nouveau fixée au premier janvier de chaque année. Par ailleurs, en 2020, une revalorisation différenciée a été mise en place (de 0,3% au-dessus de 2014 € de retraite mensuelle, à 1 % au-dessous de 2000 €), soit un effet moyen de 0,74% pour le régime général.

Évolution des règles de revalorisation

La méthode de calcul du taux de revalorisation a également évolué au cours de la période. Jusqu'en 2015, le coefficient de revalorisation résultait de la prévision d'inflation pour l'année en cours, établie par la Commission économique des comptes de la Nation, et un coefficient correctif était appliqué l'année suivante pour tenir compte de l'inflation définitive constatée pour l'année précédente. Les effets de l'indexation sur l'inflation prévue dépendaient de manière étroite de l'exactitude des prévisions d'inflation. Or ces dernières restent très incertaines, avec des retournements de conjoncture rarement anticipés et une volatilité des prix qui apparaît plus marquée depuis le début de la crise de 2008. Ainsi, les dernières années avant le changement de règle d'indexation, alors que l'inflation connaissait un fort ralentissement, les modalités de revalorisation en vigueur ont conduit à l'application d'importants correctifs négatifs qui ont accentué la déconnexion entre l'évolution du montant des prestations et la progression des prix. Depuis le 1^{er} octobre 2016, la revalorisation des pensions est calculée à partir de l'évolution de l'indice moyen des prix à la consommation (hors tabac) des douze derniers mois connus, publiés par l'Insee, par rapport au niveau moyen des douze mois précédents.

Méthode de calcul des pensions versées en décembre en euros 2022 : les euros constants sont calculés à partir des taux d'inflation avec tabac, en glissement annuel (inflation entre décembre n-1 et n). Ce calcul s'appuie donc sur les taux d'inflation, et non sur les taux de revalorisations des retraites.

Statistiques et études complémentaires

- **Tableaux et graphiques :**



Montants des pensions servies



Montant global depuis 1978

1.3.4 Le montant de base des droits directs

Le montant brut de base des droits directs est en moyenne de 746 € par mois (880 € pour les hommes, 632 € pour les femmes)

Les droits directs représentent la majorité des droits attribués au régime général et constituent la part la plus importante de la pension globale servie par le régime général à ses retraités. Contrairement à la pension globale, le montant de base des droits directs ne tient pas compte d'une éventuelle pension de réversion ou des minima sociaux. Il intègre en revanche les compléments de pensions directement liés aux droits directs (minimum contributif, majoration pour enfants...). Enfin, il ne tient pas compte des pensions de base ou complémentaires dans les autres régimes.

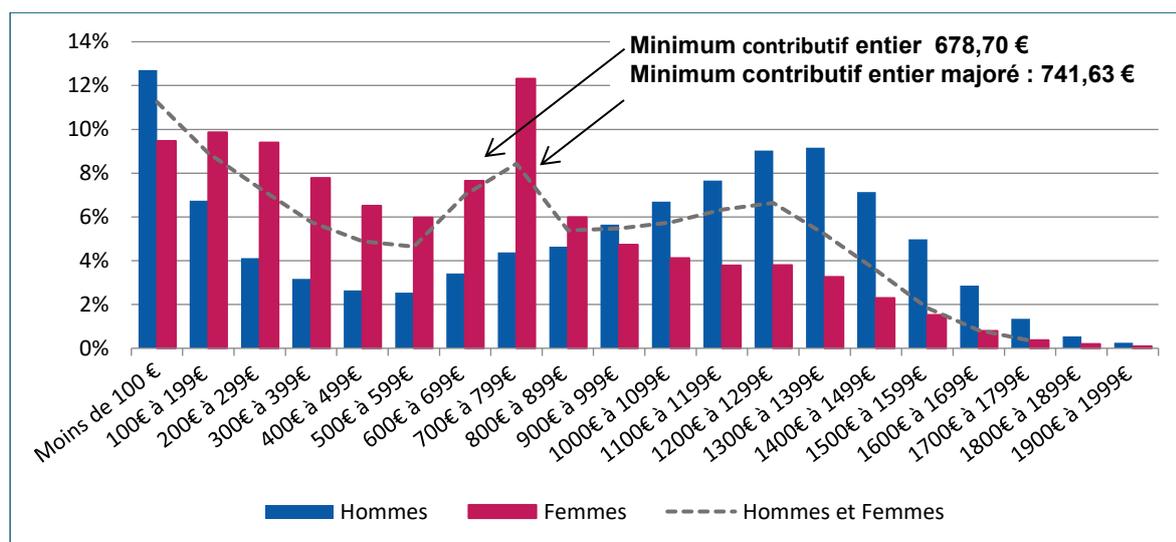
Le montant de base de droit direct servi par le régime général est en moyenne de 746 € par mois (montant brut incluant la majoration enfant de 10 %). Le montant moyen servi aux femmes (632 €) est inférieur de 18 % à celui des hommes (880 €).

Des montants de base de droit direct très dispersés, surtout pour les hommes

Parmi l'ensemble des retraités de droits directs, 14,4 % ont un montant de base de droit direct compris entre 600 € et 799 € : c'est dans cette tranche de montant que se situe le montant du minimum contributif entier majoré (741,63 €) ou non majoré (678,70 €). La part des retraites de droit direct dont le montant de base est compris dans cette tranche est plus élevée chez les femmes car elles sont plus nombreuses à bénéficier du minimum contributif avec une carrière complète au régime général.

Une faible part des retraités ont un droit direct supérieur au maximum des retraites (1 714 € par mois fin 2022). En effet, la majoration de 10 % pour enfants et la surcote s'appliquent aux droits directs déjà ramenés à ce maximum, et peuvent donc conduire à le dépasser.

**Répartition des retraités de droit direct
selon le montant mensuel moyen de base de droit direct
au 31 décembre 2022**



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général (droit direct servi seul ou avec un droit dérivé).

Note : le montant de base du droit direct correspond au montant brut de ce droit dû par le régime général (après application des règles de minimum contributif et de maximum), y compris la majoration enfant de 10 %.

Un peu plus de la moitié des retraités de droit direct ont une pension de base inférieure à 800 € : 69 % des femmes et 40 % des hommes

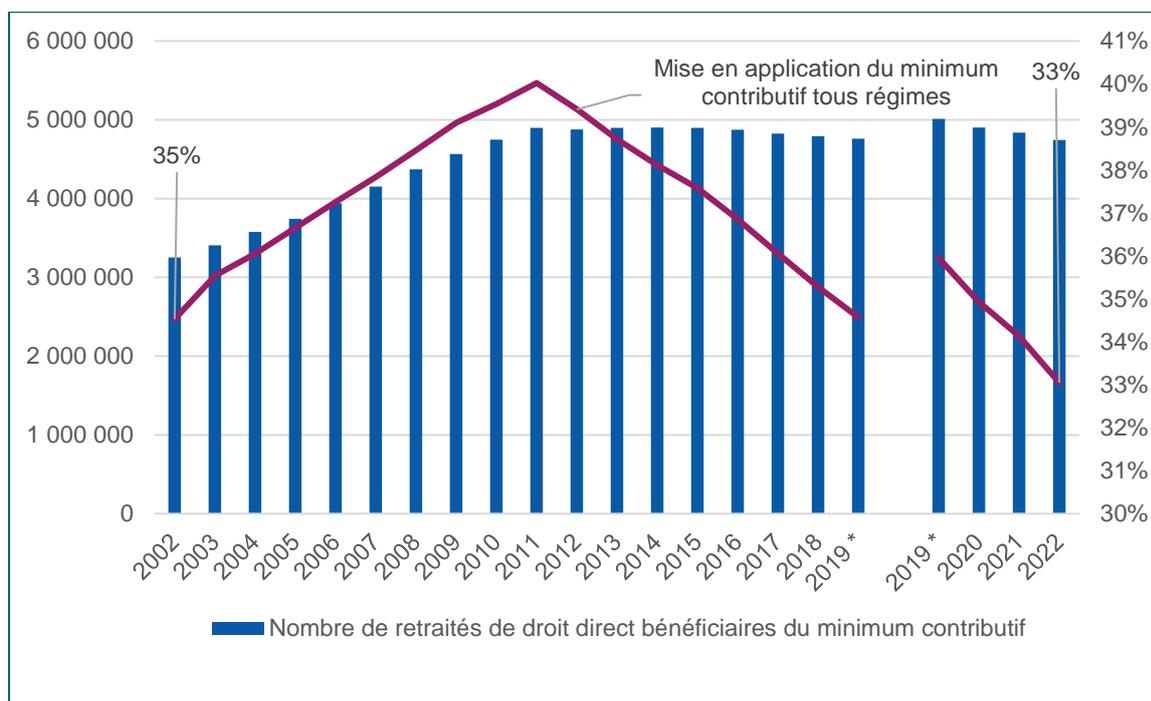
Dans la tranche de montant de droit direct compris entre 700 € et 799 €, se trouvent 12 % de femmes, ce qui en fait la tranche de montant dans laquelle elles sont le plus représentées.

En ce qui concerne les hommes, la tranche de montant de droit direct dans laquelle ils sont le plus représentés est plus élevée puisqu'elle est comprise entre 1 300 € et 1 399 €, tranche à partir de laquelle les effectifs diminuent. La part des hommes dont le montant de base est inférieur à 1 200 € est de l'ordre de 64 %, tandis que 50 % perçoivent une pension du régime général inférieure à 1 000 €. Les hommes sont plus nombreux que les femmes dans toutes les tranches de pension supérieures à 900 €, et moins nombreux que les femmes dans toutes les tranches inférieures, à l'exception de la tranche constituée des pensions inférieures à 100 €. En effet, 13 % des hommes ont un droit direct de base inférieur à 100 €, contre 10 % des femmes. Ces montants concernent des retraités ayant un droit au régime général mais n'ayant travaillé, et donc cotisé, que peu de temps au sein de ce régime. Parmi eux, certains perçoivent le minimum contributif. Dans beaucoup de cas ces retraités touchent une pension dans un autre régime.

33 % des retraités de droit direct perçoivent le minimum contributif

Le minimum contributif est servi aux assurés bénéficiant d'une pension de droit direct à taux plein et dont le montant de base est inférieur au dit minimum en tenant compte de la durée d'assurance au régime général. Au 31 décembre 2022, parmi l'ensemble des retraités bénéficiaires d'un droit direct, 33 % perçoivent le minimum contributif soit 4,7 millions de retraités (44 % des femmes retraitées de droit direct et 20 % des hommes).

Évolution du nombre de retraités du régime général en paiement au 31 décembre dont la pension de base est portée au minimum contributif



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Entre fin 2002 et fin 2011 le nombre de retraités ayant une pension de droit direct portée au minimum contributif augmentait chaque année en moyenne de près de 5 %. À partir du 1^{er} janvier 2012, les règles d'attribution du minimum contributif ont changé. Désormais, le minimum contributif fait l'objet de conditions plus restrictives puisqu'il est soumis à un écrêtement en fonction des pensions tous régimes (cf. fiche 2.1.4.1). Ces nouvelles mesures ont mis un frein à la hausse des bénéficiaires et depuis, le nombre de retraités ayant une pension de droit direct portée au minimum contributif diminue chaque année.

Rapportée à l'ensemble des bénéficiaires d'un droit direct contributif, la part des bénéficiaires du minimum contributif est passée de 35 % fin 2002 (3,3 millions de retraités) à 40 % fin 2011 (soit 4,9 millions de retraités). Le nombre de retraités au minimum contributif diminue légèrement chaque année. En 2022, il est toujours proche de 4,8 millions de retraités mais la part est redescendue à 33 %.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le montant de base de la pension de droit direct s'obtient à partir du montant calculé en multipliant le RAM (Revenu annuel moyen), le taux et le coefficient de proratisation basé sur la durée d'assurance, après application des règles de comparaison au minimum contributif (678,70 € ou 741,63 € pour le minimum majoré) pour les droits directs et au maximum (1 714 € pour un droit direct, soit 50 % du plafond de la Sécurité sociale). Le montant obtenu est augmenté le cas échéant de la surcote (dispositif instauré par la loi n°2003-775 du 21 août 2003, la surcote s'ajoute au minimum contributif à partir des droits directs prenant effet au 1^{er} avril 2009). Enfin, la majoration pour enfants de 10 % s'applique à l'ensemble de ces montants pour les retraités ayant eu ou élevé trois enfants ou plus. Cette majoration, comme la surcote, peuvent donc conduire à dépasser le maximum.

Le retraité peut aussi avoir droit à un complément en fonction des barèmes de référence issus de la législation retraite. Les principaux barèmes de référence figurent dans le tableau ci-après :

Avantage de référence	Montant mensuel (1) au 31 décembre 2022
AVTS (2)	309,09 €
AVTS + MC	359,91 €
Allocation supplémentaire L. 815-2/3 (3)	644,36 €
Minimum contributif entier	678,70 €
Minimum contributif entier majoré (4)	741,63 €
AVTS + allocation L. 815-2/3 ou Aspa	953,45 €
AVTS + allocation supplémentaire L. 815-2/3 + MC ou Aspa + MC	1 004,27 €
AVTS + 2 allocations L. 815-2/3 ou 2 Aspa (5)	1 480,24 €
Montant maximum d'une pension de vieillesse calculée à 50%	1714,00 €

(1) Montants avant prélèvement sociaux.

(2) Représente le 1^{er} niveau du minimum vieillesse dans l'ancien système (éteint le 01/01/2006).

(3) Le plafond de ressources autorisées pour une personne seule est de 953,45 €.

(4) Ne concerne que les pensions ayant un point de départ égal ou postérieur au 01/01/2004.

(5) Égal au montant du plafond de ressources autorisées pour un ménage.

Source : Direction Juridique et Réglementation Nationale.

Le montant de base présenté dans les tableaux et graphiques inclut la majoration enfant de 10 % mais n'inclut pas les autres avantages complémentaires du régime général (majoration tierce personne, majoration forfaitaire pour enfants, majoration L. 814-2/3, allocations du minimum vieillesse et ASI), ni l'éventuel droit dérivé, ni les avantages de base des autres régimes et les retraites complémentaires. C'est un montant brut avant prélèvements sociaux.

Statistiques et études complémentaires

- **L'articulation entre le minimum contributif et le minimum vieillesse au régime général**
J. Couhin, C. Bac – Cnav-DSPR - Étude n°2018-016
- **Impact sur les retraites de la règle des « 25 meilleures années » articulée avec le minimum contributif**
J. Couhin – Cnav-DSPR - Étude n°2018-049
- **Évolution de la pension moyenne de droit propre au régime général entre 2005 et 2019**
Z. Chaker, A. Di porto – Cnav-DSPR - Étude n°2022-034

1.3.5 Le montant de base des droits dérivés

Le montant brut de base des droits dérivés est en moyenne de 369 € par mois (251 € pour les hommes, 379 € pour les femmes)

Au 31 décembre 2022, près de 2,8 millions de retraités sont bénéficiaires d'un droit dérivé au régime général. Le droit dérivé correspond à 54 % du montant calculé de la retraite personnelle (y compris surcote) dont bénéficiait ou aurait bénéficié l'assuré décédé. Le droit dérivé est ramené à un montant minimum (servi entier si l'assuré décédé réunit au moins 60 trimestres au régime général), puis il peut être écrêté si les ressources du survivant dépassent un plafond, et soumis à un maximum. Il est ensuite augmenté le cas échéant de la majoration de 10 % pour les assurés ayant eu ou élevé trois enfants ou plus, et de la majoration de la pension de réversion (cf. fiche 1.4).

Fin 2022, le montant brut de base du droit dérivé au régime général est, en moyenne, de 369 € par mois. Pour les 693 394 retraités bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul (i.e. sans droit direct), son montant mensuel moyen est de 295 €. Le montant de base du droit dérivé est plus élevé pour les 2 091 984 retraités bénéficiaires d'un droit dérivé servi avec un droit direct (394 €).

Montant mensuel moyen de base du droit dérivé au 31 décembre 2022

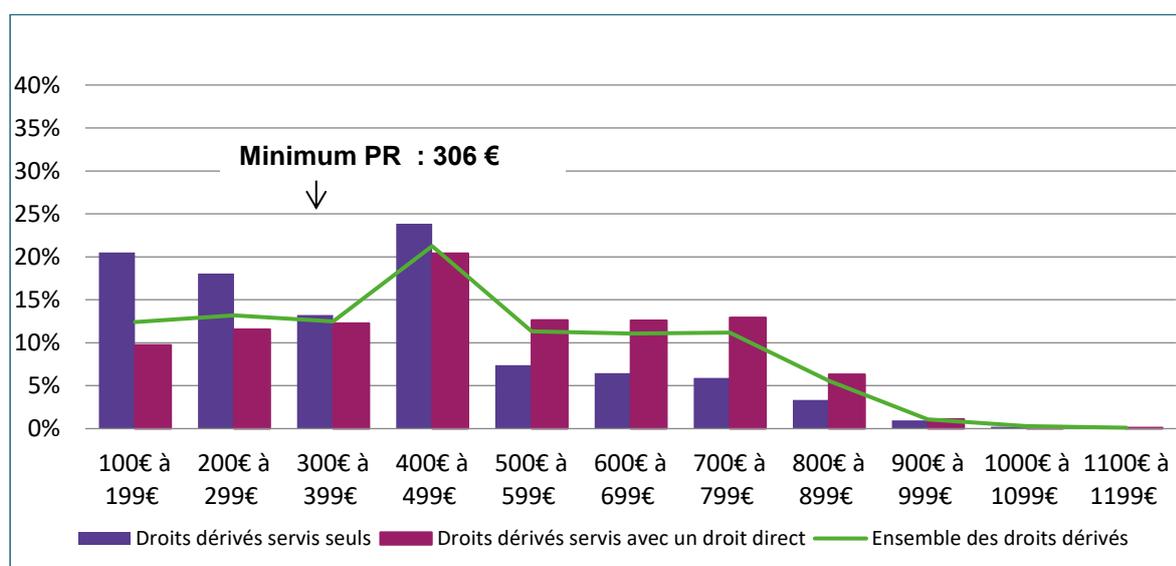
	Hommes	Femmes	Ensemble
Droits dérivés servis seuls	209 €	299 €	295 €
Droits dérivés servis avec un droit direct	258 €	408 €	394 €
Ensemble des droits dérivés	251 €	379 €	369 €

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit dérivé du régime général (droit dérivé servi seul ou avec un droit direct).

Note : le montant de base du droit dérivé correspond au montant brut de ce droit dû par le régime général (après application des règles de minimum et de maximum), y compris la majoration de la pension de réversion et la majoration enfants de 10 %.

Répartition des retraités de droit dérivé selon le montant mensuel moyen de base de droit dérivé au 31 décembre 2022



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités de droit dérivé du régime général (droit dérivé servi seul ou avec un droit direct).

Note : le montant de base du droit dérivé correspond au montant brut de ce droit dû par le régime général (après application des règles de minimum et de maximum), y compris la majoration de la pension de réversion et la majoration enfants de 10 %.

Parmi les retraités bénéficiaires d'un droit dérivé fin 2022, 38 % ont un montant inférieur à 300 € (56 % pour les hommes et 37 % pour les femmes).

Parmi les retraités bénéficiaires d'une pension de réversion, 21 % ont un montant se situant dans la tranche 300 à 399 € (tranche dans laquelle se situe le montant minimum : 306 € hors majoration enfants de 10 %).

Le maximum du montant de base du droit dérivé servi seul ne peut pas dépasser un montant fixé à 925,56 € au 31 décembre 2022. Très peu de retraités figurent dans la tranche de montant de 900 € à 999 € : elle regroupe 0,23 % des droits dérivés servis seuls. Quelques droits dérivés peuvent avoir un montant supérieur au plafond du fait des majorations qui relèvent d'une ancienne législation avec des règles de calcul différentes.

Le droit dérivé est majoritairement cumulé avec un droit direct, et représente alors 41 % du montant total

Parmi les retraités bénéficiant à la fois d'un droit direct et d'un droit dérivé au régime général, la part du droit dérivé représente 41 % de la totalité du montant mensuel moyen de la retraite de base perçue. Cette part est plus importante chez les femmes (43 %) que chez les hommes où elle n'est que de 25 %.

Montant mensuel moyen de base* servi aux bénéficiaires d'un droit direct servi avec un droit dérivé au 31 décembre 2022

		Montant mensuel moyen de base	Part du montant de chaque avantage	Effectif
Hommes	Montant de l'avantage de droit direct	789 €	75,4%	193 569
	Montant de l'avantage de droit dérivé	258 €	24,6%	
	Total des deux avantages	1 047 €	100,0%	
Femmes	Montant de l'avantage de droit direct	541 €	57,0%	1 898 415
	Montant de l'avantage de droit dérivé	408 €	43,0%	
	Total des deux avantages	948 €	100,0%	
Ensemble	Montant de l'avantage de droit direct	564 €	58,9%	2 091 984
	Montant de l'avantage de droit dérivé	394 €	41,1%	
	Total des deux avantages	957 €	100,0%	

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités ayant un droit dérivé servi avec un droit direct au régime général.

* : Montant brut après application des règles du minimum et maximum, y compris la majoration pour enfant de 10 % et la majoration de pension de réversion, non compris les autres avantages complémentaires, hors autres régimes de base et complémentaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le **droit dérivé**, ou pension de réversion, est égal à 54 % du montant de base du droit direct dont bénéficiait ou aurait bénéficié l'assuré décédé ou disparu. Cette fraction de 54 % est appliquée au montant calculé du droit direct de l'assuré décédé, y compris surcote, mais hors minimum et avantages complémentaires, et avant application des règles du maximum. En effet, le droit dérivé a ses propres règles de minimum et maximum, et peut également être servi avec des avantages complémentaires.

La pension de réversion ne peut pas être inférieure à un **montant minimum** (306 € au 31 décembre 2022). Pour les pensions de réversion prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2004, le minimum est servi entier si l'assuré décédé réunit 60 trimestres au régime général. Il est réduit proportionnellement sinon. Depuis le 1^{er} janvier 2020, le régime général gère la totalité des droits de l'assurance vieillesse des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants. L'article D353-1 du code de la sécurité sociale prévoit que la durée d'assurance de 60 trimestres doit être recherchée au régime général et à l'ex-régime des travailleurs indépendants.

Si le total de la pension de réversion (hors avantages complémentaires) et des ressources de l'intéressé ou du ménage dépasse le **plafond autorisé**, la pension de réversion est réduite du dépassement. Le montant de pension de réversion à servir (après réduction éventuelle pour ressources et hors avantages complémentaires) ne peut pas dépasser un **montant maximum** égal à 54 % du montant maximum opposable à l'assuré décédé (soit 50 % du plafond de la Sécurité sociale).

La pension de réversion peut être **majorée** si le retraité a atteint l'âge d'annulation de la décote et s'il a demandé toutes ses retraites. Pour avoir droit à cette majoration, le total de ses retraites ne doit pas dépasser un plafond. La majoration est appliquée automatiquement, sans que l'assuré ait à la demander. Elle est égale à 11,1 % du montant brut de la pension de réversion (après réduction éventuelle pour ressources ou cumul). Cette majoration est entrée en vigueur début 2010 pour l'ensemble des retraités de droit dérivé, quelle que soit la date d'effet de leur droit.

Si le bénéficiaire de la pension de réversion a eu ou élevé trois enfants ou plus, alors sa pension de réversion non majorée et éventuellement réduite suite à l'application des règles pour ressources est majorée de 10 % (et peut donc dépasser le maximum).

Montant de référence au 31 décembre 2022	
Montant minimum de la pension de réversion	306,00 € par mois
Maximum des pensions de réversion	925,56 € par mois
Plafond de ressources personne seule	21 985,60 € par an
Plafond de ressources couple	35 176,96 € par an
Plafond de ressources de la majoration de la pension de réversion	2 759,24 € par trimestre

Le montant de base du droit dérivé présenté dans les tableaux et graphiques inclut la majoration enfant de 10 % et la majoration de la pension de réversion, mais pas les autres avantages complémentaires du régime général (majoration forfaitaire pour enfants, majoration L. 814-2/3, allocations du minimum vieillesse et Asi), ni l'éventuel droit direct, ni les avantages de base des autres régimes et les retraites complémentaires. C'est un montant brut avant prélèvements sociaux.

1.4 Les majorations de pensions

37 % des retraités sont bénéficiaires de la majoration pour enfants de 10 %

Parmi les différents avantages complémentaires servis aux retraités de droit direct ou de droit dérivé, la majoration pour enfants de 10 % est l'avantage le plus courant puisqu'au 31 décembre 2022, 5,6 millions de retraités en bénéficient (soit 37,1 % des retraités). Le nombre de bénéficiaires a progressé jusqu'en 2019 (avec la hausse du nombre de retraités) mais il diminue en 2020 et se stabilise entre 2021 et 2022. La part des bénéficiaires était plus élevée en 2002 (44 %). Elle a diminué progressivement avec l'arrivée à la retraite de générations ayant moins souvent élevé trois enfants ou plus.

Nombre de pensions assorties d'un avantage complémentaire selon le sexe du titulaire de la retraite de base au 31 décembre 2022

	Hommes		Femmes		Ensemble		Montant mensuel moyen de l'avantage complémentaire servi
	Effectif	% par rapport aux retraités	Effectif	% par rapport aux retraités	Effectif	% par rapport aux retraités	
Avantage lié à un droit direct ou un droit dérivé							
Majoration pour enfants de 10 %	2 400 430	36,2%	3 183 698	37,9%	5 584 128	37,1%	71 €
Avantages liés à un droit direct							
Majoration pour conjoint à charge	52 115	0,8%	926	0,0%	53 041	0,4%	22 €
Majoration pour conjoint coexistant	53 409	0,8%	8 424	0,1%	61 833	0,4%	50 €
Majoration pour tierce personne	8 804	0,1%	7 445	0,1%	16 249	0,1%	1 187 €
Avantages liés à un droit dérivé							
Majoration de la pension de réversion	2 551	1,1%	295 338	11,5%	297 889	10,7%	30 €
Majoration forfaitaire pour charge d'enfant	369	0,2%	2 688	0,1%	3 057	0,1%	121 €

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant d'un avantage complémentaire.

Lecture : des majorations forfaitaires pour charge d'enfant sont versées à 3 057 retraités, qui peuvent bénéficier de plusieurs majorations s'ils ont plusieurs enfants à charge.

Les droits directs peuvent être assortis :

- de la **majoration pour conjoint à charge** : au 31 décembre 2022, 53 041 retraités en bénéficient soit 0,4 % de l'ensemble des retraités bénéficiaires de droit direct (contre 62 034 au 31 décembre 2021 soit, - 14,5 %). Cette majoration n'étant plus attribuée depuis 2011, le nombre de bénéficiaires diminue régulièrement : en 2001, ils étaient trois fois plus à en bénéficier, ce qui représentait 2 % de l'ensemble des retraités de droit direct ;
- de la **majoration pour conjoint coexistant** : cette majoration peut être servie uniquement aux retraités ayant un droit lié à une carrière d'indépendant avant 1973. Au 31 décembre 2022, 61 833 retraités en bénéficient, soit 0,4 % de l'ensemble des retraités de droit direct. Le nombre de bénéficiaires a baissé de 12 % en une année (70 208 bénéficiaires au 31 décembre 2021) ;
- de la **majoration pour tierce personne** : 16 249 retraités en bénéficient au 31 décembre 2022, soit 0,1% de l'ensemble des retraités de droit direct, - 4,4 % par rapport au 31 décembre 2021 (16 999 bénéficiaires au 31 décembre 2021). La part des bénéficiaires évolue à la baisse depuis 20 ans. Fin 2002, on dénombrait 18 873 bénéficiaires soit 0,2 % des retraités de droit direct.

Les droits dérivés peuvent être assortis :

- de la **majoration de la pension de réversion** : 297 889 retraités de droit dérivé (10,7 %) en bénéficient au 31 décembre 2022. Cette majoration est entrée en vigueur début 2010 et bénéficiait à 213 500 retraités de droit dérivé fin 2010 (soit 9,5% des droits dérivés). Depuis 2010, le nombre de bénéficiaires a augmenté en lien avec l'augmentation du nombre de retraités de droit dérivé. (- 1,9 % entre fin 2021 et fin 2022);
- de la **majoration forfaitaire pour charge d'enfant** : 3 057 retraités de droit dérivé en bénéficient au 31 décembre 2022 (0,1 %) et 3 602 majorations sont servies (un retraité pouvant percevoir plusieurs majorations s'il a plusieurs enfants à charge). Le nombre de bénéficiaires a tendance à diminuer chaque année. Il était de 4 443 en 2002.

POUR EN SAVOIR PLUS

La majoration pour enfants de 10 % est une majoration versée aux assurés ayant eu ou élevé 3 enfants pendant 9 ans avant l'âge de 16 ans.

Elle est égale à 10 % de l'avantage principal (de droit direct et de droit dérivé) porté au minimum ou ramené au maximum. L'assuré titulaire à la fois d'un avantage de droit direct et de droit dérivé a droit à une majoration pour chaque avantage.

Si l'intéressé bénéficie de la surcote, la majoration de 10 % est calculée sur le total du montant calculé porté au minimum contributif et de la surcote. Cette majoration ne s'applique pas à la majoration des pensions de réversion.

La majoration pour conjoint à charge est une ancienne majoration qui n'est plus attribuée depuis le 01/01/2011 mais elle continue cependant d'être servie pour les bénéficiaires en paiement au 31 décembre 2010 tant que le conjoint à charge remplit les conditions de ressources. Le montant de la majoration n'est pas revalorisé et est fixé à 50,81 € par mois depuis 1977 (avant éventuel écrêtement lié à la condition de ressources).

La majoration pour conjoint coexistant est une majoration propre aux travailleurs indépendants : majoration calculée sur la partie de la carrière antérieure à 1973. Elle est égale à 50 % des points acquis avant le 31 décembre 1972. Peuvent en bénéficier les conjoints âgés de 65 ans (60 ans si le retraité est inapte au travail) sous réserve que le mariage date de deux ans minimum au moment du paiement de cet avantage.

La majoration pour tierce personne est servie aux assurés, qui ont besoin de l'assistance d'une tierce personne pour accomplir les actes ordinaires de la vie. Ils peuvent en bénéficier après avis du médecin conseil. La pension de base doit avoir été attribuée au titre de l'inaptitude au travail ou de l'invalidité. L'assuré doit justifier du besoin d'une tierce personne avant l'âge d'acquisition du taux plein. La majoration pour tierce personne est égale à 40 % de l'avantage générateur mais ne peut pas être inférieure à un certain montant (1 192,55 € par mois au 1^{er} juillet 2022).

La majoration de la pension de réversion est égale à 11,1 % du montant de la pension de réversion servie. Elle est entrée en vigueur début 2010 pour l'ensemble des retraités de droit dérivé quelle que soit la date d'effet de leur pension de réversion.

L'assuré n'a pas à en faire la demande. Elle est attribuée aux retraités ayant atteint l'âge d'obtention automatique du taux plein (65 à 67 ans en fonction de la génération) et ayant déjà fait valoir leurs droits à la retraite (pensions personnelles et de réversion) auprès du régime général et des autres régimes de base et complémentaire. Pour en bénéficier, le total de leurs pensions ne doit pas dépasser le plafond de ressources trimestriel de 2 759,24 € à fin 2022.

La majoration forfaitaire pour charge d'enfant peut être attribuée aux titulaires d'une pension de réversion ou d'une pension de veuve ou de veuf, non titulaires d'un avantage personnel et qui n'ont pas atteint l'âge d'obtention de la retraite à taux plein. L'enfant à charge doit remplir des conditions d'âge. Le montant est servi entier (103,79 € au 1^{er} juillet 2022) ou réduit dans les mêmes proportions que la pension de réversion. Plusieurs allocations sont versées si un retraité a plusieurs enfants à charge vérifiant les conditions.

Statistiques et études complémentaires

- **Tableaux et graphiques :**



Avantages
complémentaires et



Majorations de
pension

1.5 Le minimum vieillesse, l'ASI et la majoration L814-2

1.5.1 Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire d'invalidité

1.5.1.1 Les bénéficiaires

Le régime général compte 582 028 bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité

Le minimum vieillesse vise à assurer un niveau minimum de ressources aux personnes âgées résidant en France. Depuis 2006, il est constitué d'une allocation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), désormais attribuée à la place des anciennes allocations du minimum vieillesse. Fin 2022 :

- 476 177 allocataires bénéficient de l'Aspa ;
- 1 183 allocataires bénéficient de l'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) ;
- 104 703 allocataires bénéficient encore de l'allocation supplémentaire (L. 815-2/3), soit 18 % des 582 028 bénéficiaires d'une allocation L. 815-2/3, Aspa ou ASI.

Les bénéficiaires du minimum vieillesse dénombrés ici n'incluent pas les retraités bénéficiant uniquement de la majoration L. 814-2 (cf. fiche 1.5.2) (le montant maximum de cette dernière étant nettement plus faible que celui de l'Aspa).

Nombre de pensions assorties du minimum vieillesse ou de l'ASI et nombre de bénéficiaires par type d'allocation au 31 décembre 2022

	Sexe ⁽¹⁾	Pensions servies avec une allocation du minimum vieillesse ou de l'Asi				Ensemble des bénéficiaires de l'allocation du minimum vieillesse ou de l'ASI (2)
		a - à titre personnel	b - à titre de conjoint seul	c - à titre personnel et conjoint	Total (a + b + c)	
Allocations supplémentaires L. 815-2/3	Hommes	40 068	77	469	40 614	41 083
	Femmes	63 454	6	80	63 540	63 620
	Ensemble	103 522	83	549	104 154	104 703
Aspa	Hommes	215 202	140	221	215 563	215 784
	Femmes	260 227	26	70	260 323	260 393
	Ensemble	475 429	166	291	475 886	476 177
ASI	Hommes	127	1	-	128	128
	Femmes	1 054	1	-	1 055	1 055
	Ensemble	1 181	2	-	1 183	1 183
Ensemble	Hommes	255 305	143	764	256 212	256 976
	Femmes	324 707	21	162	324 890	325 052
	Ensemble	580 012	164	926	581 102	582 028

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant d'une allocation du minimum vieillesse ou de l'ASI.

(1) Sexe du retraité bénéficiaire de l'allocation servie à titre personnel et/ou conjoint à charge en complément de sa pension.

(2) Le cumul de chaque allocation n'est pas égal à l'effectif ensemble car un retraité peut être bénéficiaire d'une allocation à titre personnel et d'une autre allocation à titre de conjoint à charge et il est alors compté deux fois. Lecture : 215 563 hommes retraités perçoivent un montant d'Aspa versé par le régime général avec leur pension. Pour 215 202 d'entre eux, le montant versé correspond à leur droit personnel à l'Aspa. 140 hommes retraités perçoivent avec leur retraite un montant d'Aspa correspondant à un droit ouvert uniquement pour leur conjoint (par exemple, si eux-mêmes ne vérifient pas la condition d'âge pour en bénéficier).

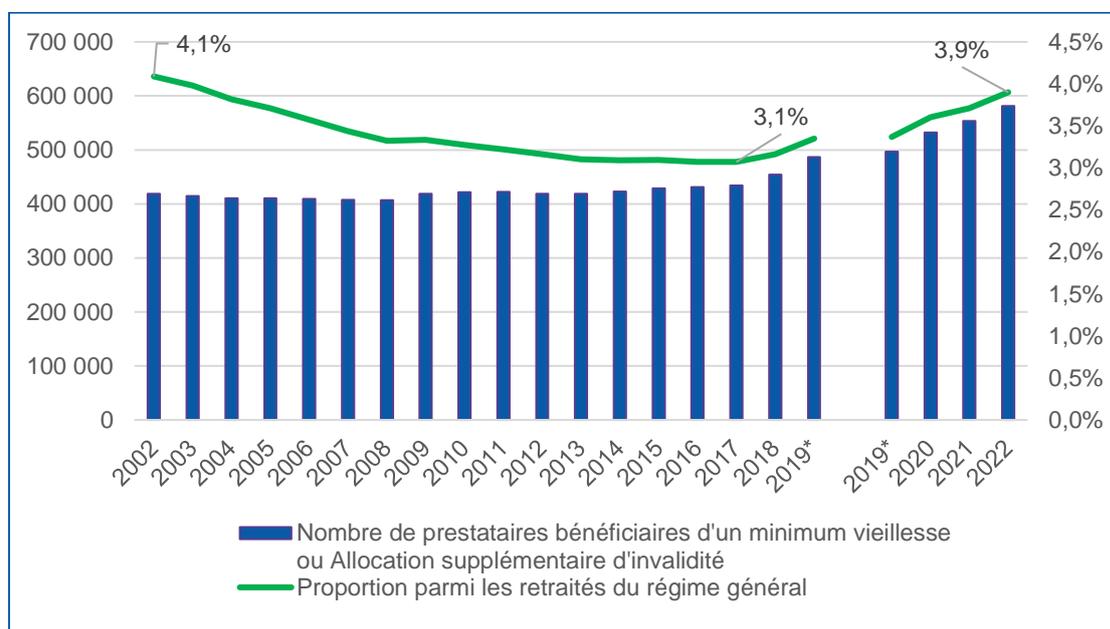
L'allocation supplémentaire L. 815-2/3 n'est plus attribuée mais continue à être payée aux allocataires qui en étaient déjà bénéficiaires avant 2006. Comme l'Aspa, cette allocation n'était pas exportable sauf pour les retraités résidant dans l'un des onze états adhérents à l'Union européenne avant le 1er juin 1992⁵. On dénombre encore 1 056 bénéficiaires de cette allocation résidant à l'étranger.

1.5.1.2 L'évolution du nombre de prestataires du minimum vieillesse

Le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'ASI a augmenté à la suite à une forte revalorisation

Le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse varie en fonction de la démographie et des revenus des retraités, mais également en fonction de la législation. Il augmente notamment lors des revalorisations exceptionnelles de ce minimum social. Sur longue période, le nombre de retraités percevant le minimum vieillesse a décliné avec l'amélioration progressive des droits à la retraite au fil des générations. Toutefois, il augmente depuis 2018, suite à la forte revalorisation du plafond de l'Aspa qui a été porté progressivement de 833,20 € par mois au 1^{er} avril 2018 pour une personne seule à 903,20 € au 1^{er} janvier 2020⁶. Il est désormais de 953,45 € au 1^{er} juillet 2022 (après des revalorisations à nouveau identiques à celles des retraites). Le nombre de retraités percevant le minimum vieillesse ou l'ASI à titre personnel ou pour leur conjoint à charge est ainsi passé de 418 959 à 581 102 entre 2002 et 2022 (soit de 425 919 allocataires en 2002 à 582 028 en 2022).

Évolution du nombre de retraités bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité au 31 décembre



Sources : SNSP et SNSP -TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

⁵ Deux arrêts de la Cour de justice Européenne en date des 12 juillet 1990 et 11 juin 1991 reconnaissent le droit à l'allocation supplémentaire L.815-2/3 à tout ressortissant communautaire pensionné d'un régime français quel que soit l'État membre où il réside.

⁶ Il avait précédemment augmenté suite aux coups de pouce de 1999-2000 par rapport à la revalorisation des retraites ou à la revalorisation du plafond pour une personne seule entre 2009 et 2012.

La part de retraités bénéficiant du minimum vieillesse a diminué jusqu'en 2017, avant de remonter à 3,9 % fin 2022

L'évolution du nombre de retraités bénéficiaires du minimum vieillesse (+39 % en vingt ans) reste toutefois nettement inférieure à celle du nombre total de retraités du régime général (+47 % en vingt ans), si bien que la part des bénéficiaires du minimum vieillesse au sein des retraités a diminué jusqu'à atteindre 3,1 % en 2017, avant d'augmenter pour atteindre 3,9 % suite notamment à la forte revalorisation du minimum vieillesse.

Même si la dernière étape de la revalorisation exceptionnelle s'est achevée au 1^{er} janvier 2020, le nombre de bénéficiaires d'allocations L. 815-2/3, Aspa ou ASI a encore augmenté fortement en 2022 (+5 %), contre 3,1 % en 2000 et 2021. Cela s'explique en partie par le fait que les retraités susceptibles de devenir bénéficiaires de l'Aspa suite à l'augmentation de son plafond ne le demandent pas ou ne l'obtiennent pas tout de suite.

Une majorité de personnes seules et de femmes bénéficiaires du minimum vieillesse

La majorité des bénéficiaires du minimum vieillesse vivent seuls puisque pour 77 % d'entre eux le plafond de ressource appliqué pour le calcul du montant du minimum vieillesse est celui appliqué aux personnes seules.

Au 31 décembre 2022, les femmes représentent 56 % des bénéficiaires d'un minimum vieillesse ou de l'ASI à titre personnel ou conjoint à charge. Les femmes, du fait de leurs pensions de retraite plus faibles, et vivant plus souvent seules aux âges élevés, sont plus nombreuses à bénéficier de ce type d'avantage. Le minimum vieillesse ne peut être obtenu qu'après l'éventuelle retraite personnelle au régime général, à partir de 62 ans pour les bénéficiaires d'une retraite pour inaptitude, et de 65 ans pour les autres.

1.5.1.3 L'âge des bénéficiaires du minimum vieillesse

L'âge moyen des bénéficiaires du minimum vieillesse est de 73,3 ans (72,5 ans pour les hommes et 74 ans pour les femmes)

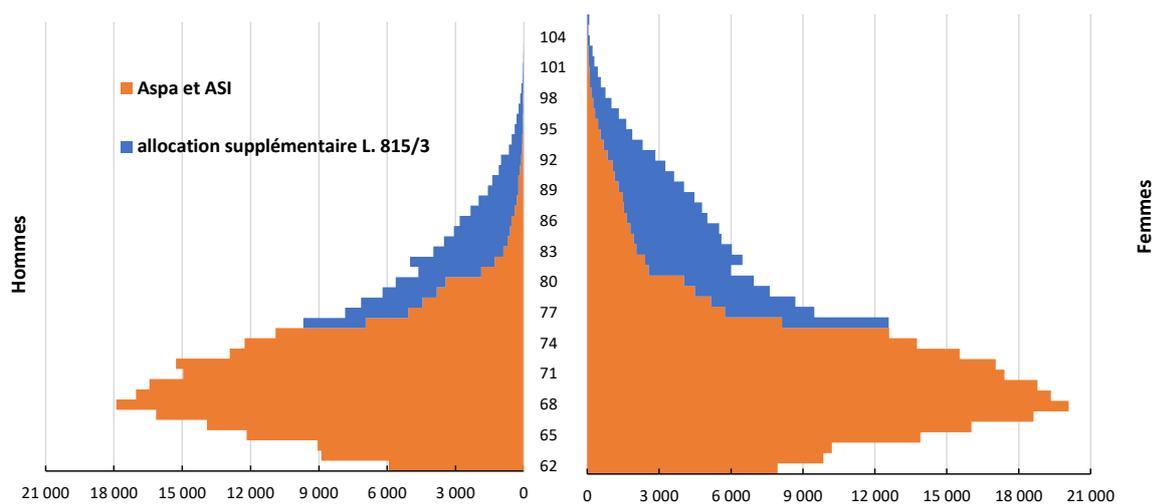
En moyenne, les retraités percevant une allocation du minimum vieillesse ou l'ASI sont âgés de 73,3 ans (72,5 ans pour les hommes et 74 ans pour les femmes). Leur âge moyen est inférieur d'un an et demi à celui de l'ensemble des retraités du régime général. En effet, ils sont relativement moins nombreux aux âges élevés. La part de ces retraités âgés de 75 ans ou plus (36 %) est nettement inférieure à celle de l'ensemble des retraités (43 %), en lien avec une espérance de vie plus faible. Les retraités percevant une allocation du minimum vieillesse ou l'ASI sont concentrés sur la tranche d'âge des 67-74 ans qui regroupe 45 % d'entre eux (contre 37 % des retraités du régime général).

L'allocation supplémentaire L. 815-2/3 n'étant plus attribuée depuis 2006, ses bénéficiaires sont tous âgés d'au moins 76 ans fin 2022. Fin 2022, les retraités ayant dépassé cet âge peuvent donc percevoir l'allocation supplémentaire s'ils en bénéficiaient déjà fin 2005, ou bien l'Aspa s'ils l'ont obtenu à partir de 2006. Au 31 décembre 2022, la moitié des bénéficiaires de l'allocation L. 815-2/3 sont âgés de 76 à 83 ans. Ces effectifs varient peu avec l'âge entre 76 à 87 ans (en moyenne 6 300 bénéficiaires par âge, avec un pic à 7 700 pour les allocataires de 82 ans). Cela résulte de deux effets contraires : les retraités les plus âgés ont plus fréquemment obtenu leur allocation avant 2006, mais sont de moins en

moins nombreux du fait de la mortalité. À partir de 88 ans, l'effet de la mortalité est prépondérant : le nombre de bénéficiaires est de moins en moins important (de 5 950 allocataires âgés de 87 ans à 4 650 allocataires âgés de 88 ans et moins de 3 000 à 92 ans).

Concernant l'Aspa et l'ASI, les tranches d'âges sont bien plus dispersées et concernent en partie des bénéficiaires plus jeunes. Les bénéficiaires de l'Aspa ont au minimum 62 ans (âge légal minimal auquel le droit peut être ouvert pour les titulaires d'un droit direct au titre de l'inaptitude), mais dans le cas général les retraités ne peuvent l'obtenir qu'à partir de 65 ans. De plus, les assurés ne peuvent bénéficier de l'Aspa qu'après avoir fait valoir leurs éventuels droits directs ou dérivés. Beaucoup d'assurés attendent l'âge d'annulation de la décote pour obtenir leur droit direct à taux plein, et n'obtiennent l'Aspa qu'à cet âge. Le nombre de bénéficiaires augmente donc nettement en fonction de l'âge de 65 à 68 ans, et sont les plus nombreux à 68 ans (36 000 allocataires). La moitié des bénéficiaires de l'Aspa sont âgés de 62 à 71 ans. Une diminution importante des effectifs s'observe pour les allocataires âgés de 76 ans et plus du fait qu'une bonne partie des allocataires « potentiels » de l'Aspa bénéficient de l'allocation L.815-2/3.

Pyramide des âges des retraités bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'allocation supplémentaire d'invalidité au 31 décembre 2022



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant d'une allocation du minimum vieillesse ou de l'ASI servie à titre personnel.

Note : les retraités percevant une allocation à titre de prestataire et de conjoint sont classés en fonction de l'âge du prestataire qui perçoit l'allocation. Les retraités de moins de 62 ans, représentant de faibles effectifs, sont regroupés dans la catégorie d'âge « 62 ans ».

1.5.1.4 Les montants du minimum vieillesse et de l'ASI

581 102 retraités perçoivent une allocation du minimum vieillesse, pour un montant mensuel brut moyen de 452 €

Au 31 décembre 2022, 581 102 retraités sont bénéficiaires d'une allocation du minimum vieillesse ou de l'ASI servies à titre personnel ou pour leur conjoint à charge (pour un nombre total d'allocataires de 582 028). Parmi eux, 97 % perçoivent ces allocations en complément d'un droit direct. Le montant mensuel moyen servi au titre de ces allocations est de 452 €.

Montants mensuels moyens des allocations du minimum vieillesse et de l'ASI au 31 décembre 2022

	Hommes			Femmes			Ensemble		
	Droits directs servis seuls ou avec un droit dérivé	Droits dérivés servis seuls	Total	Droits directs servis seuls ou avec un droit dérivé	Droits dérivés servis seuls	Total	Droits directs servis seuls ou avec un droit dérivé	Droits dérivés servis seuls	Total
Ensemble des allocations du minimum vieillesse									
Nombre de retraités	255 826	386	256 212	306 268	18 622	324 890	562 094	19 008	581 102
Montant moyen	517 €	572 €	517 €	398 €	456 €	401 €	452 €	458 €	452 €
Par type d'allocation :									
Aspa									
Nombre de retraités	215 270	293	215 563	248 953	11 370	260 323	464 223	11 663	475 886
Montant moyen	526 €	617 €	526 €	397 €	459 €	400 €	457 €	463 €	457 €
L.815-2/3									
Nombre de retraités	40 575	39	40 614	57 244	6 296	63 540	97 819	6 335	104 154
Montant moyen	465 €	559 €	465 €	400 €	472 €	408 €	427 €	473 €	430 €
ASI									
Nombre de retraités	74	54	128	97	958	1 055	171	1 012	1 183
Montant moyen	166 €	341 €	240 €	158 €	308 €	294 €	161 €	310 €	288 €

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant de l'ASI ou d'une allocation du minimum vieillesse.

Le cumul de chaque allocation n'est pas égal à l'effectif ensemble car il se peut qu'un retraité soit bénéficiaire d'une allocation à titre personnel et bénéficiaire d'une autre allocation à titre de conjoint à charge et dans ce cas il serait compté deux fois.

Pour 68 % des retraités percevant le minimum vieillesse, son montant est inférieur à 600 € par mois

Pour les bénéficiaires des allocations du minimum vieillesse ou de l'ASI, ces allocations représentent environ 52 % du montant total de la retraite globale. Cette part est plus importante pour les hommes (57 %) que pour les femmes (48 %). En effet, ils sont plus souvent bénéficiaires de la majoration conjoint à charge que les femmes. La part du minimum vieillesse est également plus importante chez les bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul (57 %), qui sont 19 008 à en bénéficier.

Part des allocations du minimum vieillesse (L. 815-2/3, Aspa) et ASI dans la retraite globale mensuelle au 31 décembre 2022

	Hommes			Femmes			Ensemble		
	Droit direct (seul ou non)	Droit dérivé servi seul	Total	Droit direct (seul ou non)	Droit dérivé servi seul	Total	Droit direct (seul ou non)	Droit dérivé servi seul	Total
Montant mensuel moyen de la retraite globale ⁽¹⁾	910 €	833 €	910 €	837 €	797 €	834 €	870 €	798 €	868 €
Montant mensuel moyen de l'allocation L. 815-2/3, Aspa et ASI ⁽²⁾	517 €	572 €	517 €	398 €	456 €	401 €	452 €	458 €	452 €
Part de l'Aspa, ASI et L. 815-2/3 dans la retraite globale ^{(2) / (1)}	57%	69%	57%	48%	57%	48%	52%	57%	52%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant de l'ASI ou du Minimum Vieillesse.

POUR EN SAVOIR PLUS

L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), appelée aussi minimum vieillesse, vise à garantir un minimum de ressources aux personnes qui ont de faibles revenus à l'âge de la retraite et qui résident en France. Elle est soumise à condition de subsidiarité : le demandeur et son conjoint, concubin ou partenaire pacsé doivent avoir demandé l'attribution de leurs retraites personnelles et de réversion à tous les régimes français et étrangers, et des organisations internationales. La condition est satisfaite si l'intéressé prouve qu'il ne remplit pas les conditions d'attribution au point de départ fixé pour l'Aspa.

L'Aspa est ouverte à toute personne âgée d'au moins 65 ans dont les ressources annuelles, allocation comprise, sont inférieures à 11 441,49 € pour une personne seule (soit 953,45 € par mois), et à 17 762,96 € pour un couple (soit 1 480,24 € par mois) au 1^{er} juillet 2022.

L'âge d'accès à cette allocation peut être abaissé dans certains cas à l'âge minimum de la retraite (60 à 62 ans selon la génération) : inaptitude au travail, handicap, ancien combattant, mère de famille ouvrière... Le régime général est compétent pour l'attribuer à ses retraités (sauf s'ils sont aussi exploitants agricoles auquel cas elle est versée par la MSA).

L'Aspa est une allocation différentielle, c'est-à-dire que son montant varie suivant les ressources du bénéficiaire. Elle sert à porter celles-ci au montant du plafond de ressources soit, au 1^{er} juillet 2022, à 953,45 € par mois pour une personne seule, et 1 480,24 € pour un couple. Depuis 2019, il est prévu que le plafond soit revalorisé à la même date que les pensions en fonction de l'inflation moyenne observée sur les douze derniers mois (prix hors tabac). La revalorisation peut toutefois être modifiée par la loi. Ainsi, l'article 40 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018 a prévu une revalorisation exceptionnelle (précisée par décret) indépendamment de l'évolution de l'indice des prix. Alors que le plafond pour une personne seule était de 803,20 € au 1^{er} avril 2017, il a été porté à 833,20 € au 1^{er} avril 2018, 868,20 € au 1^{er} janvier 2019 et 903,20 € au 1^{er} janvier 2020, soit une progression totale de 100 €.

L'Aspa peut être partiellement récupérée sur succession : la récupération s'effectue dans une limite annuelle (dépendant du nombre d'années de service), et uniquement sur la fraction de l'actif net successoral qui dépasse le seuil de recouvrement (c'est-à-dire 39 000 € en métropole).

L'**allocation supplémentaire d'invalidité (ASI)** peut être attribuée au titulaire d'un avantage viager au titre de l'assurance invalidité ou vieillesse, qui n'a pas atteint l'âge pour bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa).

Le demandeur doit être atteint d'une invalidité générale réduisant sa capacité de travail ou de gain d'au moins deux tiers. La personne reconnue invalide pour l'attribution d'un avantage viager d'invalidité à un régime de base est considérée invalide pour l'attribution de l'ASI.

Le demandeur doit résider en France. Ses ressources (ou celles du ménage) ne doivent pas dépasser un plafond qui dépend de la situation familiale (846,97 par mois pour une personne seule et 1 482,20 € par mois pour un couple au 1^{er} juillet 2022) ; ces ressources sont appréciées dans les mêmes conditions que pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Le montant de l'allocation supplémentaire d'invalidité à servir est égal à la différence entre le plafond de ressources et les ressources de l'intéressé ou du couple. Jusqu'au 1^{er} avril 2020, l'allocation était forfaitaire. Elle est désormais différentielle (décret 2020/1251 du 13/10/2020).

Le droit à l'ASI prend fin dès que le titulaire remplit la condition d'âge pour avoir droit à l'Aspa.

L'**allocation supplémentaire L. 815-2/3** : allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV) qui permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse fixé au 1^{er} juillet 2022 à 7 732,41 € par an pour une personne seule (soit 644,36 € par mois), et à 10 344,80 € par an pour un couple (soit 862,06 € par mois). Cette allocation n'est plus attribuée depuis 2006 et a été remplacée par l'Aspa. Elle était soumise à condition de résidence en France.

Statistiques et études complémentaires

- **Actions de lutte contre le non-recours à l'Aspa : ciblage par datamining**
M. Niyomwungere, F. Broutin – Retraite et société n°87 - Cnav – 2021
- **Étude qualitative par entretien téléphonique sur le recours/non-recours Aspa**
J. Ogg, S. Renault – Cnav-DSPR - Étude n°2021-041
- **Bénéficiaires du minimum vieillesse : les enseignements de l'enquête auprès des Bénéficiaires de minima sociaux (2018)**
Kim – Cnav-DSPR - Étude n°2022-007
- **Recours sur succession du minimum vieillesse**
Bellavoine-Gaessler, P. Breuil – Retraite et société n°89 – Cnav – 2022

1.5.2 La majoration L. 814-2

88 997 retraités perçoivent la majoration L. 814-2, pour 97 007 bénéficiaires

La majoration L. 814-2 n'est plus attribuée depuis la mise en place de l'Aspa mais elle continue à être servie aux retraités qui en étaient bénéficiaires avant sa suppression. Elle permet de porter, sous conditions de ressources, le montant du droit direct au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS) (309,09 € par mois au 1^{er} juillet 2022).

Au 31 décembre 2022, parmi l'ensemble des retraités en paiement, 88 997 avaient une pension assortie de la majoration L. 814-2 servie à titre personnel et/ou à titre de conjoint à charge (soit 0,6 % des retraités). Les allocations pouvant être servies à titre personnel et de conjoint, le nombre de bénéficiaires est légèrement supérieur, et est de 97 007.

Nombre de bénéficiaires de la majoration article L. 814-2 au 31 décembre 2022

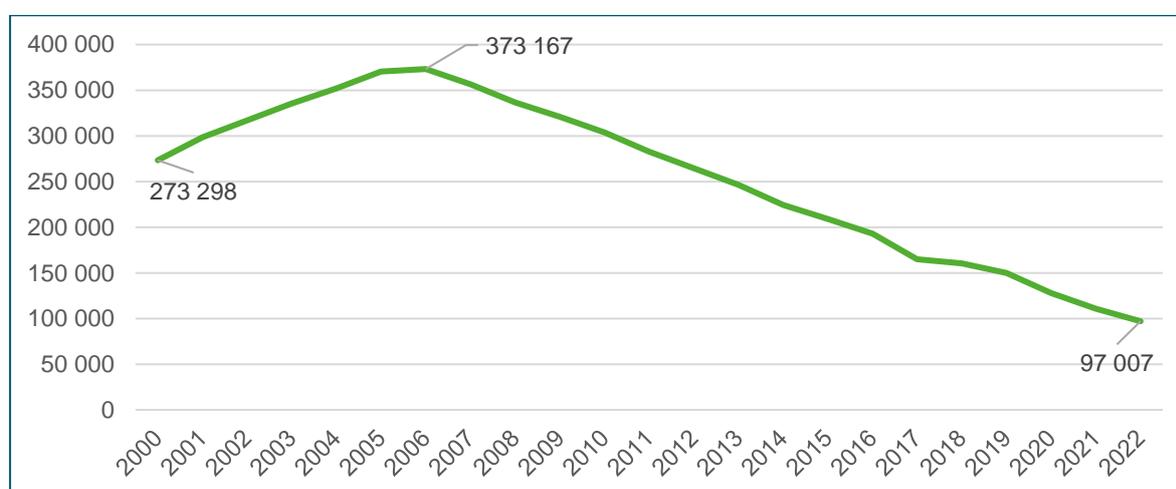
	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	% par rapport à l'ensemble des retraités	Effectif	% par rapport à l'ensemble des retraités	Effectif	% par rapport à l'ensemble des retraités
Pensions assorties de la majoration L. 814-2						
- à titre personnel (a)	44 940	0,7%	31 810	0,38%	76 750	0,5%
- à titre de conjoint à charge seul (b)	4 188	0,1%	49	0,00%	4 237	0,0%
- à titre personnel et conjoint à charge (c)	7 962	0,1%	48	0,0%	8 010	0,1%
Total	57 090	0,9%	31 907	0,38%	88 997	0,6%
Ensemble des bénéficiaires de la majoration L. 814-2 (a + b + 2c)	65 052		31 955		97 007	

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant de la majoration L.814-2.

Cette majoration n'étant plus attribuée depuis le 1^{er} janvier 2006, le nombre de bénéficiaires diminue chaque année. Ainsi, depuis 2006, le nombre de bénéficiaires a diminué de plus de 70 %. Au 31 décembre 2022, ils étaient 97 007 à être bénéficiaires soit 12,5% de moins par rapport au 31 décembre 2021.

Évolution du nombre de bénéficiaires de la majoration article L. 814-2 au 31 décembre



Sources : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

Contrairement à l'Aspa, cette majoration est exportable. Ainsi, 75,5 % des bénéficiaires résident à l'étranger. C'est en Afrique où cette population est la plus importante : ils sont près de 73 % à résider en Afrique dont 63 % en Algérie. 2,1 % des bénéficiaires résident en Europe hors France.

Répartition des bénéficiaires de la majoration article L. 814-2 selon la résidence au 31 décembre 2022

Résidence	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
- France	10 075	15,5 %	13 703	42,9 %	23 778	24,5 %
- Europe :	1 315	2,0%	682	2,1%	1 997	2,1%
- dont : Communauté européenne + AELE	1 220	1,9%	613	1,9%	1 833	1,9%
- dont Espagne	98	0,2%	84	0,3%	182	0,2%
- dont Pologne	18	0,0%	68	0,2%	86	0,1%
- dont Portugal	1 080	1,7%	443	1,4%	1 523	1,6%
- dont : autres pays d'Europe	95	0,1%	69	0,2%	164	0,2%
- Asie	396	0,6%	91	0,3%	487	0,5%
- Afrique :	53 232	81,8%	17 444	54,6%	70 676	72,9%
- dont Algérie	45 948	70,6%	15 623	48,9%	61 571	63,5%
- dont Maroc	2 725	4,2%	1 077	3,4%	3 802	3,9%
- dont Tunisie	2 885	4,4%	449	1,4%	3 334	3,4%
- Amérique	32	0,0%	33	0,1%	65	0,1%
- Océanie	2	0,0%	2	0,0%	4	0,0%
Total	65 052	100,0%	31 955	100,0%	97 007	100,0%

Source : SNSP TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général bénéficiant de la majoration L.814-2.

Les bénéficiaires de cette majoration sont très âgés : 86,6 ans en moyenne. Le montant mensuel moyen servi de la majoration L814-2 s'élève à 182,73 €.

POUR EN SAVOIR PLUS

La majoration prévue à l'article L. 814-2 du code de la sécurité sociale n'est plus attribuée depuis 2006 mais elle continue à être servie. Cette majoration permet de porter le montant des avantages de vieillesse au montant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (309,09 € par mois du 1^{er} juillet 2022). L'âge minimum pour bénéficiaire de la majoration article L. 814-2 était fixé à 65 ans. Cet âge était abaissé à 60 ans en cas d'inaptitude au travail. Le demandeur devait également remplir des conditions de ressources. Cette majoration était attribuée sans condition de nationalité et de résidence. Elle s'ajoute au montant annuel de la retraite après majoration de surcote.

Statistiques et études complémentaires

- Tableaux et graphiques :



Avt. compl. et MV



MV, ASI, L814-2

1.6 Les prélèvements obligatoires sur les retraites

1.6.1 La CSG, la CRDS et la Casa

10,9 millions de retraités assujettis à la CSG et à la CRDS (72 % des retraités)

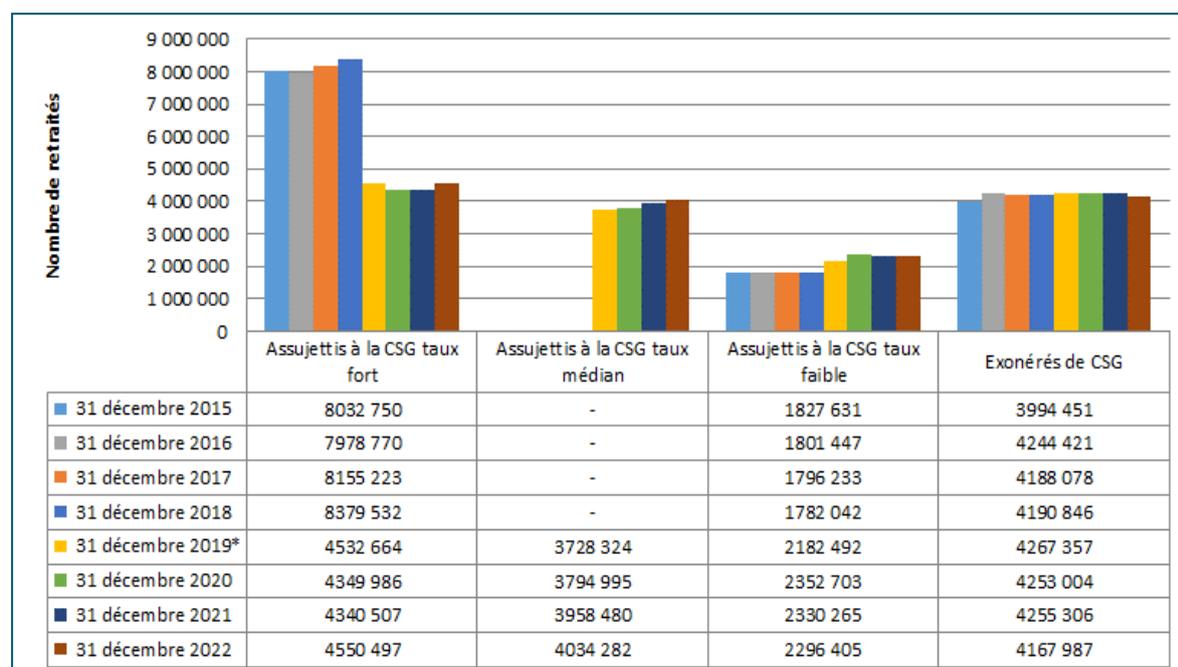
Les retraités du régime général domiciliés fiscalement en France sont soumis aux prélèvements obligatoires. Seuls les retraités à la charge d'un régime obligatoire d'assurance maladie et ayant un revenu fiscal de référence dépassant un certain seuil défini tous les ans par la loi de financement de la sécurité sociale sont concernés par ces prélèvements. Ces prélèvements sont :

- la Contribution Sociale Généralisée (CSG) (taux fort (ou normal) de 8,3 % partir du 1^{er} janvier 2018, taux médian de 6,6 % (taux mis en place à compter du 1^{er} janvier 2019) ou au taux faible (ou réduit) de 3,8 %) ;
- la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale au taux de 0,5 % (CRDS), qui concerne tous les retraités assujettis à la CSG.

Les pensions des retraités assujettis à la CSG taux fort ou taux médian sont également prélevées d'une cotisation supplémentaire destinée à financer l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie), à savoir la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie au taux de 0,3 % (Casa).

Parmi les retraités en paiement fin 2022, 10,9 millions sont assujettis à la CSG, soit 72 % de l'ensemble des retraités : 4,6 millions sont assujettis au taux fort (30 % des retraités), 4 millions sont assujettis au taux médian (27 %) et 2,3 millions au taux faible (15 %). Enfin, 4,2 millions de retraités (28 %) sont exonérés de CSG, en raison de ressources trop faibles ou d'une domiciliation à l'étranger.

Évolution de la répartition des retraités du régime général selon le taux d'assujettissement à la CSG



Source : SNSP et SNSP-TSTI.

Champ : Retraités du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018) au 31/12 de chaque année.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Fin 2019, 3,7 millions de retraités assujettis au nouveau taux médian de CSG

Pour limiter les effets de la hausse de 1,7 points du taux fort de CSG (qui a été porté de 6,6 % à 8,3 % à partir du 1^{er} janvier 2018), un taux médian à 6,6 % a été instauré à partir de 2019, permettant à une partie des retraités qui auraient été imposés au nouveau taux fort d'avoir des pensions soumises au taux de 6,6 %. De ce fait, le nombre de retraités du régime général assujettis à la CSG au taux fort de 8,3 % a fortement baissé entre 2018 et 2019, passant de près de 8,4 millions à 4,5 millions (- 46 %).

Les évolutions de la part de retraités assujettis aux différents taux sont la résultante des variations des règles d'assujettissements et de celles des pensions de la population retraitée. Notamment, la sous-revalorisation des pensions (absence de revalorisation en 2016 et 2018, revalorisation maîtrisée en 2019 en dessous de l'inflation et revalorisation différenciée en 2020) tend à limiter l'augmentation de la part des retraités assujettis au taux fort car les seuils d'assujettissements augmentent avec l'inflation. Le mécanisme de lissage introduit à compter de 2019 (qui conditionne l'application des taux médian et fort au dépassement du seuil les deux années précédentes) a également contribué à limiter la hausse des retraités soumis à ces taux jusqu'en 2021.

En 2022, les deux revalorisations des pensions (+1,1 % en janvier et +4 % en juillet) ont eu pour conséquence une augmentation importante de près de 5 % du nombre de retraités assujettis au taux fort tandis que le nombre de retraités assujettis au taux médian n'a progressé que de 1,9 %.

En 2019 et en 2020, le nombre et la part de retraités assujettis à la CSG à taux faible progressent fortement, en raison notamment du lissage et de revalorisations inférieures à l'inflation. À l'inverse ils diminuent en 2021 et 2022.

8,4 milliards de CSG, CRDS, Casa prélevés sur les retraites

En 2022, les masses financières des prélèvements sur les retraites (CSG, Casa et CRDS) s'élèvent à 8,4 milliards d'euros, soit +6,8 % par rapport à 2021.

Les prélèvements sur les retraites en 2021 et 2022

Précomptes	2021	2022	Évolution 2022/2021	Évolution en %	Retraités assujettis au 31 décembre 2022
CSG taux fort	3 755,4 M€	4 081,1 M€	325,7 M€	8,7%	4 550 497
CSG taux médian	2 550,3 M€	2 697,4 M€	147,1 M€	5,8%	4 034 282
CSG taux faible	815,1 M€	830,3 M€	15,2 M€	1,9%	2 296 405
Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (Casa)	250,9 M€	269,3 M€	18,4 M€	7,3%	8 584 779
CRDS	525,8 M€	558,4 M€	32,7 M€	6,2%	10 881 184
Total	7 897,5 M€	8 436,6 M€	539,0 M€	6,8%	

Source : Cnav / Sinergi pour les masses de précomptes et SNSP-TSTI pour les effectifs de retraités.
Champ : Régime général (salariés, travailleurs indépendants et retraités gérés par la CAMR).

L'évolution des masses de prélèvement est en général plus rapide que celle du nombre de retraités qui y sont soumis, en raison de l'évolution des assiettes moyennes.

Ainsi, par rapport aux situations observées au 31 décembre 2021, le nombre de retraités assujettis à la CSG taux fort a augmenté de 4,8 % en 2022 (+8,7 % de la masse du précompte CSG taux fort) alors que le nombre de retraités assujettis à la CSG taux médian a augmenté de 1,9 % (hausse de la masse des précomptes de 5,8 % pour le taux médian) et le nombre de retraités assujettis à la CSG taux faible a baissé de 1,5 % (à l'inverse, hausse de la masse des précomptes de 1,9 % pour le taux faible).

Parmi 14 274 757 retraités en paiement au 31 décembre 2021 et toujours présents fin 2022, 88 % d'entre eux n'ont pas eu de changement de taux d'assujettissement par rapport à 2021. Parmi ceux qui ont changé de situation d'assujettissement, 2 % sont passés de non assujettis à assujettis (pour la majorité à taux faible), 4 % sont passés à un taux d'assujettissement supérieur, et 5 % sont passés à un taux d'assujettissement plus faible.

Situation d'assujettissement des retraités en paiement au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2022

		Assujettissement				Nombre total de retraités		
		Exonérés	Taux faible	Taux médian	Taux fort			
Nombre de retraités en paiement au 31/12/2021		4 255 306 29%	2 330 265 16%	3 958 480 27%	4 340 507 29%	14 884 558 100%		
Sortants en 2022 (décès ou suspendus)		307 935 50%	110 139 18%	66 562 11%	125 165 21%	609 801 100%		4,1%
Retraités présents au 31/12/2021 et au 31/12/2022	Situation assujettissement identique	3 641 172	1 719 499	3 350 753	3 873 670	12 585 094	84,6%	88,2%
	Passage de non assujetti à assujetti		335 092	4 004	7 485	346 581	2,3%	2,4%
	Changement de situation des retraités à taux faible	187 566		260 942	59 373	507 881	3,4%	3,6%
	Changement de situation des retraités à taux médian	66 426	131 289		274 814	472 529	3,2%	3,3%
	Changement de situation des retraités à taux fort	52 207	34 246	276 219		362 672	2,4%	2,5%
	Nombre de retraités présents au 31/12/2021 et au 31/12/2022	3 947 371 28%	2 220 126 16%	3 891 918 27%	4 215 342 30%	14 274 757 100%		
Entrants en 2022		220 616 28%	76 279 10%	142 364 18%	335 155 43%	774 414 100%		
Nombre de retraités en paiement au 31/12/2022		4 167 987 28%	2 296 405 15%	4 034 282 27%	4 550 497 30%	15 049 171 100%		

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités du régime général.

POUR EN SAVOIR PLUS

Les prélèvements sociaux participent au financement de la protection sociale. Ils sont précomptés et prélevés à la source par le régime général sur les droits directs et dérivés qu'il sert. Ils sont prélevés sur le montant brut des avantages de vieillesse (sauf la majoration tierce personne).

Sont soumis aux prélèvements sociaux les retraités domiciliés fiscalement en France (sauf à Mayotte), à la charge d'un régime obligatoire d'assurance maladie français, non titulaires d'une prestation non contributive (comme l'Aspa) et dont le revenu fiscal de référence dépasse un certain seuil.

Contribution sociale généralisée (CSG) : la CSG a été créée en 1991 pour élargir l'assiette du financement de la protection sociale. Elle est prélevée depuis le 1^{er} janvier 1992.

Deux taux de CSG ont été définis à sa création : le taux normal (taux fort), et un taux dérogatoire (taux faible). Le taux faible est de 3,8 % depuis 1998. Le taux fort est passé de 6,2 % depuis 1998 à 6,6 % en 2005, puis à 8,3 % en 2018 avec la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018. Tout en maintenant le taux fort de CSG à 8,3 %, l'article 3 de la loi n°2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales a instauré, à compter du 1^{er} janvier 2019, un taux médian de CSG revenant à 6,6% pour une partie des assurés qui auraient été soumis sinon au taux fort.

Depuis 2015, le taux de CSG à appliquer l'année N dépend du revenu fiscal de référence de l'année N-2 (situation fiscale N-1) et du nombre de parts pour l'impôt sur le revenu, transmis par la Direction générale des Finances publiques (DGFIP). En effet, pour les retraites versées à compter du 1^{er} janvier 2015, la loi n° 2014-1554 du 22 décembre 2014 a supprimé la référence au montant d'impôt payé par le retraité comme critère supplémentaire pour déterminer le taux de CSG (et a remonté en contrepartie les seuils déterminant le taux de CSG). Depuis cette date, les retraités exonérés d'impôt sur le revenu ne sont donc plus exonérés des prélèvements sociaux. L'article 13 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (loi n°2016-1827 du 23 décembre 2016) a modifié le fait générateur des cotisations et contributions sociales. Les taux et plafond appliqués ne sont plus ceux de la période de versement de la retraite mais ceux de la période au titre de laquelle la pension est due. Prévues initialement pour une application au 1^{er} janvier 2018, cette mesure a été mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2019 (cf. instruction ministérielle de la direction de la sécurité sociale du 26/01/2018). Contrairement aux années précédentes où les échanges avec la DGFIP impactaient l'évolution des précomptes sur la pension de décembre payée début janvier, ceux-ci impactent désormais la mensualité de janvier (payée début février).

Une mesure de lissage a été introduite pour la CSG taux fort et taux médian à compter de l'année 2019. L'article 14 de la loi n°2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019 a en effet prévu que les retraités soient assujettis au taux de CSG de 6,6 % et 8,3 % uniquement lorsque le revenu fiscal de référence excède au titre de deux années consécutives le plafond d'assujettissement au taux réduit.

Les seuils d'assujettissements sont revalorisés au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution en moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, constatée pour l'avant-dernière année.

Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) : la CRDS a été créée en 1996 pour résorber le déficit social (avec un taux de 0,5 % qui n'a pas évolué depuis). Les retraités soumis au taux faible, médian ou fort de CSG y sont soumis, avec la même assiette que la CSG.

Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (Casa) : la Casa a été créée au 1^{er} avril 2013 pour financer la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, avec un taux de 0,3 % qui n'a pas évolué depuis. Les retraités soumis au taux médian ou fort de CSG y sont soumis, avec la même assiette que la CSG.

Statistiques et études complémentaires

- **La CSG sur les pensions de retraite**
Les comptes de la Sécurité sociale – Éclairage – Septembre 2023
- **Tableaux et graphiques :**



Prélèvements
obligatoires

1.6.2 La cotisation d'assurance maladie (résidents étranger)

Environ 0,4 million de retraités résidant à l'étranger soumis à la cotisation d'assurance maladie

Les retraités domiciliés fiscalement hors de France et relevant à titre obligatoire d'un régime français à l'assurance maladie sont assujettis à la Cotisation Assurance Maladie au taux de 3,2 % pour les retraites liées à une carrière salariée et 7,1 % pour les retraites liées à une carrière indépendante.

Au 31 décembre 2022, 2,6 % des retraités du régime général étaient assujettis à la cotisation assurance maladie soit 385 745 retraités (-0,4 % par rapport au 31 décembre 2021).

Les masses financières au titre de la cotisation assurance maladie s'élèvent à 59 millions d'euros en 2022 soit une augmentation de 5,2 % par rapport à l'année 2021.

La cotisation maladie prélevée sur les retraites en 2021 et 2022

	2021	2022	Évolution 2022/2021	Évolution en %
Cotisation maladie	55,6 M€	58,5 M€	2,9 M€	5,2%

Source : Cnav / Sinergi.

Champ : Régime général (salariés, travailleurs indépendants et retraités gérés par la CAMR).

Ces masses financières ne comprennent pas les prélèvements effectués par les Caisses Générales de Sécurité sociale (CGSS) qui sont traités par la Cnam ni celles du régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle (385 480 retraités relèvent du régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle).

Cette cotisation étant liée à la résidence des retraités à l'étranger, la baisse de cette cotisation est cohérente avec l'évolution du nombre de l'ensemble des retraités résidant à l'étranger, qui a baissé de 1,3 % entre 2021 et 2022 (cf. fiche 1.8.1).

1.7 La situation financière du régime général

1.7.1 Les dépenses en prestations légales

Les charges relatives aux prestations légales du régime général ont augmenté de 5 % en 2022 et s'élèvent à 142,3 milliards d'euros

Dépenses de prestations légales en 2021 et 2022

(en millions d'euros)

	2022	2021	Évolution
1.1 Prestations légales vieillesse	142 242,8	135 408,4	5,0%
1) Droits directs	129 513,4	123 087,3	5,2%
Pensions de droit direct	121 871,6	115 804,0	5,2%
Pensions normales	106 765,8	101 307,7	5,4%
Pensions d'inaptitude au travail et assimilées	6 932,4	6 782,5	2,2%
Pensions d'ex-invalides	8 173,2	7 713,6	6,0%
Autres pensions	0,2	0,2	-6,3%
<i>Dont retraites anticipées pour longue carrière ou handicapés</i>	2 876,4	2 941,9	-2,2%
Allocations du minimum vieillesse	3 237,4	3 040,8	6,5%
Allocation supplémentaire vieillesse (L815-2)	524,6	578,7	-9,4%
Aspa (art. L815-1)*	2 526,6	2 249,7	12,3%
Majoration art. L814-2	184,7	210,5	-12,3%
Allocation mère de famille	1,0	1,1	-11,2%
AVTS-AVTNS*	0,2	0,3	-21,0%
Autres	0,3	0,5	-33,5%
Avantages complémentaires	4 404,3	4 242,5	3,8%
Majoration pour conjoints à charge	54,4	62,5	-13,0%
Majoration pour enfants de 10 %	4 099,2	3 931,1	4,3%
Majoration pour tierce personne	239,3	238,6	0,3%
Majoration assurés handicapés	11,3	10,1	12,1%
Autres majorations	0,1	0,2	-6,6%
2) Droits dérivés	12 730,6	12 320,4	3,3%
Pensions de droit dérivé**	11 891,2	11 500,6	3,4%
Pensions de réversion	11 814,7	11 420,6	3,5%
Pensions de veuf et de veuve	75,7	79,2	-4,5%
Allocations orphelins	0,2	0,2	5,3%
Autres droits dérivés	0,6	0,6	-0,8%
Allocations du minimum vieillesse	152,4	156,1	-2,4%
Allocation supplémentaire vieillesse (L815-2)	39,4	45,3	-13,0%
Aspa (art. L815-1)*	41,5	45,2	-8,1%
Majoration art. L814-2	69,7	63,6	9,6%
Secours viager	1,7	2,0	-12,9%
Avantages complémentaires	687,0	663,7	3,5%
Majoration pour enfants de 10 %	571,1	551,4	3,6%
Majoration forfaitaire pour enfants	6,8	7,1	-4,8%
Majoration pensions de réversion (Art. L.353-6 du CSS)	109,1	105,2	3,7%
3) Dépenses liées à diverses prestations vieillesse	-1,2	0,7	-258,9%
1.2 Prestations veuvage	46,4	45,0	3,1%
1.3 Prestations invalidité	5,1	5,7	-10,3%
TOTAL DES PRESTATIONS LÉGALES	142 294,3	135 459,1	5,0%

* Aspa : Allocation de solidarité aux personnes âgées - AVTS : Allocation aux vieux travailleurs salariés – AVTNS : Allocation aux vieux travailleurs non-salariés.

** Servies avec ou sans droit direct au régime général.

Source : Cnav / Sinergi – États financiers combinés de la branche retraite et des comptes annuels de la Cnav Champ : Régime général (salariés, travailleurs indépendants et retraités gérés par la CAMR) - après déduction des indus constatés au cours de l'exercice.

Les charges relatives aux prestations légales s'élèvent à 142,3 milliards d'euros en 2022. Elles se répartissent en 3 catégories :

- les charges relatives aux prestations légales : ensemble des pensions de droit direct et de droit dérivé servies à l'ensemble des retraités du régime général (salariés, travailleurs indépendants) et des retraités de la CAMR⁷ ;
- les charges relatives aux prestations veuvage ;
- les charges relatives aux dépenses invalidité.

Ces charges ont augmenté de 5 % en 2022. Cette évolution s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs :

- l'évolution du nombre de retraités en paiement ;
- l'évolution des montants des pensions et notamment leur revalorisation ;
- les masses parfois importantes de rappels et indus générés par les mises à jour de l'Échange Inter Régimes de Retraite (EIRR : référentiel construit par la Cnav, ouvert à tous les régimes de retraite et regroupant tous les montants de retraites françaises, utilisé essentiellement pour le calcul des majorations des pensions de réversion et du minimum contributif).

⁷ CAMR : Caisse autonome mutuelle de retraites – Caisse créée en 1922 destinée aux agents des chemins de fer secondaires. Par décret n° 92-1066 du 30 septembre 1992, la gestion de ce régime a été confiée au régime général. Ce régime a conservé son identité et les prestations servies n'ont subi aucune modification. On dénombrait encore 2 525 retraités en paiement au 31 décembre 2021.

1.7.2 Les dépenses de droits directs

En 2022, les prestations versées au titre des droits directs ont augmenté de 5,2 % par rapport à 2021 et s'élèvent à 129,5 milliards d'euros.

Parmi l'ensemble des dépenses rattachées aux droits directs, comme pour l'année 2021, les pensions représentent 94,1 % des dépenses, les majorations 3,4 % et le minimum vieillesse 2,5 %.

L'augmentation des prestations versées au titre des droits directs s'explique principalement par la double revalorisation des pensions en 2022 : +1,1 % au 1^{er} janvier 2022 et +4 % au 1^{er} juillet 2022 (cf. fiche 1.3.3).

Le montant mensuel moyen de base des droits directs⁸ servi au 31 décembre 2022 est de 722 € et a évolué de 6 % par rapport au montant mensuel moyen servi au 31 décembre 2021 (681 €). En neutralisant la revalorisation de 2022, le montant moyen aurait été de 686 € en 2022 soit une augmentation de 0,8 % par rapport à 2021.

La revalorisation n'est pas la seule explication à l'augmentation de la dépense. Le flux des entrants a un impact sur le montant de la pension moyenne car ces nouveaux retraités ont généralement une pension moyenne supérieure à celle de l'ensemble des retraités en paiement : elle est de 763 € en 2022 (contre 722 € pour l'ensemble des retraités de droit direct). À l'inverse, les retraités de droit direct décédés dont le décès a été enregistré au cours de l'année 2022 ont des montants mensuels moyens de pensions de base plus faibles : 614 €.

L'évolution démographique des retraités est également un facteur pouvant expliquer l'évolution des dépenses. Le nombre de bénéficiaires d'une pension de droit direct contributif a progressé de 1,3 % en 2022, cette évolution est un peu plus importante que celle de l'année 2021. Le nombre de liquidations au cours de l'année et plus particulièrement le nombre d'entrants⁹ contribue à expliquer en partie l'augmentation du nombre de retraités en paiement au 31 décembre 2022. En 2022, le nombre d'entrants a augmenté de 6,3 % (ils étaient 702 398 contre 660 474 en 2021).

Depuis 2017, le nombre d'entrants n'est plus ralenti par le relèvement de l'âge légal d'ouverture des droits qui a atteint 62 ans à compter de la génération 1955 (réforme des retraites de 2010). L'âge d'obtention automatique du taux plein (annulation de la décote), est, lui, désormais fixé à 67 ans pour l'ensemble des générations depuis le 1^{er} janvier 2022. La remontée de cet âge a, pour la dernière année, eu un impact sur les dépenses. En effet, les assurés nés en décembre 1954 ont atteint l'âge du taux plein (66 ans et 7 mois) en juillet 2021 et ont pu partir à l'âge d'annulation de la décote au 1^{er} août 2021. Aucune cohorte de naissance n'a obtenu de pension à l'âge exact d'annulation de la décote avec une date d'effet du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier inclus. Il y a donc eu quatre mois en 2021 avec moins de départs du fait de la montée en charge de la réforme de 2010, et un mois en 2022 (celui de janvier). La diminution du nombre de mois impactés par la montée en charge de la réforme entre 2021 et 2022 (de 4 à 1) contribue à expliquer la plus forte progression du nombre de retraités en 2022 qu'en 2021.

⁸ Après application des règles de minimum et maximum hors majorations.

⁹ Retraités en paiement au 31 décembre 2022 dont le 1^{er} paiement a eu lieu au cours de l'année 2022.

1.7.3 Les dépenses de droits dérivés

En 2022, les prestations versées au titre des droits dérivés s'élèvent à 12,7 milliards d'euros soit une augmentation de 3,3 % par rapport à 2021.

Les pensions de droit dérivé (pensions de réversion et pensions de veuf et de veuve) représentent 99 % de l'ensemble des dépenses de droits dérivés.

L'évolution de cette dépense s'explique par une évolution de montant mensuel moyen de base¹⁰ des pensions de droit dérivé servies au 31 décembre 2022 (348 €) plus élevé de 5,6 % que le montant moyen servi au 31 décembre 2021 (330 €). La revalorisation des pensions de 5,1 % en 2022 contribue à expliquer cette évolution du montant moyen. Cette revalorisation a été moindre en moyenne annuelle (3,1 %), car la seconde revalorisation de l'année a eu lieu au 1^{er} juillet 2022.

Au total, l'évolution du montant moyen des droits dérivés (+5,6 % entre fin 2021 et fin 2022, mais moins en moyenne annuelle), combinée à la légère baisse du nombre de retraités de droits dérivés en paiement (-0,4 %, cf. fiche 1.2.3) explique l'évolution de la dépense de pensions de droits dérivés (+3,4%).

¹⁰ Après application des règles de minimum et maximum hors majorations.

POUR EN SAVOIR PLUS

Revalorisation des pensions :

Le **montant des retraites de base** (droits directs et droits dérivés), des minima de pension et de certains minima sociaux ont été revalorisés de 1,1 % au 1^{er} janvier 2022 (cf. circulaire Cnav n° 2022-3 du 11 janvier 2022) et de 4 % au 1^{er} juillet 2022 (cf. circulaire Cnav n° 2022-19 du 18 août 2022). Ces revalorisations concernent également les points de retraite de base des travailleurs indépendants avant 1973.

La **majoration pour tierce personne** (MTP) a été revalorisée au taux de 1,8 % au 1^{er} avril 2022 puis de 4 % au 1^{er} juillet 2022. Son montant au 1^{er} juillet 2022 est de 14 310,70 € par an, soit 1 192,55 € par mois (cf. circulaires Cnav n°2022-9 du 5 avril 2022 et 2022/20 du 19 août 2022).

Revalorisation du plafond pour l'attribution du minimum contributif tous régimes : le plafond mensuel de retraites à comparer au total mensuel des retraites personnelles de l'assuré est celui en vigueur à la date à laquelle le droit au minimum tous régimes est ouvert (article L.173-2 CSS). Il est revalorisé aux mêmes dates et dans les mêmes conditions que le Smic (article D. 173-21-4CSS). En 2022, le Smic a été revalorisé 3 fois au cours de l'année : 1^{er} janvier 2022 (+ 0,9 %), 1^{er} mai 2022 (+ 2,65 %) et 1^{er} août 2022 (+ 2,01 %). En conséquence du relèvement du Smic, le montant du plafond mensuel des retraites personnelles, pour l'attribution du minimum contributif est fixé à 1 299,36 € au 1^{er} août 2022 contre 1 273 € au 1^{er} mai 2022 et 1 240,88 € au 1^{er} janvier 2022 (cf. circulaire Cnav n° 2022-17 du 2 août 2022).

EIRR (Échange Inter Régimes de Retraite) : cet échange informatique de données permet d'obtenir les informations nécessaires des autres régimes pour apprécier les droits à la majoration de la pension de réversion et au minimum contributif. L'EIRR centralise les données que chaque régime doit fournir. Lorsqu'un régime met à jour ce répertoire, cela génère parfois des masses importantes de rappels et indus sur les majorations des pensions de réversion et le minimum contributif.

Statistiques et études complémentaires

- **Les prestations de retraite des régimes alignés**
Les comptes de la Sécurité sociale – Les dépenses – juillet 2022
- **Les effets attendus de la Liquidation Unique des Régimes Alignés (LURA)**
N. Grave – Étude de Cadr'@ge n°36 - Cnav – 2018
- **États financiers combinés de la branche retraite et des comptes annuels de la Cnav – Comptes 2023**
- **Impact de la surmortalité des retraités en 2020 et 2021 sur les dépenses de retraite en France**
S. Goujon, G. Mayo – Étude de Cadr'@ge n°47 - Cnav – 2022

1.8 La résidence des retraités

1.8.1 La répartition des retraités du régime général en France et à l'étranger.

93 % des retraités du régime général résident en France et près de 1,1 million de retraités (7 %) résident à l'étranger

Plus de 13,7 millions de retraités du régime général résident en France métropolitaine, et un peu moins de 253 000 sur le territoire des quatre caisses générales de sécurité sociale (CGSS) soit près de 14 millions de retraités résidant en France (cf. fiche 1.1.2 pour une analyse de leur poids dans la population française). Environ 5 600 retraités résident outre-mer dans d'autres territoires que ceux des CGSS (Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte, Wallis-et-Futuna et en Polynésie française). Dans ces autres territoires français, les retraités dénombrés ici sont ceux qui relèvent du régime général mais également de la même législation retraite qu'en métropole ou en CGSS. Ils sont peu nombreux, représentant une part négligeable de l'ensemble des retraités dans ces territoires.

En 2022, le nombre de retraités résidant en France a augmenté de 1,3 %.

Enfin, près de 1,1 million de retraités du régime général résident à l'étranger. En 2022, le nombre de retraités résidant à l'étranger a baissé de 1,3 %.

Répartition des retraités par lieu de résidence au 31 décembre 2022

		Lieu de résidence						Ensemble des retraités
		Métropole	CGSS	Total France	Autres territoires français	Étranger	Non ventilables	
Droit direct servi seul	Effectif	11 382 163	213 255	11 595 418	5 154	663 100	121	12 263 793
	Répartition	92,8%	1,7%	94,6%	0,0%	5,4%	0,0%	100,0%
Droit direct servi avec un droit dérivé	Effectif	2 005 017	28 025	2 033 042	292	58 648	2	2 091 984
	Répartition	95,8%	1,3%	97,2%	0,0%	2,8%	0,0%	100,0%
Droit dérivé servi seul	Effectif	315 763	11 555	327 318	215	365 847	14	693 394
	Répartition	45,5%	1,7%	47,2%	0,0%	52,8%	0,0%	100,0%
Ensemble	Effectif	13 702 943	252 835	13 955 778	5 661	1 087 595	137	15 049 171
	Répartition	91,1%	1,7%	92,7%	0,0%	7,2%	0,0%	100,0%
	Évolution 2022-2023	1,3%	3,1%	1,3%	0,7%	-1,3%	-1,4%	1,1%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Note : la résidence en France correspond ici à la métropole et aux territoires des CGSS.

Parmi les retraités bénéficiaires d'un droit direct, près de 13,6 millions de retraités résident en France soit 95 % (95 % pour les bénéficiaires d'un droit direct servi seul et 97 % pour les retraités également bénéficiaires d'un droit dérivé), 93,3% résident en métropole et 1,7 % dans les territoires des CGSS.

À l'inverse, la majorité des bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul réside à l'étranger (52,8 %). Les autres résident en métropole (45,5 %) ou dans les territoires des CGSS (1,7 %).

1.8.2 La répartition géographique des retraités du régime général

1.8.2.1 Les retraités résidant en France

L'Île-de-France regroupe 13% des retraités du régime général

Parmi les retraités du régime général, 14 millions de retraités se répartissent sur les territoires géographiques des caisses du régime général, à savoir les seize Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) de métropole ou les quatre Caisses générales de sécurité sociale (CGSS) des DOM¹¹.

Les retraités du régime général sont plus nombreux à résider dans les régions françaises les plus peuplées, comme l'Île-de-France, Rhône-Alpes, Sud-Est ou encore les Hauts-de-France.

Répartition des retraités au 31 décembre 2022 par région de résidence ou de paiement (périmètre Carsat ou CGSS)

Régions (périmètre Carsat et CGSS)	Retraités résidents	%	Retraités percevant une pension de la Carsat ou CGSS	%
Aquitaine	797 073	5,3%	766 457	5,1%
Auvergne	337 953	2,2%	355 287	2,4%
Bourgogne-Franche-Comté	673 207	4,5%	696 571	4,6%
Hauts-de-France	1 187 329	7,9%	1 304 398	8,7%
Centre-Ouest	638 863	4,2%	592 559	3,9%
Rhône-Alpes	1 362 325	9,1%	1 481 183	9,8%
Sud-Est	1 234 364	8,2%	1 255 023	8,3%
Languedoc-Roussillon	655 916	4,4%	587 965	3,9%
Nord-Est	573 606	3,8%	609 458	4,0%
Pays de la Loire	864 751	5,7%	813 757	5,4%
Centre - Val de Loire	606 037	4,0%	615 409	4,1%
Île-de-France	1 952 324	13,0%	2 836 040	18,8%
Bretagne	779 017	5,2%	707 448	4,7%
Normandie	768 222	5,1%	775 045	5,2%
Alsace-Moselle	616 269	4,1%	752 649	5,0%
Midi-Pyrénées	655 687	4,4%	650 664	4,3%
Total métropole	13 702 943	91,1%	14 799 913	98,3%
Guadeloupe	69 978	0,5%	67 322	0,4%
Guyane	12 541	0,1%	66 666	0,4%
Martinique	68 324	0,5%	13 710	0,1%
La Réunion	101 992	0,7%	101 560	0,7%
Total CGSS	252 835	1,7%	249 258	1,7%
Total France	13 955 778	92,7%	15 049 171	100,0%
Autres territoires français et non ventilables	5 798	0,0%		
Étranger	1 087 595	7,2%		
Ensemble des retraités	15 049 171	100,0%	15 049 171	100,0%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

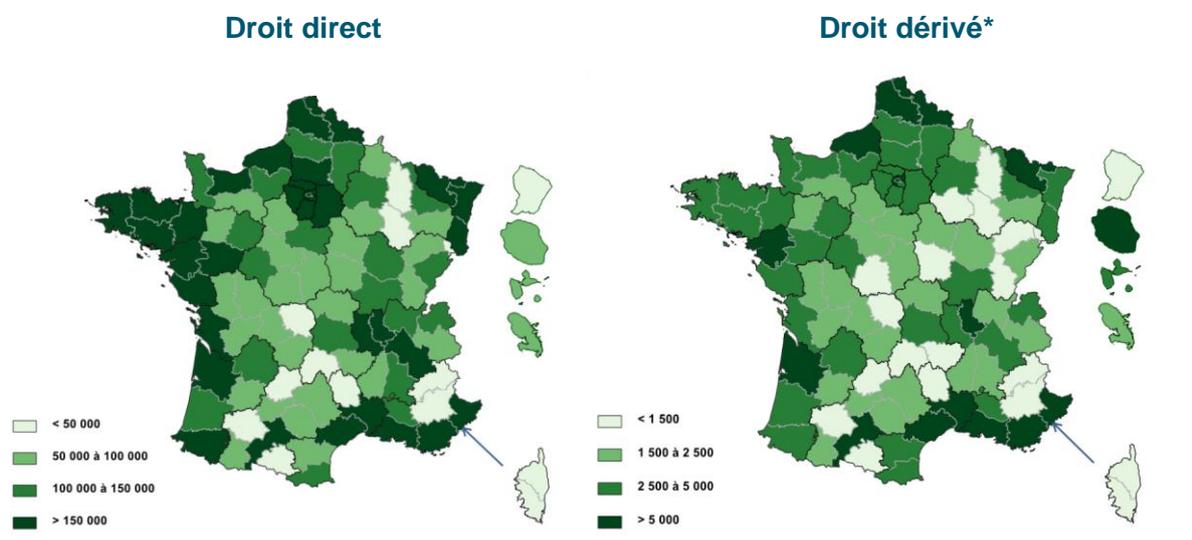
Note : la résidence en France correspond ici à la métropole et aux territoires des CGSS.

¹¹ Les droits servis à Mayotte étant différents, ils sont gérés par la Caisse de Sécurité sociale de Mayotte dans des outils de gestion spécifiques et ne sont donc pas inclus dans le SNSP utilisé dans cet ouvrage.

La région de résidence d'un retraité n'est pas toujours celle de la caisse qui lui a attribué et verse sa pension. En règle générale, la caisse de liquidation est déterminée par la résidence du retraité lorsqu'il a demandé son premier droit, mais certains ont déménagé depuis. C'est le cas de nombreux retraités franciliens, qui ont quitté l'Île-de-France après être partis à la retraite. Ainsi, la Cnav en Île-de-France sert une pension à 2,8 millions de retraités alors qu'ils sont moins de 2 millions à y résider. À l'inverse, les retraités résidant en Aquitaine ou dans le Sud-Est sont plus nombreux que ceux qui perçoivent des pensions des Carsat correspondantes. Ces régions sont en effet des destinations fréquentes pour les retraités qui déménagent après leur départ à la retraite.

Sur les 15 millions de retraités, 1,1 million résident à l'étranger ce qui explique qu'il y ait moins de retraités du régime général résidant en France que de retraités percevant une pension d'une Carsat ou d'une CGSS, et contribue à expliquer pourquoi certaines régions comptent plus de retraités payés que de résidents.

Répartition des retraités par département de résidence au 31 décembre 2022



**droit dérivé servi seul
Source : SNSP-TSTI.
Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.*

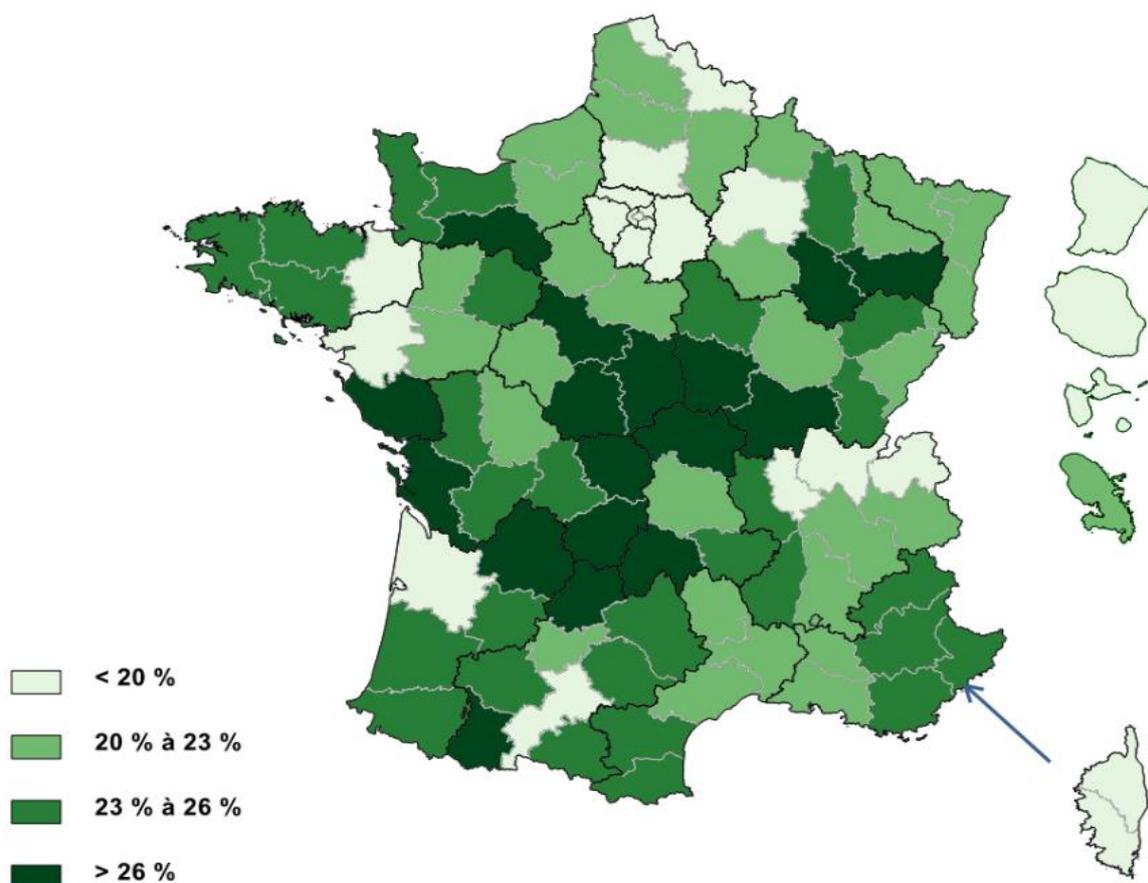
Les départements où résident une grande part des retraités de droit direct sont les départements de l'Île-de-France, du Rhône, du Nord, de la côte ouest de la France, de la région Alsace-Moselle ainsi que le sud méditerranéen.

Les retraités de droit dérivé sont plus nombreux dans les départements du sud méditerranéen, du nord de la France, de la Gironde, du Rhône, de la Seine-Maritime, de la Moselle ainsi qu'à La Réunion.

Les retraités du régime général représentent jusqu'à 30 % des habitants de certains départements

Le département comportant la plus grande proportion de retraités du régime général parmi ses habitants est la Nièvre (30 %). D'autres départements ont également une proportion importante de retraités parmi leur population totale : l'Allier, la Charente-Maritime, l'Indre et la Creuse (28 %) mais aussi la Dordogne, le Lot, les Vosges, la Vendée, l'Orne, le Cher et la Saône-et-Loire. Il s'agit souvent de départements comptant une population relativement âgée, dont beaucoup sont situés sur la diagonale de faible densité qui traverse la France du Sud-Ouest au Nord-Est.

Part des retraités du régime général sur la population totale résidente par département au 31 décembre 2022



À l'inverse, les DROM, départements à la population plus jeune, comptent de faibles proportions de retraités. Seuls 4% des Martiniquais sont retraités du régime général et 12% des Réunionnais.

En métropole c'est en région parisienne que la proportion des retraités est la moins importante, avec des parts dans la population comprise entre 13 % et 16 % en Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Essonne, Hauts-de-Seine et Paris. En dehors de la région parisienne, le département concentrant la plus faible part de retraités parmi sa population est la Haute-Garonne (16 %).

Statistiques et études complémentaires

- **Vers de nouvelles dynamiques de mobilité résidentielle ? L'enquête Amare (Ancrage et Mobilité résidentielle À la REtraite)**
R. Gallou, S. Aouici, C. Lefrançois et C. Bonvalet – Les cahiers de la Cnav n°13 – 2019
- **Résidence et mobilité des retraités du régime général**
Albert, A. Missoty – Les cahiers de la Cnav n°8 – 2015
- **Chiffres clés sur les retraités du régime général résidant ou nés à l'étranger au 31 décembre 2022**
M. Ménard – Cnav-DSPR - Étude n°2023-028

1.8.2.2 Les retraités résidant à l'étranger

55 % des retraités résidant à l'étranger sont des femmes. 61 % de ces retraités bénéficient d'un droit direct servi seul, 5,4 % d'un droit direct servi avec un droit dérivé et 33,6 % d'un droit dérivé servi seul

Parmi les 1,1 millions de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre 2022, 598 426 sont des femmes (55 %) et 489 169 des hommes.

La part des résidents à l'étranger bénéficiaires d'un droit direct est de 66 % et parmi eux la part des hommes est plus importante : 72,3 % des bénéficiaires d'un droit direct servi seul sont des hommes (479 289). Les femmes sont sur-représentées au niveau des droits dérivés (elles représentent 99,5 % des droits dérivés servis seuls et 86,6 % des droits directs servis avec un droit dérivé).

Retraités résidant à l'étranger selon le type de droit au 31 décembre 2022

	Droits directs servis seuls	Droits directs servis avec un droit dérivé	Droits dérivés servis seuls	Ensemble
Hommes	479 289	7 885	1 995	489 169
Femmes	183 811	50 763	363 852	598 426
Ensemble	663 100	58 648	365 847	1 087 595
	61,0%	5,4%	33,6%	100,0%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général résidant à l'étranger.

7% des retraités du régime général résident à l'étranger, principalement au Maghreb ou dans le sud de l'Europe

Au 31 décembre 2022, environ 1,1 million de retraités du régime général résident à l'étranger, ce qui représente 7,2 % des retraités du régime général. Ces retraités sont présents dans le monde entier, mais sont plus nombreux dans les pays qui ont connu des vagues migratoires vers la France.

Les trois pays du Maghreb comptent 439 446 retraités, ce qui représente plus de 40 % des résidents à l'étranger. Les pays du sud de l'Europe, regroupent quant à eux près de 36 % des retraités résidant à l'étranger avec un effectif cumulé de 386 753 retraités. Ainsi, ces deux ensembles de pays accueillent les trois quarts des retraités résidant à l'étranger, tandis que le quart restant se répartit entre de nombreux pays (notamment certains pays européens tels que l'Allemagne et la Belgique, ainsi que des pays d'Amérique du Nord comme le Canada).

Répartition par sexe et type de droit des retraités résidant dans les 10 principaux pays au 31 décembre 2022

	Répartition des retraités			Type de droit	
	Effectifs	Part d'hommes	Part de femmes	Droit propre servi seul ou non	Droit dérivé servi seul
Algérie	341 187	41%	59%	41%	59%
Portugal	163 850	49%	51%	84%	16%
Espagne	157 074	44%	56%	83%	17%
Italie	65 829	48%	52%	71%	29%
Maroc	60 864	38%	62%	42%	58%
Belgique	51 915	47%	53%	81%	19%
Allemagne	46 827	43%	57%	82%	18%
Tunisie	37 395	46%	54%	52%	48%
Suisse	20 993	48%	52%	97%	3%
Canada	15 980	53%	47%	93%	7%

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général résidant à l'étranger.

Les types de droits perçus varient en fonction des régions géographiques. Dans l'Union européenne (hors France) et les autres pays européens, la très grande majorité des retraités du régime général perçoivent un droit direct (avec ou sans droit dérivé). Il en est de même pour les pays d'Asie, d'Amérique et d'Océanie. En revanche, en Afrique, les droits dérivés servis seuls sont plus fréquents et souvent majoritaires.

Répartition par continent de résidence et type de droit des retraités résidant à l'étranger au 31 décembre 2022

	Droits directs *			Droits dérivés servis seuls			Ensemble		
	Hommes	Femmes	S/Total	Hommes	Femmes	S/Total	Hommes	Femmes	Total
Union Européenne (Hors France)	236 357	181 687	418 044	1 734	90 963	92 697	238 091	272 650	510 741
AELE	10 421	10 560	20 981	13	608	621	10 434	11 168	21 602
Autres pays d'Europe (Hors UE et AELE)	12 899	9 697	22 596	53	3 837	3 890	12 952	13 534	26 486
Asie	18 870	8 088	26 958	27	5 691	5 718	18 897	13 779	32 676
Afrique	189 481	9 069	198 550	119	260 323	260 442	189 600	269 392	458 992
Amérique	16 341	13 401	29 742	45	2 186	2 231	16 386	15 587	31 973
Océanie	2 106	1 492	3 598	0	204	204	2 106	1 696	3 802
Ensemble des retraités résidant à l'étranger	487 174	234 574	721 748	1 995	363 852	365 847	489 169	598 426	1 087 595

*droit direct servi seul ou avec un droit dérivé.

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général résidant à l'étranger.

Ces variations peuvent être influencées par divers facteurs, tels que l'importance et les types de parcours professionnels et migratoires selon les pays, les politiques de sécurité sociale (accords bilatéraux entre pays...) ou les contextes socio-démographiques.

Parmi les retraités résidant à l'étranger, 51 % vivent dans un pays d'Europe (47 % dans un pays de l'Union européenne). Parmi eux, 83 % perçoivent un droit direct du régime général (servi avec ou sans droit dérivé).

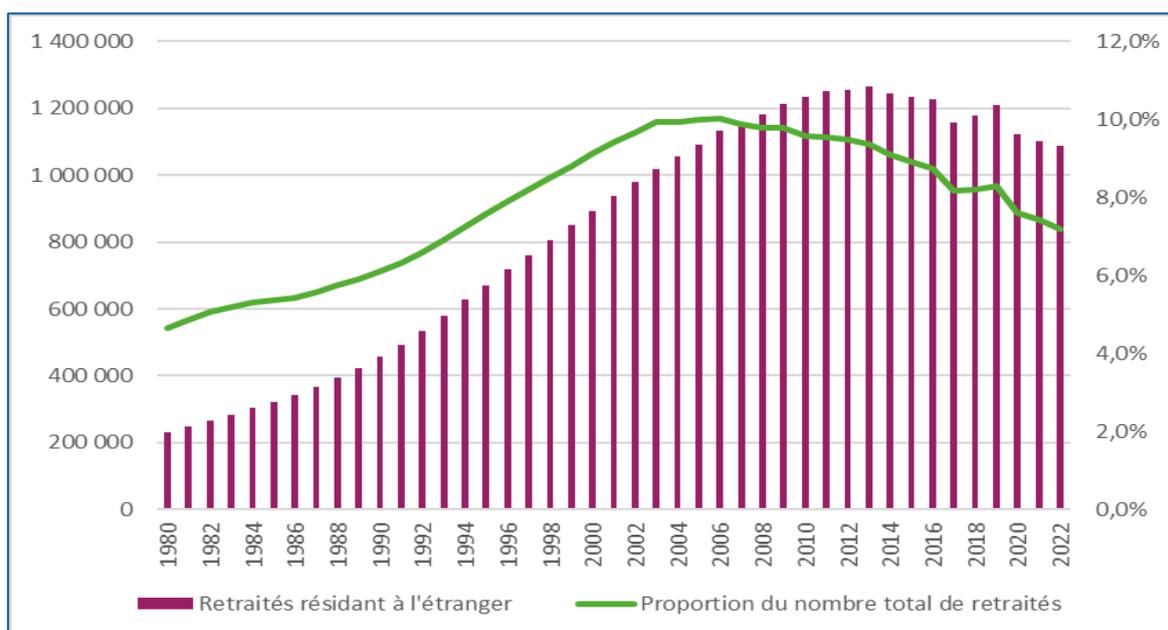
La part des retraités résidant en Afrique est également très importante (42 %). Pour 57 % d'entre eux, le régime général verse un droit dérivé sans droit direct.

Enfin, 3 % des retraités du régime général résident en Asie et 3 % en Amérique.

Le nombre de retraités résidant à l'étranger a été multiplié par 4,7 entre 1980 et 2022 mais la proportion de retraités résidant à l'étranger diminue depuis 2006

Le nombre de retraités résidant à l'étranger a connu une très forte évolution entre 1980 et 2022 passant de 232 000 à 1,1 million de pensionnés, soit un effectif multiplié par 4,7 fois en 42 ans. Cette croissance s'est maintenue sans interruption jusqu'en 2013, année où le nombre de retraités résidant à l'étranger a atteint un pic proche de 1,3 million, avant de commencer une légère décroissance jusqu'à aujourd'hui. Ces évolutions reflètent en grande partie l'histoire migratoire de la France. Avec la fin de l'immigration de travail en 1974, les flux migratoires ont considérablement diminué et ont changé de nature, l'installation en France devenant de plus en plus permanente. Par conséquent, la population des retraités résidant à l'étranger vieillit rapidement.

Évolution du nombre de retraités résidant à l'étranger au 31 décembre



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général résidant à l'étranger.

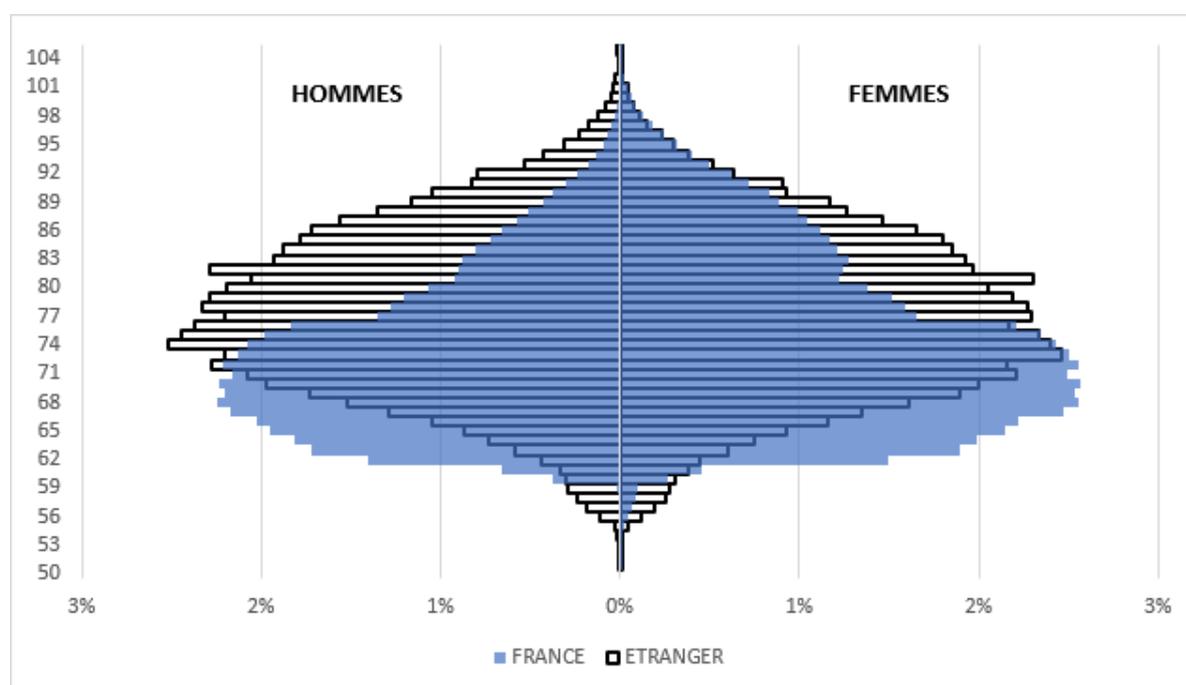
Rapporté à la population totale des retraités du régime général, la part des retraités résidents à l'étranger diminue. Entre 1980 et 2006, cette proportion est passée de 4,6 % à 10 %. Néanmoins après cette date, la part des retraités résidant à l'étranger au sein du régime général a commencé à diminuer, étant aujourd'hui à 7,2 %. En outre, si le nombre de retraités résidant à l'étranger a connu une forte croissance à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, cette tendance s'affaiblit aujourd'hui, en termes d'effectif comme de proportion.

1.8.3 L'âge des retraités en fonction de la résidence France-étranger

Les résidents de l'étranger composent une population plus âgée : 78,6 ans en moyenne contre 74,5 pour les retraités résidant en France

Parmi les 1,1 million de retraités résidant à l'étranger, 489 169 sont des hommes et 598 426 des femmes, ce qui représente respectivement 45 % et 55 % de l'ensemble. Cette répartition selon le sexe est assez similaire à celle que l'on observe pour l'ensemble des retraités du régime général (44 % d'hommes et 56 % de femmes).

Pyramide des âges au 31 décembre 2022 selon la résidence en France ou à l'étranger



Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général résidant en France (métropole et territoires des CGSS) ou à l'étranger.

La pyramide des âges des résidents à l'étranger diffère de celle des retraités du régime général résidant en France. En effet, les très jeunes retraitées (principalement les jeunes veuves) y sont en proportion plus nombreuses qu'en France. La part des retraités âgés de 62 à 75 ans est nettement plus faible qu'en France car les assurés les plus jeunes sont moins nombreux à partir résider à l'étranger.

1.8.4 Les pensions moyennes en fonction de la résidence France-étranger

Les retraités résidant à l'étranger perçoivent en moyenne une pension globale mensuelle de 300 €, inférieure de 64 % à celle des retraités résidant en France (métropole et territoires des CGSS)

Montant global mensuel moyen servi aux retraités résidant en France ou à l'étranger au 31 décembre 2022

		Droits directs servis seuls	Droits directs servis avec un droit dérivé	Droits dérivés servis seuls	Ensemble
Résidence à l'étranger	Hommes	313 €	700 €	201 €	319 €
	Femmes	291 €	602 €	237 €	285 €
	Ensemble	307 €	616 €	237 €	300 €
Résidence en France	Hommes	955 €	1 073 €	219 €	955 €
	Femmes	694 €	868 €	413 €	748 €
	Ensemble	827 €	977 €	396 €	839 €

Source : SNSP-TSTI.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général.

Note : La pension globale moyenne correspond au montant total versé au retraité. Elle regroupe l'ensemble des avantages de droit direct et de droit dérivé servis : montant de base après application des règles de minimum (minimum contributif ou minimum des pensions de réversion) et maximum (écrêtement du plafond de la Sécurité sociale) avec les compléments de pensions éventuels. Montant brut avant prélèvements sociaux et hors autres régimes de base et complémentaires.

Les retraités résidant à l'étranger perçoivent en moyenne une pension globale moins élevée, s'élevant à 300 € par mois, comparativement à la pension globale moyenne versée par le régime général pour les résidents en France qui est de 839 €. Cette disparité se reflète également dans la répartition selon le sexe, avec une moyenne mensuelle de 319 € pour les hommes et de 285 € pour les femmes contre 955 € et 748 € pour les résidents en France.

Parmi les retraités résidant à l'étranger, 61 % bénéficient d'un droit direct servi seul, recevant une pension globale moyenne de 307 €. Cette proportion est de 98 % pour les hommes, qui perçoivent un montant moyen supérieur de 313 € (contre 291 € pour les femmes).

Parmi les résidents à l'étranger, 5 % des perçoivent à la fois un droit direct et un droit dérivé, et le montant global moyen servi est plus élevé. Il est de 616 € par mois en moyenne, 700 € pour les hommes et 602 € pour les femmes.

Très peu d'hommes résidant à l'étranger sont uniquement bénéficiaires d'un droit dérivé, représentant seulement 0,4 % de la population masculine. En revanche, parmi les femmes résidant à l'étranger, 61 % d'entre elles sont exclusivement bénéficiaires d'un droit dérivé, recevant en moyenne une pension globale de 237 € (contre 201 € pour les hommes).

Statistiques et études complémentaires

- **Chiffres clés sur les retraités du régime général résidant ou nés à l'étranger au 31 décembre 2021**
M. Ménard – Cnav-DSPR - Étude n°2022-014
- **Tableaux et graphiques :**



S5_Résidence par
caisse et pays



1_8_Résidence des
retraités

2 LES NOUVEAUX RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL

CHIFFRES CLÉS 2022

703 000

nouveaux retraités de
droit direct

155 000

nouveaux retraités de
droit dérivé

63 ans

âge moyen de départ
des droits directs

74,6 ans

âge moyen de départ
des droits dérivés

786 €

montant moyen de base
des droits directs

380 €

montant moyen de base
des droits dérivés

2.1 Les nouveaux retraités de droit direct

2.1.1 L'évolution du nombre de nouveaux retraités de droit direct

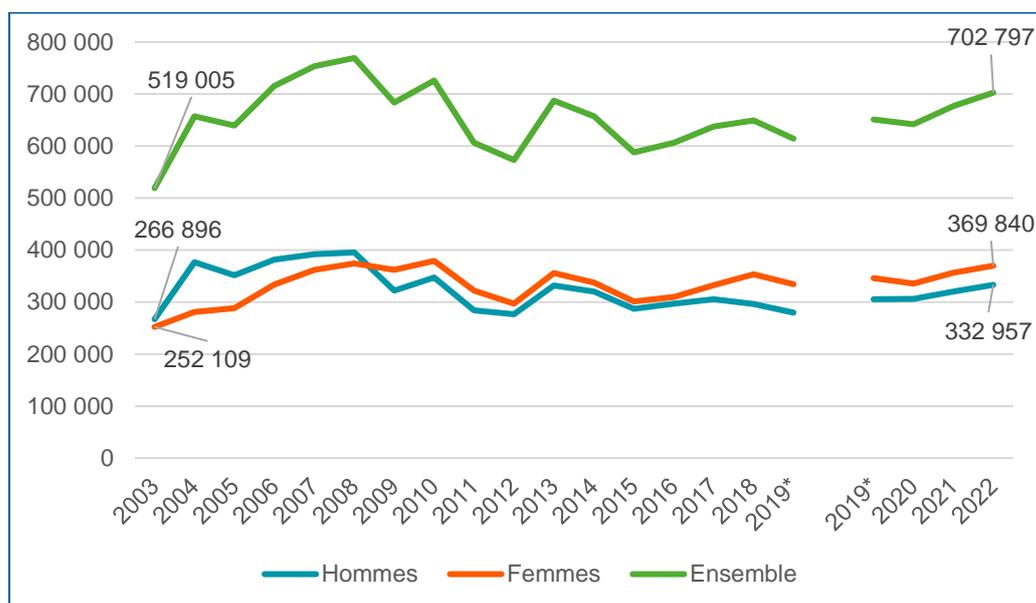
En 2022, 703 000 nouveaux retraités de droit direct dont 53 % de femmes

Près de 703 000 nouveaux retraités ont un droit direct au régime général ayant pris effet en 2022.

Le nombre de nouveaux retraités de droit direct a augmenté de 35 % entre 2003 et 2022, passant de 519 000 en 2003 à 703 000 en 2022 (le pic ayant été atteint en 2008 avec 769 000 nouveaux retraités sur l'année). Durant cette période le nombre moyen de nouveaux retraités de droit direct a été de 655 000 par an, avec de fortes variations liées aux réformes et un niveau moyen relativement faible du fait de ces dernières.

Alors que les hommes étaient plus nombreux parmi les nouveaux retraités jusqu'en 2008, la situation s'est inversée depuis et les femmes sont désormais majoritaires (53 %). Si la part des femmes parmi les nouveaux retraités continue tendanciellement à progresser, elle connaît des variations sur la période, en raison des réformes qui se sont succédées, ayant des effets différenciés sur les départs à la retraite des femmes et des hommes.

**Nouveaux retraités de droit direct
par année de point de départ de la pension**



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Une chronique annuelle des départs marquée et minorée par les réformes

La forte croissance du nombre de nouveaux retraités de droit direct de 2003 à 2008 est liée à l'arrivée à la retraite des premières générations nombreuses du baby-boom ainsi qu'à la mise en place des retraites anticipées à compter de 2003. Ces dernières ont permis à certains assurés – principalement des hommes – d'avancer leur départ en retraite (cf. fiche 2.1.3).

La réforme de 2010, en reculant progressivement l'âge légal d'ouverture des droits de 60 à 62 ans puis l'âge d'annulation de la décote de 65 à 67 ans a contribué à réduire transitoirement le nombre de départs à la retraite.

Le recul de l'âge légal de départ de 4 à 5 mois d'une génération à la suivante entre les générations 1951 à 1955 a contribué à créer des mois creux sans départ à la retraite possible à l'âge légal exact. Ainsi il n'y a pas eu de départ à l'âge légal exact d'ouverture des droits entre août et novembre 2011 (report de l'âge légal d'ouverture des droits de 60 ans à 60 ans et 4 mois pour les assurés de la génération 1951 nés au second semestre) puis de mai à septembre 2012, de octobre 2013 à février 2014, de mai à septembre 2015, d'août à décembre 2016. Selon les années calendaires, le nombre de mois creux était différent ce qui explique les variations annuelles du nombre de nouveaux retraités.

À partir de 2016, il y a un retour à la hausse des départs, en raison de la fin de la montée en charge du relèvement de l'âge légal. Le relèvement de l'âge d'annulation de la décote de 65 ans à 67 ans qui lui a fait suite a en effet eu un effet moins marqué car les départs à cet âge sont moins nombreux. Les premiers assurés impactés sont ceux de la génération 1951 nés au second semestre qui ont dû attendre le 1^{er} novembre 2016 pour un départ à 65 ans et 4 mois.

Un nouveau dispositif, la liquidation unique des régimes alignés (Lura) a également eu un impact sur le nombre de nouveaux retraités. Avec la Lura, un seul des régimes alignés calcule et verse la retraite de l'assuré, en tenant compte des droits acquis dans l'ensemble des régimes alignés. Seules les pensions dont la date d'effet se situe après le 1^{er} juillet 2017 peuvent être concernées par la Lura (à partir de la génération 1953). La Lura a entraîné une baisse du nombre de pensions liquidées par chacun des régimes alignés et par conséquent une baisse de nouveaux retraités pour le régime général, de l'ordre de 8 % entre 2018 et 2019.

La loi de financement de la sécurité sociale de 2018 a prévu la suppression du régime social des indépendants et le transfert de la protection sociale des travailleurs indépendants au régime général. Ainsi, le régime général est désormais chargé de gérer la liquidation et le paiement des retraites de base des travailleurs indépendants. De début 2018 à fin 2019, la gestion des prestations était assurée par la sécurité sociale des indépendants avant suppression de cette dernière fin 2019. L'intégration de ce régime au régime général a augmenté le nombre de nouveaux assurés de 5,5 %, avec près de 42 000 nouveaux retraités en plus (assurés qui auraient été pris en charge par l'ex-RSI en 2019 s'il n'y avait pas eu de réforme).

La baisse du nombre de nouveaux retraités de 2020, surtout marquée pour les femmes, est principalement liée aux effets du relèvement de l'âge d'annulation de la décote. Alors qu'en 2019, il n'y avait que 3 mois sans départ possible à l'âge exact d'annulation de la décote, de janvier à mars 2019, il y en avait 5 en 2020 (avril à août) puis 4 en 2021 (septembre à décembre). L'âge d'annulation de la décote étant désormais fixé à 67 ans pour l'ensemble des générations depuis le 1^{er} janvier 2022, il n'y a eu que le mois de janvier sans départ possible à l'âge exact d'annulation de la décote. La diminution du nombre de mois sans départ possible à cet âge entre 2020 et 2022 contribue à expliquer la hausse marquée du nombre de départs entre ces années.

En décalant les âges de départ à la retraite, les réformes successives et particulièrement celle de 2010, ont ainsi contribué à réduire transitoirement le nombre annuel de départs à la retraite, qui a été depuis 2011 nettement inférieur à la taille moyenne des générations d'assurés atteignant 60 ans (cf. annexes).

POUR EN SAVOIR PLUS

La **Lura (Liquidation Unique des Régimes Alignés)** est un dispositif mis en place par la réforme des retraites de 2014. Le principe de la Lura est de calculer et de verser une pension unique à un assuré ayant été affilié au cours de sa carrière à plusieurs régimes alignés (régime général, régime des salariés agricoles et régime social des indépendants) comme si cet assuré n'avait relevé que d'un seul régime. Ces régimes sont dits alignés car ils appliquent des règles analogues pour le calcul des droits à la retraite. En général, le régime qui calcule et verse la retraite est le dernier régime d'affiliation de l'assuré.

Ce dispositif devait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2017 (réforme de 2014) mais, compte tenu de sa complexité, son application a été différée de six mois (article 4 du décret 2017-737). Ainsi, les pensions dont la date d'effet se situe après le 1^{er} juillet 2017 sont concernées par la Lura.

Elle concerne :

- les assurés nés à partir de 1953,
- uniquement les régimes de base,
- les pensions de droits directs et les pensions de réversion.

Les exploitants agricoles (MSA exploitants) ne sont pas concernés par la Lura.

Statistiques et études complémentaires

- **Évolution de l'âge de départ à la retraite : interpréter les indicateurs**
M. Guilain, P. Joubert et J.-B. Oliveau – Étude de Cadr'@ge n°31 - Cnav – 2016
- **Les effets attendus de la Liquidation Unique des Régimes Alignés (Lura)**
N. Grave – Étude de Cadr'@ge n°36 - Cnav – 2018
- **Tableaux et graphiques :**



T2_1_1_Évolution des
droits directs

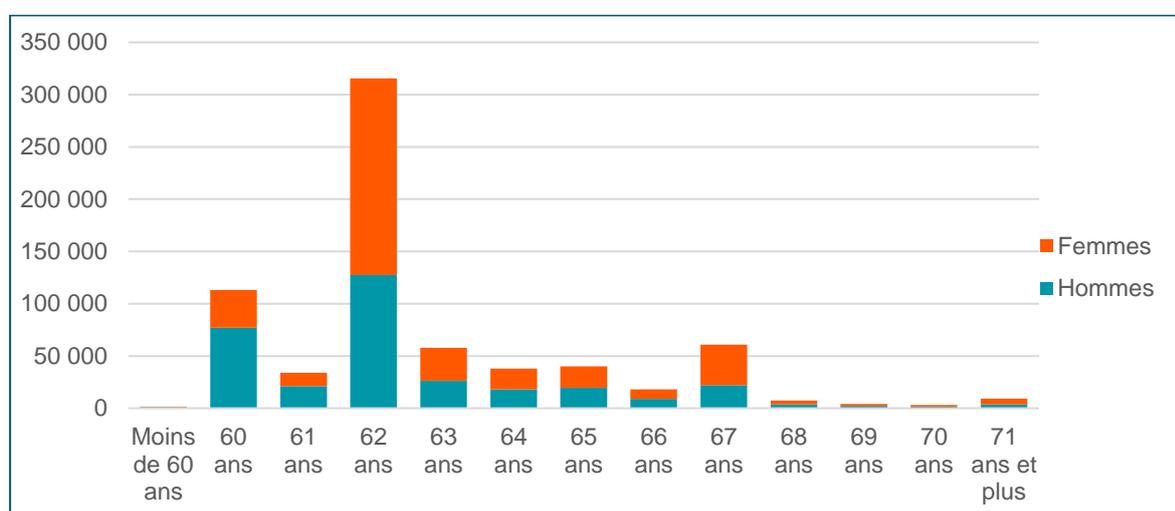
2.1.2 L'âge des nouveaux retraités de droit direct

L'âge moyen des nouveaux retraités de droit direct est de 63 ans

L'âge moyen de départ en retraite des nouveaux retraités de droit direct est de 63 ans. En moyenne, les hommes prennent leur retraite plus tôt que les femmes (62,8 ans pour les hommes et 63,3 ans pour les femmes), notamment car ils sont plus nombreux à pouvoir bénéficier de retraites anticipées. À l'opposé, un nombre important de femmes part après l'âge d'annulation de la décote afin d'obtenir le taux plein par l'âge, ce qui leur ouvre, le cas échéant, en fonction du niveau de leur pension de base, le droit au minimum contributif.

En 2022, 45 % des nouveaux retraités de droit direct ont pris leur retraite à 62 ans et 21 % sont partis avant 62 ans, en bénéficiant d'un départ en retraite anticipée ou pour mesure dérogatoire, ou d'une autre possibilité de départ avant 62 ans (retraite progressive, compte professionnel de prévention). La part des départs à l'âge d'annulation de la décote (67 ans à partir de la génération 1955) est de 8,6 %.

Nouveaux retraités de droit direct de 2022 par âge de départ à la retraite



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (année de départ du droit direct en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : âge au point de départ de la retraite.

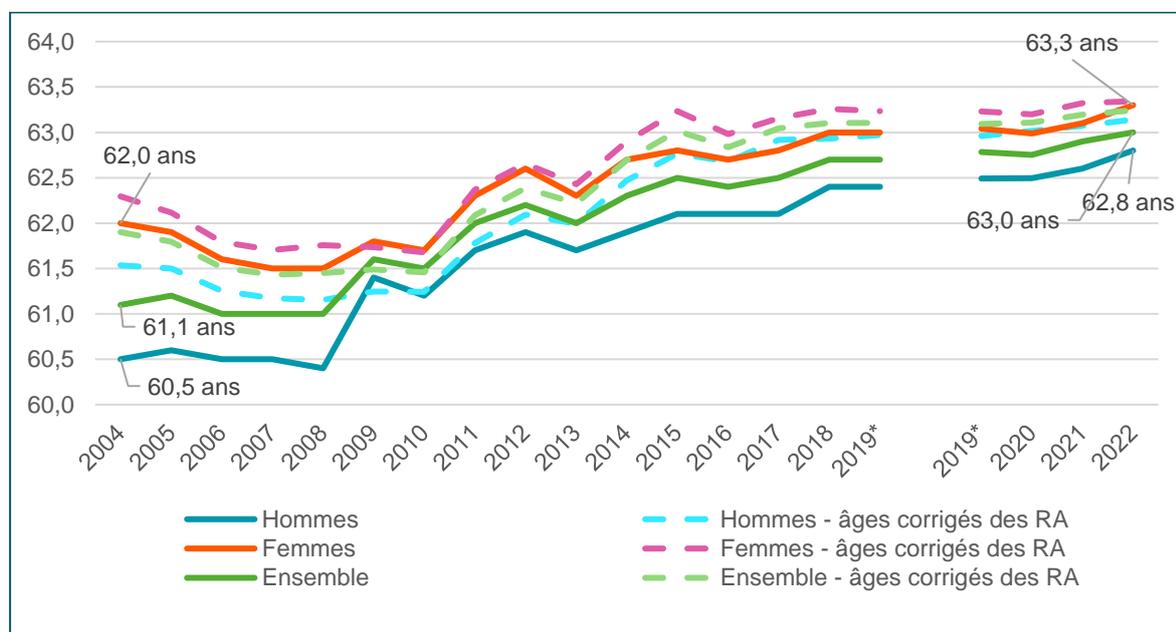
Depuis 2004, l'âge moyen de départ des nouveaux retraités de droit direct est passé de 61 ans à 63 ans, avec des variations annuelles liées aux réformes

Après une période de légère décroissance entre 2004 et 2008, l'âge moyen de départ des nouveaux retraités de droit direct est passé de 61 ans en 2008 à 63 ans en 2022. Cette évolution s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs, notamment les dispositifs de retraite anticipée, les politiques de relèvement de l'âge légal de départ à la retraite et les effets de structure démographique.

La mise en place du dispositif de départ en retraite anticipée pour longue carrière en 2004 a fait baisser l'âge moyen des départs au régime général. Cette baisse a été beaucoup plus marquée chez les hommes compte tenu de leur proportion plus importante parmi les bénéficiaires de la retraite anticipée. Le durcissement des conditions pour un départ anticipé, à partir de 2009, a conduit à une réduction du nombre de nouveaux retraités de moins de 60 ans, induisant une hausse de l'âge moyen de départ, qui est passé de 61 ans en 2008 à 61,6 ans en 2009. Le report à 2010 de certains départs s'étant néanmoins traduit par un rebond du nombre de départs anticipés, l'âge moyen a légèrement diminué en 2010.

À partir de 2010, les assouplissements successifs de la retraite anticipée pour longue carrière (la réforme de 2010, le décret du 2 juillet 2012 et la réforme de 2014) ont finalement atténué la hausse de l'âge moyen de départ en retraite.

Évolution de l'âge de départ à la retraite des nouveaux retraités de droit direct



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

L'âge moyen de départ en retraite corrigé des retraites anticipées, calculé en réaffectant à l'âge légal les départs antérieurs à celui-ci¹², permet de rendre compte de l'impact d'autres facteurs. Cet indicateur, avec une légère tendance à la baisse avant 2010, est en augmentation depuis 2011. De 2018 à 2020, il est resté stable à 63,1 ans et est passé à 63,2 ans depuis.

L'arrivée à l'âge de la retraite, légal ou anticipé, de la génération 1946, très nombreuse par rapport aux générations précédentes, contribue également à expliquer la baisse de l'âge moyen entre 2006 et 2008. A l'inverse, l'importante hausse de l'âge moyen à partir de 2011 s'explique en partie par l'atteinte de l'âge d'annulation de la décote pour cette génération, entraînant une déformation de la structure par âge des départs (hausse de la part des assurés partant à 65 ans).

L'accroissement de l'âge moyen depuis 2011 est également dû à la réforme de 2010. En effet, le relèvement de l'âge légal qu'elle a introduit, et qui a été mis en œuvre à partir du 1^{er} juillet 2011 pour la génération 1951, a conduit à un infléchissement des départs, de nombreux assurés décalant leur départ sur l'année suivante. La structure des âges de départ s'en est trouvée légèrement modifiée. La proportion des départs à 60 ans étant

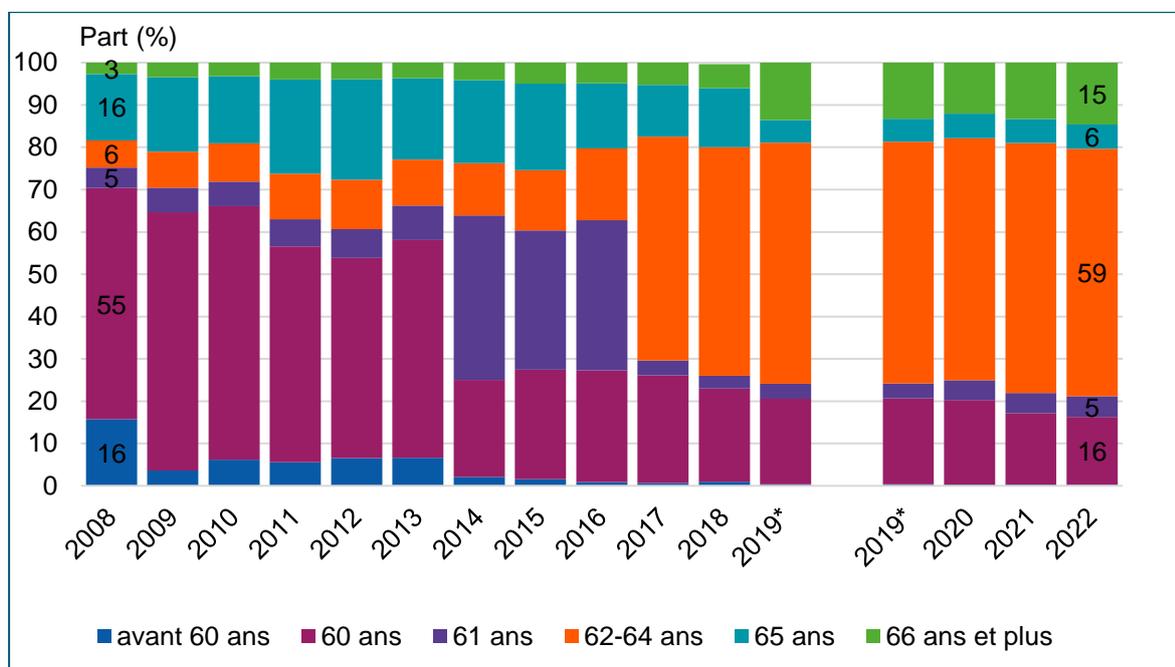
¹² L'âge moyen est calculé à partir de l'âge légal exact (au jour près) à la date d'effet de la pension. L'âge corrigé des retraites anticipées est obtenu en décalant à l'âge légal d'ouverture des droits les départs anticipés. Ainsi un départ anticipé à 58 ans en 2008 comptera comme un âge de départ à 60 ans dans l'âge moyen corrigé des retraites anticipées de 2010.

mécaniquement plus faible, l'âge moyen a en conséquence atteint 62,1 ans en 2011, puis 62,2 ans en 2012.

La légère baisse de l'âge moyen de départ à la retraite en 2013 est également due à la montée en charge de la réforme de 2010. En 2013, 10/12^e d'une génération glissante a pu partir à l'âge légal exact, alors qu'en 2012 cette proportion ne s'établissait qu'à 7/12^e. La baisse de la part des assurés partant à 60 ans est accentuée pour les années 2015 et 2016 où ceux-ci représentent seulement 26 % des départs contre 51 % en 2013. En effet, à partir de 2014, l'âge légal est passé à 61 ans et 2 mois (pour la génération 1953) alors qu'il était en 2013 de 60 ans et 9 mois (pour la génération 1952). En conséquence, les départs à 61 ans en 2015 et 2016 représentent 33 % et 35 % de l'ensemble, alors qu'ils représentaient seulement 8 % des départs de 2013. De la même manière, l'âge légal de départ à la retraite passant à 62 ans pour la génération 1955, les départs à 60 et 61 ans correspondent uniquement à des retraites anticipées depuis février 2017.

Enfin, la légère baisse de l'âge moyen des retraités en 2016 s'explique par les premiers effets du relèvement de l'âge d'annulation de la décote de 65 à 67 ans mis en œuvre à compter du 1^{er} juillet 2016 pour la génération 1951 (4/12^e d'une génération glissante n'a pas pu partir à l'âge du taux plein en 2016). Ainsi, la part des retraités partant à 65 ans a diminué de 5 points entre 2015 et 2016. En 2017 et 2018, l'âge moyen est reparti à la hausse avec la poursuite de la hausse de l'âge d'annulation de la décote. En 2019, l'augmentation de l'âge d'annulation de la décote à 66 ans et 2 mois pour la génération 1953 conduit à une hausse de 8 points de la part des départs à partir de 66 ans. Cette part diminue en 2020 (année avec 5 mois sans départs à l'âge exact d'annulation de la décote, après 3 mois en 2019) et augmente légèrement en 2021 (4 mois creux) pour atteindre 15 % en 2022 (un seul mois creux).

Structure des âges de départ par année de départ du droit direct



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023)

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Outre les effets de structure démographique et du relèvement de l'âge, la tendance à la hausse de l'âge moyen de départ à la retraite est également liée à l'augmentation de la

durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein, ainsi qu'à l'évolution des carrières et à la hausse de l'âge de fin d'études.

POUR EN SAVOIR PLUS

L'âge conjoncturel de départ à la retraite

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) propose un autre indicateur de suivi de l'évolution des âges de départ à la retraite : l'âge conjoncturel. Cet indicateur présente l'avantage de neutraliser les effets de structure démographique, comme l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du baby-boom, et intègre l'information disponible la plus récente. En effet, à la différence de l'âge moyen de départ par génération, qui ne peut être déterminé que tardivement, lorsque la génération a atteint au moins l'âge d'annulation de la décote, l'âge conjoncturel peut être obtenu pour les générations qui ne sont pas encore complètement parties à la retraite, du fait de son mode de calcul basé sur les taux de retraités.

L'âge conjoncturel des retraités anciens travailleurs salariés augmente progressivement depuis 2012, puisqu'il passe de 62,2 ans en 2012 à 63,1 ans en 2019. Cette hausse est liée aux différentes réformes mises en place, et notamment à la montée en charge du relèvement de l'âge légal de la retraite.

En 2022, l'âge conjoncturel de départ à la retraite est de 63,4 ans : 63,4 ans pour les femmes et 63,3 ans pour les hommes (données intégrant les anciens travailleurs indépendants) (*prévisions Prisme*).

Statistiques et études complémentaires

- **Évolution de l'âge de départ à la retraite : interpréter les indicateurs**
Di Porto – Étude de Cadr'@ge n°30 - Cnav – 2015
- **Peut-on anticiper qui va partir à l'âge légal ? Le cas de la génération 1952**
J. Bougard – Étude de Cadr'@ge n°38 - Cnav – 2018
- **Départ à la retraite avec la durée d'assurance à partir de l'âge légal : analyse selon le niveau de diplôme (enquête Motivations de départ à la retraite)**
J. Couhin, J. Da Silva – Cnav - DSPR - Étude n°2022-032
- **Tableaux et graphiques :**



T2_1_2_Âge des
nouveaux retraités

2.1.3 Les différents types d'avantage des nouveaux retraités de droit direct

20 % des nouveaux retraités bénéficient d'un dispositif permettant de partir avant l'âge légal

Parmi les 703 000 retraités ayant eu un droit direct au régime général prenant effet en 2022, la part des pensions normales est la plus importante. Les pensions pour inaptitude et invalidité représentent 16 % de l'ensemble contre 84 % pour les pensions normales.

Nouveaux retraités de droit direct de 2022 répartis par type de pension

	Hommes	Femmes	Ensemble	
Droit direct	332 957	369 840	702 797	
<i>Pensions normales</i>	281 508	305 524	587 032	84%
<i>Pensions d'ex-invalidé</i>	26 426	32 517	58 943	8%
<i>Pensions pour inaptitude au travail</i>	25 023	31 799	56 822	8%
Dont retraite anticipée ou mesure dérogatoire	96 664	41 519	138 183	20%
<i>Retraites anticipées longue carrière</i>	90 564	38 784	129 348	18%
<i>Retraite anticipée pour assurés handicapés</i>	1 415	846	2 261	0,3%
<i>Travailleurs de l'amiante</i>	2 253	350	2 603	0,4%
<i>Incapacité permanente</i>	2 432	1 539	3 971	0,6%

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct au régime général (année de départ du droit direct en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Parmi ces nouveaux retraités de droit direct, près de 20 % ont bénéficié d'un départ anticipé (pour longue carrière ou assuré handicapé) ou d'une mesure dérogatoire (incapacité permanente ou travailleurs de l'amiante), c'est-à-dire de dispositifs permettant de partir avant l'âge légal d'ouverture des droits.

Si les femmes représentent 53 % de l'ensemble des droits directs ayant un point de départ de la pension en 2022, elles sont sous-représentées en ce qui concerne les retraites anticipées ou mesures dérogatoires puisqu'elles ne sont que 30 % parmi les bénéficiaires de ces types de départ. Les retraites anticipées pour longue carrière concernent en majorité des hommes qui remplissent plus souvent les conditions ouvrant droit à ce type de départ (carrières cotisées plus complètes, âge de début de cotisation plus précoce).

2.1.3.1 Les départs à la retraite pour inaptitude ou invalidité

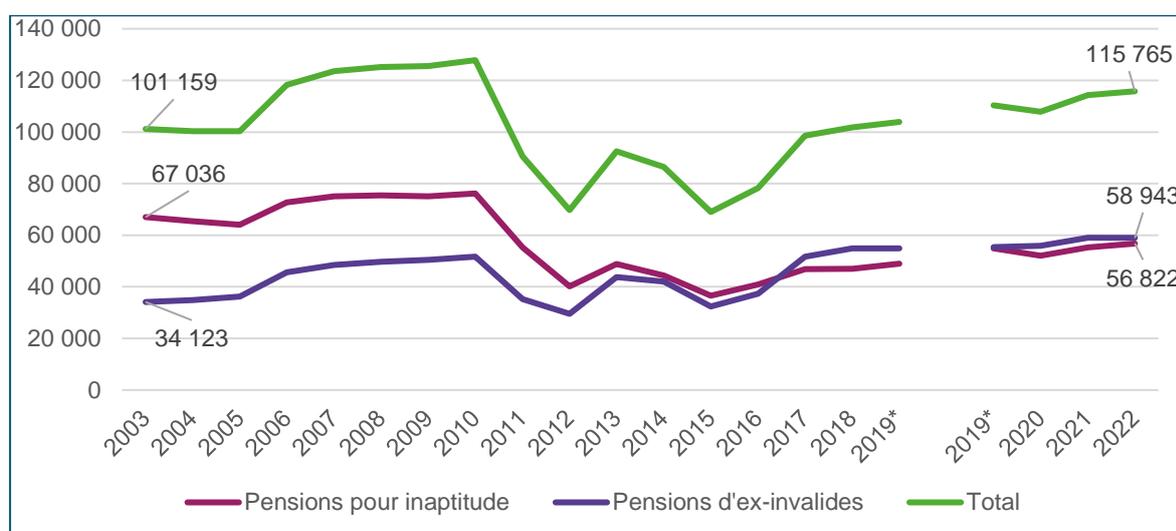
57 000 départs d'assurés inaptes au travail et 59 000 d'ex-invalides

En 2022, les départs à la retraite d'inaptes au travail ou d'ex-invalides concernent respectivement 57 000 et 59 000 assurés, soit respectivement 8 % et 8 % des nouveaux retraités de droit direct.

Les femmes sont majoritaires au sein des nouveaux retraités partis pour inaptitude (56 %) ou invalidité (55 %).

Alors que les départs au titre de l'inaptitude ont diminué de 15 % depuis 2003, à l'inverse les départs au titre de l'invalidité ont fortement augmenté de 73 %.

Évolution du nombre de nouveaux retraités pour inaptitude ou invalidité



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités partis au titre de l'inaptitude (ex-invalides ou autres inaptes) au régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Le niveau plus faible et les évolutions observées entre 2011 et 2017 s'expliquent par le recul progressif de l'âge légal appliqué à partir de 2011, qui engendre des « creux » au cours desquels aucun assuré n'atteint l'âge légal. Le nombre de départs est ensuite revenu à un niveau plus élevé à partir de 2017 et a tendance à augmenter depuis. La grande majorité (97 %) des départs pour invalidité ont lieu dès lors que l'assuré atteint 62 ans, cette proportion est moins élevée chez les pensions pour inaptitudes et assimilées puisque s'élevant à 78 %.

POUR EN SAVOIR PLUS

Certains assurés peuvent bénéficier d'une pension de retraite au titre de l'inaptitude au travail ou de l'invalidité : ce dispositif leur permet de bénéficier du « taux plein » dès l'âge légal (62 ans à compter de la génération 1955), et donc de ne pas subir de décote, quelle que soit leur durée d'assurance effective.

Il s'agit, pour les **départs en retraite au titre de l'inaptitude** :

- des personnes reconnues inaptes au travail, c'est-à-dire qui ne sont pas en mesure de poursuivre l'exercice de leur emploi sans nuire gravement à leur santé et qui se trouvent définitivement atteintes d'une incapacité de travail (dont le taux est au minimum de 50 %) médicalement constatée ;
- mais également d'autres catégories de personnes, réputées inaptes, notamment les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Les **départs en retraite au titre de l'invalidité** concernent les titulaires d'une pension d'invalidité : au moment du départ en retraite, la pension de retraite pour « ex-invalidé » se substitue à la pension d'invalidité.

Statistiques et études complémentaires

- **Les retraités inaptes et ex-invalides : importance et caractéristiques**
Di Porto, I. Bridenne – Cnav-DSP - Étude n°2011-017
- **La santé des nouveaux retraités du régime général : perception, connaissance administrative et motivations de départ**
M. Ramos-Gorand – Étude de Cadr'@ge n°41 - Cnav – 2019
- **Évolution des départs en retraite au titre de l'inaptitude**
S. Floderer – Cnav - DSPR - Étude n°2022-031
- **La retraite pour inaptitude**
Les comptes de la Sécurité sociale – Éclairage – Septembre 2022
- **Profil des nouveaux retraités de 2021 partis au titre de l'inaptitude**
J. Couhin, S. Floderer - Cnav-DSP - Étude n°2023-014

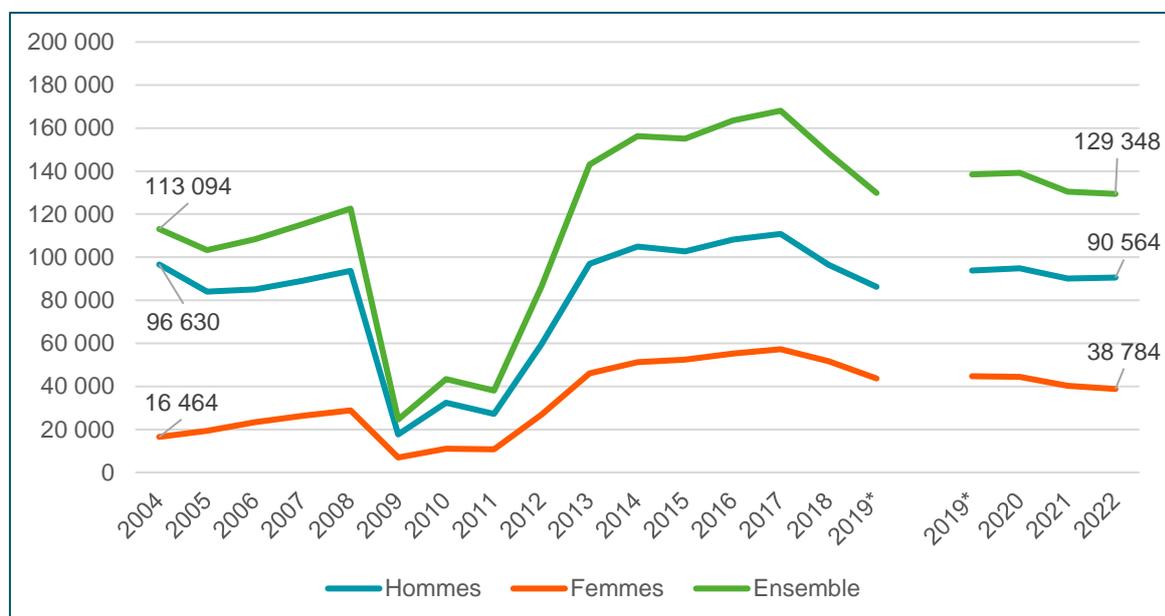
2.1.3.2 Les retraites anticipées pour longue carrière

129 000 départs en retraite anticipée pour longue carrière (18 % des départs)

Le dispositif de retraite anticipée pour longues carrières concerne environ 129 000 nouveaux retraités en 2022, soit 18 % des départs. Parmi les femmes, cette part est de 11 % contre 29 % pour les hommes.

Le nombre de départs en retraite anticipée a fluctué depuis la mise en place du dispositif en 2004, où l'on recensait 113 000 bénéficiaires. Il est resté supérieur à 100 000 jusqu'en 2008 et a chuté de près de 80 % en 2009, en raison de l'allongement de la durée d'assurance requise, du durcissement des possibilités de régularisation de cotisations arriérées, de l'exclusion des versements pour la retraite dans les trimestres pris en compte pour l'ouverture des droits, et de l'arrivée à 56 ans de la première génération concernée par l'obligation scolaire à 16 ans (génération 1953). Certains départs se sont toutefois reportés sur l'année suivante expliquant le quasi-doublement du nombre de départs en retraite anticipée constaté en 2010, avant une baisse en 2011.

Évolution du nombre de départs en retraite anticipée pour longue carrière



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités partis en retraite anticipée longue carrière au régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

En l'absence de réforme, les départs auraient continué à diminuer du fait de l'allongement des durées validées et cotisées conditionnant l'attribution de la retraite anticipée, et de l'allongement de la durée des études. Néanmoins, l'augmentation de l'âge légal et les assouplissements du dispositif de retraite anticipée liés au décret du 2 juillet 2012 ont conduit à une hausse notable des effectifs, portant le nombre de nouveaux départs avant l'âge légal à plus de 86 000 en 2012, puis à plus de 143 000 en 2013.

La hausse des effectifs s'est poursuivie en 2014, notamment soutenue par l'entrée en vigueur de la loi du 20 janvier 2014 qui étend le champ des périodes prises en compte dans la durée, conduisant à des effectifs de nouveaux bénéficiaires de l'ordre de 156 000.

Si la tendance à la hausse s'est prolongée de 2015 à 2017 (avec un maximum de 168 000 départs), elle s'inverse à partir de 2018. Cette baisse s'explique en partie par un effet « Lura » (cf. fiche 2.1.1) qui permet à certains assurés de liquider leur pension dans un autre régime, mais aussi par la diminution du nombre d'assurés remplissant les conditions nécessaires pour bénéficier d'une retraite anticipée, à la suite du durcissement des conditions qui rallongent progressivement le nombre de trimestres requis. Enfin, l'entrée en vigueur des coefficients minorants Agirc-Arrco début 2019 a amené une partie des assurés à reculer leur départ d'un an pour éviter ces coefficients, générant une diminution transitoire du nombre de départs en retraite anticipée pour longue carrière en 2019.

En ajoutant les anciens travailleurs indépendants aux anciens travailleurs salariés, les effectifs de retraités du régime général partis en retraite anticipée sont majorés d'environ 10 000 assurés en 2019. Stable en 2020, le nombre de départs est reparti à la baisse en 2021 (- 10 000 retraités) et en 2022 (-1 000 retraités).

POUR EN SAVOIR PLUS

Départs en retraite longue carrière

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites a introduit la possibilité de partir à la retraite avec le taux plein avant l'âge légal au titre de la retraite anticipée pour longue carrière à compter du 1er janvier 2004 (à partir de 56 ans, portés progressivement à 58 ans à partir de la génération 1960).

Les durées d'assurance validées et cotisées requises pour un départ en retraite anticipée varient en fonction de l'âge de l'assuré lors de son départ en retraite. À compter de 2009, les durées nécessaires pour bénéficier du dispositif évoluent avec l'augmentation de la durée d'assurance prévue par la loi de 2008 puis celle de 2014 (pour les assurés nés à partir de 1958).

Statistiques et études complémentaires

- **Retraite anticipée pour carrière longue : 10 ans d'évolutions réglementaires**
É. Denayrolles, M. Guilain – Retraite et Société n°70 - Cnav – 2015
- **Bilan du dispositif de retraites anticipées au titre des carrières longues**
Les comptes de la Sécurité sociale – Éclairage – juin 2021
- **Les départs en RACL – Évolution des profils au fil des générations 1948, 1950, 1952 et 1955**
Z. Chaker – Cnav - DSPR - Étude n°2022-006

2.1.3.3 Les retraites anticipées au profit des assurés handicapés

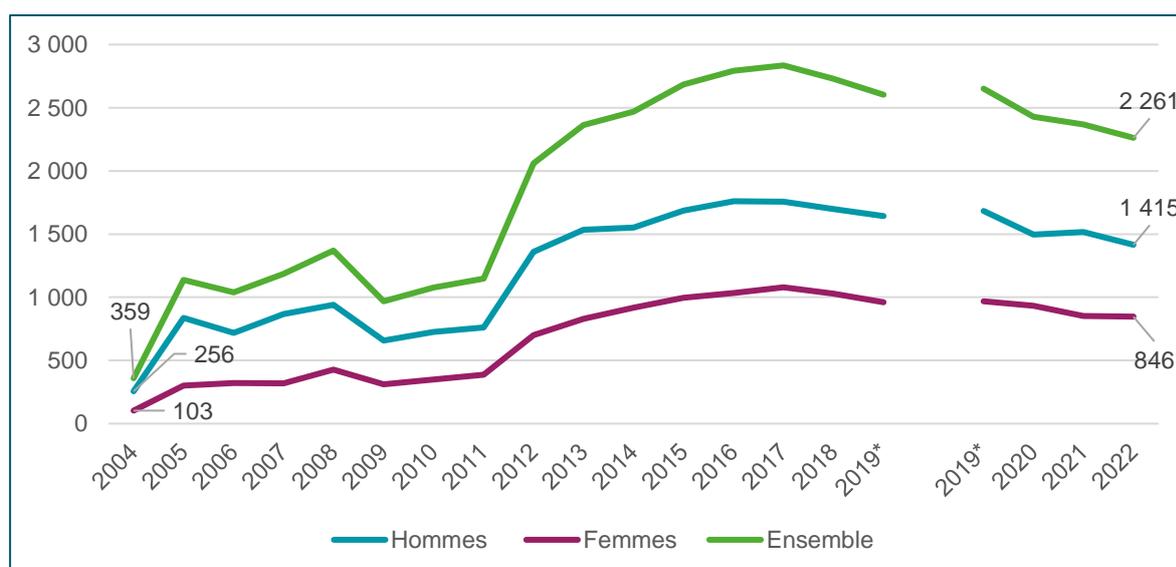
Près de 2 300 départs en retraite anticipée assurés handicapés

Parmi les nouveaux retraités de droit direct de 2022, près de 2 300 ont bénéficié du dispositif de retraite anticipée au profit des assurés handicapés, soit 0,3 % de ces nouveaux retraités.

Ce dispositif mis en place par la réforme des retraites de 2003 permet aux assurés handicapés d'obtenir une pension de retraite au taux plein à partir de 55 ans lorsqu'ils justifient de périodes d'assurance minimales validées et cotisées, accomplies dans une situation de handicap.

Après l'ouverture du dispositif au 1^{er} juillet 2004, le nombre de nouveaux bénéficiaires est resté relativement stable avec 1 000 à 1 300 nouveaux départs anticipés pour handicap chaque année jusqu'en 2011. Le nombre de bénéficiaires a fortement progressé de 2012 à 2015 compte tenu de l'ouverture du dispositif aux assurés bénéficiant de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) qui a ensuite été supprimée par la loi de 2014 à compter des départs en retraite de 2015 : seules les périodes de reconnaissance RQTH antérieures à 2016 peuvent désormais être retenues ce qui contribue à expliquer le ralentissement des départs anticipés pour handicap, puis leur baisse à partir de 2018.

Évolution du nombre de départs en retraites anticipées assurés handicapés



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités partis en retraite anticipée assuré handicapé au régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

2.1.3.4 Les retraites au titre de l'amiante et de l'incapacité permanente

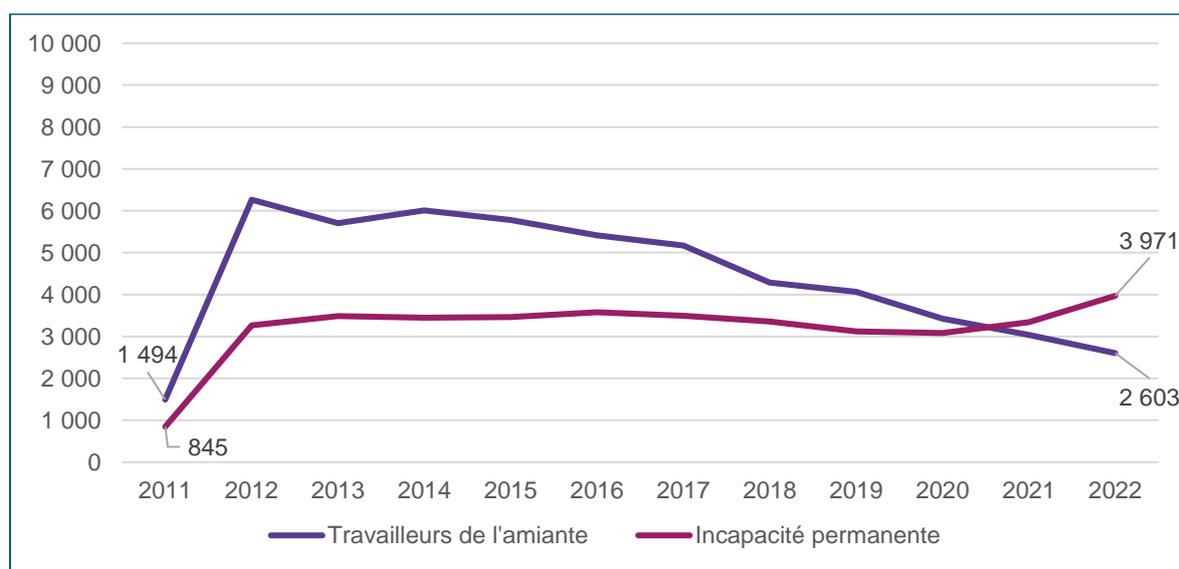
1 % des nouveaux retraités de droit direct de 2022 bénéficient des mesures dérogatoires pour amiante ou incapacité permanente

Ces deux dispositifs concernent uniquement les retraités salariés, pour les retraites prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2011.

La réforme des retraites de 2010 a instauré un dispositif maintenant le départ à la retraite à 60 ans ou 65 ans (mesure dérogatoire) pour les bénéficiaires de l'allocation des travailleurs de l'amiante (ATA) justifiant de la durée d'assurance requise pour la retraite à taux plein. Cette mesure a pris effet à compter du 1^{er} juillet 2011. En 2022, elle concerne près de 3 000 nouveaux retraités soit 0,4 % des nouveaux retraités de droit direct de l'année, et principalement des hommes (2 253 en 2022).

Le nombre de nouveaux bénéficiaires était proche de 6 300 en 2012 mais ne cesse de baisser depuis, en lien avec la diminution de l'usage de l'amiante qui a été définitivement interdit à partir de 1997 en France.

Évolution du nombre de bénéficiaires des retraites au titre de l'amiante et de l'incapacité permanente par année de point de départ de la pension



Source : SNSP.

Champ : Nouveaux retraités au titre de l'amiante ou de l'incapacité permanente au régime général, par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

Note : les deux dispositifs sont entrés en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2011, ce qui explique le faible nombre de départs cette année-là.

La réforme des retraites de 2010 a également mis en place un dispositif de retraite anticipée pour incapacité permanente d'origine professionnelle. Il prévoit une retraite à taux plein dès 60 ans pour les assurés atteints d'une incapacité permanente au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail.

Le nombre de nouveaux bénéficiaires est proche de 3 300 en 2012 et légèrement supérieur à 3 300 en 2021, il a donc très peu évolué bien que les conditions d'accès aient été assouplies pour les victimes de maladies professionnelles (liées à l'exposition à certains facteurs de risques professionnels suite à l'ordonnance du 22 septembre 2017). Néanmoins il augmente en 2021 et de manière dynamique en 2022.

POUR EN SAVOIR PLUS

La loi de 2010 portant réforme des retraites a introduit la **retraite pour incapacité permanente** permettant de partir dès 60 ans à compter du 1^{er} juillet 2011, même en l'absence de la durée d'assurance requise. Cette loi a également maintenu l'âge légal d'ouverture des droits à 60 ans (et l'âge d'annulation de la décote à 65 ans) pour les bénéficiaires de l'**allocation des travailleurs de l'amiante**. Ils peuvent continuer à partir dès 60 ans à condition d'avoir la durée d'assurance requise pour le taux plein pour leur génération, ou avec le taux plein à 65 ans sinon.

Statistiques et études complémentaires

- **Tableaux et graphiques :**



T2_1_3_Type
d'avantages

2.1.4 Le montant de base des droits directs des nouveaux retraités

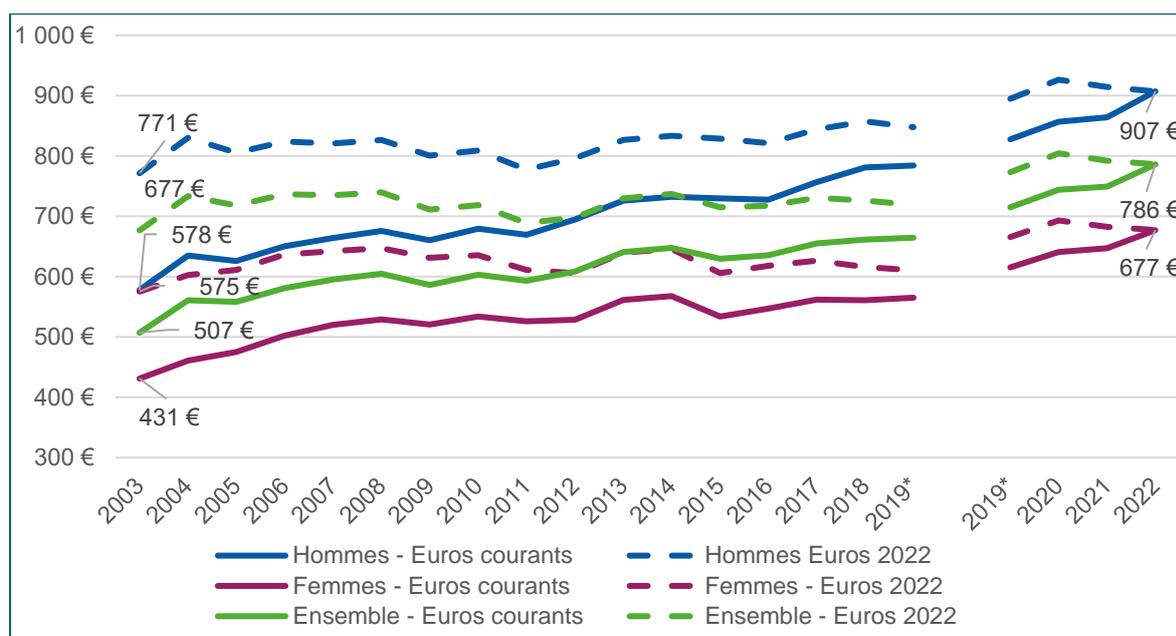
2.1.4.1 Le montant de base moyen des droits directs

Le montant mensuel moyen de base du droit direct des nouveaux retraités est passé de 507 € à 786 € en euros courants entre 2003 et 2022

Le montant mensuel de base¹³ des nouveaux droits directs de 2022 est en moyenne de 786 €. Ce montant a augmenté de 55 % entre 2003 et 2022 en euros courants. En euros constants (euros 2022), c'est-à-dire après correction de l'inflation, cette évolution n'a été que de 16 %.

Ce montant demeure plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Le montant de base des nouvelles pensions de droits direct a augmenté de 57 % pour les hommes passant de 578 € en 2003 à 907 € en 2022, ce qui correspond à une hausse de 19 % en euros constants. Pour les femmes, il a augmenté de 57 % (passant de 431 € à 677 €) soit également 19 % en euros constants.

Évolution des montants mensuels moyens de base des droits directs des nouveaux retraités



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

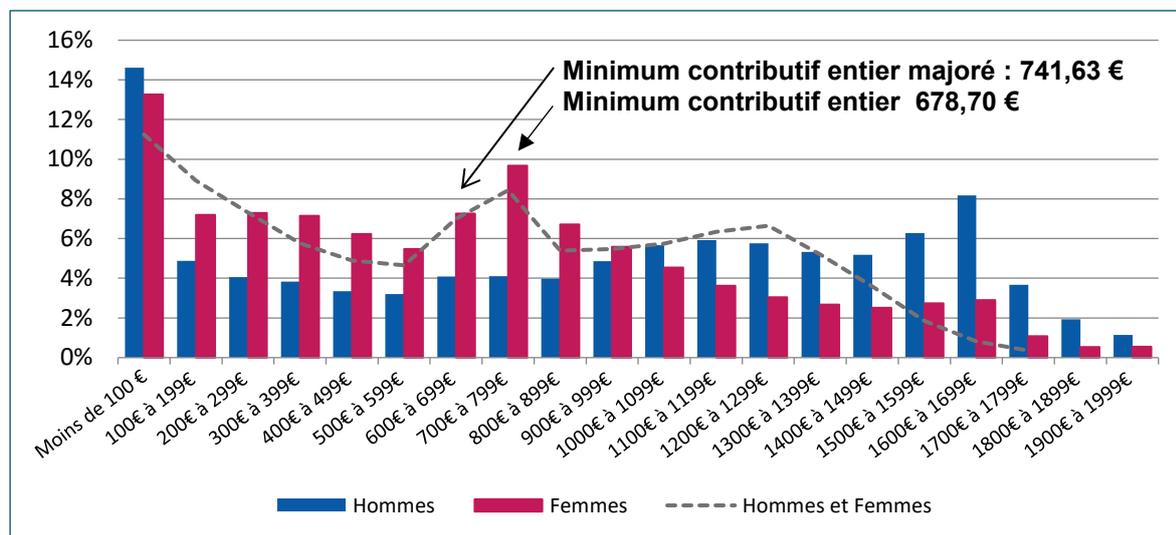
* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Parmi les retraités justifiant d'une durée d'assurance supérieure à celle requise, certains bénéficient de trimestres de surcote. Ainsi en 2022, 17 % des nouveaux retraités bénéficient d'une majoration de pension liée à la surcote, avec une majoration moyenne de 71 € par mois (77 € pour les hommes et 65 € pour les femmes) (cf. 2.1.5.5). Au total en 2022, 118 000 nouveaux retraités ont bénéficié de la surcote (54 000 hommes et 64 000

¹³ Montant de base du droit direct ramené au maximum et éventuellement porté au minimum (minimum contributif depuis 1983), majoré de la surcote et de la majoration de 10 % pour enfants le cas échéant quelle que soit la carrière. Montant brut avant prélèvements sociaux. Ce montant ne tient pas compte des retraites versées par les autres régimes de base et complémentaires.

femmes) avec une moyenne 7,7 de trimestres de surcote par pensionnés (7,8 trimestres pour les hommes et 7,5 pour les femmes). Près de la moitié (46 %) des nouveaux retraités au titre de la surcote avait entre 1 et 4 trimestres de surcote, les effectifs s'amenuisant à mesure que le nombre de trimestres augmente.

Répartition des nouveaux retraités de droit direct selon le montant mensuel de base de droit direct à la date du point de départ de la pension



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (année de départ du droit direct en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Parmi les 703 000 nouveaux retraités de droit direct, près de 14 % perçoivent un montant de base inférieur à 100 €. Ce sont des retraités qui ont peu cotisé au régime général et dans beaucoup de cas ils perçoivent une pension dans un autre régime. Cette proportion est de 15 % pour les hommes et de 13 % pour les femmes.

Près de 50 % des hommes nouveaux retraités perçoivent une pension de base inférieure à 999 €. La part des hommes augmente progressivement dans les tranches de montants à partir 600 € à celle comprise entre 1 600 € à 1 699 € où ils sont plus de 8 % à être représentés dans cette dernière.

Parmi les femmes les montants perçus sont plus faibles puisqu'elles sont un peu plus de 53 % à percevoir un montant inférieur à 700 €. A l'inverse des hommes, leur part augmente progressivement jusqu'à la tranche comprise entre 700 € et 799 € où elles sont sur-représentées avec un taux de près de 10 % et elle diminue ensuite.

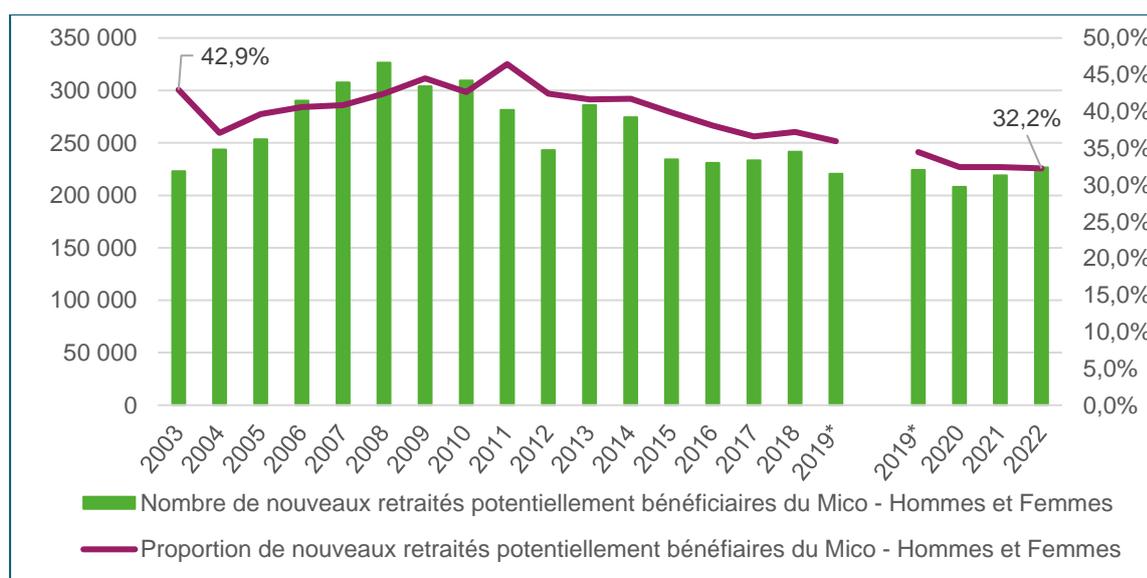
2.1.4.2 Le minimum contributif

32 % des nouveaux retraités de droit direct de 2022 sont potentiellement éligibles au minimum contributif et 13 % le perçoivent dès leur départ

Le minimum contributif (Mico) relève le montant de la retraite de base servie aux assurés qui remplissent les conditions pour bénéficier d'une pension au taux plein mais dont les salaires reportés au compte sont faibles. Jusqu'en 2011, son montant ne tenait compte que de la retraite au régime général, alors qu'à partir de 2012, il peut être écrêté si la pension tous régimes de l'assuré dépasse un plafond.

Parmi les nouveaux retraités de droit direct de 2022, avant écrêtement lié à la pension tous régimes, 226 600 nouveaux retraités sont potentiellement éligibles au minimum contributif, soit 32 % des nouveaux retraités : ils ont une retraite à taux plein, et le montant de leur pension au régime général est inférieur au montant du Mico rapporté à leur durée d'assurance dans ce régime. Parmi ces potentiels bénéficiaires, 65 % sont des femmes et 35 % des hommes. Cependant, tous ne percevront pas un montant positif au titre du Mico. En effet, à compter des pensions prenant effet au 1^{er} janvier 2012, le Mico est écrêté si la pension tous régimes dépasse un plafond. Par ailleurs, pour beaucoup d'assurés potentiellement bénéficiaires du minimum contributif, le calcul définitif de son montant ne peut être plus effectué dès le départ à la retraite, dans l'attente des montants des pensions de tous les autres régimes. C'est pourquoi parmi les 226 600 nouveaux retraités potentiellement bénéficiaires du Mico, seulement 89 900 perçoivent une somme à ce titre dès la première année de leur retraite, soit 40 %. Ces 89 900 bénéficiaires représentent 13 % des nouveaux retraités de 2022. Cette proportion augmentera avec le temps écoulé depuis le départ à la retraite, mais restera nettement en deçà de la part de bénéficiaires potentiels. En effet, les nouveaux retraités du régime général ayant une pension relativement élevée dans un autre régime de base auront un Mico totalement écrêté suite au renforcement du ciblage du dispositif introduit à partir de 2012.

Évolution du nombre de nouveaux retraités potentiellement éligibles au minimum contributif avant écrêtement lié à la pension tous régimes



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Diminution tendancielle de la part des nouveaux retraités potentiellement bénéficiaires du Mico depuis 2012

La part des nouveaux retraités potentiellement éligibles au minimum contributif est passée de 43 % en 2003 à 46 % en 2011, avant de diminuer jusqu'à 32 % en 2022. Cette évolution est notamment liée aux revalorisations exceptionnelles du Mico majoré jusqu'en 2008. Hors revalorisations exceptionnelles, le Mico est revalorisé comme les retraites, et, comme elles, a été en moyenne moins revalorisé que l'inflation à partir de 2014 (cf. fiche 1.3.3). Dans la mesure où les nouvelles retraites évoluent plus rapidement que l'inflation, elles sont de moins en moins nombreuses à être potentiellement éligibles au Mico. Par ailleurs, le 1^{er} avril 2009 est instaurée la règle des 120 trimestres cotisés tous régimes pour bénéficier de la majoration, ce qui contribue à réduire le nombre de majorations et donc le montant minimum auquel la retraite est comparée.

Les variations du nombre et de la part des bénéficiaires potentiels du Mico sont aussi liées à celles de la population et de la structure des départs en retraite. En effet, les retraites obtenues à l'âge légal ou avant sont proportionnellement moins souvent portées au minimum contributif que celles obtenues à l'âge d'annulation de la décote. Or l'évolution des départs à la retraite a été affectée par les effets de la réforme 2010 (recul de l'âge légal) et du décret du 2 juillet 2012 (accès élargi à la retraite anticipée). Par exemple, en 2011, les départs à 60 ans ont été moins nombreux avec le début du relèvement de l'âge légal instauré par la réforme de 2010, tandis que les départs à 65 ans ont été plus nombreux avec l'arrivée à cet âge de la génération 1946, première génération du baby-boom.

Un Mico moyen de 144 €, représentant 18 % du droit direct des bénéficiaires

Pour les retraités qui en bénéficient déjà dès leur départ à la retraite, le montant moyen servi au titre du minimum contributif sous forme d'avance ou à titre définitif est de 144 € (141 € pour les hommes et 145 € pour les femmes). Le minimum contributif constitue une part importante de la pension des nouveaux assurés bénéficiaires. En 2022, son montant moyen représente 29 % de celui de la pension de base du droit direct. Sur les 703 000 nouveaux droits directs servis en 2022, si 32 % des retraités étaient éligibles au minimum contributif, 13 % des pensions ont été servies avec minimum contributif.

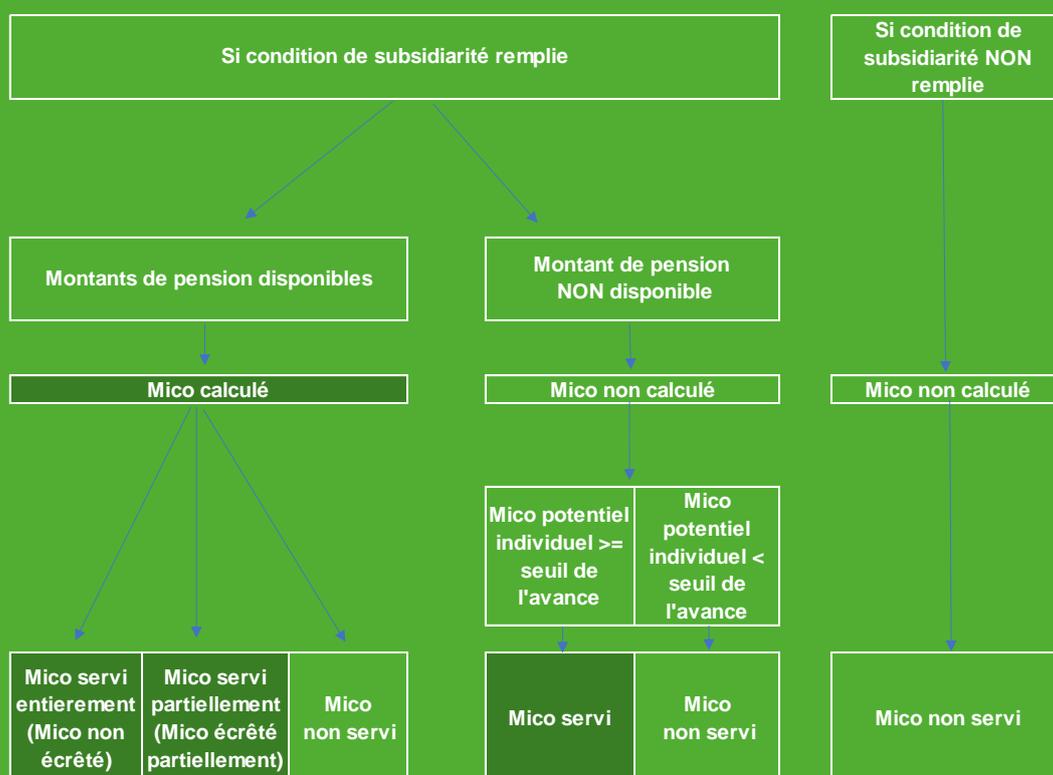
POUR EN SAVOIR PLUS

Le minimum contributif (Mico)

Le Mico a été créé à partir du 1^{er} avril 1983, avec l'objectif de valoriser la carrière des assurés qui, bien qu'ayant travaillé un grand nombre d'années, n'ont acquis, en contrepartie de salaires faibles, qu'une pension faible. Seuls les assurés ayant obtenu une retraite à taux plein peuvent y être éligibles, et ce, quel que soit le motif d'obtention du taux plein (durée d'assurance, âge...). Le Mico peut porter le montant de leur retraite calculée au régime général à un montant minimum, proportionné en fonction de la durée d'assurance validée par l'assuré dans ce régime. Pour une carrière complète au régime général, le montant de retraite assuré par le Mico est de 678,70 € par mois au 1^{er} juillet 2022 (et de 741,63 € par mois pour le minimum majoré). Peuvent s'ajouter à ces montants la surcote (uniquement pour les retraites prenant effet à partir du 1^{er} avril 2009) ou des avantages complémentaires (majoration de 10 % pour enfant...), ainsi que les pensions versées par les autres régimes (bases ou complémentaires). Toutefois, à partir des retraites prenant effet au 1^{er} janvier 2012, deux conditions supplémentaires s'appliquent, qui conduisent à ne plus verser de Mico à un assuré qui aurait une faible retraite au régime général, mais une retraite de droit direct tous

régimes relativement élevée. Désormais, les assurés doivent d'une part avoir fait valoir l'ensemble de leurs droits aux régimes de base et complémentaires, français et étrangers (condition de subsidiarité), et d'autre part, le montant de leur pension tous régimes doit être inférieur à un plafond (1 299,36 € par mois au 1^{er} août 2022).

Néanmoins, même si l'assuré remplit la condition de subsidiarité, c'est-à-dire qu'il fait valoir ses droits à toutes les retraites personnelles auxquelles il peut prétendre, le montant de toutes ses retraites personnelles peut ne pas être connu au moment du départ à la retraite et de l'attribution du Mico. Dans ce cas-là, le Mico ne peut pas être calculé à titre définitif. Si le montant non écrêté du minimum contributif dépasse le seuil de 15 % du minimum entier majoré (111,24 € par mois au 1^{er} juillet 2022), une avance peut être versée (et le Mico définitif est en général identique à cette avance). L'attribution du Mico et sa révision sont automatiques (grâce à l'EIRR). L'assuré n'a pas à les demander.



La réforme de 2003 a créé une **majoration du minimum**, liée aux seuls trimestres cotisés, et conditionnée à un nombre minimal de 120 trimestres cotisés à compter du 1^{er} avril 2009. Le montant de la majoration versé par le régime général est proratisé en fonction de la durée cotisée dans ce régime. Comme le Mico, sa majoration est réduite si le total des pensions de l'assuré dépasse le plafond.

Le minimum contributif et sa majoration sont revalorisés en fonction de l'inflation, comme les retraites (sauf décisions exceptionnelles). Le Mico majoré a été augmenté de 3 % tous les deux ans de 2004 à 2008 au-delà de la revalorisation de l'indice des prix. Le plafond tous régimes est lui revalorisé en fonction du Smic. Il a été revalorisé de manière exceptionnelle de 9 % en 2014.

EIRR (Échange Inter Régimes de Retraite) : cet échange informatique de données permet d'obtenir les informations nécessaires des autres régimes pour apprécier les droits à la majoration de la pension de réversion et au minimum contributif. L'EIRR centralise les données que chaque régime doit fournir. Lorsqu'un régime met à jour ce répertoire, cela génère parfois des rappels et indus sur le minimum contributif.

Statistiques et études complémentaires

- **L'articulation entre le minimum contributif et le minimum vieillesse au régime général**
J. Couhin, C. Bac – Cnav-DSPR - Étude n°2018-016
- **La génération 1950 : une retraite plus longue et une pension plus élevée que celles des assurés nés en 1944 et 1956**
M. Mattmuller, M. Ramos-Gorand – France, portrait social - Insee – 2018
- **Les effets attendus de la Liquidation Unique des Régimes Alignés (LURA)**
N. Grave – Étude de Cadr'@ge n°36 - Cnav – 2018
- **Les mécanismes de solidarité améliorent les pensions de retraite : des effets proches entre les générations 1950 et 2000**
R. Beaufort, M. Mattmuller – Étude de Cadr'@ge n°43 - Cnav – 2020
- **Les minima de pension et leurs évolutions récentes**
Les comptes de la Sécurité sociale – Éclairage – septembre 2021
- **Effets de la règle des 25 meilleurs salaires sur les nouveaux retraités bénéficiaires ou non du MICO tous régimes en 2019**
J. Couhin – Cnav-DSPR - Étude n°2022-049
- **Tableaux et graphiques :**



T2_1_4_Montant
des droits directs

2.1.5 Les durées moyennes d'assurance et le taux de liquidation

2.1.5.1 Les durées moyennes d'assurance

La durée d'assurance moyenne tous régimes des nouveaux retraités est de 159 trimestres et la durée moyenne au régime général est de 130 trimestres

La durée validée tous régimes est un élément essentiel du calcul de la pension de retraite car elle détermine le taux de liquidation de la pension. Pour bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de l'âge légal d'ouverture des droits, l'assuré doit justifier d'une durée tous régimes qui dépend de son année de naissance (cf. annexes).

Les nouveaux retraités de droit direct de 2022 ont des durées d'assurance tous régimes de 159 trimestres en moyenne. Cette durée varie selon la nature de la pension. Elle est de 162 trimestres pour l'ensemble des pensions normales, et en excluant les retraités ayant bénéficié d'un départ en retraite anticipée, cette durée est de 157 trimestres en moyenne.

Pour les ex-invalides, cette durée d'assurance tous régimes moyenne est de 169 trimestres (en raison notamment des périodes assimilées pour invalidité dont ils peuvent bénéficier). Elle est de 114 trimestres en moyenne pour les autres retraités partis au titre de l'inaptitude.

La durée moyenne au régime général intervient elle dans le coefficient de proratisation qui sert au calcul de la retraite. Pour l'ensemble des nouveaux droits directs, elle est en moyenne de 130 trimestres.

Durée d'assurance validée des nouveaux retraités de droit direct de 2022

Nature de la pension	Durée moyenne régime général			Durée moyenne tous régimes		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Pensions normales	129 tr.	128 tr.	129 tr.	163 tr.	162 tr.	162 tr.
Ex-Invalides	161 tr.	172 tr.	167 tr.	163 tr.	174 tr.	169 tr.
Inaptés	95 tr.	107 tr.	102 tr.	107 tr.	119 tr.	114 tr.
Ensemble des droits directs	129 tr.	130 tr.	130 tr.	159 tr.	159 tr.	159 tr.

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (année de départ du droit direct en 2022 – données arrêtées à fin juin 2023).

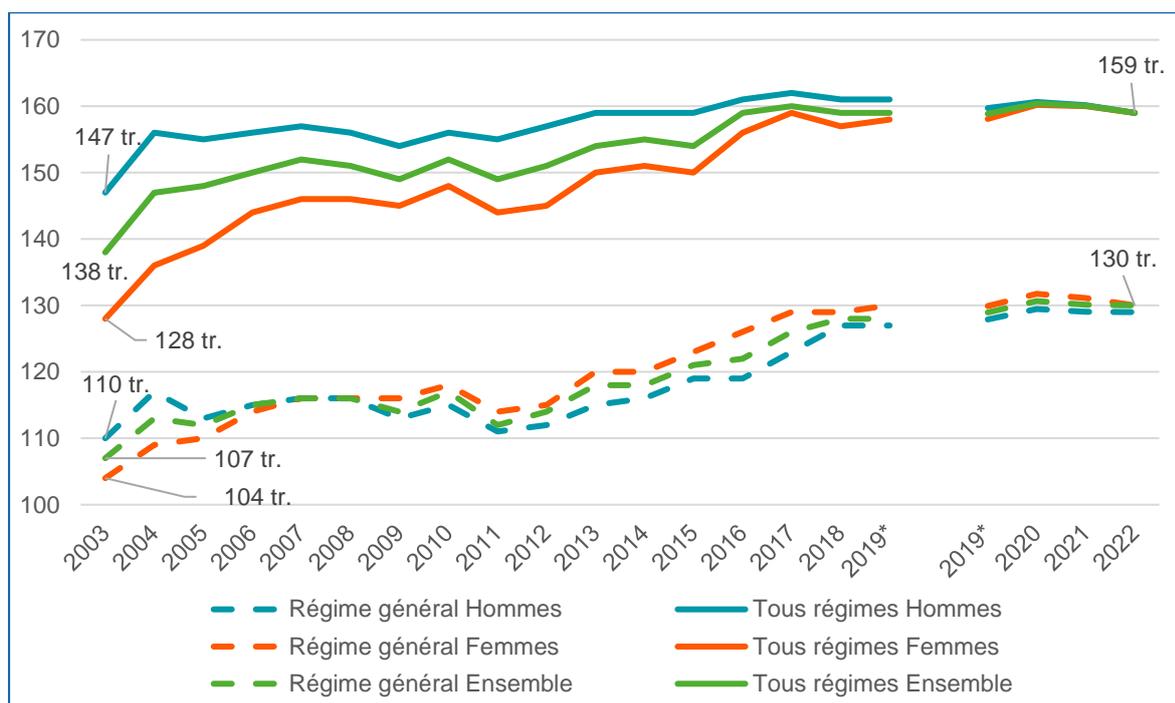
Note : Les durées prises en compte pour le calcul des durées moyennes sont limitées à 4 trimestres au cours d'une année, mais ne sont pas limitées à la durée requise pour le taux plein pour la génération.

La durée d'assurance moyenne tous régimes a fortement progressé, et celle des femmes rattrape celle des hommes

La durée moyenne d'assurance tous régimes est passée de 138 trimestres à 159 trimestres entre 2003 et 2022, soit une augmentation de 15 %. Pour les hommes cette augmentation a été de 8 % (de 147 à 159 trimestres) et pour les femmes de 24 % (de 128 à 159 trimestres).

La durée moyenne d'assurance du régime général est passée sur la même période de 107 à 130 trimestres (soit une augmentation de 21 %). Pour les hommes l'augmentation a été de 17 % (de 110 à 129 trimestres) et pour les femmes de 25 % (de 104 à 130 trimestres).

Évolution de la durée moyenne d'assurance validée



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

POUR EN SAVOIR PLUS

La durée d'assurance tous régimes est un élément essentiel du calcul de la pension de retraite car elle détermine le taux de liquidation de la pension. Elle est définie par le nombre de trimestres cotisés et assimilés. Un trimestre est cotisé lorsque des cotisations retraite ont été effectivement prélevées, au cours de l'année, sur une rémunération d'activité professionnelle au moins équivalente à 150 heures rémunérées au Smic (ce seuil, qui s'établissait à 200 heures de Smic avant 2014, a été abaissé dans le cadre de la loi du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraite, qui a ainsi assoupli les conditions d'acquisition d'un trimestre de retraite, notamment pour les bas salaires). À ce nombre de trimestres cotisés s'ajoutent des périodes assimilées qui correspondent à des périodes d'assurance attribuées dans certaines circonstances sans que des cotisations soient versées en contrepartie personnellement par l'assuré (trimestres au titre du chômage, de la maladie, de la maternité, l'invalidité, du service militaire).

2.1.5.2 Les carrières complètes au régime général

48 % des nouveaux retraités de droit direct ayant une date d'effet en 2022 ont une carrière complète au régime général

Un retraité a une carrière complète liquidée au régime général, s'il a obtenu une pension à taux plein et sans prorata de durée d'assurance au régime général.

Parmi les nouveaux retraités ayant une date d'effet en 2022, 340 272 retraités ont une carrière complète au régime général, soit près de 48 %. Cette part est de 52 % pour les hommes et 45 % pour les femmes.

Effectifs et montants des pensions des nouveaux retraités de droit direct de 2022 ayant une carrière complète au régime général

	Hommes	Femmes	Ensemble
Nombre de retraités	172 072	168 200	340 272
Montant de base du droit direct	1 337 €	1 066 €	1 203 €
Montant global mensuel moyen	1 342 €	1 092 €	1 219 €

Source : Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct ayant une carrière complète au régime général (année de départ du droit direct en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : le montant de base du droit direct correspond au montant brut de ce droit dû par le régime général (après application des règles de minimum contributif et de maximum), y compris la majoration enfants de 10 %. Le montant global est le montant brut total dû par le régime général au retraité, en additionnant ses droits directs et dérivés et ses compléments de pension (dont le minimum vieillesse).

Pour ces nouveaux retraités, le montant moyen du droit direct servi par le régime général est de 1 203 € par mois, et le montant global moyen servi est de 1 219 € par mois (en ajoutant notamment les éventuels droits dérivés). Ce montant ne tient pas compte des autres pensions (notamment complémentaires) perçues par le retraité.

2.1.5.3 Le taux de liquidation

Parmi l'ensemble des nouveaux retraités de droit direct en 2022, 86 % partent avec un taux plein et 14 % avec une décote. Les femmes partent légèrement moins souvent avec le taux plein (85 %) que les hommes (87 %).

Les 86 % de retraités partant au taux plein se décomposent en 21 % qui partent avant l'âge légal, 28 % qui partent à l'âge légal exact, 25 % entre l'âge légal et avant l'âge d'annulation de la décote et 12 % à partir de l'âge légal d'annulation de la décote.

Pensions des nouveaux retraités de droit direct en 2022

Nature de la pension	Hommes	Femmes	Ensemble	
Pensions à taux réduit	41 687	55 282	96 969	14%
Pensions à taux plein (1+2+3+4)	291 270	314 558	605 828	86%
1 - avant l'âge légal de départ	96 767	47 974	144 741	21%
2 - à l'âge légal de départ	77 088	120 227	197 315	28%
3 - après âge légal de départ à l'âge légal du taux plein exclu	84 158	95 042	179 200	25%
4 - à partir de l'âge légal du taux plein inclus	33 257	51 315	84 572	12%
<i>Dont au-delà de l'âge du taux plein</i>	<i>20 447</i>	<i>24 602</i>	<i>45 049</i>	<i>6%</i>
Total	332 957	369 840	702 797	100%

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct au régime général (année de départ du droit direct en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Statistiques et études complémentaires

- **Motivations de départ à la retraite au régime général : influence des modalités de départ et de la carrière**
J. Couhin, M. Ramos-Gorand en collaboration avec S. Aouici – Étude de Cadr'@ge n°39 - Cnav – 2019

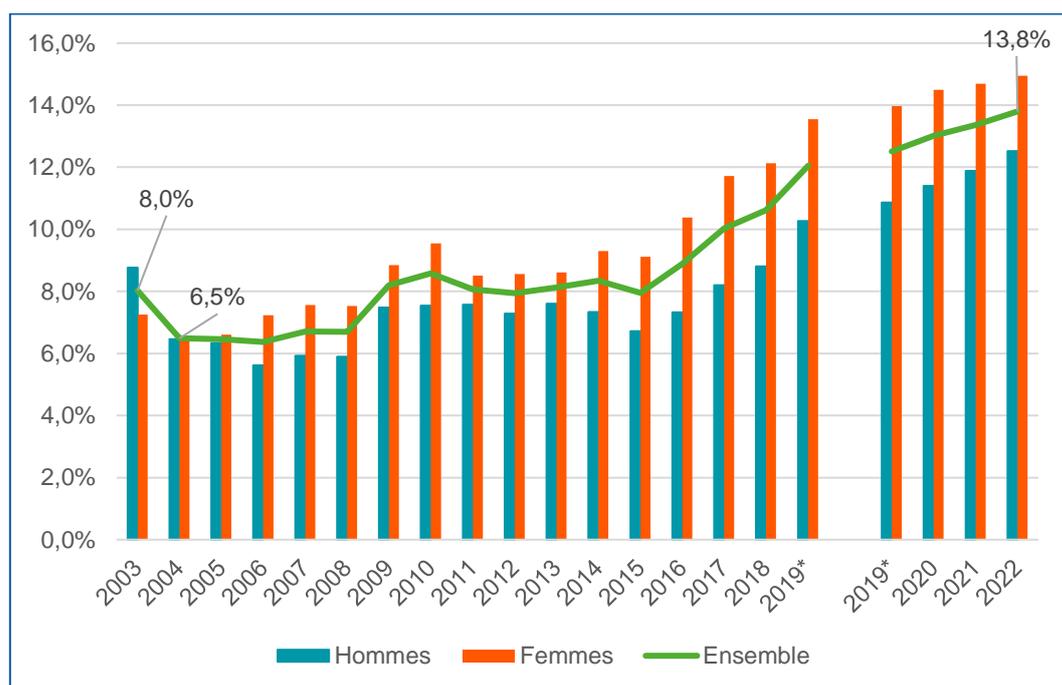
2.1.5.4 La décote

En 2022, 14 % des nouveaux retraités sont partis avec une décote

La décote est applicable au taux de liquidation de la pension lorsque l'assuré ne justifie pas de la durée d'assurance requise pour bénéficier du taux plein au moment de faire valoir ses droits à retraite avant l'âge d'annulation de la décote (âge du taux plein).

Parmi les nouveaux retraités de droit direct ayant une date d'effet en 2022, 14 % ont liquidé leur pension avec une décote (taux réduit). Les femmes sont plus souvent concernées avec une proportion de 15 % contre 13 % pour les hommes.

Évolution de la part de décoteurs parmi les nouveaux retraités



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Après une baisse, de 8 % à 6,5 % entre 2003 à 2004, certainement liée à la mise en place de la réforme de 2003, cette proportion augmente chaque année depuis, et plus particulièrement à compter de 2014 en lien avec l'allongement de la durée d'assurance requise pour l'obtention du taux plein (cf. annexes) et les effets de la réforme de 2010, certains assurés préférant partir à l'âge légal malgré une décote. Cette évolution est plus marquée pour les femmes depuis une dizaine d'années.

Au total en 2022, 97 000 nouveaux retraités sont partis en retraite au titre de la décote (42 000 hommes et 55 000 femmes) avec une moyenne 7,7 de trimestres de décote par pensionnés (9,8 trimestres pour les hommes et 12,6 pour les femmes). 78 % des nouveaux retraités ayant une décote en 2022 avaient entre 1 et 19 trimestres de décote, les 22 % restant avaient le nombre maximum de trimestres de décote, soit 20 trimestres.

POUR EN SAVOIR PLUS

La décote : la loi portant réforme des retraites de 2003 a mis en œuvre une diminution progressive du coefficient de décote pour les assurés nés à compter de 1944 et ayant un taux réduit. Ainsi pour les générations antérieures à 1944, le taux de minoration était fixé à 2,5 % par trimestre manquant. Ce taux a été abaissé progressivement selon la génération pour atteindre 1,25 % par trimestre manquant à compter de la génération 1953. Ainsi le taux est passé de 10 % par année d'assurance manquante avant la réforme de 2003 à 5 % pour les générations atteignant l'âge légal à partir de 2013. Avec un an de décote, le taux de la retraite est donc de $50 \% * (1 - 5 \%) = 47,5 \%$.

Statistiques et études complémentaires

- **Départs en retraite avec décote : des situations contrastées entre les hommes et les femmes**
J. Vanriet-Margueron – Étude de Cadr'@ge n°28 - Cnav – 2015
- **Les décoteurs, principales caractéristiques**
M. Ramos-Gorand – Cnav - DSPR - Étude n°2018-012

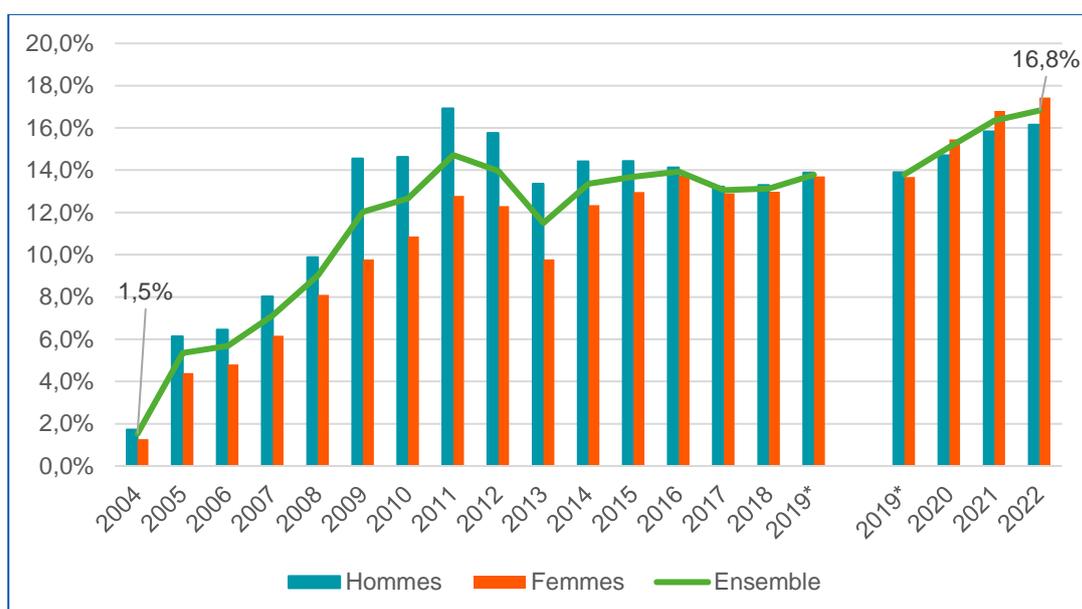
2.1.5.5 La surcote

La part des nouveaux retraités concernés par la surcote est de 17 % en 2022

La surcote permet de majorer la pension des assurés qui poursuivent une activité professionnelle au-delà de l'âge légal de départ en retraite et au-delà de la durée d'assurance requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein (cf. annexes).

Parmi les nouveaux retraités de droit direct ayant une date d'effet en 2022, 16,8 % ont liquidé leur pension avec une surcote. Cette proportion est supérieure à 17 % pour les femmes contre 16 % pour les hommes. Avant 2020, ces proportions étaient inversées puisque les hommes étaient proportionnellement plus nombreux à bénéficier d'une surcote.

Évolution de la part de surcoteurs parmi les nouveaux retraités



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit direct (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

La surcote concerne les assurés partis en retraite après le 1^{er} avril 2004. Après la première année de montée en charge, la part des retraités concernés a progressé, particulièrement entre 2006 et 2009, année où le dispositif a été rendu plus incitatif, mais aussi en 2011. Le relèvement de l'âge légal de la retraite modifie sensiblement depuis 2011 la part des retraités partis avec une surcote. En contenant chaque année le nombre de départs à l'âge légal, la part des assurés liquidant avec une surcote augmente mécaniquement. Celle-ci oscille entre 13 et 15 % avec un creux en 2013, lié à un plus fort nombre de départs à l'âge légal ou avant cette année-là (année avec seulement deux mois sans départ possible à l'âge légal exact).

La part des bénéficiaires de la surcote suit une tendance à la hausse depuis 2019 en lien probablement avec l'incidence de la mise en place de coefficients minorants à l'Agirc-Arrco. Une partie des assurés reporterait ainsi leur départ à la retraite pour éviter une minoration temporaire de leur pension complémentaire.

Le gain mensuel moyen lié à la surcote s'élève à 71 € en 2022 pour les retraités pour près de 8 trimestres de surcote en moyenne (soit un gain mensuel moyen de 9,2 € par trimestre de surcote). Ce gain est de 77 € pour les hommes et 65 € pour les femmes.

POUR EN SAVOIR PLUS

La surcote : la loi portant réforme des retraites de 2003 a mis en œuvre une majoration du taux de la pension pour les assurés cotisant au moins un trimestre au-delà de l'âge légal et de la durée d'assurance, à partir du 1^{er} janvier 2004. Les premières retraites avec surcote ont donc été obtenues à partir du 1^{er} avril 2004. Le taux de surcote est de 1,25 % à partir des trimestres accomplis à compter du 1^{er} janvier 2009.

Coefficients minorants et majorants de l'Agirc-Arrco

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'Agirc-Arrco (régime de retraite complémentaire obligatoire des salariés) prévoit un dispositif de minoration temporaire de la retraite complémentaire de 10 % pendant 3 ans. Cette minoration ne s'applique pas aux assurés qui partent à la retraite au moins un an après l'âge auquel ils auraient pu partir avec une retraite à taux plein. Elle ne s'applique pas non plus aux retraités partant au titre de l'inaptitude ou d'un dispositif dérogatoire, ou aux retraités exonérés de CSG. La retraite complémentaire cesse d'être minorée au plus tard lorsque le retraité atteint l'âge d'annulation de la décote. Ce dispositif est destiné à encourager la poursuite de l'activité au-delà de l'âge auquel les conditions sont remplies pour obtenir sa retraite à taux plein au régime général. Ainsi, les retraités qui pourraient partir en retraite longue carrière à 60 ans sont incités à repousser leur départ d'un an pour éviter la décote temporaire.

Le coefficient majorant concerne les personnes qui décalent le point de départ de leur retraite Agirc-Arrco d'au moins deux ans par rapport à la date à laquelle elles ont rempli les conditions de la retraite de base à taux plein. Le montant de leur retraite complémentaire est alors majoré pendant un an de 10 % si le report a été de 2 ans, 20 % s'il a été de 3 ans, et 30 % pour un report de 4 ans ou plus.

Statistiques et études complémentaires

- **Prendre sa retraite : incidence des dispositifs de prolongation d'activité sur les parcours individuels**
Berteau-Rapin, J. Couhin, A. Dardier et M. Ramos-Gorand – Les cahiers de la Cnav n°11 – 2018
- **Choisir de prolonger sa vie active : les baby-boomers face à la surcote et au cumul emploi-retraite**
S. Aouici et J. Rochut – Les cahiers de la Cnav n°17 – 2022
- **Tableaux et graphiques :**



T2_1_5_Durée et taux

2.2 Les nouveaux retraités de droit dérivé

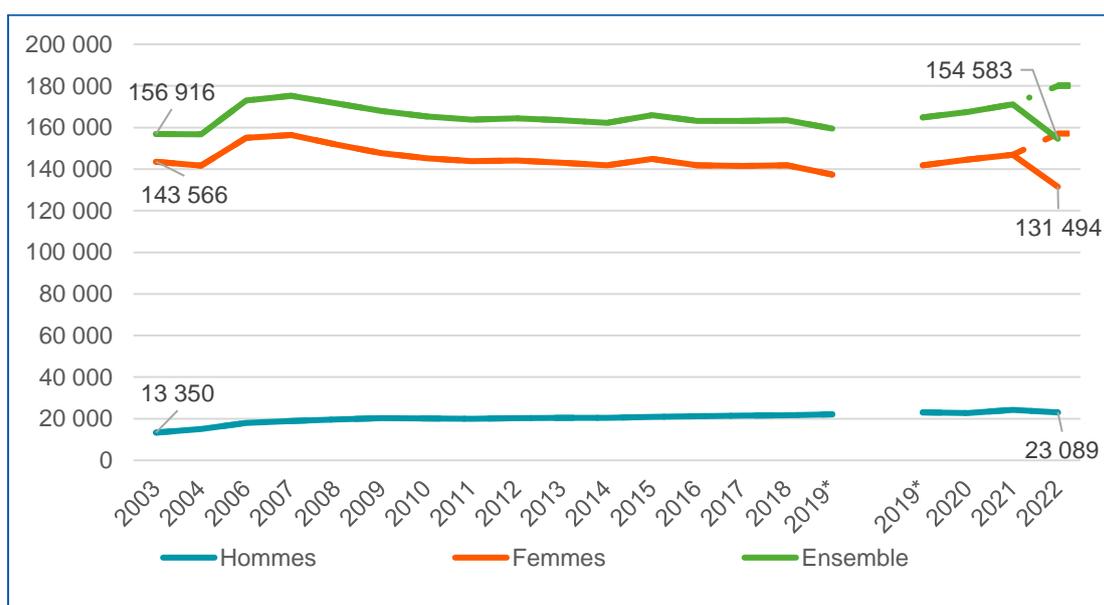
2.2.1 L'évolution du nombre de nouveaux retraités de droit dérivé

De 155 000 à 175 000 nouveaux retraités de droits dérivés selon les années

Quand un retraité de droit direct du régime général décède, son conjoint (ou ex-conjoint) peut dans certains cas obtenir un droit dérivé. Le droit dérivé correspond à une partie du droit direct dont bénéficiait (ou aurait pu bénéficier) l'assuré décédé au régime général. Le droit dérivé doit être demandé par le conjoint survivant et il lui est attribué s'il vérifie certaines conditions (âge, ressources, mariage...).

En 2022, il y a eu 155 000 nouveaux retraités de droit dérivé au régime général. Cet effectif correspond aux retraités dont le droit dérivé prend effet en 2022 et a été attribué avant fin juin 2023¹⁴. On estime qu'environ 25 000 droits dérivés supplémentaires prenant effet en 2022 seront attribués entre fin juin et fin décembre 2023 (*Estimation issue de Prisme*). En les ajoutant, le nombre de nouveaux retraités de droit dérivé en 2022 serait d'environ 180 000, et serait donc très proche de celui observé en 2021 (ou légèrement supérieur).

Évolution du nombre de nouveaux retraités de droits dérivés depuis 2003



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit dérivé (données 2022 arrêtées à fin juin 2023)

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Note : jusqu'en 2021, sont pris en compte les droits dérivés prenant effet l'année N et attribués avant la fin de l'année N+1. Pour 2022, sont pris en compte les droits dérivés attribués avant fin juin 2023. On estime que 25 000 nouveaux retraités auront un droit dérivé prenant effet en 2022 qui sera attribué entre fin juin et fin décembre 2023. Ces derniers apparaissent en tirets, dans la continuité de la courbe, sur le graphique.

¹⁴ C'est-à-dire avant la date d'arrêt des données utilisées pour décrire les nouveaux retraités dans cet ouvrage.

L'évolution de l'âge d'ouverture des droits génère des fluctuations du nombre de nouveaux retraités de droit dérivé

Le nombre de nouveaux bénéficiaires de droit dérivé a augmenté de manière transitoire à partir de 2005 sous l'effet de modifications de l'âge minimal d'ouverture de ce droit. Alors que le nombre de nouveaux retraités de droit dérivé était stable autour de 157 000 nouveaux bénéficiaires jusqu'alors, il est passé à près de 160 000 en 2005 à 175 000 en 2007 avec l'ouverture du droit à la réversion aux personnes âgées de 52 à 54 ans de mi-2005 à mi-2007, puis à 51 ans jusqu'à fin 2008.

À partir de 2008, le nombre total de nouveaux bénéficiaires est orienté à la baisse jusqu'en 2018. Cette baisse est due notamment au rétablissement de l'âge minimum à 55 ans à compter du 1^{er} janvier 2009 : les effectifs de moins de 55 ans diminuent fortement chaque année depuis et s'établissent à 303 en 2022. Ils concernent des assurés dont le conjoint est décédé avant le 1^{er} janvier 2009 qui peuvent bénéficier d'une réversion dès 51 ans.

Des droits dérivés plus nombreux lors de pics de mortalité

Une hausse de la mortalité entraîne une augmentation du nombre de nouveaux retraités de droit dérivé. Cela a notamment été le cas en 2015 (année record en termes de décès en France) et en 2020 (première année de la pandémie de Covid).

L'ampleur de l'augmentation du nombre de nouveaux retraités de droit dérivé dépend des caractéristiques des assurés décédés. Ainsi, si ces derniers sont particulièrement âgés, il est plus fréquent qu'ils n'aient déjà plus de conjoint ou ex-conjoints en vie. Dans la mesure où la pandémie de Covid s'est traduite par une surmortalité plus marquée aux âges élevés en 2020 qu'en 2021, et plus marquée pour les hommes que pour les femmes en 2021, cela a pu contribuer à augmenter légèrement le nombre définitif de nouveaux retraités de droits dérivés en 2021 par rapport à 2020. En 2022 le nombre de décès de retraités reste à un niveau élevé comme en 2020 et 2021 et peut contribuer à augmenter le nombre de droits dérivés plus particulièrement chez les femmes.

85 % de femmes parmi les nouveaux retraités de droit dérivé (91 % en 2003)

Parmi les 155 000 nouveaux bénéficiaires d'un droit dérivé (ou pension de réversion), 85 % sont des femmes. La part prépondérante de femmes s'explique par des raisons démographiques (les femmes ont une espérance de vie plus élevée, et sont souvent moins âgées que leurs conjoints), mais également par la présence de conditions de ressources. Les femmes, ayant des pensions de droit direct en moyenne plus faibles (en particulier dans les générations les plus âgées), sont plus susceptibles d'avoir le droit à une pension de réversion au régime général.

La part de femmes parmi les nouveaux retraités de droit dérivé diminue cependant avec le temps (elle était de 91 % en 2003), avec l'arrivée aux âges de veuvage de générations de femmes ayant eu des carrières plus complètes et mieux rémunérées, ainsi qu'avec l'augmentation très progressive de la part des femmes parmi les retraités de droit direct au régime général (cf. fiche 1.2.2.).

78 % des nouveaux droits dérivés sont servis à un retraité ayant un droit direct

En 2022, 78 % des nouveaux droits dérivés sont servis avec un droit direct au régime général. En effet, le décès du conjoint (ou ex-conjoint) intervient généralement à un âge relativement élevé et donc supérieur à celui où l'on fait valoir ses droits directs au régime général. Parmi les nouveaux retraités de droit dérivé n'ayant pas de droit direct au régime général, certains n'en auront jamais tandis que d'autres sont trop jeunes pour les avoir déjà fait valoir.

Nouveaux retraités de droits dérivés en 2022 selon la présence d'un droit direct

	Hommes	Femmes	Ensemble
Bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul	4 069	30 644	34 713
Bénéficiaires d'un droit dérivé servi avec un droit direct au RG	19 020	100 850	119 870
Ensemble	23 089	131 494	154 583

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé au régime général (année de départ du droit dérivé en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

POUR EN SAVOIR PLUS

Le **droit dérivé** (ou pension de réversion) est une pension accordée en cas de décès de l'assuré à son conjoint (ou ex-conjoint) survivant. La retraite de réversion est accordée en cas de décès de l'assuré ou de disparition depuis plus d'un an. Le demandeur doit avoir été marié avec l'assuré décédé. Depuis le 1^{er} juillet 2004, il n'y a plus de condition sur la durée du mariage (ni à défaut sur la présence d'enfant issu du mariage).

Le bénéficiaire du droit dérivé doit également remplir des conditions de ressources et d'âge.

La condition d'âge est de 55 ans. Alors que l'âge minimal de point de départ de la retraite de réversion était à 55 ans, il a été abaissé entre le 1^{er} juillet 2005 et le 30 juin 2007 à 52 ans et du 1^{er} juillet 2007 au 31 décembre 2008 à 51 ans. Cet âge a été rétabli à 55 ans à compter du 1^{er} janvier 2009 (art. 74 de la LFSS pour 2009).

L'âge reste malgré cela fixé à 51 ans si l'assuré est décédé avant le 01/01/2009 (ou a disparu avant le 01/01/2008).

Les personnes qui ne remplissent pas la condition d'âge peuvent demander l'**allocation veuvage**, allouée de manière temporaire. Le demandeur étranger qui ne bénéficie pas des règlements européens doit alors justifier de la régularité de son séjour en France.

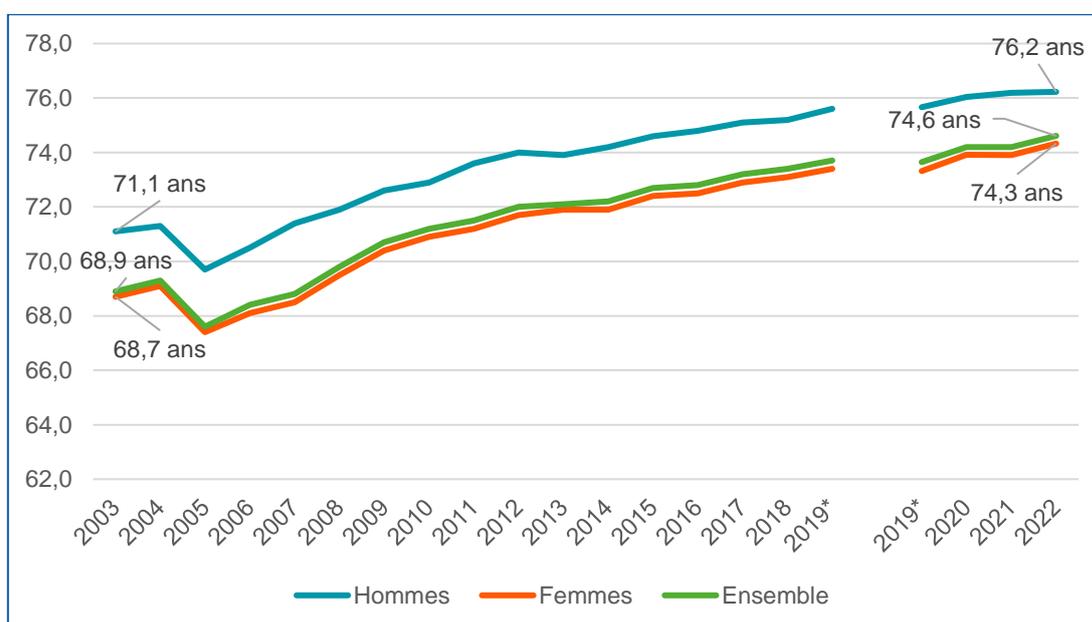
2.2.2 L'âge des nouveaux retraités de droit dérivé

34 % des nouveaux retraités de droits dérivés sont âgés de plus de 80 ans

En 2022, l'âge moyen des nouveaux retraités de droit dérivé au régime général est de 74,6 ans. Les femmes, majoritaires, sont âgées en moyenne de 74 ans au départ de leur droit dérivé, tandis que les hommes sont un peu plus âgés (76 ans).

Entre 2003 et 2022, l'âge des nouveaux retraités de droit dérivé est passé de 68,9 à 74,6 ans (soit +5,7 ans). Cette augmentation est sensiblement la même pour les hommes (avec un âge passant de 71,1 à 76,2 ans, soit +5,1 ans) et pour les femmes (avec un âge passant de 68,7 à 74,3 ans, soit +5,6 ans).

Évolution de l'âge des nouveaux retraités de droit dérivé



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé au régime général (année de départ du droit dérivé en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

4 % des nouveaux retraités de droits dérivés sont âgés de 55 ans

En 2022, plus de 4 % des nouveaux retraités de droits dérivés ont 55 ans au point de départ de leur droit. Ces situations correspondent en général à des décès antérieurs à 2022, pour lesquels le conjoint (ou ex-conjoint) survivant a dû attendre d'avoir l'âge minimal d'éligibilité au droit dérivé. La réforme des retraites de 2003 avait assoupli les règles relatives à l'âge qui avait été progressivement étendu aux conjoints survivants âgés de 52 puis 51 ans. Cette disposition a toutefois été supprimée à partir du 1^{er} janvier 2009, la condition d'âge d'ouverture du droit à réversion étant à nouveau fixée à 55 ans pour les décès postérieurs à cette date. Seuls 303 nouveaux retraités de droit dérivé ont entre 51 ans et 54 ans au point de départ de leur pension en 2022.

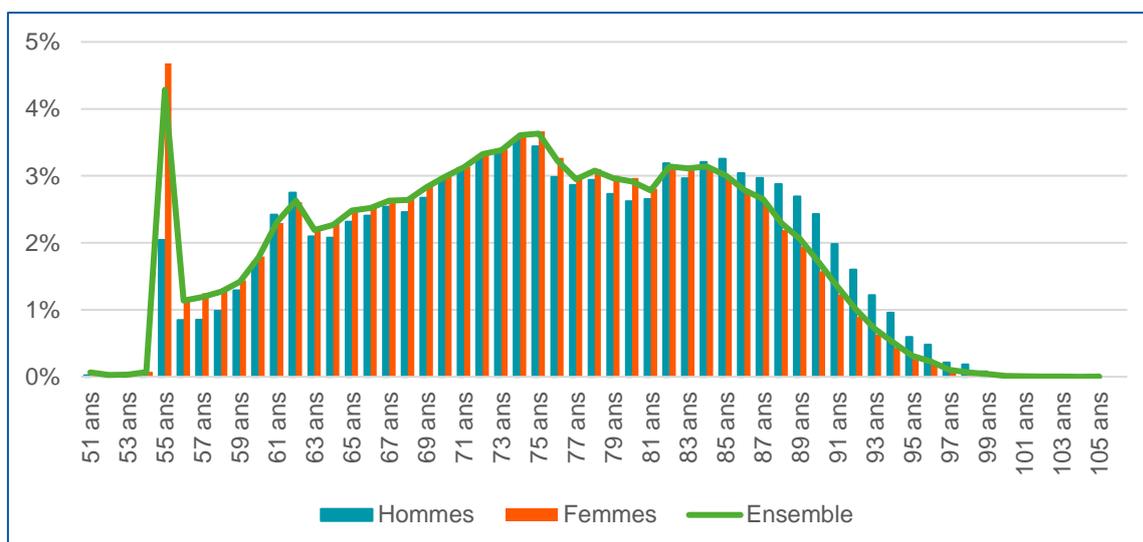
Les nouveaux bénéficiaires de droits dérivés sont relativement âgés : 34 % des nouveaux bénéficiaires sont âgés de moins de 70 ans, 32 % sont âgés de 70 à 79 ans et 34 % ont un point de départ de leur pension à partir de 80 ans. En 2022, les nouveaux retraités de droit dérivé sont relativement moins nombreux entre 76 et 81 ans (par rapport aux effectifs juste avant ou après cet âge), car ces âges correspondent aux générations plus creuses nées

pendant la seconde guerre mondiale (cf. fiche 1.1.3)¹⁵. Dans une moindre mesure, les nouveaux bénéficiaires de droit dérivés âgés de 61 ou 62 ans en 2022 sont également relativement nombreux (par rapport à ceux âgés de 60 ou 63 ans). Il s'agit probablement d'assurés qui ont demandé leur pension de réversion en même temps que leur retraite personnelle, soit car ils n'y avaient pas droit avant (en raison de ressources d'activité trop élevées), soit car ils ignoraient y avoir droit ou pour un autre motif de non-recours.

En proportion, les femmes sont plus nombreuses à obtenir un droit dérivé très jeunes, et les hommes à des âges très élevés

Les nouveaux retraités de droit dérivé accédant à leur droit dès l'âge de 55 ans sont, proportionnellement, bien plus nombreux chez les femmes que chez les hommes. En 2022, 5 % des femmes nouvelles retraitées de droits dérivés étaient âgées de 55 ans, contre 2 % des hommes. À l'inverse, à partir de 86 ans, la part des femmes parmi les nouvelles retraitées de droit dérivé diminue bien plus rapidement que la part correspondante pour les hommes.

Répartition des nouveaux retraités de droits dérivés de 2022 par âge selon le sexe (pourcentage du total des nouveaux droits dérivés pour chaque sexe)



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé du régime général (année de départ du droit dérivé en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : Âge au mois de départ du droit dérivé.

Statistiques et études complémentaires



T2_2_2_Âges des droits dérivés

- **Tableaux et graphiques :**

¹⁵ En effet, les nouveaux retraités obtenant une pension à 75 ans en 2021 sont nés en 1945 ou 1946 (selon qu'ils obtiennent leur pension avant ou après leur anniversaire), tandis que les nouveaux retraités obtenant leur pension à 80 ans sont nés en 1940 ou 1941.

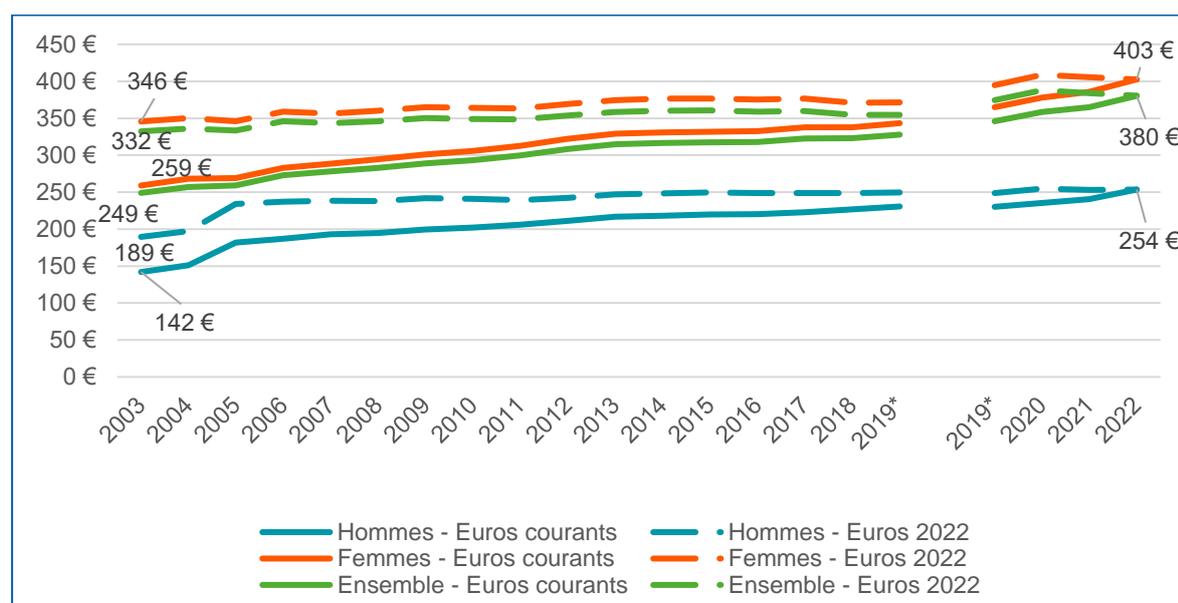
2.2.3 Le montant de base du droit dérivé des nouveaux retraités

Le montant mensuel moyen de base du droit dérivé des nouveaux retraités est passé de 249 € à 380 € en euros courants entre 2003 et 2022

En 2022, le montant mensuel moyen de base du droit dérivé¹⁶ servi par le régime général à ses nouveaux bénéficiaires est de 380 €. Ce montant brut, avant prélèvements sociaux, ne tient pas compte des droits dérivés versés par d'autres régimes de base ou complémentaires, ni des droits directs que le nouveau retraité perçoit.

Le montant de base des nouveaux droits dérivés perçu par les femmes, en moyenne de 403 € par mois, est plus élevé que celui perçu par les hommes, qui est de 254 € en 2022. Le montant du droit dérivé est calculé par rapport à la pension de droit direct du conjoint décédé, en général supérieure chez les hommes, ce qui explique pourquoi la pension de réversion perçue par leur conjointe survivante est plus élevée.

Évolution des montants mensuels moyens de base des nouveaux droits dérivés, en euros constants et courants



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de départ du droit dérivé (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

Entre 2003 et 2022, le montant des droits dérivés pour des nouvelles attributions a augmenté de 53 % en euros courants (passant de 249 € à 380 €). En euros constants 2022, c'est-à-dire en corrigeant de l'inflation, cette augmentation a été de 14 % (de 332 € à 380 €). Cette hausse est liée à la hausse des droits directs moyens servis au conjoint décédé.

Cette progression a été plus importante pour les hommes, puisque approchant les 80 % (passant de 142 € à 254 €) en euros courants, alors qu'en euros 2022 cette hausse a été de 34 % (de 189 € à 254 €). Pour les femmes, la hausse a été de 56 % (passant de 259 €

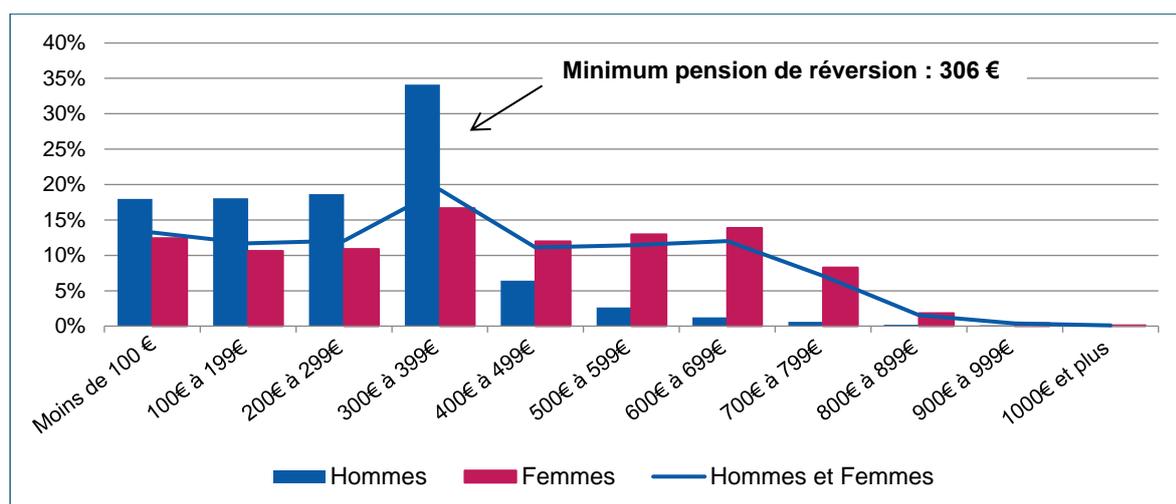
¹⁶ Montants après application du minimum et écrêtement au plafond de la sécurité sociale, y compris la majoration pour enfant de 10% et la majoration de la pension de réversion si servie, non compris les autres avantages complémentaires, hors autres régimes de base et complémentaires et avant déduction des prélèvements sociaux.

à 403 €) en euros courants, alors qu'en euros 2022, cette hausse est moins importante, s'élevant à 16 % (avec des montants passant de 346 € à 403 €).

Parmi l'ensemble des nouveaux retraités de droit dérivé, 3,5 % sont bénéficiaires de la majoration de la pension de réversion.

Parmi les 155 000 nouveaux retraités de droit dérivé en 2022, un peu moins de 20 % percevaient un montant (de droit dérivé) compris entre 300 et 399 €, ce qui coïncide avec le montant minimum de la pension de réversion, soit 306 €. Les hommes sont plus largement représentés dans les tranches de montants inférieurs à 400 €, ils sont environ 55 % à avoir un droit dérivé de moins de 299 € et 34 % de 300 € à 399 €. À l'inverse les femmes sont sur-représentées à partir des tranches de montant dépassant 400 € puisqu'elles continuent à être largement présentes (entre 12 % et 14 % jusqu'à 700 €) là où les effectifs masculins diminuent drastiquement. Néanmoins elles sont également présentes dans des tranches de montants inférieures puisque leur plus grand effectif se situe, comme pour les hommes, dans la tranche de montant allant de 300 à 399 €, où elles sont près de 17 %.

Répartition des nouveaux retraités de droit dérivé selon le montant mensuel de base de droit dérivé à la date du point de départ de la pension



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit dérivé du régime général (année de départ du droit dérivé en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : le montant de base du droit dérivé correspond au montant brut de ce droit dû par le régime général (après application des règles de minimum et de maximum), y compris la majoration enfants de 10 % et la majoration de pension de réversion, non compris les autres avantages complémentaires, hors autres régimes de base et complémentaires.

POUR EN SAVOIR PLUS

Montant du droit dérivé (ou retraite de réversion) : la retraite de réversion est égale à 54 % du montant de base de la retraite de droit direct dont bénéficiait ou aurait bénéficié l'assuré décédé ou disparu. Le montant de base du droit direct pris en compte est le montant calculé de la retraite (y compris la surcote) avant comparaison au minimum contributif et au maximum, et sans avantages complémentaires.

La retraite de réversion ne peut pas être inférieure à un **montant minimum** (306 € au 1^{er} juillet 2022). Le minimum est servi entier si l'assuré décédé réunit 60 trimestres au régime général. Il est réduit proportionnellement si l'assuré décédé ne réunit pas cette durée d'assurance. Une retraite de réversion égale à 0 euro ouvre droit à une retraite de réversion portée au minimum.

Depuis le 01/07/2004, si l'assuré décédé totalise plus de 60 trimestres à plusieurs des régimes (régime général ; régimes des salariés et non-salariés agricoles ; régime social des indépendants ; régimes des professions libérales (sauf les avocats) ; régime des cultes (depuis le 01/01/2006)), le minimum est réduit proportionnellement à la durée d'assurance au régime général par rapport au nombre total de trimestres dans ces régimes. Enfin, si l'assuré décédé totalise moins de 60 trimestres à ces régimes, le minimum est calculé comme s'il avait été affilié seulement au régime général.

Depuis le 01/01/2020, le régime général gère la totalité des droits de l'assurance vieillesse des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants. L'article D. 353-1 du code de la sécurité sociale prévoit que la durée d'assurance de 60 trimestres doit être recherchée au régime général et à l'ex-régime des travailleurs indépendants.

La comparaison au minimum s'effectue à chaque revalorisation de la retraite.

Le montant de retraite de réversion à servir (avantages complémentaires non compris) ne peut pas dépasser un **montant maximum** égal à 925,56 € par mois au 1^{er} janvier 2022.

L'attribution et le service de la retraite de réversion attribuée à partir du 01/07/2004 sont soumis à une **condition de ressources**. Les ressources du demandeur ou du couple ne doivent pas dépasser un plafond de ressources annuel (21 985,60 € pour une personne seule ou 35 176,96 € pour un couple au 1^{er} janvier 2022). Le plafond "couple" s'applique aux couples mariés, aux partenaires pacsés et aux concubins.

Si le total de la retraite de réversion et des ressources de l'intéressé ou du ménage dépasse le plafond annuel autorisé, la retraite de réversion est réduite du dépassement.

Le montant minimum de la pension de réversion est revalorisé en fonction de l'inflation (sauf disposition contraire), tandis que le montant maximum et le plafond de ressources évoluent avec le plafond de la sécurité sociale (et donc avec le Smic).

La majoration de la retraite de réversion : la retraite de réversion est majorée si son bénéficiaire a atteint l'âge d'obtention du taux plein (taux maximum de 50 %) et a demandé toutes ses retraites personnelles et de réversion à l'ensemble des régimes de base et complémentaires, français et étrangers, ainsi que des organisations internationales, des régimes parlementaires et des régimes des fonctionnaires européens. Le total de ses retraites ne doit pas dépasser un certain montant (2 759,24 € par mois au 1^{er} juillet 2022). La majoration est égale à 11,1 % du montant brut de la retraite de réversion.

Méthode de calcul des pensions versées en euros 2022 : les euros constants sont calculés à partir des taux d'inflation avec tabac, en glissement annuel (inflation entre décembre n-1 et n). Ce calcul s'appuie donc sur les taux d'inflation, et non sur les taux de revalorisations des retraites.

Statistiques et études complémentaires

- **Tableaux et graphiques** :



T2_2_3_Montant des
droits dérivés

2.3 Les majorations de pensions

En 2022, 51 % des nouveaux bénéficiaires d'un droit dérivé sont bénéficiaires de la majoration enfant de 10 %, 32 % pour les nouveaux droits directs

La majoration pour enfants de 10 % est la majoration la plus souvent attribuée. Elle bénéficie aux retraités ayant eu ou élevé trois enfants ou plus. Parmi les nouveaux retraités de droit direct en 2022, 32 % d'entre eux perçoivent une majoration enfant de 10 %. Cette proportion est de 51 % parmi les nouveaux retraités de droit dérivé.

Les femmes sont plus présentes parmi les nouveaux bénéficiaires de cette majoration : pour les droits directs, elles représentent 55 % des nouveaux bénéficiaires et 87 % pour les droits dérivés.

Les nouveaux bénéficiaires de la majoration pour tierce personne sont moins nombreux (944 en 2022) ainsi parmi l'ensemble des nouveaux droits directs, seulement 0,1 % sont assortis de cette majoration. Elles sont majoritairement attribuées aux hommes.

Parmi les retraités ayant un droit dérivé prenant effet en 2022, 3 % d'entre eux sont également bénéficiaires de la majoration de pension de réversion.

Une majoration forfaitaire pour enfant à charge peut également être attribuée à des retraités de droit dérivé. En 2022, 222 retraités en ont bénéficié et comme un retraité peut percevoir plusieurs majorations s'il a plusieurs enfants, 286 majorations ont été servies.

Retraités ayant des avantages complémentaires prenant effet en 2022

Avantages complémentaires	Hommes		Femmes		Ensemble des nouveaux bénéficiaires
	Nombre de nouveaux bénéficiaires	Part des hommes	Nombre de nouveaux bénéficiaires	Part des femmes	
Majoration pour enfant de 10% sur droit direct	99 722	45%	123 361	55%	223 083
Majoration pour enfant de 10% sur droit dérivé	10 440	13%	68 606	87%	79 046
Majoration pour tierce personne	559	59%	385	41%	944
Majoration de la pension de réversion	68	1%	5 065	99%	5 133
Majoration forfaitaire pour enfant	16	7%	206	93%	222

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de la majoration au régime général (année de départ de la majoration en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Des montants moyens très variables selon la majoration

La majoration pour enfant de 10 % servie s'élève en moyenne à 74 € pour les bénéficiaires d'un droit direct. Elle est plus élevée pour les hommes avec une moyenne de 88 € contre 63 € pour les femmes. Cette différence s'explique par le fait que les pensions moyennes des hommes sont plus élevées.

Pour les droits dérivés, la majoration pour enfant de 10 % versée est en moyenne de 34 €. À l'inverse des droits directs, les femmes perçoivent en moyenne une majoration enfant de 36 € contre 24 € pour les hommes.

Le montant moyen de la majoration pour tierce personne servi est le plus élevé : il s'élève en moyenne à 1 182 € par mois.

Les montants des avantages liés aux pensions de réversion sont en moyenne plus faibles pour leurs bénéficiaires : le montant moyen de la majoration de la pension de réversion s'élève en moyenne à 46 € par mois, et le montant moyen de la majoration forfaitaire pour enfants en moyenne à 123 € par mois.

Montants moyens des avantages complémentaires en 2022

Avantages complémentaires	Hommes	Femmes	Ensemble
	Montant moyen de l'avantage	Montant moyen de l'avantage	Montant moyen de l'avantage
Majoration pour enfant de 10% sur droit direct	88 €	63 €	74 €
Majoration pour enfant de 10% sur droit dérivé	24 €	36 €	34 €
Majoration pour tierce personne	1 179 €	1 186 €	1 182 €
Majoration de la pension de réversion	32 €	46 €	46 €
Majoration forfaitaire pour enfant	163 €	123 €	123 €

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de la majoration au régime général (année de départ de la majoration en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Statistiques et études complémentaires

- **Les droits familiaux de retraite pour les nouveaux retraités de 2020**
M. Julliot, C. Bac – Cnav-DSPR - Étude n°2022-061
- **Les droits familiaux des nouveaux retraités du régime général de 2020**
M. Julliot, C. Bac – Étude de Cadr'@ge n° 48 - Cnav – 2023
- **Tableaux et graphiques :**



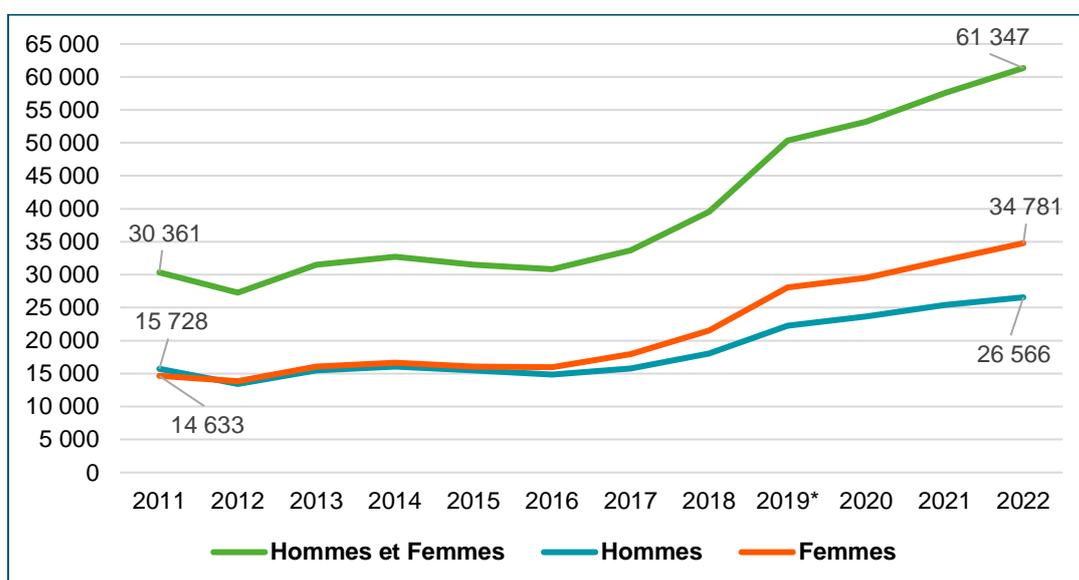
T2_3_Majoration de pensions

2.4 Les allocations de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et allocations supplémentaires d'invalidité (ASI)

En 2022, 61 000 nouveaux bénéficiaires de l'Aspa

Environ 61 300 nouveaux bénéficiaires de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) sont dénombrés en 2022. Entre 2019 et 2022 l'évolution du nombre de nouveaux bénéficiaires de l'Aspa a été constante (en moyenne 3 700 nouveaux bénéficiaires par an). L'Aspa est une allocation différentielle accordée depuis 2006, en remplacement des anciennes allocations du minimum vieillesse. L'évolution du nombre de nouveaux bénéficiaires de l'Aspa dépend de l'évolution des effectifs, ressources et situations des retraités. Les nouveaux retraités ont en général des pensions moyennes plus élevées que les plus âgés (car les revenus d'activité que ces pensions reflètent progressent en général plus rapidement que l'inflation), et vivent plus souvent en couple jusqu'à un âge élevé du fait de la hausse de l'espérance de vie. La part des bénéficiaires de l'Aspa parmi l'ensemble des retraités a donc plutôt tendance à diminuer sur longue période. Elle augmente cependant quand le plafond de l'Aspa est fortement revalorisé, comme cela a été le cas entre 2018 et 2020. Alors qu'il était pour une personne seule de 803,20 € au 1^{er} avril 2017, il a été porté progressivement à 903,20 € au 1^{er} janvier 2020, soit une progression totale de 100 €. Au 1^{er} juillet 2022, ce montant est de 953,45 €.

Évolution du nombre de nouveaux bénéficiaires de l'Aspa



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités bénéficiaires de l'Aspa au régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à fin 2018), par année de départ de l'Aspa (données 2022 arrêtées à fin juin 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

98 % des nouveaux bénéficiaires de l'Aspa sont des retraités de droit direct ; plus de la moitié sont des femmes

La part des bénéficiaires de l'Aspa servie avec un droit direct est de 97,7 % soit 59 906 attributions contre 1 441 attributions pour les retraités de droit dérivé.

Les femmes sont majoritaires (56 %) parmi les nouveaux bénéficiaires de l'Aspa percevant un droit direct. Elles constituent 97 % des nouveaux bénéficiaires de l'Aspa ayant un droit dérivé servi seul.

Attributions d'allocations Aspa et ASI en 2022 par type de droit et par sexe

	Droits directs			Droits dérivés servis seuls			Ensemble des droits		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Aspa	26 520	33 386	59 906	46	1 395	1 441	26 566	34 781	61 347
ASI	24	17	41	11	72	83	35	89	124
Total	26 544	33 403	59 947	57	1 467	1 524	26 601	34 870	61 471

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de l'Aspa ou de l'ASI au régime général (année de départ de l'allocation en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

124 nouveaux bénéficiaires de l'ASI en 2022

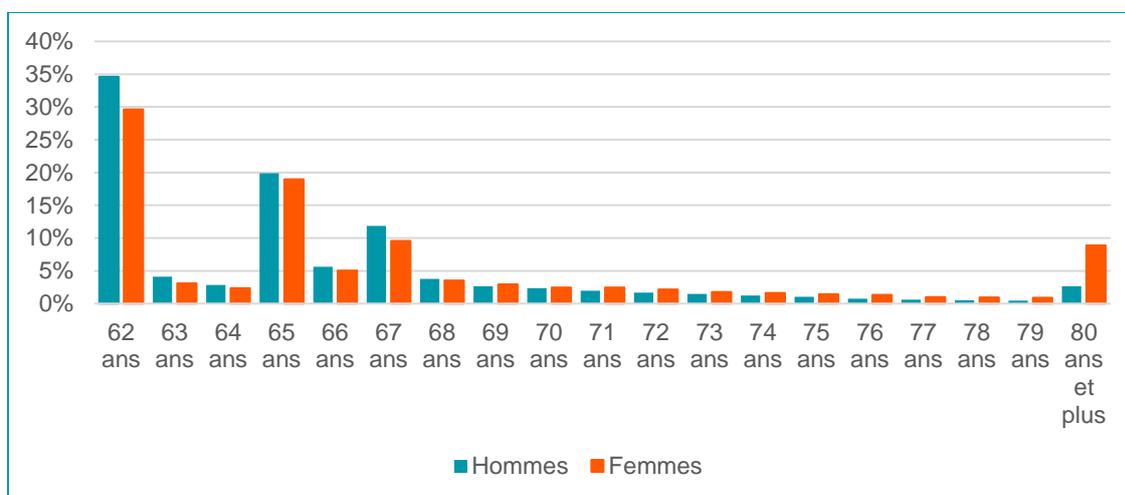
En 2022, on compte 124 nouveaux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité. L'ASI est versée aux assurés invalides ayant de faibles ressources qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de l'Aspa. Cette allocation est essentiellement servie aux bénéficiaires d'un droit dérivé (67 %) et aux femmes (72 %) qui sont le plus souvent bénéficiaires de ce type de droit. La totalité des attributions ASI se font à l'âge de départ à la retraite (62 ans).

Le principal âge d'attribution de l'Aspa est 62 ans

En ce qui concerne l'Aspa, l'âge à la date de point de départ de l'avantage s'étale de 62 ans à plus de 80 ans.

Près de 32 % des nouveaux bénéficiaires de l'Aspa entrent dans le dispositif dès l'âge légal de 62 ans (34 % en 2021). Ce sont des retraités reconnus inaptes ou invalides qui peuvent en bénéficier avant 65 ans. Pour les hommes la proportion est de 35 %, plus élevée que celle des femmes qui est de 30 %. Les retraités obtenant l'Aspa à 63 ou 64 ans sont également d'anciens inaptes ou invalides.

Répartition des nouveaux bénéficiaires de l'Aspa en 2022 par âge selon le sexe (pourcentage du total pour chaque sexe)



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de l'Aspa (année de départ de l'Aspa en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : âge à la date de point de départ de l'Aspa.

Un pic de nouveaux bénéficiaires est également observable à 65 ans. C'est à partir de cet âge que les assurés qui ne sont pas reconnus inaptes ou invalides peuvent demander à bénéficier de l'Aspa. Pour bénéficier de l'Aspa, l'assuré doit avoir demandé sa retraite personnelle. Certains assurés vont la demander dès 65 ans (quitte à ce qu'elle soit attribuée à taux minoré) tandis que d'autres vont attendre l'âge d'annulation de la décote (67 ans à partir de la génération 1955) pour demander leur retraite et l'Aspa, d'où le pic également observé à cet âge.

Le montant mensuel moyen de l'Aspa représente 53 % de la retraite globale

Le montant mensuel moyen de l'Aspa est de 446 € à la date de point de départ. Ce montant est de 531 € pour les hommes, beaucoup plus élevé que celui des femmes qui s'élève à 381 €. Ce montant moyen représente 53 % du montant global moyen de la retraite, et constitue donc une part importante de ce dernier. Cette part est plus importante chez les hommes (60 %) que chez les femmes (47 %), ce qui s'explique par le fait que les hommes sont plus souvent bénéficiaires de la majoration conjoint à charge que les femmes.

Le montant mensuel moyen de l'ASI représente 47 % de la retraite globale

Le montant mensuel moyen de l'ASI est beaucoup moins élevé que celui de l'Aspa puisqu'il s'élève à 341 € en moyenne. Cependant cette fois-ci ce montant est plus élevé chez les femmes (363 €) que chez les hommes (284 €). Ce montant moyen représente 47 % de la retraite globale moyenne versée aux bénéficiaires l'année de départ de l'ASI. À l'inverse de l'Aspa, cette part est plus importante chez les femmes avec un taux de 51 % contre 39 % chez les hommes. Le montant moyen de l'ASI a fortement augmenté entre 2021 et 2022 (passant de 295 € à 341 €), probablement en lien avec les évolutions récentes de la prestation (forte augmentation de la condition de ressources...).

Montant mensuel de l'Aspa ou de l'Asi et part dans la retraite globale en 2022

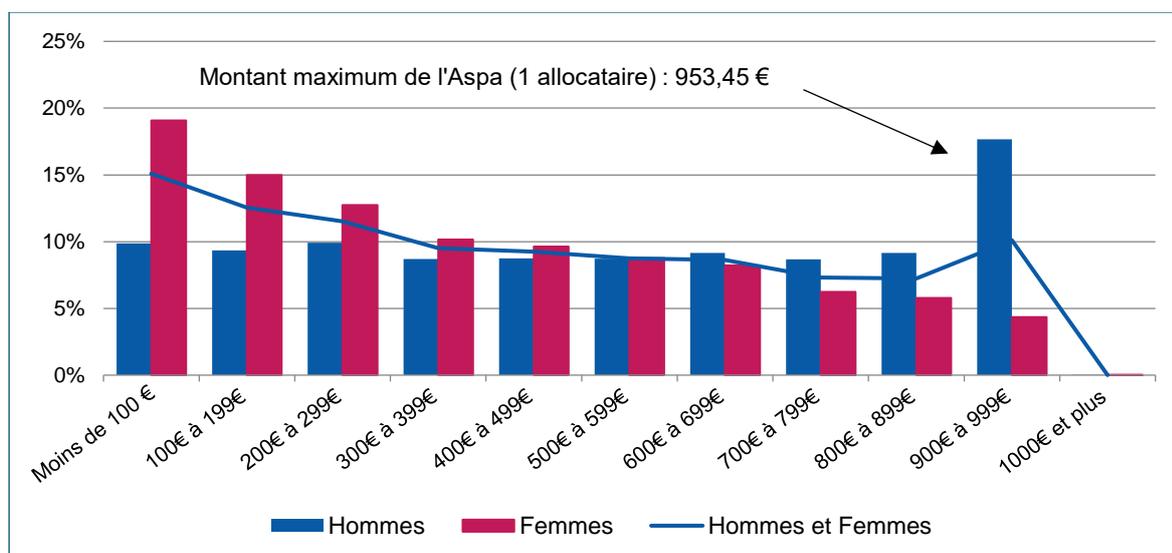
	Aspa			ASI		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Montant mensuel moyen de l'allocation	531 €	381 €	446 €	284 €	363 €	341 €
Montant mensuel global moyen servi	890 €	818 €	849 €	733 €	718 €	722 €
Part de l'Aspa dans le retraite globale	59,6%	46,5%	52%	38,7%	50,5%	47,2%

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de l'Aspa ou de l'ASI au régime général (année de départ de l'allocation en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Parmi les 61 350 nouveaux bénéficiaires de l'Aspa, 15 % perçoivent un montant mensuel d'Aspa inférieur à 100 €. Ensuite, plus les montants augmentent plus le nombre de nouveaux bénéficiaires diminue, excepté pour la tranche « 900 à 999 € » pour laquelle la proportion est plus importante, lié à une forte présence masculine. En effet, dans les tranches de montant les moins élevés (jusqu'à 599€) les femmes sont sur représentées et à l'inverse, les hommes sont sur-représentés une fois le seuil des 600 € passés, avec un écart croissant à mesure que les montants augmentent.

Répartition des nouveaux bénéficiaires de l'Aspa selon le montant mensuel de l'allocation



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux bénéficiaires de l'Aspa du régime général (année de départ de l'allocation en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

POUR EN SAVOIR PLUS

L'Allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) est une allocation différentielle, permettant de porter l'ensemble des ressources du bénéficiaire à un plafond. L'Aspa peut être demandée par toute personne, résidant en France, âgée d'au moins 65 ans. L'âge d'accès à cette allocation peut être abaissé dans certains cas à l'âge minimum de la retraite (60 à 62 ans selon la génération) : inaptitude au travail, handicap, ancien combattant, mère de famille ouvrière... Le régime général est compétent pour l'attribuer à ses retraités (sauf s'ils sont aussi exploitants agricoles auquel cas l'Aspa est versée par la MSA).

Le plafond de l'Aspa est, au 1^{er} juillet 2022, de 953,45 € par mois pour une personne seule, et de 1 480,24 € pour un couple. Depuis 2019, comme pour les pensions, il est prévu qu'il soit revalorisé au 1^{er} janvier en fonction de l'inflation moyenne observée sur les douze derniers mois (prix hors tabac). La revalorisation peut toutefois être modifiée par la loi. Ainsi, l'article 40 de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018 a prévu une revalorisation exceptionnelle (précisée par décret) indépendamment de l'évolution de l'indice des prix. Alors que le plafond pour une personne seule était de 803,20 € au 1^{er} avril 2017, il a été porté à 833,20 € au 1^{er} avril 2018, 868,20 € au 1^{er} janvier 2019 et 903,20 € au 1^{er} janvier 2020, soit une progression totale de 100 €.

Cette allocation peut être partiellement récupérée sur succession : la récupération s'effectue dans une limite par année de service et uniquement sur la fraction de l'actif net qui dépasse le seuil de recouvrement (39 000 € en métropole, 100 000 € dans les DOM du 02/03/2017 au 31/08/2023).

L'allocation supplémentaire d'invalidité (ASI) peut être attribuée (depuis le 1^{er} janvier 2006) au titulaire d'un avantage viager au titre de l'assurance invalidité ou vieillesse, qui n'a pas atteint l'âge pour bénéficier de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa).

Le demandeur doit être atteint d'une invalidité générale réduisant sa capacité de travail ou de gain d'au moins des deux tiers. La personne reconnue invalide pour l'attribution

d'un avantage viager d'invalidité à un régime de base est considérée invalide pour l'attribution de l'ASI.

Le demandeur doit résider en France et ses ressources (ou celles du ménage) ne doivent pas dépasser un plafond de ressources qui dépend de la situation familiale (846,97 € par mois pour une personne seule et 1482,20 € par mois pour un couple au 1^{er} juillet 2022). Ces plafonds de ressources ont été fortement revalorisés au 1^{er} avril 2020 et au 1^{er} avril 2021. Les ressources sont appréciées dans les mêmes conditions que pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Jusqu'au 1^{er} avril 2020, l'allocation était forfaitaire. Elle est désormais différentielle (décret 2020/1251 du 13/10/2020).

Le droit à l'ASI prend fin dès que le titulaire remplit la condition d'âge pour avoir droit à l'Aspa.

Statistiques et études complémentaires

- **Les nouveaux bénéficiaires du minimum vieillesse en 2017**
K. Belabdi – Cnav - DSPR - Étude n°2021-042
- **L'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et le minimum vieillesse**
Les comptes de la Sécurité sociale – Éclairage – juillet 2022
- **Tableaux et graphiques :**



T2_4_Aspa et ASI

2.5 La résidence des nouveaux retraités

98 % des nouveaux retraités de droit direct résident en France dont 16 % en Île-de-France.

L'Île-de-France concentre le plus grand nombre de nouveaux retraités : près de 16 % des nouveaux retraités de droit direct y résident, et 10 % pour les droits dérivés.

Après l'Île-de-France, les régions où résident le plus grand nombre de nouveaux retraités correspondent aux Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) Rhône-Alpes, Sud-Est et Hauts-de-France (toutes trois avoisinant les 9 %). Contrairement à ce qui a pu être observé pour l'Île-de-France, la répartition entre les droits directs et dérivés est plus uniforme. Cette différence avec l'Île-de-France s'explique car beaucoup de retraités quittent cette région pour s'établir en province ou à l'étranger et n'y résident donc plus au moment de la demande de pension de réversion après le décès du conjoint.

Répartition des nouveaux retraités du régime général de 2022 par région de résidence ou de paiement (périmètre Carsat ou CGSS)

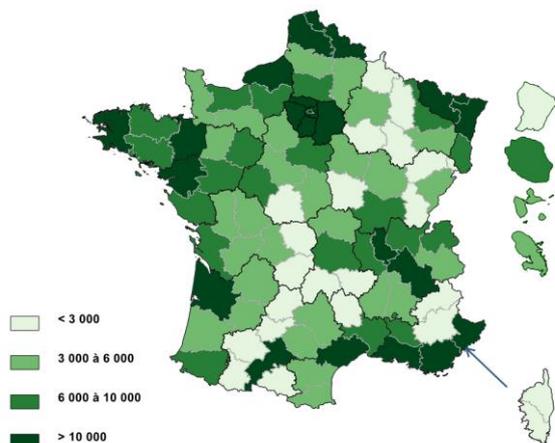
Régions (périmètre Carsat et CGSS)	Droits directs				Droits dérivés			
	Retraités de droit direct résidents	%	Retraités percevant une retraite de la Carsat ou CGSS	%	Retraités de droit dérivé résidents	%	Retraités percevant une retraite de la Carsat ou CGSS	%
Aquitaine	37 010	5,3%	37 870	5,4%	8 614	5,6%	9 296	6,0%
Auvergne	15 445	2,2%	15 433	2,2%	3 874	2,5%	3 871	2,5%
Bourgogne-Franche-Comté	30 044	4,3%	30 445	4,3%	8 110	5,2%	8 138	5,3%
Hauts-de-France	60 045	8,5%	62 406	8,9%	14 765	9,6%	15 539	10,1%
Centre-Ouest	28 747	4,1%	28 260	4,0%	7 546	4,9%	7 065	4,6%
Rhône-Alpes	67 217	9,6%	68 387	9,7%	14 080	9,1%	14 866	9,6%
Sud-Est	61 208	8,7%	61 187	8,7%	13 040	8,4%	12 879	8,3%
Languedoc-Roussillon	31 849	4,5%	30 887	4,4%	7 562	4,9%	6 826	4,4%
Nord-Est	26 449	3,8%	26 426	3,8%	7 019	4,5%	7 209	4,7%
Pays de la Loire	39 983	5,7%	39 625	5,6%	9 388	6,1%	8 862	5,7%
Centre - Val de Loire	27 523	3,9%	27 385	3,9%	6 524	4,2%	6 553	4,2%
Île-de-France	110 553	15,7%	116 756	16,6%	14 819	9,6%	19 717	12,8%
Bretagne	36 488	5,2%	35 679	5,1%	7 952	5,1%	7 377	4,8%
Normandie	36 623	5,2%	36 921	5,3%	8 489	5,5%	8 337	5,4%
Alsace-Moselle	31 796	4,5%	35 817	5,1%	7 087	4,6%	8 381	5,4%
Midi-Pyrénées	32 118	4,6%	32 520	4,6%	7 124	4,6%	7 164	4,6%
Total métropole	673 098	95,8%	686 004	97,6%	145 993	94,4%	152 080	98,4%
Guadeloupe	4 348	0,6%	4 331	0,6%	709	0,5%	703	0,5%
Guyane	1 169	0,2%	1 194	0,2%	78	0,1%	90	0,1%
Martinique	3 841	0,5%	3 829	0,5%	467	0,3%	452	0,3%
La Réunion	7 457	1,1%	7 439	1,1%	1 268	0,8%	1 258	0,8%
Total CGSS	16 815	2,4%	16 793	2,4%	2 522	1,6%	2 503	1,6%
Total France	689 913	98,2%	702 797	100,0%	148 515	96,1%	154 583	100,0%
Autres territoires français et non ventilables	507	0,1%			40	0,0%		
Etranger	12 377	1,8%			6 028	3,9%		
Ensemble des nouveaux retraités	702 797	100,0%	702 797	100,0%	154 583	100,0%	154 583	100,0%

Source : SNSP et SNSP-TI.

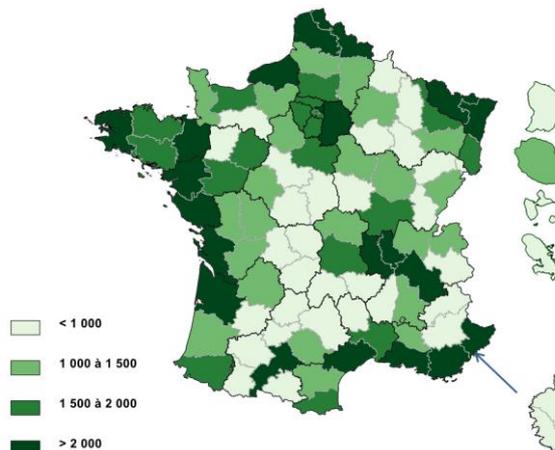
Champ : Nouveaux retraités de droit direct ou dérivé au régime général (année de départ du droit en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Répartition des nouveaux retraités par département de résidence

Droits directs



Droits dérivés



Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct ou dérivé au régime général (année de départ du droit en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Note : la résidence en France correspond ici à la métropole et aux territoires des CGSS.

2,3 % des nouveaux retraités (tous droits confondus) résident dans les Caisses générales de sécurité sociale (CGSS) au point de départ de leur retraite. Cette proportion est plus importante pour les droits directs que pour les droits dérivés.

La part des nouveaux retraités résidant à l'étranger est de 2,1 %. Cette part est plus importante pour les droits dérivés puisque 3,9 % des nouveaux retraités de droit dérivé résident à l'étranger contre 1,8 % des nouveaux retraités de droit direct.

Parmi les résidents à l'étranger, 72 % résident dans un pays européen (principalement les pays limitrophes de la France tels que l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie et le Royaume-Uni), 17 % résident dans un pays africain (dont 92 % répartis entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). Enfin 7 % résident en Asie (dont 73 % répartis entre la Turquie, Israël et le Japon), 3% en Amérique (dont 68 % répartis entre le Canada et les Etats-Unis) et 0,5 % en Océanie principalement en Australie.

Répartition des nouveaux retraités résidents à l'étranger

	Retraités	%
Europe	13 257	72%
<i>Dont : Espagne</i>	3 092	23,3%
<i>Belgique</i>	1 982	15,0%
<i>Italie</i>	1 436	10,8%
<i>Suisse</i>	715	5,4%
<i>Royaume-Uni</i>	538	4,1%
Afrique	3 200	17%
<i>Dont : Algérie</i>	1 813	56,7%
<i>Maroc</i>	599	18,7%
<i>Tunisie</i>	537	16,8%
Asie	1 248	7%
<i>Dont : Turquie</i>	568	45,5%
<i>Israël</i>	205	16,4%
<i>Japon</i>	140	11,2%
Amérique	612	3%
<i>Dont : Canada</i>	238	38,9%
<i>États-Unis</i>	180	29,4%
Océanie	87	0,5%
<i>Dont : Australie</i>	74	85,1%
Total étranger	18 404	100%

Source : SNSP et SNSP-TI.

Champ : Nouveaux retraités de droit direct ou dérivé au régime général (année de départ du droit en 2022 - données arrêtées à fin juin 2023).

Statistiques et études complémentaires

- Tableaux et graphiques :



T2_5_Résidence
nouveaux retraités

3 LA TRANSITION DE L'EMPLOI À LA RETRAITE AU RÉGIME GÉNÉRAL

CHIFFRES CLÉS 2022

580 000

cumulants
emploi-retraite

22 600

retraités en retraite
progressive

3.1 La situation avant la retraite

57 % des nouveaux retraités de droit direct de 2020 étaient en emploi

Parmi les nouveaux retraités du régime général de 2020, 57 % étaient en emploi dans les mois précédant le départ en retraite. En effet, 40 % des assurés ont validé au moins un trimestre d'emploi au titre d'une activité salariée du secteur privé, 3 % au titre d'une activité d'indépendant et 14 % ont validé un trimestre dans un autre régime¹⁷.

La part d'assurés en emploi avant la date d'effet de leur droit direct est orientée à la hausse sur la dernière décennie. Cette progression est tirée par l'augmentation de la part des assurés validant au moins un trimestre d'emploi salarié au régime général (+10 points de 2007 à 2020), en raison en partie d'une hausse des départs en retraite anticipée. En effet, l'emploi est d'autant plus fréquent que les assurés sont jeunes.

La proportion des assurés au chômage indemnisé avant de liquider leur retraite a diminué de 6 points, passant de 17 % en 2007 à 11 % en 2020.

Par ailleurs, les reports au compte au titre de l'invalidité augmentent légèrement, passant de 6 % en 2007 à 7 % en 2020.

Enfin, la proportion des assurés ne validant aucun trimestre est en nette diminution et atteint 25 % en 2020, un niveau inférieur à celui de 2007 (31 %).

Des variations d'une année sur l'autre liées au recul de l'âge légal

Ces parts varient d'une année sur l'autre depuis 2011. En effet, en décalant progressivement les âges de départ à la retraite, la réforme de 2010 a également un impact sur la structure de ces départs une année donnée. Par exemple, la part des départs au titre de l'inaptitude est en général plus faible lors des années de décalage de l'âge légal (par exemple en 2015), tandis que la part des départs suite à inactivité sont plus faibles lors des années de report de l'âge d'annulation de la décote.

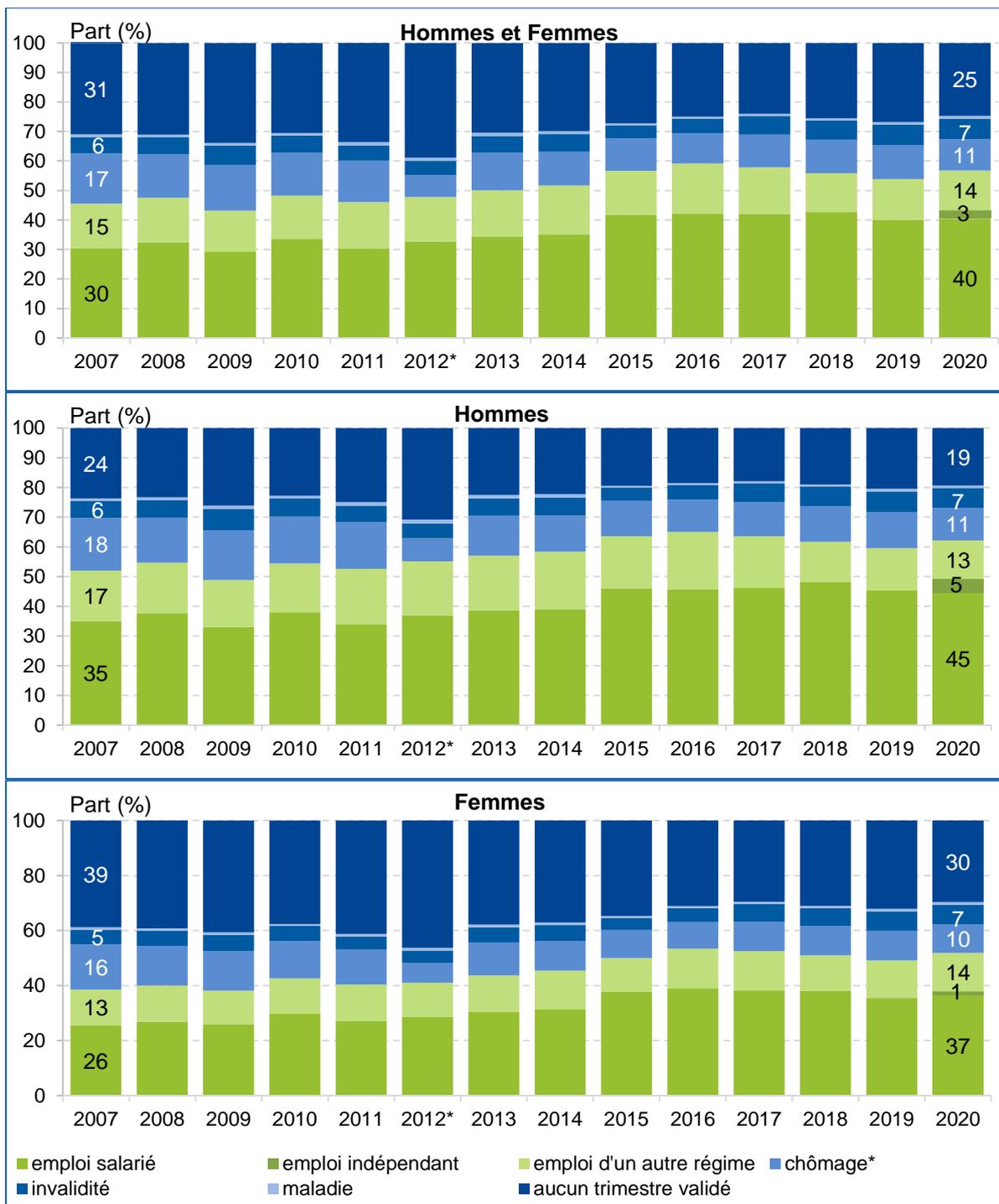
Des différences importantes existent entre les hommes et les femmes quant à la situation sur le marché du travail à la veille de la retraite. La proportion d'hommes validant au moins un trimestre au moyen de reports de salaires à leur compte individuel atteint 45 % en 2020, quand elle est seulement de 37 % pour les femmes. Après une diminution en 2019, cette proportion reste stable pour les hommes en 2020 et augmente pour les femmes (+2 points). Les validations au titre d'une activité d'indépendante sont également plus fortes chez les hommes que chez les femmes en 2020 (5 % contre 1 %). Les validations de trimestres dans d'autres régimes sont similaires entre hommes et femmes en 2020.

La proportion de personnes en emploi avant le passage à la retraite en 2020 est en augmentation par rapport à 2019 pour les deux sexes (+2 points pour les hommes et +3 points pour les femmes). Par rapport à 2007 cette proportion s'est accrue de 10 points pour les hommes et de 13 points pour les femmes.

L'absence de trimestre validé au compte est davantage le fait des femmes : alors que seuls 19 % des hommes ne valident aucun trimestre en 2020, cette proportion atteint 30 % chez les femmes. Pour les femmes, l'absence de report peut s'expliquer par un éloignement plus fréquent du marché de l'emploi.

¹⁷ Il est supposé que ce trimestre correspond à de l'emploi dans la très grande majorité des cas.

Répartition des nouveaux retraités de droit direct selon les types de trimestres validés l'année même ou l'année précédant le départ en retraite



Source : Base flux exhaustifs de nouveaux retraités du régime général depuis 2004 (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants).

Champ : Nouveaux retraités de droit direct au régime général par année de départ du droit.

Note : Pour les droits directs prenant effet au premier trimestre de l'année n, ont été retenus les reports au compte de l'année n-1. Pour les droits directs prenant effet durant les 3 derniers trimestres de l'année n ont été retenus les reports au compte de l'année n. Les reports au compte sont priorisés comme suit : emploi salarié, emploi indépendant (distingué uniquement pour l'année 2020, et inclus dans les autres régimes sinon), emploi d'un autre régime, chômage, invalidité, maladie et aucun report pour la validation de trimestre.

*Pour l'année 2012, 10 % des nouveaux retraités sont concernés par un problème de remontée d'information. Il s'agit principalement d'assurés pour lesquels les reports de période assimilée chômage manquent et qui sont comptabilisés à tort comme n'ayant aucun trimestre validé.

Les personnes nées à l'étranger sont davantage présentes parmi les prestataires sans report au compte que l'ensemble des nouveaux retraités de 2020 (22 %, contre 17 %).

POUR EN SAVOIR PLUS

Construction de l'indicateur

L'indicateur est basé sur l'analyse des reports de salaires aux comptes individuels des assurés du régime général l'année précédant la liquidation. Pour les liquidations intervenues durant le premier trimestre de l'année, les reports au compte retenus correspondent effectivement à l'année précédant le départ en retraite (soit en n-1). Pour les liquidations intervenues durant les trois trimestres suivants, les reports au compte portent sur l'année même du départ en retraite (soit en n).

Le suivi de cet indicateur est effectué à partir d'une base comprenant l'ensemble des flux exhaustifs de nouveaux retraités du régime général depuis 2004 (hors nouveaux retraités gérés dans les outils de gestion de la Sécurité sociale des indépendants).

L'indicateur retenu mesure la proportion d'assurés ayant validé au moins un trimestre dans un régime de retraite, ce qui constitue une présomption d'activité dans un secteur d'activité couvert par ce régime - bien que la validation ait également pu être obtenue au titre d'une période équivalente ou assimilée dans ce régime -.

Statistiques et études complémentaires

- **Fin de carrière par âge des assurés du régime général ayant pris leur retraite en 2004, 2010 et 2013**
J. Couhin – Cnav - DSPR - Étude n°2016-048
- **Prendre sa retraite : incidence des dispositifs de prolongation d'activité sur les parcours individuels**
Berteau-Rapin, J. Couhin, A. Dardier et M. Ramos-Gorand – Les cahiers de la Cnav n°11 – 2018
- **Tableaux et graphiques :**



T3_1_Situation
avant la retraite

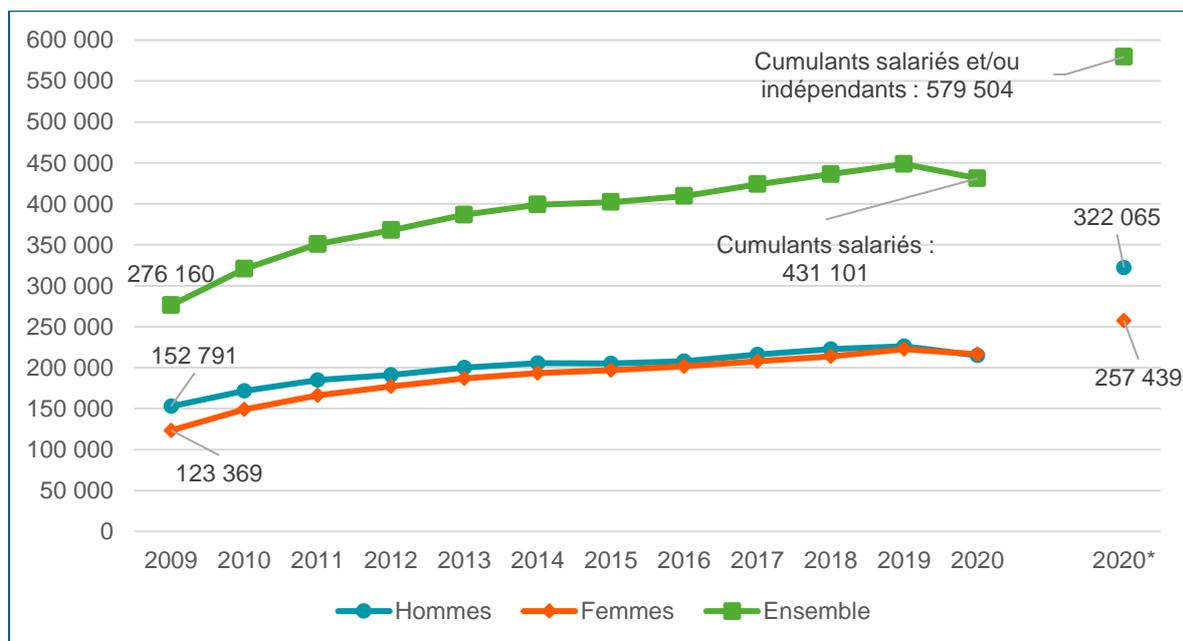
3.2 Le cumul emploi-retraite

Le système d'information statistique doit être adapté afin d'avoir accès à de nouvelles données carrières provenant du RGCU (Répertoire de Gestion des Carrières Unique) qui regroupe les données élémentaires de carrière disponibles de tous les régimes, de base et complémentaires. Ce répertoire est en cours de déploiement et c'est la raison pour laquelle il n'a pas été possible d'actualiser les études portant sur le cumul emploi retraite dont les dernières portent sur l'année 2020.

En 2020, 4,1 % des retraités de droit direct du régime général cumulent leur pension avec une activité en tant que salarié, artisan ou commerçant

Le cumul emploi-retraite offre aux retraités la possibilité de cumuler une pension de retraite avec des revenus d'activité. Si l'assuré a fait valoir l'ensemble de ses pensions légalement obligatoires et réunit les conditions pour obtenir le taux plein, il peut cumuler intégralement sa pension avec des revenus d'activité. Si ces conditions ne sont pas remplies, le cumul est en revanche plafonné et soumis à conditions.

Évolution du nombre de retraités du régime général en activité



Source : Base cumul 2009-2021.

Champ : Retraités de droit direct du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale des indépendants) cumulant dans l'année leur retraite avec une activité salariée relevant du régime général.

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général : pour le point 2020 post-intégration, retraités de droit direct du régime général (anciens salariés ou indépendants) cumulant dans l'année leur retraite avec une activité salariée ou indépendante relevant du régime général.

Depuis 2020, les salariés du secteur privé et les travailleurs indépendants sont réunis au sein du régime général. Un retraité est considéré comme cumulant une année donnée s'il est en activité (salariée et/ou indépendante) cette année-là et que cette activité a débuté après la date d'effet de sa retraite.

En 2020, parmi les pensionnés de droit propre du régime général (au titre d'une activité passée de salariés du privé, de travailleurs indépendants ou des deux), 157 126 exercent une activité en tant qu'indépendants et 431 101 en tant que salariés du privé. Parmi eux, 8 700 sont actifs à la fois en tant que travailleurs salariés mais aussi en tant que travailleurs

indépendants. Au total, hors doubles comptes, environ 580 000 assurés sont en cumul emploi-retraite.

431 100 retraités du régime général cumulent retraite et activité salariée en 2020

Parmi les retraités cumulant une activité salariée, il y a quasiment autant de femmes que d'hommes. Leur répartition par âge est assez étendue : 1 % ont moins de 62 ans, 88 % ont entre 62 et 74 ans et 11 % ont plus de 75 ans. Le salaire moyen¹⁸ perçu au cours de l'année 2020 est, en annuel brut, de 11 700€ pour les hommes (soit 30 % du plafond de la sécurité sociale) et de 6 800 € pour les femmes (soit 18 % du plafond de la sécurité sociale). Les montants annuels de pension tous régimes¹⁹ sont de l'ordre de 26 700 € pour les hommes et 16 300 € pour les femmes.

Une étude réalisée pour caractériser les profils des retraités cumulant une activité professionnelle a permis de répartir les 431 100 retraités du régime général cumulant une activité salariée en 2020 en 4 classes principales :

- 27 % ont eu des carrières les mieux rémunérées et parmi eux les hommes sont largement majoritaires à 73 %. Ils partent en retraite avec le taux plein au titre de la durée d'assurance (74 %), avec la durée d'assurance exacte pour 30 % d'entre eux et avec une surcote pour 44 %, ont les montants de pension annuels tous régimes plus élevés, en moyenne de 38 865 €, et reprennent une activité dans le secteur tertiaire. Cette activité est rémunérée en moyenne par un salaire annuel de 18 574 €.
- 27 % ont des carrières complètes, mais des salaires limités. On trouve dans cette catégorie 68 % de femmes. Elles partent en retraite avec le taux plein au titre de la durée d'assurance (43 % avec la durée d'assurance exacte et seulement 18 % avec surcote), ont les montants de pension annuels tous régimes en moyenne de 14 946 €, et leur activité de cumul est rémunérée en moyenne par un salaire annuel de 5 610 €.
- 24 % ont eu des débuts d'activité plus précoces, des carrières plus longues et sont majoritairement partis au titre de la retraite anticipée carrière longue. Parmi eux la part des hommes est de 79 %. Ils perçoivent en moyenne une retraite annuelle tous régimes de 19 876 € et ils reprennent plus souvent une activité dans le secteur primaire ou secondaire pour laquelle le salaire annuel s'élève à 7 444 € en moyenne.
- 22 % ont souvent attendu l'âge d'annulation de la décote pour partir en retraite en raison de carrières moins complètes avec en moyenne des salaires peu élevés (pour les 3/4 des cumulants de cette classe, la part de salaires au moins au plafond est inférieure à 35 %). Cette classe est essentiellement composée de femmes (87 %). Indifféremment seules ou en couple, elles sont près des 2/3 à vivre dans des ménages à faibles ressources. Le montant annuel de leur retraite tous régimes est en moyenne de 9 140 €. L'activité durant le cumul, souvent

¹⁸ Il s'agit du salaire total, non plafonné au plafond de la Sécurité sociale de l'année.

¹⁹ Le montant de pension tous régimes comprend le montant de droit propre au régime général, le minimum contributif et les avantages complémentaires c'est-à-dire principalement la bonification de 10% pour enfant. Il comprend également les montants de pensions versés par les autres régimes de retraite.

rémunérée sous forme de chèque emploi-service, s'élève en moyenne à 4 192 € en annuel.

157 100 retraités du régime général sont également indépendants en 2020

Avec un effectif de 157 126 en 2020, le nombre de retraités du régime général actifs en tant qu'indépendants est en forte croissance (+9 % en 2020), portée par le développement de l'auto-entrepreneuriat.

Parmi les retraités cumulant une activité d'artisan ou commerçant, la part des hommes est de 72 %. Ceux qui cumulent leur pension de retraite du régime général avec une activité indépendante en tant qu'auto-entrepreneurs en tirent un revenu d'activité annuel moyen de 4 900 €, nettement inférieur à celui qui cumulent avec un statut de travailleur indépendant de droit commun (19 300 €).

Les 8 700 retraités actifs à la fois en tant que travailleurs salariés et indépendants sont à 72 % des auto-entrepreneurs. La plupart (80 %) ont liquidé leur pension de droit direct au régime général après 2015 et donc n'acquièrent pas de droit à pension par leur activité d'indépendant.

Le profil des 157 126 retraités du régime général cumulant une activité en tant qu'indépendant en 2020 se répartit en 3 classes principales :

- 43 % étaient indépendants au moment de leur première liquidation. Cette classe se distingue par des débuts d'activité précoces, à 19 ans en moyenne, entraînant un début de cumul à 61 ans et 10 mois en moyenne. La reprise d'activité dans le cadre du cumul se fait, en moyenne, sans délai à la suite de la première liquidation. Le droit propre tous régimes de ces assurés est compris entre celui des deux autres classes, dans la mesure où il s'établit à 18 978 € par an en moyenne, soit 1 581 € par mois. La part des hommes est de 77 %.
- 30 % étaient salariés au moment de leur première liquidation. Ces derniers ont démarré leur vie active à 19 ans en moyenne, et sont partis à la retraite avec une pension annuelle de droit propre tous régimes moyenne de 29 772 € (2 481 € par mois), soit la pension la plus élevée parmi les trois classes.
- 27 % étaient sans report validant ou au chômage au moment de leur première liquidation. Cette classe se démarque par les débuts d'activité les plus tardifs, à 23 ans en moyenne et par une reprise d'activité qui a eu lieu, en moyenne, 2 ans et 7 mois après la première liquidation, à l'âge moyen de 64 ans et 1 mois. Cette classe se différencie également par des montants de droit propre tous régimes plus faibles (14 548 € par an en moyenne, soit 1 212 € par mois).

POUR EN SAVOIR PLUS

Méthodologie

Depuis 2020, les salariés du secteur privé et les travailleurs indépendants sont réunis au sein du régime général. Pour suivre les retraités qui reprennent une activité salariée ou indépendante dans le cadre du cumul emploi-retraite, une nouvelle définition, identique pour ces deux types d'activité, est désormais retenue. À compter de 2020, un retraité de droit direct (ancien salarié ou indépendant) est considéré comme cumulant l'année N s'il est en activité (salariée ou indépendante, hors retraite progressive) en N et s'il a une date d'effet de sa pension de droit propre (ou de sa première pension s'il perçoit deux pensions de droit propre du régime général) antérieure ou égale à l'année N. Si l'année N est également l'année de date d'effet de sa pension en N, une validation est effectuée afin de vérifier que la reprise d'activité est postérieure à la date d'effet de la pension.

Le changement de méthodologie lié à l'harmonisation de la définition du statut de cumulant entre les retraités du régime général qui reprennent une activité en tant que salarié du privé ou en tant que travailleurs indépendants permet d'estimer plus précisément le nombre de cumulants retenus pour une année donnée. Notamment, la nouvelle méthodologie, réalisée sur des données arrêtées à fin 2021, permet d'identifier les nouveaux retraités de 2020 ayant débuté un cumul en 2020 dont le nombre s'élève à plus de 40 000 assurés.

Statistiques et études complémentaires

- **Les dispositifs de prolongation d'activité et de transition activité-retraite : évolutions récentes et principaux résultats en 2020**
C. Bac, Z.Chaker, C. El Khoury, M. Julliot – Cnav-DSPR - Étude 2023-026
- **Prologation d'activité en 2020 : quels profils pour quel dispositif ?**
C. Bac, C. El Khoury, M. Julliot – Cnav-DSPR - Étude 2023-035
- **Cumul emploi-retraite au régime général : un quart d'emplois familiaux**
Dardier – Étude de Cadr'@ge n° 44 - Cnav – 2021
- **Le cumul emploi-retraite – Déterminants individuels et profils types des cumulants**
Dardier – Économie et Statistiques n° 524-525 - Insee – 2021
- **Les effectifs de travailleurs indépendants également retraités du régime général et/ou de la Sécurité sociale des indépendants**
M. Julliot – Cnav-DSPR - Étude n°2020-041
- **Les profils des travailleurs indépendants également retraités du régime général et/ou de la Sécurité sociale des indépendants**
M. Julliot – Cnav-DSPR - Étude n°2020-049
- **Tableaux et graphiques :**



T3_2_CER

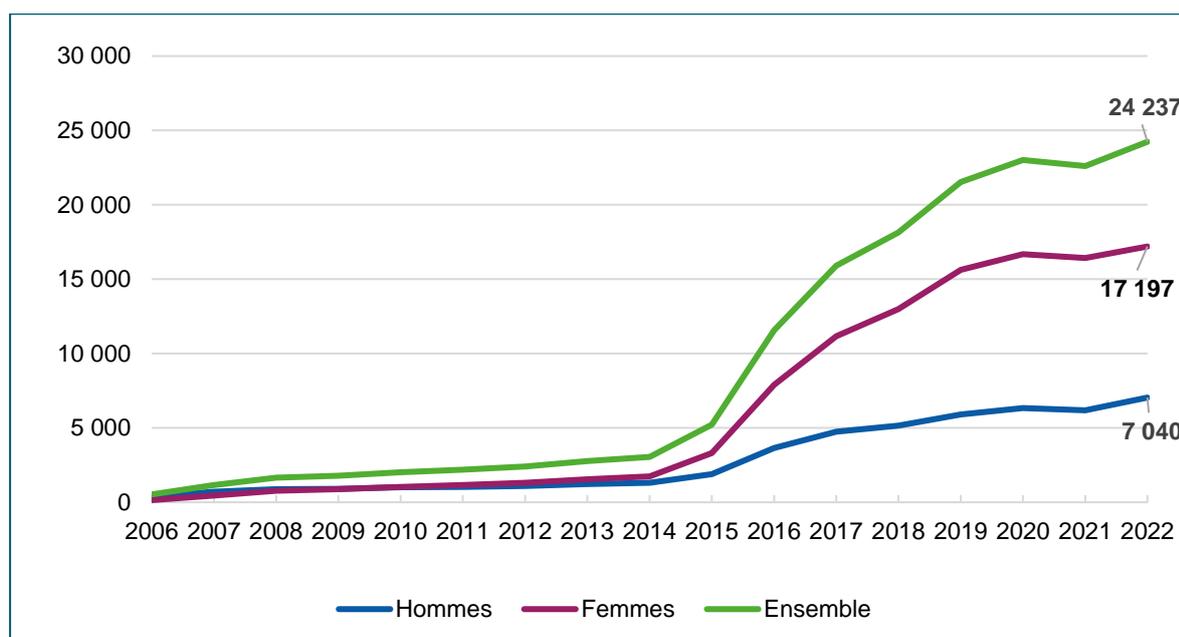
3.3 La retraite progressive

Au 31 décembre 2022, 24 237 retraités sont en retraite progressive

La retraite progressive permet à un assuré relevant du régime général (ancien salarié) en fin de carrière, de percevoir partiellement sa retraite tout en continuant son activité professionnelle avec une durée de travail réduite. Elle est aujourd'hui ouverte aux assurés ayant atteint l'âge légal diminué de deux ans (minimum 60 ans) et justifiant d'une durée d'assurance de 150 trimestres (cf. annexes).

Ce dispositif créé en 1988 et longtemps très peu utilisé a connu une hausse de ses effectifs à partir de 2015. Cette hausse est due à de nouvelles règles d'application mises en place afin de rendre le dispositif plus attractif. Au 31 décembre 2022, 24 237 retraités sont bénéficiaires d'une retraite progressive soit une proportion de retraités de droit direct très faible (0,2 %). Le nombre de retraités en retraite progressive a connu une forte augmentation en 2022 (+7,2 %). Cette année-là, 14 266 retraites progressives ont été attribuées.

Évolution du nombre de bénéficiaires de la retraite progressive au 31 décembre



Source : SNSP.

Champ : retraités du régime général en retraite progressive (hors outils de gestion des travailleurs indépendants).

Parmi les bénéficiaires de la retraite progressive, la part des femmes est importante (71 %).

L'âge moyen des bénéficiaires est de 62,2 ans. Près de 59 % des retraités en retraite progressive en paiement au 31 décembre 2022 ont un âge inférieur à l'âge légal ; pour les femmes cette proportion est de 63 % contre 50 % pour les hommes.

Un peu plus de cinq assurés en retraite progressive sur six ont une fraction de pension inférieure ou égale à 50 % soit une quotité de travail au moins égale à un mi-temps. Le nombre de retraités bénéficiant d'une fraction de pension comprise entre 31 et 50 % est plus important : 49,4 %. La proportion est de 35,5 % dans le cas d'une fraction comprise entre 20 et 30 % et de 15,1 % pour la fraction à 51 % et plus.

Les retraités en retraite progressive au 31 décembre 2022 avaient une durée d'assurance moyenne tous régimes de 173 trimestres à leur entrée en retraite progressive, légèrement supérieure à la durée d'assurance moyenne au régime général (169 trimestres). La durée moyenne tous régimes est plus importante chez les femmes (177 trimestres) que chez les hommes (164 trimestres), essentiellement du fait des majorations de durées d'assurance pour enfants. Il en est de même pour la durée d'assurance moyenne au régime général : celle des femmes (173 trimestres) est supérieure à celle des hommes (158 trimestres).

Le montant mensuel moyen servi au titre de la retraite progressive versée par le régime général est de 439 €. Il est plus élevé chez les hommes avec un montant moyen de 477 € contre 423 € pour les femmes.

Le durée de service de la retraite progressive est en moyenne de 21 mois pour les hommes comme pour les femmes.

Statistiques et études complémentaires

- **Statistiques sur la retraite progressive du régime général (hors sécurité sociale des indépendants)**

S. Arabi – Cnav-DSPR - Circulaire 2023-06

- **La retraite progressive**

S. Arabi – Brève de Cadr'@ge n° 46 - Cnav – 2022

- **Estimation du non-recours à la retraite progressive et comparaison avec les assurés qui ont bénéficié du dispositif et qui en sont sortis en 2018**

C. El Houry – Cnav-DSPR – Étude n°2023-002

- **Tableaux et graphiques :**



T3-3 Retraite progressive

4 LES DÉCÈS DES RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL

CHIFFRES CLÉS 2022

558 000

décès

84,1 ans

âge moyen au décès

762 €

montant moyen des
pensions au moment du
décès

22 ans

durée moyenne de
service

4.1 La mortalité des retraités du régime général

4.1.1 Les décès des retraités du régime général par sexe et par type de droits

Au cours de l'année 2022, 557 808 retraités du régime général sont décédés et 7 décès sur 10 concernent un retraité qui percevait uniquement un droit direct

En 2022, le nombre de retraités décédés est de 557 808 et a augmenté de 1 %. Parmi les retraités décédés au cours de l'année 2022, 288 734 sont des femmes (52 %) et 269 074 des hommes (48 %). La proportion d'hommes parmi les retraités décédés en 2022 est supérieure à leur proportion parmi l'ensemble des retraités (soit 44 % fin 2022, cf. fiche 1.1.1.). Cela s'explique en partie par des effets différenciés de mortalité. En effet, le nombre de décès des hommes est resté en 2022 à son niveau de 2021, alors que celui des femmes a augmenté de 3 %.

La majorité des assurés décédés perçoivent uniquement un droit direct (68 %, dont les deux tiers sont des hommes). À l'inverse, les retraités bénéficiaires d'un droit dérivé servi seul, qui représentent 7 % du total des décès en 2022, sont à 93 % des femmes. La proportion des retraités ayant un droit dérivé servi seul est plus élevée parmi les décès de 2022 (7 %) que parmi les retraités en paiement fin 2022 (5 %). Les bénéficiaires d'un droit dérivé seul sont en effet en moyenne plus âgés que les retraités de droit direct (cf. fiche 1.1.3). Enfin, 25 % des décès concernent des retraités qui perçoivent à la fois un droit direct et un droit dérivé, dont 87 % sont des femmes.

Répartition des décès du régime général en 2022 par sexe et type de droits

	Hommes	Femmes	Ensemble	% du total
Droits directs servis seuls	247 799	130 165	377 964	68%
Droits dérivés servis seuls	2 547	35 829	38 376	7%
Droits directs accompagnés d'un droit dérivé	18 728	122 740	141 468	25%
Total	269 074	288 734	557 808	100%

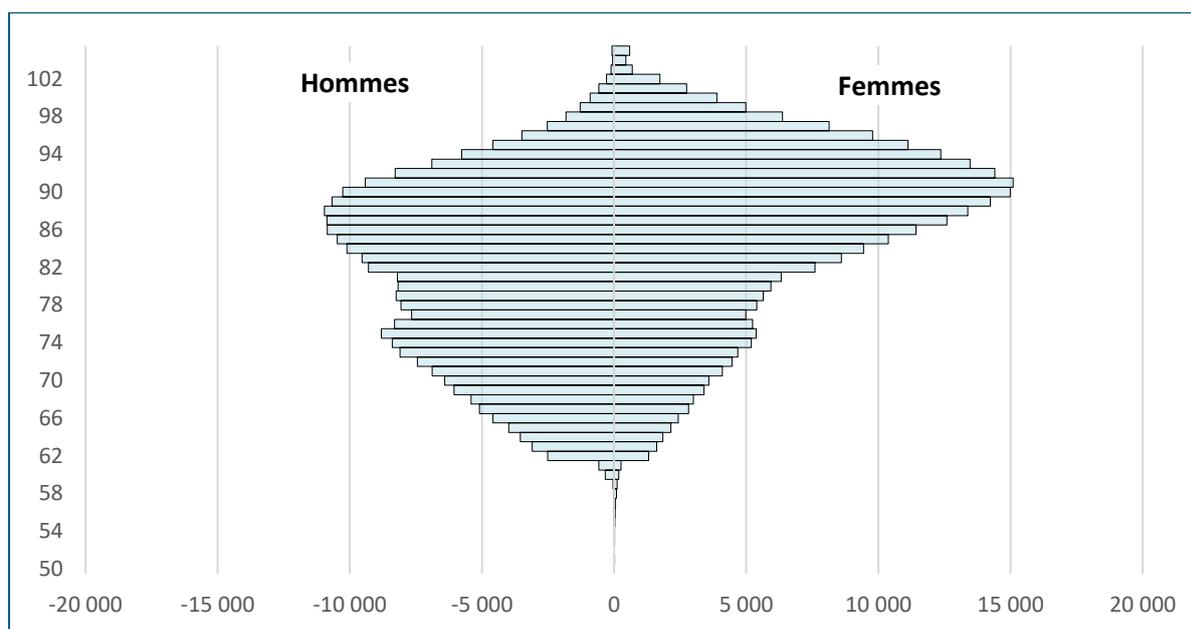
Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général décédés en 2022 (données arrêtées au 30 avril 2023).

Une augmentation des décès plus marquée chez les femmes

Pour chaque classe d'âge où une augmentation des décès est observée c'est parmi les femmes qu'elle est la plus importante : + 10 % pour les 74-76 ans et + 5 % pour les plus de 85 ans contre respectivement + 5 % et + 2 % pour les hommes. Pour l'ensemble de la population ces taux s'élèvent à + 7 % et + 4 %.

Pyramide des âges au décès en 2022



Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général décédés en 2022 (données arrêtées au 30 avril 2023).

Note : Age en différence de millésime (les décès à 90 ans en 2022 sont ceux de la génération 1932).

L'accroissement des décès des plus âgés est le principal facteur de l'augmentation de l'ensemble des décès.

La hausse des décès observée parmi les plus de 85 ans est particulièrement élevée pour les plus de 90 ans et à plus forte raison pour les plus de 95 ans : + 7 % et + 11 %.

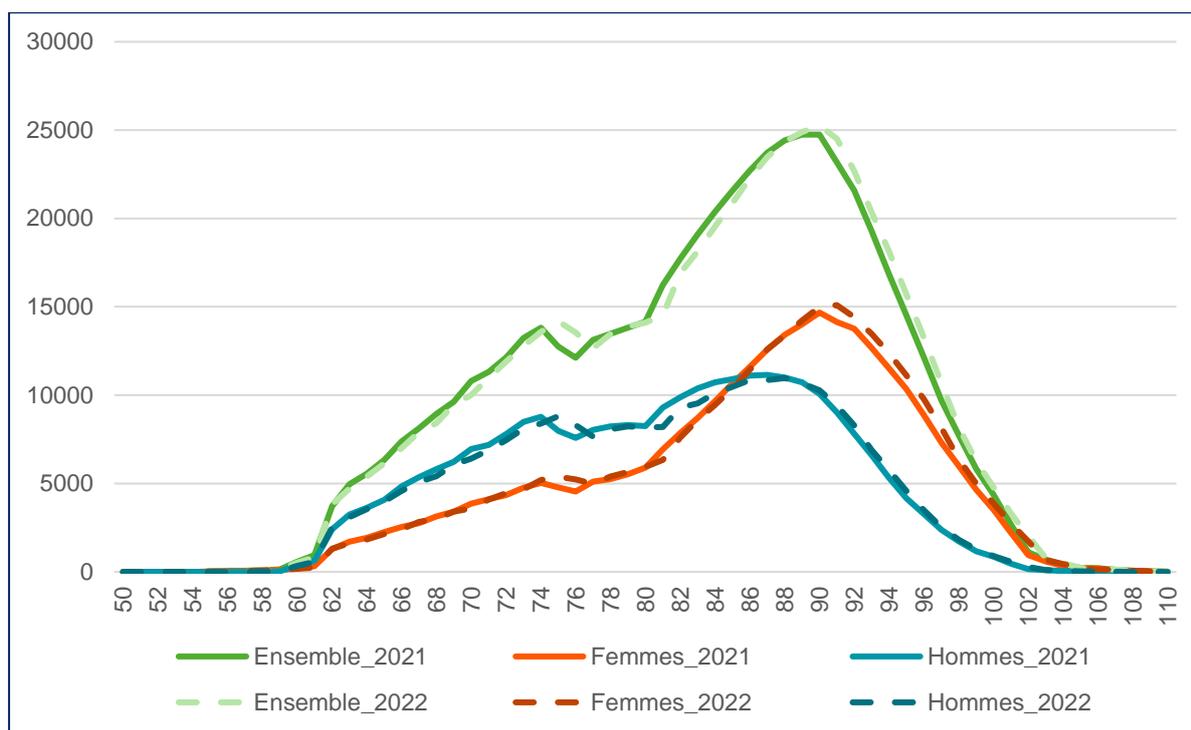
Cela s'explique, d'une part par le vieillissement de la population et également par un effet « moisson²⁰ ». Ce phénomène intervient à la suite d'une crise qui a eu pour conséquence une hausse des décès et réduit la mortalité pour la période suivante car les plus fragiles sont déjà décédés durant la crise. En 2021, période faisant suite à la crise sanitaire, l'effet « moisson » a certainement contribué à réduire la mortalité des plus âgés.

En 2022, le nombre annuel de décès rapportés à la population annuelle moyenne s'établit à 37 décès pour 1 000 retraités. En 2021, ce rapport s'élevait également à 37 décès pour 1 000 retraités. Les années²¹ précédant la pandémie, ce taux de mortalité se maintenait entre 34 et 35 décès pour 1 000 retraités, soit un niveau qui demeure plus faible qu'en 2021 et 2022.

²⁰ Blanpain N., "53 800 décès de plus qu'attendus en 2022 : une surmortalité plus élevée qu'en 2020 et 2021", Insee Première n°1951, juin 2023.

²¹ Les années antérieures à 2020 présentent les données relatives aux retraités du régime général hors outils de gestion de la sécurité sociale des indépendants : il y a donc rupture de série à partir de 2020. Toutefois cela a peu d'effet sur l'analyse puisque beaucoup de retraités ayant des droits liés à une carrière d'indépendant ont également des droits en tant que salariés.

Décès par sexe et âge selon l'année de décès



Source : SNSP et Asur.

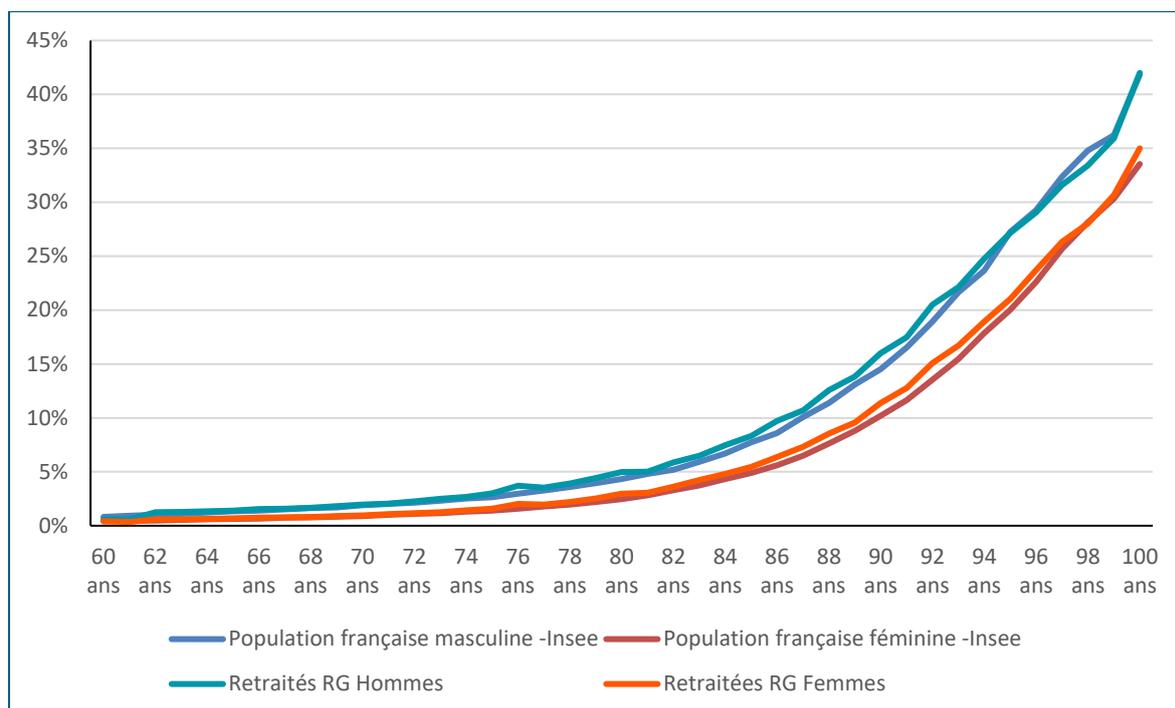
Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général décédés en 2022 (données arrêtées au 30 avril 2023).

Par rapport à l'année précédente, le nombre annuel de décès a sensiblement augmenté, particulièrement pour les femmes. Le vieillissement de la population, et l'arrivée aux âges à forte mortalité des générations baby-boom, est une cause structurelle de l'augmentation des décès.

Au-delà, l'analyse des quotients de mortalité, comparée aux quotients observés en population générale, montre une tendance similaire : les risques de mortalité à tout âge sont plus élevés pour les hommes que pour les femmes. A partir de 85 ans, à âge égal, les risques de mortalité sont un peu plus élevés pour les hommes et femmes du régime général qu'en population. Cela est dû à la composition de ces deux populations.

Les figures ci-après détaillent et comparent les quotients de mortalité en 2022, par sexe, pour la population de retraités du régime général (y compris les anciens travailleurs indépendants) puis pour la population française générale.

Quotients de mortalité en 2022



Source : Insee²² : Statistiques de l'état civil et estimations de population, Bilan démographique paru le 18/01/2022.

RG : SNSP et Asur, annulations.

Champ : retraités du régime général (y compris les anciens travailleurs indépendants) décédés 2022 et France (y c. Mayotte).

Lecture : En 2022 les hommes atteignant 95 ans dans l'année ont 27 % de risque de décéder.

²² Les indicateurs sont provisoires, résultats provisoires arrêtés à fin février 2022

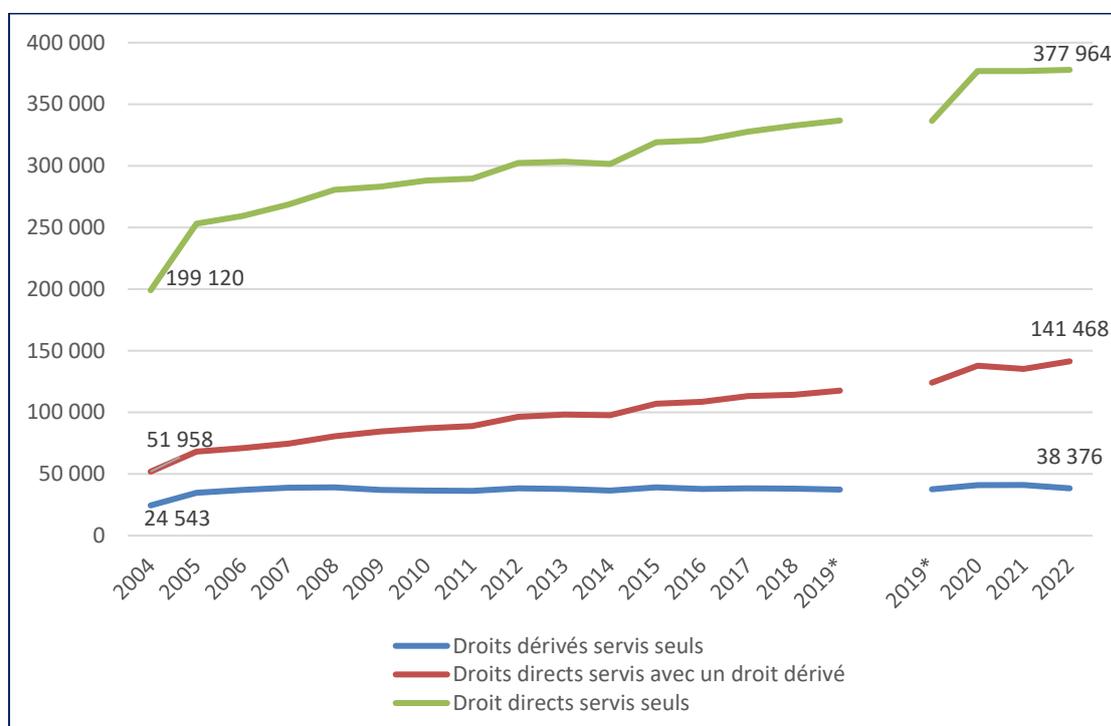
4.1.2 L'évolution du nombre de décès par année

Le nombre de décès par année au régime général a doublé entre 2004 et 2022

Entre 2004 et 2022, le nombre de décès annuel a augmenté de 102 %, passant de 276 000 à 557 808. Sur cette même période le nombre de retraités du régime général a augmenté de 40 %.

Le nombre de décès de droits dérivés servis seuls a augmenté de 56 % entre 2004 et 2022 passant de (24 543 à 38 376 décès annuels). Sur cette même période l'augmentation des décès de droits directs servis seuls a été de 90 % (passant de 199 120 à 377 964 décès annuels).

Évolution des décès par type de droit



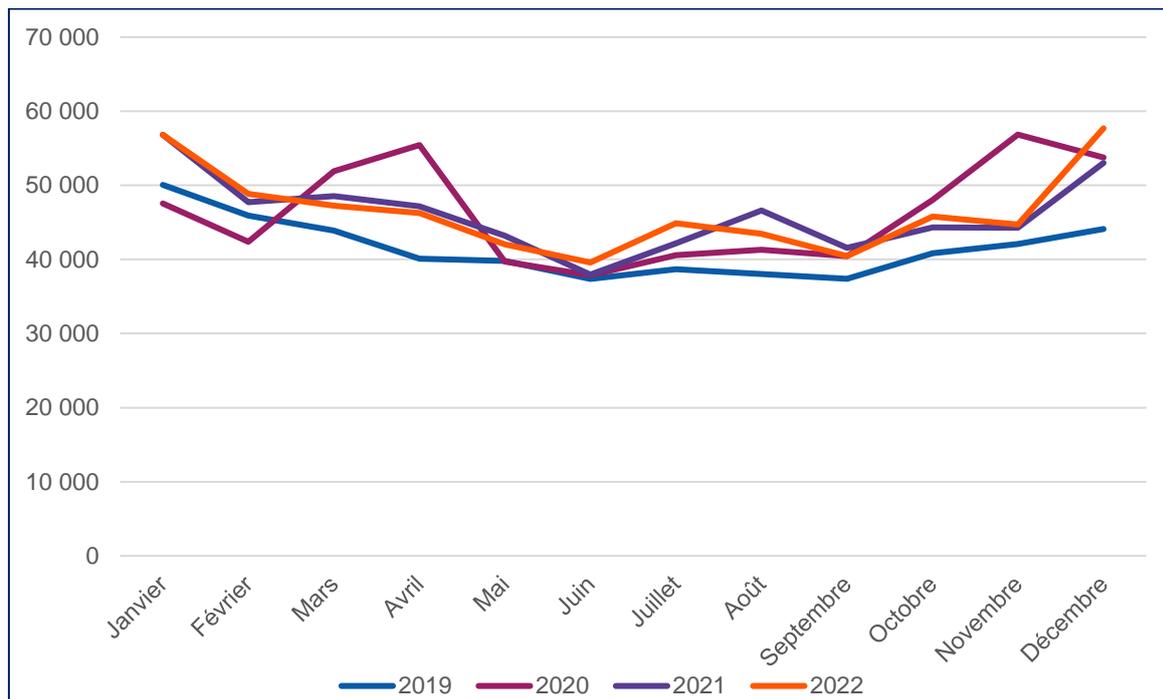
Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de décès (données 2022 arrêtées au 30 avril 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

L'augmentation du nombre de décès depuis le début des années 2000, alimentée par la croissance du nombre de retraités, est accentuée par le vieillissement progressif de ces retraités. La première génération nombreuse du baby-boom atteint en effet 75 ans en 2021. Au-delà de cette tendance général, les variations du nombre de décès d'une année sur l'autre résultent en général d'un contexte de mortalité particulier (grippe, canicule...). La pandémie de Covid-19 explique notamment la forte hausse des décès entre 2019 et les années suivantes.

Profil infra-annuel des décès



Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général par années de décès.

L'analyse de l'occurrence des décès révèle la saisonnalité et les événements particuliers survenus. La spécificité de l'année 2020 avec les deux pics de mortalité en avril et novembre-décembre liés à la crise sanitaire contraste avec 2019 qui montre un schéma classique de mortalité : les décès culminent aux mois les plus froids puis diminuent pour remonter à nouveau à l'entrée de l'automne. Bien qu'en 2021 et 2022 le nombre de décès survenus soit en baisse par rapport à l'année record de 2020, ils demeurent élevés par rapport à la période d'avant crise sanitaire.

POUR EN SAVOIR PLUS

La mortalité en population générale en 2022

En 2022 la mortalité fut importante. D'une part, en raison de l'augmentation et du vieillissement de la population qui accroissent mécaniquement le nombre de décès. D'autre part, bien que moins importants qu'en 2020 ou 2021, les effets directs et indirects de l'épidémie de Covid-19 ont un impact sur le nombre de décès. Mais, ce sont surtout les "phénomènes inhabituels" recensés au cours de cette année qui ont fortement impacté le nombre de décès : deux épidémies de grippe (une première tardive en mars-avril, puis une seconde précoce en décembre) ainsi que des épisodes de forte chaleur durant l'été.

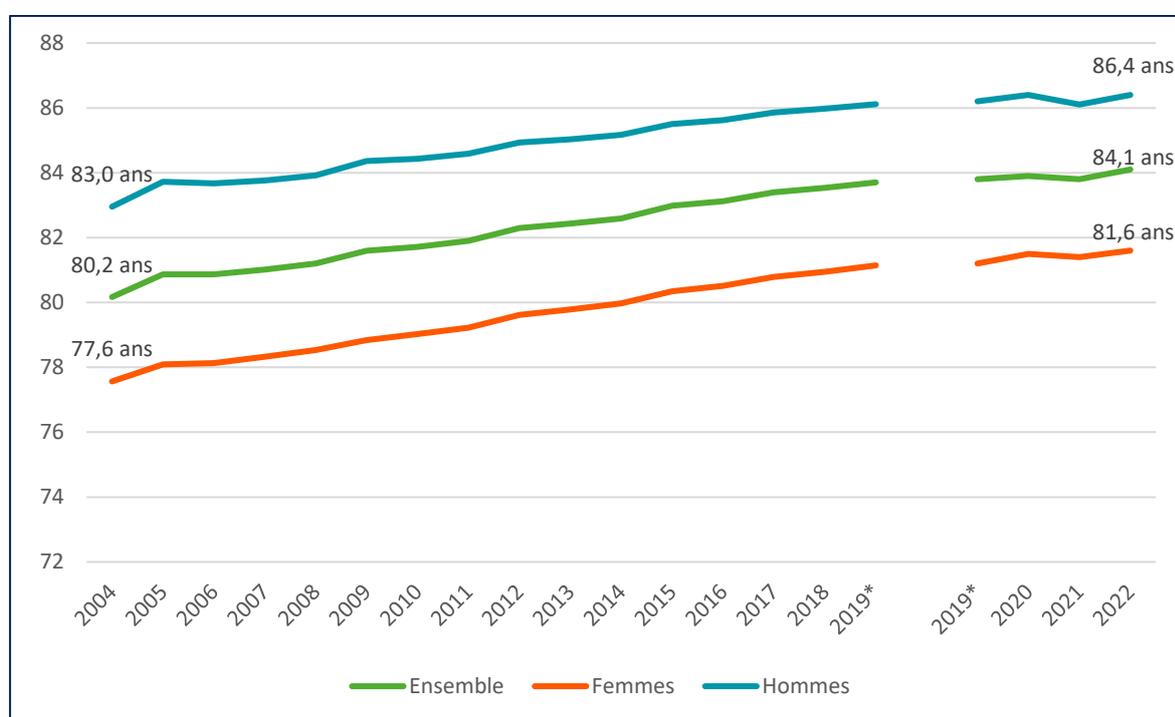
4.1 L'âge au décès et la durée de service

4.1.3 L'âge au décès

En 2022, l'âge moyen au décès était de 84,1 ans, 86,4 ans pour les femmes et 81,6 ans pour les hommes

Entre 2004 et 2022, l'âge au décès des retraités du régime général a augmenté de 3,9 ans, passant de 80,2 à 84,1 ans. Cette augmentation est légèrement plus faible pour les femmes, avec un âge au décès qui passe de 77,6 à 81,6 ans, soit +3,9 ans, que pour les hommes dont l'âge au décès est passé de 83,0 à 86,4 ans soit +3,4 ans.

Évolution de l'âge au décès



Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de décès (données 2022 arrêtées au 30 avril 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

4.1.4 La durée de service de la pension

En 2022, la durée moyenne de service de la pension des retraités du régime général était de 22 ans, 24 ans pour les femmes et 20 ans pour les hommes.

Les retraités du régime général décédés en 2022 percevaient un droit du régime général depuis 21,8 ans en moyenne. Cette durée de service est plus élevée pour les femmes (23,4 ans) que pour les hommes (20,1 ans), bien que ces derniers partent à la retraite plus tôt. En effet, leur âge au décès est inférieur de près de 5 ans à celui des femmes.

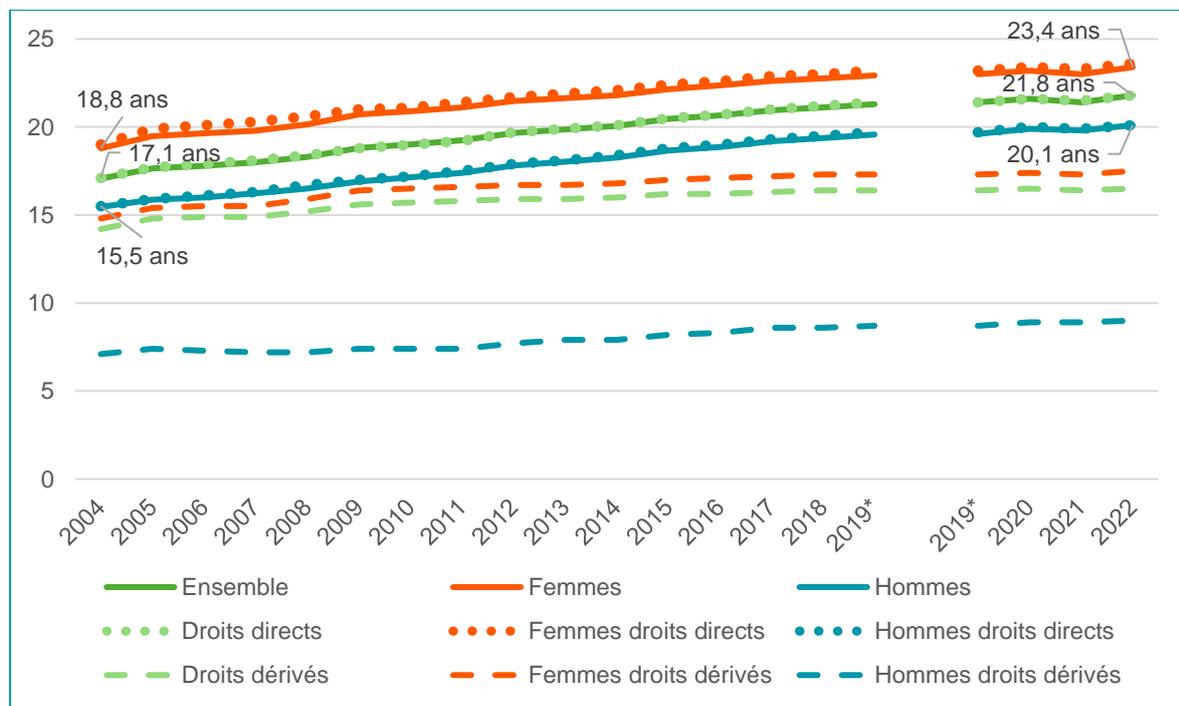
Les bénéficiaires d'un droit direct perçoivent leur droit en moyenne 5 ans de plus que les bénéficiaires d'un droit dérivé (21,8 ans contre 16,5 ans).

Entre 2004 et 2022, la durée de service moyenne de la pension a augmenté de 4,7 ans, passant de 17,1 à 21,8 ans. Pour les femmes cette durée est passée de 18,8 à 23,4 ans tandis que pour les hommes elle est passée de 15,5 à 20,1 ans.

La durée de service moyenne du droit direct est passée de 17,1 ans à 21,8 ans (soit une augmentation de 4,7 ans ou +27 %). Pour les hommes, cette durée de service est passée de 15,5 à 20,1 ans (+4,6 ans ou +30 %) et pour les femmes de 19,0 à 23,6 ans (+4,6 ans ou +24 % d'augmentation).

Concernant les droits dérivés, la durée moyenne de service de la pension est passée de 14,2 à 16,5 ans (soit une augmentation de 2,3 ans ou +16 %). Pour les hommes cette durée est passée de 7,1 à 9,0 ans (+1,9 ans ou +27 %) tandis que pour les femmes la durée moyenne est passée de 14,8 à 17,5 année (+2,7 ans ou +18 %).

Évolution de la durée de service de la pension par type de droit



Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de décès (données 2022 arrêtées au 30 avril 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

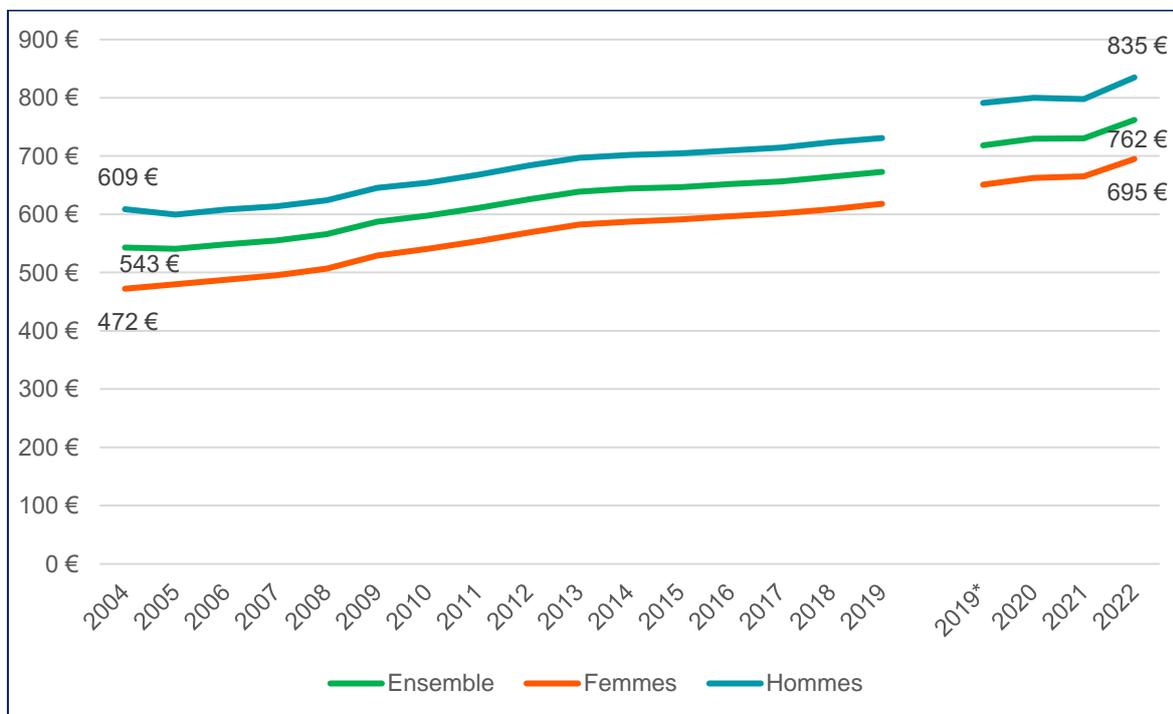
4.2 Les montants de pensions versées au moment du décès

En 2022, le montant moyen des pensions versées lors du décès des assurés était de 762 € par mois, 835 € pour les hommes et 695 € pour les femmes

En 2022, le montant global moyen de pension des retraités lors de leur décès est de 762 € par mois. Il est inférieur à celui des retraités en paiement fin 2022 (768 €).

Entre 2004 et 2022, le montant moyen de pension lors du décès a augmenté de 40 %, passant de 543 € à 762 €. Pour les femmes cette augmentation a été plus importante puisque le montant a augmenté de 47 % (passant de 472 € à 695 €). À l'inverse pour les hommes l'augmentation n'est que de 37 % (avec des montants passant de 609 € à 835 €).

Évolution des montants de pensions versées au moment du décès (euros courants)



Source : SNSP et Asur.

Champ : Retraités (de droit direct et/ou de droit dérivé) du régime général (hors outils de gestion de la Sécurité sociale pour les indépendants jusqu'à 2018), par année de décès (données 2022 arrêtées au 30 avril 2023).

* Rupture de série à la suite de l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général.

5 ANNEXES

ANNEXE 1 - LE SYSTEME D'INFORMATION STATISTIQUE

Les données présentées dans ce recueil sont issues des bases de données alimentant le système d'information statistique de la Cnav.

Les statistiques portant sur les années **2003 à 2019** sont issues du Système National Statistique Prestataires (SNSP)²³. Le SNSP est alimenté par le système de gestion des prestations : l'Outil retraite (OR) du régime général.

Le SNSP est une base exhaustive qui contient des informations sur l'ensemble des retraités salariés du régime général en paiement ainsi que toutes les nouvelles entrées (attributions de droits directs, de droits dérivés et de tous les avantages complémentaires) et sorties (annulations et décès) enregistrées au cours de l'année. Cette base est mise à jour à fréquence mensuelle et contient toutes les informations élémentaires concernant le prestataire et sa prestation (âge, résidence, éléments de droit servant au calcul de la pension, avantages, montants, assujettissement...).

Le SNSP a évolué régulièrement au fil des années avec l'ajout de nouvelles informations pour tenir compte des évolutions législatives.

La loi de financement de la sécurité sociale de 2018 a prévu la suppression du RSI et le transfert de la protection sociale des travailleurs indépendants au régime général. Ainsi, le régime général est désormais chargé de gérer la liquidation et le paiement des retraites de base et des retraites du régime complémentaire des travailleurs indépendants (RCI). De début 2018 à fin 2019, la gestion des prestations (et le suivi statistique) était assurée par la sécurité sociale des indépendants avant suppression de cette dernière fin 2019.

Depuis fin 2019, afin de pouvoir répondre aux besoins statistiques à la suite de l'intégration du régime des retraités travailleurs indépendants (RSI) au régime général, le système d'information statistique de la Cnav a dû s'adapter et évoluer.

Désormais, au régime général, subsistent deux outils de gestion : l'outil retraite du régime général (OR) et l'outil de gestion de l'ex-RSI (Asur - Application du Système Unique de Retraite). Les attributions des retraites de base des travailleurs indépendants entrant dans le périmètre LURA (liquidation unique des régimes alignés) sont en majorité traitées dans l'Outil Retraite du régime général (OR). Les retraites qui n'ont pas pu être traitées en LURA sont toujours gérées dans le système de liquidation et de paiement de l'ex-RSI (Asur). Demeurent également dans l'outil de gestion de l'ex-RSI le stock des retraites en paiement toujours actives.

Afin de pouvoir répondre aux besoins statistiques, une base dénommée SNSP TI qui porte sur l'ensemble des retraités travailleurs indépendants (TI) issus d'Asur a été créée en 2020. Une autre nouvelle base de données qui porte cette fois-ci sur l'ensemble des retraités salariés et indépendants a été créée en 2021 en appariant le SNSP (données OR) avec le SNSP TI (données Asur) : base stock SNSP TSTI. Les statisticiens de la Direction Statistique Prospective et Recherche (DSPR) de la Cnav ainsi que les statisticiens régionaux des Carsat et CGSS utilisent désormais cette nouvelle base de données.

Ainsi depuis 2019, les statistiques présentées portent désormais sur l'intégralité des retraités du régime général : retraités ayant une retraite liée à une carrière salariée et/ou

²³ avant 2003, les statistiques étaient établies à partir d'un échantillon au 1/90^{ème}

une carrière indépendante. Les montants des pensions incluent l'ensemble des droits des retraités qu'ils soient liés à une carrière salariée et/ou indépendante. Les types de droits dont bénéficient les retraités sont également définis au regard de l'ensemble des droits liés à une carrière salariée ou indépendante. Ainsi un retraité qui percevait un droit direct salarié servi seul au régime général est considéré désormais comme un retraité percevant à la fois un droit direct et un droit dérivé s'il est bénéficiaire d'une pension de réversion de son conjoint décédé travailleur indépendant.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'intégration du régime des travailleurs indépendants au régime général n'a pas eu un impact important sur le nombre de retraités supplémentaires. En effet, au 31 décembre 2019, la population de retraités en paiement au régime général n'a augmenté que de 1,2 % : elle est passée de 14 541 742 à 14 710 837. Cette moindre augmentation s'explique par le fait que la quasi-majorité des retraités gérés par l'ex-RSI avait déjà un droit salarié au régime général. Au 31 décembre 2019, on dénombrait 13% de retraités ayant eu une retraite liée à une carrière salariée et de travailleur indépendant, 86% des retraités ayant eu une retraite liée à une carrière salariée sans carrière indépendante et seulement 1 % d'entre eux n'avaient pas de retraite liée à une carrière salariée au régime général.

ANNEXE 2 - LES RÈGLES D'ATTRIBUTION DES RETRAITES DU RÉGIME GÉNÉRAL

La réforme des retraites adoptée en 2023 prévoit différentes mesures portant sur les conditions, les âges et le niveau des pensions applicables dès septembre 2023. Les différentes mesures de cette réforme ne s'appliquent pas aux statistiques portant sur l'année 2022 traitées dans ce recueil. C'est la raison pour laquelle ces nouvelles mesures ne sont pas détaillées dans les annexes et le seront dans la version 2024 du recueil.

Afin de faire valoir ses droits à la retraite, un assuré doit atteindre un âge minimum appelé « âge légal d'ouverture des droits », qui est fixé à 62 ans pour les assurés nés à partir du 1er janvier 1955 (conditions instaurées par la réforme des retraites de 2010). À partir de l'âge légal d'ouverture des droits, un assuré peut liquider ses droits à la retraite ; cependant, pour bénéficier d'une retraite à taux plein, il doit satisfaire une condition de durée d'assurance tous régimes, variable selon sa génération.

Certains assurés peuvent cependant bénéficier d'une retraite à taux plein dès l'âge légal de départ à la retraite, même s'ils ne réunissent pas les conditions de durée d'assurance exigées : ce sont les titulaires d'une pension d'invalidité, les assurés reconnus inaptes au travail, les assurés handicapés dont le taux d'incapacité est d'au moins 50 %, les anciens combattants, prisonniers de guerre, déportés ou internés, ou bien encore les mères de famille ouvrières. Enfin, certains assurés ont droit au taux plein avant l'âge légal, au titre de la retraite anticipée pour longue carrière, de la retraite anticipée d'assuré handicapé ou encore de la retraite pour incapacité permanente, même s'ils ne réunissent pas les conditions de durée d'assurance exigées.

Les conditions d'âge pour l'ouverture des droits

Pour les départs en retraite avant le 01/07/2011, l'âge minimum était fixé à 60 ans. Pour les retraites attribuées à partir du 01/07/2011, l'âge légal est passé progressivement de 60 à 62 ans selon l'année de naissance de l'assuré, conditions instaurées par la réforme des retraites de 2010. L'âge légal de la retraite est fixé à 62 ans pour les assurés nés à compter de 1955.

Âge légal d'ouverture des droits

Assuré né	Age de départ à la retraite
avant le 01/07/1951	60 ans
du 01/07/1951 au 31/12/1951	60 ans et 4 mois
en 1952	60 ans et 9 mois
en 1953	61 ans et 2 mois
en 1954	61 ans et 7 mois
À partir de 1955	62 ans

Source : législation

Certains dispositifs permettent un départ à la retraite avant l'âge légal.

1. Les départs anticipés pour longue carrière

La réforme des retraites de 2003 a introduit une possibilité de départ anticipé. L'assuré qui a débuté son activité jeune et a accompli une longue carrière peut bénéficier d'une retraite anticipée s'il remplit simultanément 2 conditions :

- avoir commencé son activité avant un âge donné ;
- justifier d'une certaine durée d'assurance cotisée. Cette durée d'assurance cotisée dépend de l'année de naissance de l'assuré et de l'âge de départ à la retraite anticipée prévu pour sa génération.

La durée d'assurance cotisée correspond :

- pour un départ à partir de 60 ans : à la durée nécessaire pour le taux plein, c'est-à-dire pour le taux maximum de 50% ;
- pour un départ avant 60 ans : à la durée nécessaire pour le taux plein augmentée de 4 ou 8 trimestres.

Tableau récapitulatif des conditions de départ en retraite anticipée pour longue carrière

Année de naissance	Départ à la retraite	Début d'activité avant	Durée cotisée (en trimestres)
	à partir de		
1952	59 ans et 4 mois	17 ans	164
	60 ans	20 ans	164
1953	58 ans et 4 mois	16 ans	169
	59 ans et 8 mois	17 ans	165
	60 ans	20 ans	165
1954	56 ans	16 ans	173
	58 ans et 8 mois	16 ans	169
	60 ans	20 ans	165
1955	56 ans et 4 mois	16 ans	174
	59 ans	16 ans	170
	60 ans	20 ans	166
1956	56 ans et 8 mois	16 ans	174
	59 ans et 4 mois	16 ans	170
	60 ans	20 ans	166
1957	57 ans	16 ans	174
	59 ans et 8 mois	16 ans	166
	60 ans	20 ans	166
1958	57 ans et 4 mois	16 ans	175
	60 ans	20 ans	167
1959	57 ans et 8 mois	16 ans	175
	60 ans	20 ans	167
1960	58 ans	16 ans	175
	60 ans	20 ans	167
1961 - 1962 - 1963	58 ans	16 ans	176
	60 ans	20 ans	168
1964 - 1965 - 1966	58 ans	16 ans	177
	60 ans	20 ans	169
1967 - 1968 - 1969	58 ans	16 ans	178
	60 ans	20 ans	170
1970 - 1971 - 1972	58 ans	16 ans	179
	60 ans	20 ans	171
À partir de 1973	58 ans	16 ans	180
	60 ans	20 ans	172

2. Les départs anticipés des assurés handicapés

La réforme des retraites de 2003 permet sous certaines conditions le bénéfice d'une retraite à taux plein aux assurés handicapés avant l'âge légal. Un assuré peut obtenir une retraite anticipée assurée handicapé calculée au taux maximum de 50 % à partir de 55 ans s'il justifie simultanément :

- d'une durée d'assurance minimum ;
- d'une durée cotisée minimum ;
- et d'une condition liée au handicap pendant les durées d'assurance et cotisée exigées.

La durée d'assurance et la durée cotisée exigées dépendent de l'année de naissance et de l'âge de l'assuré au point de départ de la retraite.

Tableau récapitulatif des conditions de départ en retraite anticipée des assurés handicapés

Année de naissance	Départ à la retraite	Durée d'assurance	Durée cotisée
	à partir de		
1956 - 1957	59 ans	86	66
1958 - 1959 - 1960	58 ans	97	77
	59 ans	87	67
1961 - 1962 - 1963	56 ans	118	98
	57 ans	108	88
	58 ans	98	78
	59 ans	88	68
1964 - 1965 - 1966	55 ans	129	109
	56 ans	119	99
	57 ans	109	89
	58 ans	99	79
	59 ans	89	69
1967 - 1968 - 1969	55 ans	130	110
	56 ans	120	100
	57 ans	110	90
	58 ans	100	80
	59 ans	90	70
1970 - 1971 1972	55 ans	131	111
	56 ans	121	101
	57 ans	111	91
	58 ans	101	81
	59 ans	91	71
À partir de 1973	55 ans	132	112
	56 ans	122	102
	57 ans	112	92
	58 ans	102	82
	59 ans	92	72

L'assuré doit justifier d'un taux d'incapacité permanente de 50 % ou d'un handicap de niveau comparable pendant toutes les durées d'assurance et cotisée exigées. La qualité de travailleur handicapé peut être prise en compte pour les périodes avant 2016.

3. Les retraites pour incapacité permanente (pénibilité 2010)

L'assuré atteint d'une incapacité permanente peut obtenir une retraite pour incapacité permanente calculée au taux maximum de 50 % dès 60 ans quelle que soit sa durée d'assurance. La retraite pour incapacité permanente (pénibilité loi de 2010) est attribuée à titre normal, mais l'assuré peut être reconnu inapte au travail pour préserver ses droits à certains avantages.

La retraite pour incapacité permanente a pris effet au plus tôt au 1^{er} juillet 2011. L'assuré doit bénéficier d'une rente d'incapacité permanente servie par la caisse primaire d'assurance maladie ou la caisse agricole d'un taux :

- au moins égal à 20 % consécutif à une maladie professionnelle ;
- ou au moins égal à 10 % et inférieur à 20 %, sous réserve d'un avis favorable d'une commission pluridisciplinaire. Dans ce cas, l'assuré doit avoir été exposé pendant 17 ans à des facteurs de risques professionnels. L'incapacité permanente doit être directement liée à l'exposition aux facteurs de risques professionnels. Seules, les périodes cotisées à un régime français ou dans un État de l'Union européenne sont retenues pour déterminer la durée d'exposition.

Le taux d'incapacité permanente doit être reconnu au titre :

- une maladie professionnelle ;
- ou d'un accident du travail qui a entraîné des lésions identiques à celles indemnisées au titre d'une maladie professionnelle.

Les taux d'incapacité d'une ou plusieurs maladies professionnelles et/ou d'un ou plusieurs accidents du travail peuvent s'additionner pour déterminer le taux d'incapacité total. L'addition des taux n'est possible que si l'un des taux est au moins égal à 10 %.

L'incapacité permanente due à un accident du trajet n'ouvre pas droit à la retraite pour incapacité permanente.

4. Les retraites servies au titre des travailleurs de l'amiante

Les titulaires de l'allocation de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante (ATA) sont affiliés à l'assurance volontaire vieillesse au titre de l'article L. 742-1 du CSS. Cette affiliation prend effet à compter du premier jour du trimestre civil comprenant le point de départ de l'allocation. Elle prend fin le dernier jour du trimestre civil précédant le point de départ de la pension de vieillesse du régime général. Les cotisations dues à ce titre sont calculées par les services gestionnaires de l'ATA et sont à la charge du fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Les articles 18 et 20 de la loi n° 2010-1330 du 09 novembre 2010 portant réforme des retraites prévoient une dérogation pour les travailleurs de l'amiante.

L'ATA est remplacée par la retraite lorsque le titulaire, âgé d'au moins 60 ans, remplit les conditions de durée d'assurance requises pour bénéficier d'une retraite au taux plein, ou au plus tard à 65 ans et ce, quelle que soit sa durée d'assurance. L'ATA ne se cumule pas avec une retraite personnelle.

Mode de calcul de la pension au régime général

Le montant de la pension de retraite du régime général est déterminé ainsi :

Revenu annuel moyen x Taux de la pension x (Durée d'assurance au régime général limitée à la durée d'assurance pour obtenir une pension taux plein (selon votre année de naissance) / Durée d'assurance pour obtenir une pension à taux plein)

Le revenu annuel moyen

Le revenu annuel moyen (RAM) correspond à la moyenne des 25 meilleurs revenus d'activités, pris en compte dans la limite du plafond annuel de la Sécurité Sociale. Il est égal à la somme des revenus annuels revalorisés retenus divisée par le nombre d'années correspondant.

Le taux et la durée d'assurance tous régimes

Le taux peut s'échelonner entre 37,5 % et 50 %, 50% étant le maximum appelé également taux plein.

Pour bénéficier d'une retraite à taux plein à partir de l'âge légal d'ouverture des droits, l'assuré doit justifier d'une durée d'assurance tous régimes qui dépend de son année de naissance.

Le nombre de trimestres retenus pour le calcul du taux ne peut pas dépasser 4 par année civile, tous régimes confondus.

Tableau récapitulatif du nombre de trimestres requis pour le calcul du taux plein

Année de naissance	Nombre de trimestres nécessaires pour la retraite à taux plein attribuée à compter du 24/01/2014
1943 - 1944 - 1945 - 1946 - 1947 - 1948	160
1949	161
1950	162
1951	163
1952	164
1953 - 1954	165
1955 - 1956 - 1957	166
1958 - 1959 - 1960	167
1961 - 1962 - 1963	168
1964 - 1965 - 1966	169
1967 - 1968 - 1969	170
1970 - 1971 - 1972	171
À partir de 1973	172

Les assurés ne justifiant pas de la durée requise lors de leur départ en retraite se voient appliquer une décote et à l'inverse ceux qui continuent à accumuler des droits après l'âge légal d'ouverture des droits et au-delà de la durée requise bénéficient d'une surcote.

La décote

Si l'assuré n'a pas le nombre de trimestres exigé, il peut tout de même percevoir une retraite à taux plein s'il prend sa retraite à 67 ans (âge d'annulation de la décote).

En revanche, s'il part avant 67 ans sans avoir le nombre de trimestres d'assurance retraite exigé, le taux de 50 % est réduit de 1,25 % par trimestre manquant : ainsi, le taux de 50 % est réduit de 0,625 (50 x 1,25 %) par trimestre manquant.

La surcote

L'assuré qui a dépassé l'âge légal de départ à la retraite et réunit la durée d'assurance nécessaire pour le taux plein, c'est-à-dire pour le taux maximum de 50 %, peut bénéficier d'une surcote.

C'est une majoration de la retraite pour les périodes d'activité après le 01/01/2004, qui ont donné lieu à cotisations à la charge de l'assuré, et se situent à la fois :

- après l'âge légal de départ à la retraite ;
- et au-delà de la durée d'assurance nécessaire pour avoir droit à une retraite au taux plein.

Le nombre de trimestres susceptibles de donner droit à la surcote correspond au nombre de trimestres cotisés au cours de la période de référence, avec un maximum de 4 trimestres par année civile. Cette période de référence comprend un nombre de trimestres civils entiers.

La période de référence commence :

- le 1er jour du trimestre civil qui suit la date à laquelle l'assuré atteint l'âge légal de départ à la retraite, s'il réunit la durée d'assurance nécessaire pour le taux plein à cette date ;
- ou le 1er jour du mois qui suit la date à laquelle il réunit cette durée d'assurance ;
- et au plus tôt le 01/01/2004.

Elle finit à la date d'arrêt du compte au régime général.

Si l'assuré a obtenu sa retraite au régime général, la poursuite d'une activité relevant d'un autre régime de retraite ne donne pas droit à surcote. La retraite n'est pas recalculée.

Pour chaque trimestre civil entier accompli à partir du 01/01/2009, le taux de surcote est de 1,25 %.

Pour les trimestres civils entiers accomplis du 01/01/2004 au 31/12/2008, le taux est égal à :

- 0,75 % du 1er au 4e trimestre de surcote ;
- 1 % au-delà du 4e trimestre de surcote ;
- 1,25 % pour chaque trimestre de surcote accompli après le 65e anniversaire.

Le coefficient de majoration est égal au nombre de trimestres de surcote X taux de surcote.

Pour déterminer la surcote, le coefficient de majoration est appliqué au montant calculé annuel de la retraite.

La surcote n'est pas incluse dans le montant de la retraite avant comparaison au minimum. Elle s'ajoute au montant de la retraite porté au minimum.

La durée d'assurance au régime général

La durée d'assurance au régime général permet de calculer le montant de la retraite.

Elle comprend les trimestres d'assurance, les périodes assimilées à des trimestres d'assurance (chômage, maladie, service militaire...) et les périodes validées par présomption. Ces périodes peuvent se cumuler dans la limite de 4 trimestres par année civile. Elle comprend également certaines majorations de durée d'assurance (accordés aux parents (MDA), aux personnes en congé parental d'éducation, aux personnes chargées d'un enfant handicapé ou d'un adulte handicapé).

Si la retraite est attribuée dans le cadre de la liquidation unique (Lura), tous les revenus et salaires soumis à cotisation de retraite des régimes concernés, sont totalisés par année civile. Le nombre de trimestres validés pour l'ensemble des régimes ne peut pas dépasser 4 par année civile.

La durée d'assurance maximum retenue pour l'attribution d'une retraite entière varie selon l'année de naissance de l'assuré. S'il ne réunit pas la durée d'assurance maximum, le montant de sa retraite est réduit proportionnellement.

Tableau récapitulatif du nombre de trimestres requis pour le calcul du taux plein

Année de naissance	Nombre maximum de trimestres retenus
Avant 1944	150
1944	152
1945	154
1946	156
1947	158
1948	160
1949	161
1950	162
1951	163
1952	164
1953 - 1954	165
1955 - 1956 - 1957	166
1958 - 1959 - 1960	167
1961 - 1962 - 1963	168
1964 - 1965 - 1966	169
1967 - 1968 - 1969	170
1970 - 1971 - 1972	171
à partir de 1973	172

La retraite progressive

La retraite progressive permet aux assurés de percevoir une partie de leur retraite tout en continuant d'exercer leur activité professionnelle à temps partiel au sens de l'article L.212-4-2 du code du travail (soit des horaires réduits d'au moins 20 % par rapport au temps plein). Ces dispositions sont entrées en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1988.

À compter du 1^{er} janvier 2015, de nouvelles règles d'application sur la retraite progressive sont appliquées (article 18 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014). L'âge à partir duquel l'assuré qui exerce une activité à temps partiel peut demander une retraite progressive devient l'âge légal applicable selon la génération, diminué de deux ans, sans pouvoir être inférieur à 60 ans. La durée d'assurance pour l'ouverture du droit est fixée à 150 trimestres tous régimes de retraite de base confondus. Par ailleurs, la fraction de retraite servie est modifiée afin de mieux tenir compte de la durée de l'activité à temps partiel par rapport à la durée de l'activité à temps plein applicable à l'entreprise.

Condition d'âge :

- Avant le 01/01/2015, l'âge auquel un assuré pouvait bénéficier, au plus tôt, d'une retraite progressive correspondait à l'âge légal de la retraite personnelle.

- À compter du 01/01/2015, l'âge auquel un assuré peut bénéficier, au plus tôt, d'une retraite progressive correspond à l'âge légal de la retraite personnelle diminué de 2 ans, sans pouvoir être inférieur à 60 ans.

Condition de durée d'assurance :

- Avant le 01/01/2015, l'assuré qui demandait le bénéfice d'une retraite progressive devait justifier d'une durée d'assurance et de périodes reconnues équivalentes d'au moins 150 trimestres dans les régimes entrant dans le dispositif de la retraite progressive soit le RG, le RA (régime des salariés agricoles et non agricoles), le RSI et la CNAVPL.

- À compter du 01/01/2015, l'assuré qui demande le bénéfice d'une retraite progressive doit justifier d'une durée d'assurance et de périodes équivalentes d'au moins 150 trimestres (RG et un ou plusieurs régimes obligatoires). Cette durée inclut désormais les régimes spéciaux²⁴.

Ainsi, la durée d'assurance à prendre en compte correspond à celle du taux.

Quotité de travail à temps partiel :

- Avant le 01/01/2015, l'assuré qui souhaitait bénéficier d'une retraite progressive devait être titulaire d'un contrat dont les horaires de travail étaient inférieurs d'au moins 20 % à la durée légale ou conventionnelle du travail applicable à l'entreprise.

- À compter du 01/01/2015, la quotité de travail à temps partiel par rapport à la durée de travail à temps complet applicable à l'entreprise doit désormais être supérieure ou égale à 40 % et inférieure ou égale à 80% pour ouvrir droit à retraite progressive.

La quotité de travail est arrondie à l'entier le plus proche

²⁴ les régimes spéciaux, bien qu'ils soient pris en compte dans la durée d'assurance, restent hors dispositif retraite progressive.

Fraction de la retraite progressive à servir :

- Avant le 01/01/2015, la fraction de la retraite progressive à servir était déterminée compte tenu de la durée de travail à temps partiel par rapport à la durée de travail à temps complet applicable à l'entreprise :

- 60 % à 80 % la fraction de la retraite à servir était de 30 % ;
- 40 % à 59,99 % de la fraction de la retraite à servir était de 50 % ;
- Inférieure à 40 % la fraction de la retraite à servir était de 70 %.

À compter du 01/01/2015, La fraction de retraite progressive est égale à la différence entre la durée de travail à temps complet dans l'entreprise (100 %) et le pourcentage de temps de travail de l'assuré (de 40 % à 80 %).

La fraction de pension est servie pendant une période d'un an renouvelable à compter de la date d'effet, même en cas de modification de la durée du travail avant la fin de cette période. Elle est éventuellement modifiée à l'issue de chaque période annuelle.

Le fractionnement s'applique sur :

- Le montant calculé, éventuellement ramené au maximum,
- La majoration pour enfant de 10 %.

En revanche, la majoration pour conjoint à charge est payée intégralement.

La retraite progressive n'ouvre pas droit à l'allocation de solidarité aux personnes âgées et à l'allocation supplémentaire d'invalidité.

La retraite progressive est soumise aux prélèvements ou bénéficie de leur exonération au même titre que les autres retraites du régime général. Ces prélèvements s'appliquent sur la fraction servie de la retraite progressive.

La retraite progressive est revalorisée selon les mêmes règles que la retraite.

Retrouvez-nous sur

[lassuranceretraite.fr](https://www.lassuranceretraite.fr)

 @Cnav_actu

 L'Assurance retraite et Cnav

 L'Assurance retraite

Des sites pour en savoir plus

L'Assurance retraite : [lassuranceretraite.fr](https://www.lassuranceretraite.fr)

Législation : [legislation.lassuranceretraite.fr](https://www.legislation.lassuranceretraite.fr)

Recherches et statistiques : [statistiques-recherche.lassuranceretraite.fr](https://www.statistiques-recherche.lassuranceretraite.fr)

Recrutement : [rejoindre.lassuranceretraite.fr](https://www.rejoindre.lassuranceretraite.fr)

Équipements pour les personnes âgées : [bien-chez-soi.lassuranceretraite.fr](https://www.bien-chez-soi.lassuranceretraite.fr)

Mais aussi :

Sécurité sociale : [securite-sociale.fr](https://www.securite-sociale.fr)

Recrutement Sécurité sociale : [lasecurecrute.fr](https://www.lasecurecrute.fr)

VIVA Lab : [vivalab.fr](https://www.vivalab.fr)

Pour bien vieillir : [pourbienvieillir.fr](https://www.pourbienvieillir.fr)

 **l'assurance
retraite**
le service public engagé pour votre avenir